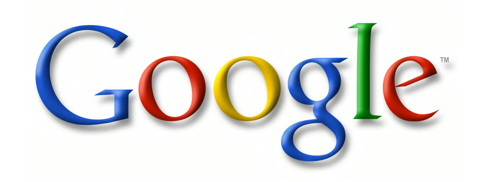
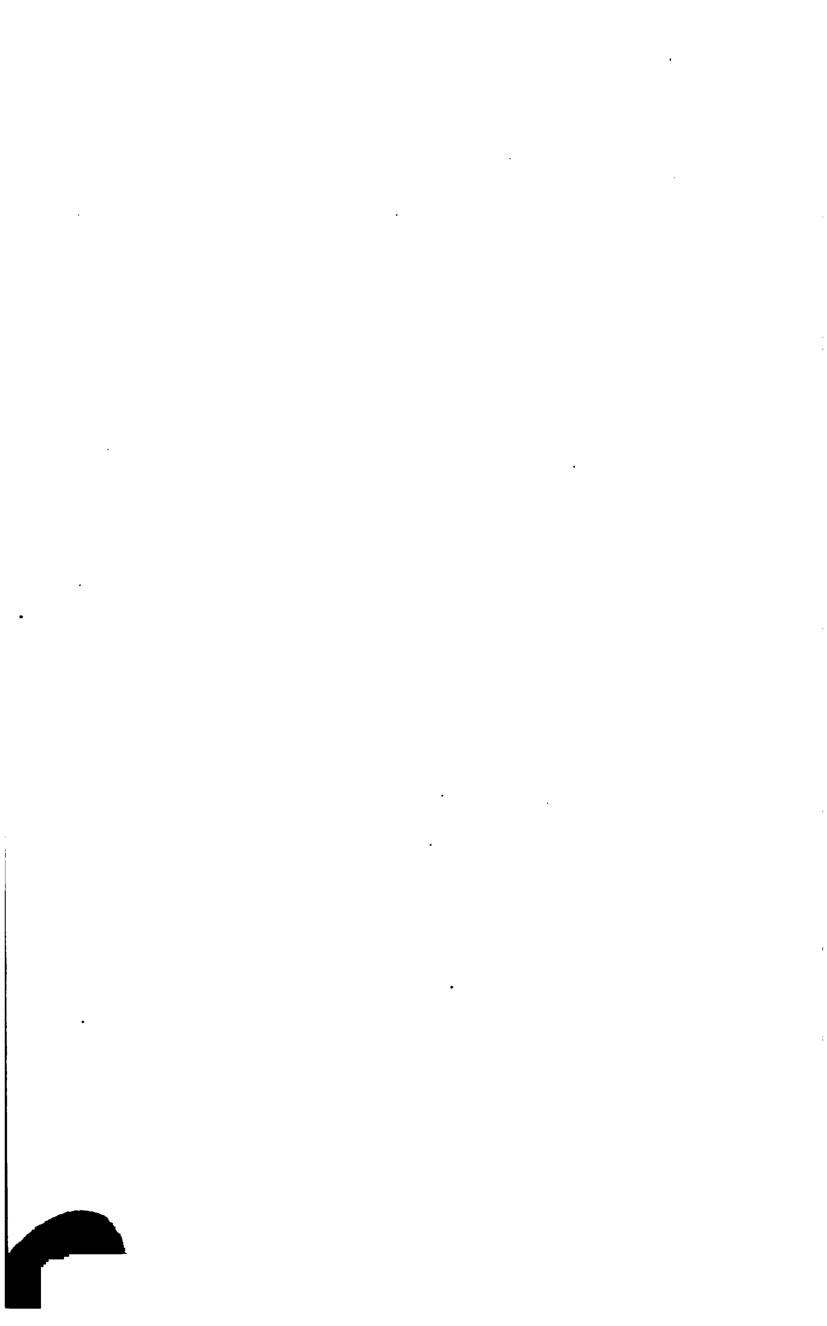



WIDENER
HN NSU2 .



LE

SOCIALISME

PAR

N. COLAJANNI

DÉPUTÉ A LA CHAMBRE ITALIENNE

Traduit sur la 2e édition italienne, revue et augmentée

PAR

M. TACCHELLA

Avec une Préface de G. SOREL



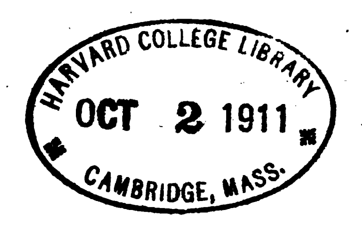
PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

Libraires-Éditeurs

16, RUE SOUFFLOT, 16

1900


HARVARD COLLEGE LIBRARY
OCT 2 1911
CAMBRIDGE, MASS.

PRÉFACE

De tous les représentants de la démocratie italienne M. Colajanni est celui dont le nom est, à bon droit, le plus populaire en France : dans les circonstances les plus critiques de l'histoire contemporaine, on n'a eu à lui reprocher aucune défaillance; et nous ne saurions oublier avec quel courage il a bravé les insultes d'une presse servile pour défendre la République française. Les amis de M. Colajanni ont pensé que le moment était favorable pour présenter au grand public de notre pays une traduction de son livre sur le socialisme : il est, en effet, important de savoir ce que pense sur ce sujet un sociologiste qui est en même temps un homme d'Etat expérimenté, au moment où, dans tous les pays d'Europe, le socialisme devient un facteur décisif de la lutte engagée par les partis populaires pour la conquête ou pour la défense des institutions démocratiques.

Lorsque la première édition de ce livre parut en 1884, les socialistes l'accueillirent avec une certaine méfiance; c'était l'époque où la dogmatique de la social-démocratie allemande commençait à être importée en Italie; les importateurs se regardaient volontiers comme des

professionnels privilégiés; et M. Colajanni ne tenait nul compte des formules germaniques. Notre auteur se séparait des marxistes de ce temps sur deux points essentiels : il n'a jamais cessé d'attacher une très grande importance aux considérations morales ; et à cette époque la morale était fort suspecte aux social-démocrates ; — il a toujours été un des champions les plus ardents du fédéralisme en Italie ; et les social-démocrates étaient partisans fanatiques de la forte centralisation ; ils avaient hérité des préjugés révolutionnaires des hommes de 93 et de 48 ; ils ne tenaient pas grand compte de l'évolution qui s'était faite dans l'esprit de Marx depuis la rédaction du *Manifeste communiste* (1).

Aujourd'hui les idées ont beaucoup changé en Italie : presque tout le monde reconnaît que les socialistes ne doivent plus avoir la prétention de changer à bref délai la face du monde et que leur rôle consiste à travailler, de concert avec les autres partis populaires, au triomphe de la démocratie. L'esprit sectaire, qui est encore tout puissant en Allemagne, est en décadence chez les Italiens ; M. Turati ne semble pas éloigné de croire que, d'ici longtemps, les socialistes ne devront rien faire autre chose que de combattre dans les rangs des libéraux avancés (2).

En France, l'Affaire Dreyfus a ébranlé toute l'organisation des partis et a provoqué des rapprochements inat-

(1) Cf. BERNSTEIN. *Socialisme théorique et social-démocratie pratique;* p. 227 (trad. franç.; Stock éditeur, Paris, 1900).

(2) *Critica sociale,* 1er août 1899, p. 182, col. 2, et 1er septembre 1899, p. 230, col. 1, note.

tendus entre démocrates, socialistes et anarchistes. L'entrée de M. Millerand au ministère a été la conséquence de cette rupture des vieux cadres politiques et a consacré la coopération du socialisme à l'œuvre démocratique : les théoriciens se sont voilé la face ; les ouvriers ont applaudi (1) ; — les ouvriers ont, sans doute, qnelque droit à avoir un avis en matière de socialisme.

Loin d'être un recul, comme le pensent quelques socialistes, l'évolution, que nous voyons se produire, constitue un progrès : c'est le passage de l'esprit sectaire à l'esprit politique, de la spéculation abstraite à la vie réelle. A l'origine le socialisme se présente comme une *doctrine philosophique* sans grande influence sur la société ; — il devient ensuite une *secte*, qui croit posséder la vérité ; elle aspire à révolutionner le monde, à le réformer par la dictature, à lui imposer la pratique de programmes tirés de doctrines philosophiques (2) ; la secte s'occupe peu ou point des réformes pratiques ; — enfin dans sa *maturité* il donne naissance à un *parti politique*, c'est-à-dire qu'il devient une force se combinant avec d'autres forces alliées ou antagonistes pour administrer les affaires, améliorer la législation et diriger

(1) Il est bon d'observer que parmi les socialistes étrangers, qui ont émis des avis sur cette question dans la *Petite République*, MM. L. Bertrand (Belgique), Keir Hardie (Angleterre) et Greülich (Suisse), trois anciens travailleurs vivant encore aujourd'hui en contact avec le monde ouvrier, ont été partisans de la conduite de M. Millerand.

(2) C'est ce que M. Lichtenberger a fort bien montré pour les Babouvistes dans son livre : *Le Socialisme et la Révolution française* (Alcan, éditeur, Paris, 1899).

l'Etat. La secte peut s'isoler; l'isolement est même une condition de sa pureté doctrinale; le *parti politique* ne peut exister que s'il est mêlé à la vie générale, s'il est un organe dans un organisme. Le socialisme devient, de plus en plus, en France, un *mouvement ouvrier dans une démocratie*.

*
* *

Lorsque la deuxième édition du livre de M. Colajanni a paru en 1898, on a reproché à l'auteur de ne pas avoir assez discuté les théories marxistes ; cette critique n'était pas, à mon avis, bien fondée, d'autant plus que M. Colajanni annonçait la publication prochaine d'un ouvrage consacré à l'économie et à la politique ; il est clair que c'est dans cette publication qu'il devra exposer en détail les doctrines de Marx ; ici il est question des sélections sociales.

Pour bien apprécier la valeur de ce reproche, il serait nécessaire de comparer le livre de notre auteur avec celui que publia, dix ans après lui, M. E. Ferri sur des sujets analogues. Ayant récemment adhéré au socialisme, sur lequel il allait jeter tant d'éclat, M. E. Ferri ne pouvait oublier qu'il avait été en Italie un des représentants les plus écoutés de la philosophie évolutionniste. Il était donc tenu de justifier sa conversion devant le public universitaire, en montrant que le marxisme peut se concilier avec les théories qu'il avait jusque-là enseignées. De là le titre un peu énigmatique de sa brochure : (1) *Socia-*

(1) Traduite en français chez les éditeurs Giard et Brière ; Paris, 1897.

lisme et science positive; *Darwin, Spencer et Marx.* Concilier les trois conceptions qui se rattachent à ces trois grands noms, était une œuvre hérissée de difficultés, que M. E. Ferri a abordée avec une très grande ingéniosité et avec une rare liberté d'esprit. Il ne semble pas qu'on lui ait tenu grand compte de cet effort; car si on a reproché à M. Colajanni de négliger Marx, on a accusé M. Ferri de l'avoir défiguré (1); l'idée de rapprocher Marx de Spencer devait paraître quelque peu impertinente aux personnes qui pensent, avec le professeur Antonio Labriola, que Spencer est un (2) « raisonneur à vide, prolixe et ennuyeux ».

Rien n'obligeait M. Colajanni à aborder une tâche pareille; il se préoccupe seulement des idées générales qui intéressent l'homme d'Etat et il ne cherche pas à constituer une philosophie. C'est ainsi qu'il a pu laisser de côté (comme l'a fait aussi d'ailleurs M. E. Ferri) la théorie dialectique qui, d'après Engels, serait caractéristique de la nouvelle manière de penser; le professeur Labriola nous en a parlé en ces termes (3) : « le concept de la dialectique est inintelligible aux évolutionnistes vulgaires... qui n'expriment pas dans le mot évolution l'acte de comprendre, mais l'incompréhensible; au contraire, dans la conception dialectique on se propose d'exprimer un rythme de la pensée, qui exprime le rythme le plus général de la réalité qui devient ».

(1) A. Labriola. *Socialisme et philosophie,* p. 122 (Giard et Brière éditeurs, Paris, 1898).

(2) A. Labriola. *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire,* p. 90 (Giard et Brière éditeurs, Paris, 1897).

(3) A. Labriola. *Socialisme et philosophie,* p. 188.

Cette mystérieuse dialectique est chose assez simple d'après les exemples donnés par Engels : le grain en germant se détruit ou *se nie*; la plante arrivée à maturité meurt et produit des graines plus nombreuses et plus perfectionnées que celles de la semence ; c'est une négation de négation ; — la géologie nous montre les roches se détruisant et fournissant par leurs débris des matériaux à de nouvelles formations ; — dans l'algèbre il y a les quantités négatives dont le carré (négation de la négation) est positif ; — la philosophie a été matérialiste, puis idéaliste et revient à un matérialisme supérieur ; — la terre a été commune, puis appropriée et elle doit redevenir commune.

Ce ne sont vraiment que jeux de mots et il me semble qu'on peut fort bien se passer de toutes ces amusettes ; — malgré l'importance que lui attribuent les admirateurs d'Engels, je crois que cette dialectique n'a rien à faire avec le marxisme. Il en est autrement de la lutte des classes ; plus d'un lecteur sera peut-être étonné de ne pas voir M. Colajanni attribuer une plus grande importance à cette théorie dans son étude sur les sélections sociales ; il est donc nécessaire d'examiner de près quel usage on peut faire de la théorie des classes.

*
* *

Marx a employé le terme *classe* dans plusieurs sens ; ses disciples emploient parfois ce mot pour désigner une (1)

(1) Rienzi (Van Kol). *Socialisme et liberté*, page 154, note. (Giard et Brière éditeurs, Paris, 1898).

« division de la population suivant le degré de fortune » ; généralement on entend par classe un groupement de gens ayant une certaine solidarité. Il dit dans le *XVIII Brumaire* (1) que « la grande masse de la nation française est formée de l'addition de grandeurs de même nom, à peu près comme un sac de pommes de terre est formé de pommes de terre mises dans un sac » ; et il ajoute : « En tant qu'il n'existe qu'un lien local entre les petits paysans, que l'identité de leurs intérêts n'engendre parmi eux aucune solidarité, aucune association nationale, aucune organisation politique, ils ne forment pas de classe. » Cependant il parle de la classe des paysans comme d'un groupe susceptible d'avoir un *représentant*, placé au-dessus d'eux, qui donne satisfaction à certains intérêts communs. Au cours de lettres réunies sous le titre : *Révolution et contre-révolution*, il distingue dans l'Allemagne de 1848 cinq classes : noblesse féodale, bourgeoisie capitaliste, petite bourgeoisie, ouvriers, paysans ; — et à cette époque les groupes sociaux allemands étaient encore moins solidaires que ceux de France ; — dans la classe des paysans il sépare quatre parties : grands et moyens propriétaires occupant des salariés, petits propriétaires indépendants, fermiers de la noblesse féodale, travailleurs ruraux. Il s'agit là d'une division analogue à celles qu'emploient tous les auteurs, quand ils ont à étudier la constitution sociale d'un pays tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique.

(1) Trad. franç., p. 105 (Delory imprimeur, Lille, 1891).

Une classe pleinement développée est, d'après Marx, une collectivité de familles unies par des traditions, des intérêts, des vues politiques, — et parvenues à un tel degré de solidarité qu'on puisse attribuer à l'ensemble une personnalité, le considérer comme un être qui raisonne et qui agit d'après ses raisons. Il est clair que jamais l'observation ne nous montre de classe parfaite; par conséquent, la théorie marxiste des classes constitue une *abstraction* (1). Mais on va encore bien au-delà de ce point et on considère comme étant surtout caractéristique du marxisme la *division dichotomique* de la société : quand on parle de se placer sur le terrain de la lutte des classes, on prétend suivre une politique qui oppose la masse des prolétaires à la masse des capitalistes, l'ensemble de ceux qui ne possèdent pas à l'ensemble de ceux qui possèdent.

Les social-démocrates conviennent bien que la division dichotomique ne représente pas notre état social; mais ils prétendent que les classes moyennes sont d'importance secondaire, parce qu'elles sont condamnées à une mort prochaine et inéluctable; Marx n'a-t-il pas écrit dans le *Manifeste* de 1847 que « la société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies, la bourgeoisie et le prolétariat? » C'est à cause de ce préjugé que les socialistes ont été si longtemps rebelles à l'idée d'une union démocratique. Mais les classes moyennes ne disparaissent pas; elles ne ces-

(1) Marx n'a pas toujours tenu compte de ce caractère; il lui est, d'ailleurs, souvent arrivé de mêler dans ses exposés les constructions logiques avec les phénomènes.

sent point d'exercer la grande influence qu'elles ont eue durant toutes les révolutions contemporaines (1) ; et la majorité des chefs des partis socialistes appartiennent à ces classes moyennes.

La notion de classe s'applique fort mal à la petite bourgeoisie ; Pecqueur, en 1838, avait parfaitement reconnu ce fait (2) : « La classe moyenne, disait-il, n'est pas, à vrai dire, une classe ; elle est une lice, un concours pour tous ». Il y a un mouvement incessant d'ascension et de descente des individus à travers les positions moyennes ; les groupements sont presque toujours temporaires ; des courants très instables agitent cette masse ; son influence est de sens très variable et de là dérive la principale source des contingences que l'on trouve dans l'histoire contemporaine. Pour pouvoir raisonner sur l'avenir, les social-démocrates procèdent par abstraction : ils font disparaître le hasard et suppriment pour cela les classes moyennes.

* * *

Pour étudier le mouvement politique des temps modernes, l'histoire se préoccupe de connaître les courants principaux d'opinion qui se forment dans la société. Les groupes à distinguer sont parfois très nombreux ; et pour procéder scientifiquement, il faut opérer comme

(1) Marx (*Révolution et contre-révolution* dit que la petite bourgeoisie, en 1848, eut un rôle décisif en Allemagne.

(2) *Des intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de la civilisation en général sous l'influence des applications de la vapeur* ; tome II, p. 207.

fait Marx, c'est-à-dire n'avoir aucune idée préconçue sur la règle qui doit présider à la division en groupes ; cette *division est un fait empirique*, qu'il faut accepter tel qu'il est. Pour bien comprendre les conflits qui se produisent, il est nécessaire de rattacher les opinions de chacune des classes aux traditions, aux habitudes de travail, aux idées morales courantes ; il s'agit encore d'une description purement empirique : il s'agit d'observer ce qui est, sans se laisser influencer par aucune théorie sur ce qui devrait être.

Mais toutes ces opinions sur les transformations sociales, — les craintes et les espérances qui se rattachent à l'avenir, — les aspirations idéales desquelles chaque groupe voudrait voir tous les hommes s'inspirer, ne sont pas absolument sans lien entre elles. Chaque solution particulière dépend de solutions générales et participe de deux théories contraires. Si la division dichotomique n'existe pas dans le monde réel, on la découvre dans les bases de tous les facteurs moraux des luttes historiques.

Pour que ces deux contraires puissent se former, il faut qu'il y ait dans la société une *lutte pour la conquête des droits*, une protestation faite au nom d'une masse considérable par des groupes novateurs qui se forment des idées en opposition avec les idées reçues, qui prétendent les faire passer dans la pratique, qui trouvent assez d'appui dans les forces réelles pour parvenir à leurs fins dans une certaine mesure. D'autre part, les conceptions conservatrices sont transformées en systèmes par des théoriciens, qui leur donnent une forme

beaucoup plus absolue que celle qui résulte de la réalité : ainsi la législation des grands pays industriels n'a jamais été conforme aux principes de l'école des économistes dits libéraux.

Marx avait donc raison d'écrire en tête du *Manifeste* de 1847 : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes des classes. Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurandes et compagnons, en un mot *oppresseurs et opprimés* ont mené une guerre ininterrompue ». Il avait raison de montrer quels sont les éléments générateurs de ce grand conflit des idées juridiques et de les présenter sous forme de *couples antagonistes*. A l'heure actuelle toutes les solutions générales dépendent du mouvement qui se produit dans les classes ouvrières ; toute la pensée moderne est occupée à juger ce mouvement ; elle lui est favorable ou défavorable. Les consciences, s'inspirant des conflits incessants des classes ouvrières et des classes capitalistes, cherchent à s'orienter entre des thèses contraires et ne peuvent le faire qu'en passant par l'abstraction de la division dichotomique. Les propagandistes socialistes ne peuvent se résoudre à subordonner leurs conceptions des classes aux faits, qui nous montrent une excessive complexité de la structure sociale ; sans la division dichotomique il leur serait impossible de faire comprendre l'*idée révolutionnaire*, de même que sans la description d'un idéal futur ils ne pourraient faire pénétrer dans les masses la notion de la *catastrophe morale*. Autre chose est faire de la science so-

ciale et autre chose est *former les consciences*.

Comme tous les hommes passionnés, Marx avait beaucoup de peine à séparer dans sa pensée ce qui est proprement scientifique d'avec ce qui est proprement éducatif ; de là résulte l'obscurité de sa doctrine de la lutte des classes. Très souvent il a matérialisé ses abstractions et il a exprimé ses espérances socialistes sous la forme d'une description historique, dont la valeur ne dépasse pas celle d'une image artistique destinée à nous faire assimiler une idée (1).

C'est ainsi qu'il a pu conserver à la fin du *Capital* l'avant-dernier chapitre, qui avait été écrit probablement bien longtemps avant le livre et qui correspond fort mal à l'état où se trouvait l'industrie en 1867.

Dans ce texte on trouve exprimées, d'une manière saisissante, les diverses hypothèses qui dominent sa conception de l'avenir : l'affaiblissement du parti des capitalistes ; — les divisions qui existent entre eux ; — la croissance du prolétariat et son unification ; — enfin la disparition de la propriété fondée sur le travail d'autrui. Pris à la lettre, ce *texte apocalyptique* n'offre qu'un intérêt très médiocre ; interprété comme une vue de l'esprit, comme une image construite en vue de la formation des consciences, il est bien la conclusion du *Capital* et *illustre* bien les principes sur lesquels Marx croyait devoir fonder les règles de l'action socialiste du prolétariat.

Mais si Marx a fait généralement un usage heu-

(1) Cf. Hégel *Esthétique*, tome I, pp. 17-18 (trad. franç. ; Alcan éditeur, Paris, 1875).

reux de cette *poésie sociale*, ses disciples ont fait, presque toujours, un usage déplorable de la *doctrine abstraite* de la lutte des classes ; ils ont introduit dans le monde de véritables forces magiques, qui opèrent avec autant de ruses que l'*Inconscient* de Hartmann et permettent d'expliquer les phénomènes historiques les plus complexes, sans la moindre difficulté. Trop souvent les marxistes ne cherchent même qu'à tirer de cette méthode des résultats paradoxaux ; je connais peu d'exemples plus singuliers que les deux suivants, empruntés à un livre tout récent : 1° on nous apprend que Socrate fut un profond politicien (1), qui créa la morale individualiste de la bourgeoisie comme moyen de maintenir l'ordre social ; 2° on nous dit que d'après Marx « la lutte de classes se manifeste d'abord [dans les temps préhistoriques] sous la forme de *lutte de sexes* » (2).

*
* *

La conception de la lutte des classes constitue un

(1) LAFARGUE. *Recherches sur l'idée de Justice et sur l'idée du Bien*, p. 73 (Giard et Brière éditeurs. Paris, 1900). Cette opinion est exprimée dans un chapitre intitulé l'*Idéal moral bourgeois*; l'auteur s'inspire, à mon sens, beaucoup plus de M. Loria que de Marx.

(2) *Op. cit.*, p. 48. Marx n'a point énoncé ce paradoxe ; il a seulement dit qu'à l'origine la division du travail se fondait surtout sur des différences physiologiques et notamment sur la différence des sexes (*Capital*, trad. franç.; p. 152, col. 1. — Cf. ENGELS. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*; (trad franç., p. 79). — Il y a beaucoup d'idées marxistes qui proviennent ainsi d'une déformation de la pensée primitive de Marx.

grand progrès sur les théories qui font de la société un être pensant, voulant, agissant ; ces doctrines unitaristes ont trouvé, de nos jours, leur expression définitive dans l'hypothèse de l'organicisme social, que l'on a souvent discutée sans la bien comprendre : il ne faut y voir qu'une image construite en vue d'exprimer, sous une forme parfaitement précise, des thèses que l'on avait jusque-là exposées d'une manière vague et au moyen de figures purement littéraires. L'organicisme n'est pas une grande découverte ; mais ce n'est pas non plus une bêtise, comme on l'a dit souvent ; c'est un auxiliaire de l'esprit, mais un auxiliaire qui se rapporte à un premier moment de l'investigation sociologique.

Pour atteindre la vérité complète, il ne faut ni s'en tenir à ce premier moment unitariste, ni accorder la valeur de réalités aux abstractions auxquelles conduit la division en classes ; il faut procéder à une synthèse. Nous savons, et Marx l'a déjà observé (1), que la démocratie se considère comme étant au-dessus des conflits de classes ; en cherchant comment, sous la pression du mouvement ouvrier, se forment les conceptions démocratiques relatives à l'évolution sociale, on aura effectué cette synthèse et on aura déterminé les forces décisives qui entraînent les pays modernes dans la voie du progrès (2).

(1) *XVIII Brumaire*, p. 45. Il explique malheureusement ce fait d'une manière insuffisante.

(2) Je n'ai pas besoin de rappeler que M. Merlino est parvenu à des idées fort analogues (*Formes et essence du socialisme*, Giard et Brière éditeurs, Paris, 1898) ; il y est parvenu en partant de l'anarchisme, c'est-à-dire d'une conception tout à fait abstraite et intellectualiste de la société. Son évolution a été

M. Colajanni, guidé par l'instinct d'un homme d'Etat expérimenté, n'a point exposé toute cette métaphysique ; il n'a pas cherché quelles relations théoriques existent entre la démocratie et le socialisme ; mais il a écrit tout son livre sous l'influence des idées auxquelles nous sommes parvenus ici par une longue analyse. Il est dès lors facile de comprendre qu'en 1884 des socialistes nourris de la dogmatique allemande aient eu quelque peine à comprendre ses thèses, qui dépassaient alors de beaucoup les points de vue du socialisme germanique.

*
* *

Je ne veux pas entrer dans la discussion des problèmes traités par M. Colajanni, d'autant plus qu'il les a discutés avec beaucoup d'ampleur ; je veux me borner à quelques observations d'ordre très général. Il s'agit toujours de déterminer quelles opinions se font les démocrates à propos des évolutions sociales : il est de la plus haute importance, par exemple, de savoir si la coopération, la mutualité et la solidarité seront considérées comme des règles supérieures, ou bien s'il faut admettre que l'on doit abandonner les hommes aux hasards de la lutte à outrance ; — s'il est possible d'assurer un certain bien-être aux travailleurs ou bien s'il convient de les laisser succomber sous le faix des *misères naturelles ;* —

dirigée par des préoccupations juridiques ; la philosophie du droit ne peut, en effet, se contenter d'abstractions et elle tend, en se développant, à pénétrer jusqu'aux sources économiques de la société civile.

si toute inégalité et toute lutte doivent disparaître, ou bien si certaines formes d'inégalité et de lutte doivent subsister.

Une recherche sociologique complète sur l'évolution comporte une *triple distribution des valeurs ;* on passe de l'abstraction purement superficielle et logique à la profonde réalité dont notre activité libre, informée par des principes éthiques, nous offre le spectacle.

Par la logique nous ne dépassons pas les classifications des produits rigides de notre entendement ; nous reconnaissons que ces classifications ne dépendent pas complètement des sujets traités, qu'on peut les comparer entre elles et qu'il y a profit à contrôler les systèmes les moins parfaits en les rapprochant de ceux qui ont fait leurs preuves scientifiques. Tout le monde sait que l'esprit transporte continuellement des sciences naturelles aux sciences sociales (et réciproquement) des relations abstraites et que c'est ainsi que s'est formée la philosophie évolutionniste.

Pour pouvoir entrer en rapports pratiques avec la nature et utiliser ses forces d'une manière vraiment rationnelle, nous sommes obligés de la transformer pour lui trouver une commune mesure avec nous, de la faire semblable à une œuvre humaine, de lui attribuer une valeur artistique. Depuis que l'évolutionnisme a donné tant d'importance à la notion de la victoire des plus aptes, on a repris les considérations, longtemps négligées, sur l'ordre, l'harmonie et l'utilité des parties ; on a considéré le rôle des organes de l'animal pour la conservation et le perfectionnement du *tout ;* on est, ainsi,

revenu à ce que renfermait de vraiment philosophique l'ancienne théorie des causes finales. Nous considérons les êtres, non plus comme des arrangements simplement mécaniques, mais comme des édifices bâtis par un architecte qui, vraiment artiste, s'élève au-dessus des besoins extérieurs et prétend surtout satisfaire aux convenances internes de sa construction. L'artiste veut créer un ensemble pleinement un; il cherche à montrer comment il a compris la valeur relative de chacune des parties; il n'est satisfait que s'il fait comprendre, par des combinaisons intelligibles plutôt que par des signes symboliques, l'accord réalisé entre le but et les moyens (1).

La société humaine, par suite de l'extrême enchevêtrement des activités, présente un spectacle analogue à celui de la nature; elle est également un *règne de la nécessité*; mais nous pouvons nous servir des conditions mécaniques, offertes par elle, pour créer librement; nous sommes artistes dans les institutions comme dans la construction des monuments. Nous sommes donc amenés à faire aussi de la société une œuvre d'art et à la traiter comme un être dont l'harmonie intéresse notre jugement esthétique. — C'est ainsi que le darwinisme est devenu, pour beaucoup d'auteurs, une théorie sévèrement aristocratique et que certains sélectionnistes ne cessent de réclamer l'extermination des races inférieures. — Lorsque des relations sociales et des usages ont été idéalisés par la poésie populaire, leur ruine blesse nos sentiments esthétiques, alors même

(1) Cf. Hégel. *Esthétique*, tome I, p. 22 et p. 58.

que parfois nous reconnaissons que cette ruine est réclamée par des aspirations vers une meilleure justice.

Par la morale nous rentrons en nous-mêmes et nous nous demandons quelles intentions supposent les actes auxquels nous avons rapporté la création soit de la nation, soit de la société. Le jugement moral est, le plus souvent, mêlé à des jugements esthétiques ; il ne saurait d'ailleurs exister sans ceux-ci, car il présuppose que toute activité a été provoquée par une détermination raisonnée ; nous ne pouvons juger une œuvre qu'en nous l'appropriant et en nous demandant à quels principes nous aurions agi en la faisant.

*
* *

L'homme d'Etat a besoin de trouver dans l'observation des phénomènes sociaux des systèmes susceptibles d'être considérés comme des expériences, sur lesquels il puisse s'appuyer pour justifier ses réformes et montrer la possibilité des résultats qu'il attend. Il ne suffit pas d'affirmer, par exemple, que la population se mettra en équilibre avec les subsistances, quel que soit le régime social existant ; il faut le prouver. Cette question de la population préoccupe beaucoup les Italiens (1) et M. Colajanni l'a examinée fort longuement.

(1) La *Critica sociale* a des tendances malthusiennes et elle a beaucoup répandu le livre de M. Kautsky sur la population, auquel se réfère souvent notre auteur. M. Solari, le célèbre agronome catholique, a vivement critiqué cet ouvrage (*Economisti e sociologi di fronte all agricoltura*, pp. 92-246). et M. Nitti ne lui accorde qu'une faible valeur scientifique (*La population et le système social*, p. 66. Giard et Brière éditeurs, Paris, 1897).

Je vais m'y arrêter, à mon tour, parce qu'il n'y a pas de sujet que les auteurs socialistes aient traité d'une manière plus superficielle. Ils ont proposé des solutions trop souvent absurdes, tel ce collaborateur de la *Revue socialiste* (1) qui espère que les femmes seront dans l'avenir peu fécondes parce qu'elles aimeront passionnément leurs maris ! M. Bebel (2) connaît des recettes culinaires qui sont propres à arrêter la natalité et qui sont pratiquées dans la vieille Bavière. On sait que Fourier a dépassé tous les autres utopistes par ses solutions extravagantes ; il comptait que sous le régime de l'Harmonie la vigueur exceptionnelle, la bonne chère, les *mœurs phanérogames* et l'exercice physique limiteraient la fécondité ; il nous apprend que les deux tiers des femmes pratiqueront le genre d'amour « qu'on trouva bien établi à Otahiti. » Proudhon avait donc le droit d'écrire dans les *Contradictions économiques* : « Le fouriérisme poursuit de tous ses vœux, de tous ses efforts, la *prostitution* intégrale. C'est tout le secret de la solution fouriériste du problème de la population ». Il paraît qu'il y avait aussi un cinquième moyen renouvelé des Grecs, car dans l'*Avertissement aux propriétaires* Proudhon avait dit : « Je sais que Fourier, qu'on n'accuse pourtant pas d'avoir eu des goûts socratiques, a étendu fort au delà des barrières accoutumées les relations amoureuses et que ses spéculations sur l'ana-

(1) *Revue socialiste*, juillet 1897, pp. 30-32.

(2) *La femme dans le passé, le présent et l'avenir* ; trad. franç., p. 359. M. Nitti dit que M. Bebel a traité la question de la population avec « une excessive légèreté ».

logie l'avaient conduit jusqu'à sanctifier les conjonctions unisexuelles (1). »

L'expérience a montré que les peuples arrivent rapidement à limiter leur population dès que leur degré de culture devient suffisant ; Malthus l'avait déjà reconnu ; mais il avait cru, à tort, qu'il est possible de produire artificiellement cette limitation, en prêchant la continence à des gens incapables de suivre une telle règle. On a souvent expliqué cet arrêt de la population par des considérations purement utilitaires, par des préoccupations qui seraient spéciales à l'ordre capitaliste et l'on s'est demandé si des réformes socialistes ne produiraient pas des naissances désordonnées et un excès de peuplement. Mais il ne faut jamais oublier que la femme est la grande régulatrice de la natalité et que, partout, elle revendique le droit de ne pas être transformée en bête reproductrice, dès qu'elle n'est plus élevée dans le respect superstitieux de la force du mâle.

Les socialistes ont donc eu raison de considérer l'affranchissement de la femme comme une partie très essentielle de toute réforme profonde de la société. Malheureusement, beaucoup d'entre eux ont abordé cette question sans aucune préoccupation morale et ils ont semblé trop souvent demander pour la femme le droit de se livrer

(1) Dans un article du *Peuple* du 12 février 1849, Proudhon nous révèle l'existence d'un manuscrit de Fourier intitulé : *Les amours des saints*, que l'on cachait aux profanes et il reproche aux fouriéristes d'avoir écœuré le pays par « la turpitude des amours libres ». J'ai cru devoir rappeler ces détails parce que la social-démocratie allemande a pour Fourier un véritable culte ; je pense qu'elle ignore *Les amours des saints*.

à ses caprices amoureux. Il ne devrait exister qu'une seule morale pour les deux sexes ; mais il ne faudrait pas que les femmes imitassent les mauvais exemples que leur ont donnés jusqu'ici les hommes.

Cette question des mœurs est de la plus haute importance pour les réformes sociales ; tous les philosophes, depuis l'antiquité, ont, plus ou moins exactement, noté l'influence que les usages sexuels exercent sur la marche de la société ; toute notre psychologie se concentre, en quelque sorte, dans ces usages ; il n'y a point pour l'observateur social de loi plus féconde en conséquences que la loi psycho-érotique. C'est pourquoi l'homme d'Etat doit toujours se demander, quand il étudie une réforme législative touchant, par quelque côté, au statut familial, quelle portée elle aura sur la conduite de l'homme et sur son respect pour la dignité de la femme.

Nous pouvons affirmer que le *monde ne deviendra plus juste que dans la mesure où il deviendra plus chaste* ; je ne crois pas qu'il y ait de vérité plus certaine.

A l'heure actuelle, la société se préoccupe très vivement de ce qui peut améliorer la vie familiale des classes ouvrières. Il y a un grand effort tenté pour perfectionner la moralité des hommes et rendre plus délicate notre appréciation des rapports sexuels. Le progrès sans lequel le mouvement socialiste avorterait n'est donc pas une utopie : toutes les classes collaborent inconsciemment à rendre plus facile la réalisation des conditions morales du socialisme.

G. Sorel.

LE SOCIALISME

CHAPITRE PREMIER

LE SOCIALISME ET LA SCIENCE MODERNE

1° Les historiens de l'avenir, qui s'occuperont des événements politiques et du mouvement intellectuel du XIXe siècle, ne pourront s'empêcher de reconnaître que la question sociale le domina entièrement. La question sociale, sous ses formes variées, ses nuances et ses aspects multiples, ne forme pas seulement le sujet d'innombrables publications spéciales, elle a pénétré également dans toutes les autres publications : artistiques, littéraires, philosophiques, pédagogiques et même biologiques ; il est inutile d'indiquer la place qu'elle occupe dans les études politiques, parce qu'actuellement la politique théorique et pratique est consacrée tout entière à la discussion du problème social, des moyens de le résoudre ou d'en diminuer les dangereuses manifestations.

La question sociale pèse sur tout et sur tous, et autour d'elle bataillent par tous les moyens ceux qui voudraient transformer l'organisation sociale actuelle *de toto* comme ceux, au contraire, qui voudraient la maintenir telle quelle, ou la modifier lentement, par réformes partielles, tout en conservant ses bases fondamentales. Il en est d'autres, enfin, qui voudraient revenir sur le chemin déjà parcouru et qui se posent parfois en défenseurs des intérêts de l'avenir de la classe ouvrière.

Tous ceux qui aspirent à une transformation totale, quoiqu'ils diffèrent entre eux de tendances, d'instruction, de condition sociale, de nationalité — avec cependant des tendances internationales — aboutissent à la grande théorie du socialisme. Ils ont comme adversaires les conservateurs et les progressistes qui, eux aussi, sont divisés sur ce qu'il faut conserver ou modifier ; ces deux derniers sont d'ailleurs l'élément le plus important, parce que, dans tout le monde civilisé, ce sont eux qui tiennent dans leurs mains la force immense que donnent le pouvoir politique et la richesse, et qui disposent de toute la science officielle.

Les réactionnaires qui voudraient remédier aux maux de l'organisation actuelle par un retour en arrière et la restauration de formes et d'institutions disparues, se groupent pour la plupart autour du socialisme catholique ; et, comme il ne manque pas d'écrivains protestants qui aspirent à ces mêmes retours (*ricorsi*) partiels, on peut les ranger tous sous la bannière de la démocratie chrétienne.

La véritable lutte n'existe pour le moment qu'entre

le socialisme d'un côté et le parti conservateur ou le parti progressiste de l'autre. Pour le moment, la démocratie chrétienne s'organise et s'établit notamment dans les campagnes, et ce n'est point se hasarder trop, que d'admettre qu'une surprise est possible, qui renversera et modifiera le terrain de la lutte et la composition des partis. Dans certains pays, et notamment en Italie, les progrès du cléricalisme sont tels qu'il n'y a rien d'improbable à voir les rênes de l'Etat passer aux mains de la démocratie chrétienne. On verrait alors les socialistes s'allier aux progressistes sincères, pour reconquérir les libertés politiques perdues ou pour les défendre.

Ceux qui ont une confiance sans limite — et fort peu justifiée — dans la continuité de l'évolution progressive, trouveront cette hypothèse chimérique, mais l'histoire est là pour nous apprendre combien ont été fréquents les regrès partiels, les *ricorsi* ; c'est ce qu'admettent avec raison des sociologues illustres, MM. de Greef et Loria, bien qu'ils tiennent ces *ricorsi* pour purement formels. Ainsi compris, le triomphe temporaire de l'esprit du christianisme n'est pas le moins du monde amoindri par la remarque de M. Sorel sur l'impuissance fondamentale et finale de cette religion à résoudre la question sociale. S'il est vrai que la conception morale du socialisme est différente et supérieure à celle du christianisme, — de même que l'idée de *droit* avec toutes ses conséquences juridiques, politiques et économiques, est supérieure à celle de la *charité* exercée par les patrons, — il n'en est pas moins vrai qu'on n'arrive jamais aux solutions les plus radicales directement et par évolution

continue, et nous sommes malheureusement encore fort loin du jour où sera résolu le conflit entre les deux conceptions morales, et où la question sociale sera complètement résolue.

Le triomphe transitoire de la démocratie chrétienne, sur lequel nous avons d'ailleurs des indices assez nombreux, pourrait être marqué par un regrès politique ; mais celui-ci pourrait être accompagné par une organisation économique inspirée par plus de justice et moins d'égoïsme. Ce serait un cas de synchronisme d'évolution regressive et progressive, dont nous avons des exemples dans la biologie et dans l'histoire. Tout ce que l'on aurait gagné en solidarité et en meilleure organisation économique ne pourrait que hâter, comme un ferment bienfaisant, la transformation progressive ultérieure (1).

2° Dans cette lutte autour de la question sociale, les armes sont différentes et d'inégale portée.

Les socialistes se servent du livre, de la brochure, de la revue, du journal ; de la propagande orale dans l'intimité de la famille, dans les fabriques, dans les groupes,

(1) G. De Greef, *Le transformisme social.* — A. Loria, *La teoria economica della costituzione politica*, Torino, 1886 ; *Les bases économiques de la constitution sociale*, Paris, 1893. — G. Sorel, *Préface* à *Formes et essences du socialisme*, par Saverio Merlino, Paris, Giard et Brière, 1893, page 43. — De Moor, Massart et Vandervelde, *L'évolution regressive en biologie et en sociologie*, Paris, 1897.

La thèse de ce dernier ouvrage est la suivante : En biologie et en sociologie l'évolution progressive et l'évolution regressive ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; les phénomènes de progrès et de regrès, si contradictoires en apparence, se pénètrent et se complètent réciproquement.

dans les assemblées parlementaires. Leur action trouve un allié puissant dans les souffrances inouïes des millions d'ouvriers, dans le désir ardent qui est au fond du cœur de tous les hommes, d'améliorer et de changer dans l'espérance du mieux, dans la sympathie qu'ils inspirent et dans l'admiration que fait naître l'abnégation, le courage, la foi des propagandistes et souvent le martyre et la mort qu'ils affrontent avec un héroïsme sublime, dans le développement rapide de l'instruction, dans le développement des relations des hommes et des peuples, qui croissent vertigineusement en raison directe des progrès de la science et de la technique, dûs à la vapeur et à l'électricité dans leurs applications si variées. La contagion psychique a aussi sa part dans la rapidité et l'extension des résultats de la propagande.

L'action de toutes ces causes sur les masses, dont la conscience s'est éveillée et dont les désirs ont grandi proportionnellement aux améliorations matérielles et intellectuelles, a augmenté les forces du parti socialiste dans une mesure dont l'histoire ne donne que de rares exemples. On doit donc être agréablement surpris et réconforté par les rapides progrès du socialisme, même en les mesurant uniquement d'après leur manifestation légale, la plus facile à être traduite en chiffres, les succès électoraux. On objecte que le socialisme qui triomphe dans les élections est un socialisme très atténué, parfois presque méconnaissable tant on en a altéré la physionomie primitive (1) ; même en admettant toutes ces atté-

(1) E. d'Eichtal, *Le socialisme électoral*, in *Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1898.

nuations, toutes ces altérations, si malicieusement signalées, cela ne diminue cependant en rien l'importance des progrès du socialisme. Nous en donnerons deux raisons principales : 1° Toutes les théories, toutes les hypothèses, qui approchent du moment de leur réalisation dans l'évolution sociale, s'atténuent et se dénaturent ; en un certain sens on pourrait dire que ce qu'elles gagnent en extension, elles le perdent en intensité. Cela est en parfait accord avec la théorie de l'évolution, qui n'admet pas qu'il y ait substitution en bloc d'un régime à un autre, mais qui veut que l'on procède par assimilation et pénétration graduelles ; 2° Les atténuations et les transformations électorales — dont on ne pourrait d'ailleurs parler que si on n'a en vue qu'un marxisme très étroit — a une contre-partie intéressante dans un phénomène analogue, mais en sens inverse, que l'on constate dans les autres partis politiques. Pour se faire accepter par les masses, en effet, ceux-ci se qualifient volontiers de *socialistes* — de là les innombrables variétés du socialisme — ; ils acceptent et s'approprient un grand nombre des articles du programme socialiste, et ils s'en servent comme d'une arme électorale d'autant plus puissante, qu'ils prétendent posséder seuls les moyens de les réaliser. Ce phénomène qu'on pourrait lui aussi appeler le socialisme électoral des conservateurs, des progressistes, des catholiques et des protestants est si répandu, que les économistes orthodoxes ne peuvent s'en consoler et fulminent contre la faiblesse et l'aveuglement de ceux qui devraient être les fermes soutiens de l'organisation sociale actuelle, et qui, au

contraire, en ébranlent les bases par leurs incessantes concessions (1). Cette objection et la réponse qu'elle provoque, démontrent avec évidence l'extension rapide du socialisme ; elles en feraient même pressentir la réalisation prochaine, si nous n'étions convaincus que son entrée triomphale dans le domaine de la réalisation ne peut être le résultat d'une grandiose et théâtrale catastrophe finale.

Quoiqu'il en soit, ces progrès, effrayants pour les uns et pleins d'encouragements pour les autres, expliquent comment et pourquoi la tranquille assurance de jadis et le dédain superbe avec lequel on a par deux fois déjà annoncé *la mort du socialisme*, a fait place chez les adversaires de toute sorte — politiciens et capitalistes, savants, philosophes et artistes — à une lutte sans merci. Les conservateurs et les progressistes ont à leur disposition la police, l'armée, les canons, qui ont toujours été des arguments convainquants. Ils disposent des honneurs, de la richesse, et de tout cet ensemble d'intérêts qui dépendent plus ou moins directement du gouvernement ; ils obtiennent l'adhésion spontanée des masses toujours sincèrement misonéistes, et ils séduisent, corrompent, intimident,suppriment parfois, les adversaires les plus dangereux. Ils cherchent même à

(1) M. Lavollée (*Les classes ouvrières en Europe*, tome III) vient lui aussi de jeter le cri d'alarme. Pour montrer combien l'Angleterre est imprégnée par l'esprit du socialisme électoral, il cite une caricature du *Punch* de Londres, dans laquelle *wighs* et *tories* envoient, réciproquement, frapper à la porte de leurs adversaires les électeurs qui demandent la réalisation des promesses électorales socialistes.

convaincre par la presse et par la parole, tout comme les socialistes, sinon avec autant de succès, du moins avec des ressources plus considérables, parce qu'ils peuvent jouir de toute cette liberté qu'ils refusent aux autres, et qui devient par là un privilège odieux.

Les conservateurs et les progressistes déploient toute leur énergie contre des adversaires qu'ils qualifient avec dédain d'utopistes, tandis qu'ils tolèrent, et que parfois même ils soutiennent la démocratie chrétienne, qui est peut-être, de tous leurs ennemis, le plus près du triomphe.

La démocratie chrétienne dispose, en effet, non seulement de toutes les armes des socialistes et de quelques-unes de celles que donne le pouvoir politique, mais elle a aussi pour elle la force du sentiment religieux, encore puissant dans les masses, que leurs intérêts matériels devraient rapprocher des socialistes, et la force mystérieuse, non moins puissante, de l'atavisme, qui facilite les retours au passé, surtout si celui-ci n'est pas très reculé (1).

(1) Sur le mouvement de la fraction principale de la démocratie chrétienne, on peut lire : *Le socialisme catholique*, du Prof. F. S. Nitti. L'idée fondamentale et officielle de l'Eglise catholique est exposée dans les différentes encycliques de Léon XIII, et notamment dans l'encyclique *De conditione opificum*, à laquelle a répondu Henri George dans sa *Lettre à Léon XIII sur la condition des ouvriers*, trad. ital. Turin. On trouvera un commentaire semi-officiel des encycliques et la réfutation catholique du socialisme démocratique dans l'ouvrage de Soderini, *Socialismo e Cattolicismo*, Desclée et Lefèvre, Rome, 1896. Cet ouvrage est très important, parce que le comte Soderini vit dans l'intimité de Léon XIII qui, dans son encyclique récente aux évêques de France, au lendemain de la

Je n'ai pas l'intention d'exposer ici les phases de la lutte entre les socialistes et les détenteurs actuels du pouvoir. Je veux simplement résumer les arguments scientifiques les plus souvent employés pour combattre le socialisme, lorsque la lutte est loyale et honnête — la seule qui devrait être employée, si la sincérité et l'amour de l'humanité étaient égaux chez tous les hommes.

Sur ce terrain la production intellectuelle des adversaires du socialisme n'est pas moindre que celle de ses partisans. Aux romans on a opposé des romans, aux journaux des journaux, aux brochures des brochures, et actuellement aux publications scientifiques d'autres publications scientifiques, qui ont même la prétention d'être seules vraiment scientifiques. C'est ainsi que les théories du socialisme sont, non seulement discutées dans toutes les œuvres des économistes les plus éminents, qui n'ont plus désormais l'attitude dédaigneuse d'autrefois, mais elles sont critiquées *ex professo* dans un nombre infini de livres populaires de valeur fort inégale, dont quelques-uns ont eu un véritable succès, et qui forment l'arsenal intellectuel de la bourgeoisie (1).

condamnation de Dreyfus, a renié ce qu'il avait soutenu autrefois. En Allemagne le mouvement dirigé par le pasteur Naumann gagne du terrain parmi les protestants ; il a déjà une riche littérature spéciale.

(1) Je citerai notamment les ouvrages de MM. Richter, Bousie, John Rae, Yves Guyot, Kathrein, Fiorentino, Longoni, Garofalo, Martello, etc., etc. Les théories socialistes sont exposées avec une grande impartialité dans les ouvrages de MM. Werner Sombart, *Le socialisme et le mouvement social au* XIX[e] *siècle*. Trad. franç. Paris ; Giard et Brière, 1898 ; Alessandro Chiappelli, *Il socialismo e il pensiero moderno*,

Un grand nombre des publications dirigées contre le socialisme sont des ouvrages de polémique, qui n'attaquent souvent que les publications socialistes les moins propres à servir à une véritable discussion scientifique. Toutes, d'ailleurs, ont plus ou moins la prétention de le combattre au nom de la science, d'une science un peu frelatée, comme on le verra plus loin.

Pour combattre le socialisme au nom de la science, il est avant tout indispensable de l'étudier dans les publications ayant un caractère scientifique — quoiqu'il ne faille se servir qu'avec prudence de l'expression de socialisme scientifique — et qui sont l'œuvre de gens que l'on peut à bon droit considérer comme des savants, et non pas dans les affirmations hâtives et incertaines de personnes peu cultivées ou d'associations populaires qui écrivent sous l'influence des souffrances du moment plutôt qu'avec la perception exacte des difficultés à vaincre pour arriver aux transformations désirées et du temps nécessaire à leur réalisation. En procédant autrement, la victoire peut être facile, mais elle est sans portée ; l'ennemi gardant intactes ses meilleures forces peut recommencer la lutte quand il lui plaît.

L'exactitude de ce point de vue, déjà explicitement énoncé dans la première édition de ce livre, est confirmée par M. Chiappelli dont l'opinion a ici une autorité particulière, parce qu'il n'est pas lui-même socialiste. Après avoir montré l'utilité sociale d'une connaissance

Firenze, Lemonnier, 1897 ; Stein, *Die soziale Frage im Lichte der Philosophie*, Stuttgart, 1897. Le livre de M. Stein renferme de regrettables confusions en ce qui concerne le mouvement intellectuel de l'Italie.

exacte des théories socialistes, il ajoute : « La critique scientifique du socialisme, même la plus autorisée, celle de M. Richter en Allemagne, de MM. Guyot, Leroy-Beaulieu, Say, Villey en France, de MM. Garofalo et Pareto en Italie, tombe souvent dans cette erreur que l'école appelait l'*ignoratio elenchi*. Elle confond d'ordinaire les constructions utopiques et hypothétiques d'un état futur d'équilibre social inspiré par un idéal de justice avec ce qui est le fondement et l'âme de la doctrine socialiste, c'est-à-dire une interprétation de l'histoire, une conception nouvelle de la société et du droit. De là vient qu'ils se posent la question de la possibilité abstraite d'un ordre social nouveau, — qu'ils jugent d'après l'idée courante qu'on se fait de la nature et du droit — là où il ne s'agit que de savoir si, dans le cours des événements, il y a une nécessité objective, supérieure aux volontés individuelles, qui y conduit par l'action même des forces sociales ; et, d'un autre côté, ils ne voient dans le socialisme que la menace permanente d'un bouleversement violent des formes actuelles de la vie sociale. C'est de cette même double erreur qu'est entachée non seulement notre tactique, mais notre critique rationnelle du socialisme, à nous membres des classes dirigeantes, c'est cette même illusion qu'ont partagée tous les écrivains païens de l'époque impériale, lorsqu'ils combattaient au nom de la raison et de la philosophie le christianisme naissant. De même qu'il n'y eut pas alors d'accusation absurde ou invraisemblable que l'on ne portât contre la jeune société chrétienne, la *lucifugax natio* de Fronton, depuis l'accusation d'athéisme et de

se livrer à des pratiques et à des rôles infâmes, jusqu'à l'accusation générale de *odium humani generis,* dont Tacite nous a conservé l'écho ; de même qu'il est manifeste que si ces écrivains ont eu le pressentiment du danger qui menaçait la société païenne, ils n'avaient pas une idée exacte du but véritable de la nouvelle religion et de la société nouvelle ; de même aujourd'hui, les représentants des classes dirigeantes n'éprouvent pas le besoin, pour mesurer la valeur du mouvement socialiste et le combattre pratiquement, de remonter, non pas seulement aux événements politiques et aux causes économiques qui lui ont donné naissance, mais aux sources intellectuelles qui lui ont donné l'intelligence et la conscience de son rôle historique et l'unité de sa direction.

3° Pour échapper au reproche que les socialistes dirigent contre un grand nombre d'ouvrages de polémique qui attaquent leurs théories d'une façon fragmentaire et dans leur expression la moins scientifique et la moins autorisée, certains adversaires ont fait appel à la science, à la véritable *science moderne* pour lui emprunter l'objection principale qui doit saper le socialisme dans sa base.

La *science* qui doit tuer la *mauvaise bête*, c'est celle qui, avec les théories darwiniennes et spencériennes, a construit la *sociologie.*

Remarquons ici que M. Ferri, autrefois un des adversaires les plus ardents et les plus populaires du socialisme (*Socialismo e Criminalità,* 1883), faisant appel, comme

tant d'autres écrivains italiens, à la *véritable science* contre le socialisme, parle souvent — sans faire de distinctions nettes — de la *science*, du *darwinisme*, de l'*évolution*, au sens donné par Spencer, et du *positivisme*, comme si c'étaient là des termes équivalents. Il peut en résulter des confusions et des équivoques, parce qu'il y a des différences notables entre les idées exprimées par ces termes.

Les adversaires des théories sociales nouvelles s'en réjouirent comme d'une découverte miraculeuse, quand ils virent la *vraie science* servir leur dessein. Nous en avons une preuve dans l'accueil que les économistes et les conservateurs firent au livre de M. Ferri, sans même être arrêtés par les hérésies qu'il contenait. Sans parler des adhésions et des encouragements venus des journaux politiques, souvent incompétents, presque toujours suspects, il faut faire une mention spéciale pour les éloges qu'en firent en Italie les économistes orthodoxes, qui virent en lui le champion qui avait su mettre le socialisme si vigoureusement aux prises avec la *vraie science* et avec la sociologie darwino-spencérienne. Que ce fût là la meilleure méthode pour combattre le socialisme à ce moment, c'est ce qui résulte aussi des approbations chaleureuses qui lui vinrent de différents côtés en Allemagne et en France (1). Cette *science vraie* mise au service de la bourgeoisie et de la conservation de l'ordre social actuel avait été utilisée avec une dialectique re-

(1) Liszt dans la *Zeitschrift für die gesammte Strafrechtswissenschaft ;* et Tarde dans la *Revue philosophique*, novembre 1883.

marquable par quelques autres avant M. Ferri. Tous les sociologues darwiniens n'ont d'ailleurs fait que suivre les traces de Haeckel, le grand naturaliste d'Iéna, qui, le premier, au congrès des naturalistes de Munich, 18 septembre 1877, répondit à Virchow, qui accusait le darwinisme de favoriser la propagande socialiste, qu'au contraire les lois darwiniennes y mettaient obstacle (1).

M. Enrico Ferri, maintenant converti au socialisme, donne raison à Virchow et il estime que le darwinisme a véritablement favorisé, ou peut favoriser la propagande socialiste, de sorte que ces deux colosses, Spencer et Darwin, qu'il déchaînait jadis contre les nouvelles théories, sont aujourd'hui associés à Marx pour former cette *trinité*, qui, d'après M. Antonio Labriola, a eu si peu de succès, non seulement auprès des adversaires, mais aussi et surtout auprès des partisans du socialisme (2).

(1) Dans son dernier travail, *le Monisme*, etc., trad. de Lapouge, Paris, Ernest Haeckel répète la condamnation de la démocratie socialiste au nom du darwinisme. Mais il me semble qu'il n'y a plus cette forme absolue d'autrefois et il reconnaît que l'application pratique des principes de la science moderne aux questions politiques et sociales peut se faire de façons très diverses. Le dernier congrès de sociologie a donné des preuves assez nombreuses de l'élasticité de cette science moderne.

(2) *Discorrendo di socialismo e di filosofia.* Roma, 1888, page 32, note 2. M. Labriola ajoute que l'article de Kautsky, publié dans la *Neue Zeit*, sur la trinité : Darwin, Spencer, Marx, était « salé et poivré ». Presque tous les socialistes connus — Marx, Engels, Malon, Lafargue, Deville, Sorel — ont combattu, au moins incidemment, les applications sociologiques du darwinisme. Je crois que le premier ouvrage d'ensemble consacré à la réfutation de la sociologie darwinienne dans ses

Depuis 1877 les économistes, les écrivains qui s'occupent de la philosophie de l'histoire, et même les naturalistes ont soulevé de nombreuses objections, comme nous le verrons, sur l'application de la loi fondamentale du darwinisme aux sociétés humaines. Néanmoins, ses partisans n'ont point disparu, et parmi eux il en est de très connus, comme par exemple M. Kidd en Angleterre, M. Le Bon en France, M. Hellwald et d'autres en Allemagne. M. Novicow, un des plus célèbres, a été aussi le plus logique dans ses applications, parce qu'il les rattache à sa théorie organique de la société, théorie qu'il a défendue avec habileté et beaucoup de conviction dans de nombreux ouvrages. Il a renouvelé ses affirmations avec son ardeur première au congrès de sociologie tenu à Paris en juillet 1897, et il a même ajouté qu'il n'y avait d'avenir, même pour l'économie politique, que dans la théorie organique de la société. Les économistes n'ont en vérité pas besoin de ce conseil, car, pour justifier en tout et toujours leur *laisser faire, laisser passer*, ils ont invoqué plus ou moins clairement l'intervention de la *bienfaisante* lutte pour l'existence ; et toute la littérature politique, économique et sociale des conservateurs de tous les pays est teintée de spencérianisme.

4° Pour combattre le socialisme, les théories darwi-

données fondamentales a été mon *Socialismo* (Catania, 1884) ; c'est sur la deuxième édition de cet ouvrage (Roma, 1898) qu'a été faite cette traduction. On trouvera un exposé complet de l'état actuel de la question dans l'ouvrage récent de Woltmann, *Die darwinsche Theorie und der Sozialismus*, 1899.

niennes sont combinées avec la théorie de l'évolution de Spencer, le grand apologiste de l'individualisme. Voici la thèse des darwino-spencériens, qui se proclament les représentants légitimes de l'évolutionisme, base de la science positive actuelle.

1° La lutte pour l'existence, loi universelle de la nature, condamne les hommes à la lutte, soit sous ses formes les plus brutales, soit sous la forme moins dure de la concurrence économique ; 2° la lutte pour l'existence accorde la victoire aux plus aptes, grâce à leur force physique et intellectuelle, et elle favorise ainsi l'évolution progressive, mais elle aboutit nécessairement à une différenciation croissante des classes, et à la création et à la domination des aristocraties ; 3° les *lois naturelles* régissent fatalement l'humanité, comme le reste du Cosmos, et il n'est pas donné aux hommes de les changer et d'y substituer les systèmes arbitraires du socialisme, qui se proposent d'arriver à la suppression de la lutte et de la concurrence, et au nivellement social.

A ces affirmations, formulées avec plus ou moins de netteté, on peut opposer de sérieuses considérations, dignes d'être exposées, et dont l'examen peut nous fournir un critérium pour juger les rapports qui existent entre le socialisme, le darwinisme et l'évolution spencérienne (1).

(1) Mon livre permet, je crois, de se faire une idée exacte du principe fondamental de la théorie darwinienne, en ce qui concerne du moins la question sociale. Il n'en est pas de même de la théorie de Spencer. D'après l'illustre philosophe anglais, la

Avant d'étudier la signification sociale des lois darwino-spencériennes, évoquées pour combattre le socialisme, il faut rechercher quelle est leur valeur intrinsèque, abstraction faite de leur application à la société humaine ; il faut constater avec quelles réserves les acceptent les savants qui sont partisans de l'évolutionisme et du transformisme.

Remarquons d'abord que la *théorie de l'évolution* de Spencer, qui est une espèce de conception philosophique de l'univers, déclare qu'une force motrice agite éternellement la nature, et en soumet tous les phénomènes à la même loi de causalité. C'est là une conception mécanique du monde, que l'on ne peut d'ailleurs qualifier simplement de *moniste*, parce que Spencer admet qu'il y a un *inconnaissable*, ce qui nous ramène au *dualisme*.

La théorie de la descendance ne s'applique qu'au monde organique ; elle déclare que les organismes complexes dérivent d'organismes plus simples, que les

formule de l'évolution serait la suivante : L'évolution est une intégration de matière accompagnée d'un dégagement de mouvement, pendant laquelle la matière passe d'un état d'homogénéité indéfinie, incohérente, à un état d'hétérogénéité définie, cohérente, et pendant laquelle le mouvement subit lui aussi une transformation analogue. (H. Spencer, *Premiers Principes*). Nous ne pouvons développer ici cette formule, même sommairement, et en montrer les applications sociales ; il y faudrait un volume tout entier. On trouvera une vive critique de la formule de Spencer dans l'ouvrage de N. Michailowsky (1869), qui vient d'être traduit en français et publié par les soins de la *Revue socialiste*, Paris, 1897, sous le titre : *Qu'est-ce que le progrès ?*

polycellulaires (*hétéroplastes*) dérivent de monocellulaires (*homoplastes*), et que ceux-ci à leur tour proviennent d'organismes rudimentaires, les *monères* (1). Les animaux et les végétaux se modifient par adaptation, et comme l'on trouve dans les organismes plus développés certaines formes de structure interne qui ressemblent à celles d'autres organismes très anciens, on en conclut qu'elles leur ont été transmises par hérédité. De sorte que la théorie de la descendance, appelée aussi *transformisme* ou *lamarkisme* — de Lamark, qui la formula le premier en 1809, — repose sur l'hérédité des formes internes très anciennes et sur l'*adaptation*. Qu'il n'y ait qu'*une* forme ancienne, d'où toutes les autres dérivent, ou qu'il y en ait *plusieurs* (*monogénisme* et *polygénisme*) cela importe peu à cette théorie. Elle n'a pas non plus à connaître la loi, le principe mécanique, par lequel ces organismes se transforment. La seule chose qu'il lui faut prouver, c'est la *transformation* de l'espèce.

Le *darwinisme* proprement dit c'est la *théorie de la sélection*, c'est-à-dire la loi, ou la force mécanique qui préside à la transformation des espèces. Le hasard, les forces aveugles, selon Darwin, produisent des variétés sur lesquelles porte la sélection, la sélection sexuelle notamment, et que fixe l'*hérédité*, produisant ainsi de nouvelles espèces ; par la sélection darwinienne les phénomènes revêtent les formes les plus utiles à l'espèce.

On a trouvé des précurseurs à Spencer parmi les philosophes anciens, spécialement parmi les Grecs ; on en

(1) Il est bon de rappeler qu'aucun naturaliste compétent ne croit plus aux monères.

a également trouvé à Darwin, soit dans le siècle passé, soit dans le commencement de notre siècle : Sömmering, Bruckner, James Stewart, Galiani, Herder, Lallemand. Mais quelle qu'ait été l'importance des intuitions de ces précurseurs, cela ne diminue en rien le mérite de ceux qui, de nos jours, ont systématisé les théories de l'évolution et de la sélection.

On rend maintenant à Lamark la justice qui lui est due. Sa théorie, attribuant une plus grande influence sur la transformation des espèces et des individus aux conditions du milieu, semble plus conforme aux faits et les explique plus facilement. Lamark a été injustement oublié pendant longtemps ; la faute en est en grande partie à Cuvier. Il est intéressant de relever que, alors que la gloire de Darwin était à son apogée, les mérites de Lamark ont été signalés par un socialiste de génie, Tchernycewski. Dans son article, reproduit dans la « Société Nouvelle » (30 septembre 1890), il a fait une pénétrante critique du darwinisme, qui s'appuie sur la théorie de Malthus, et il a attribué plus d'importance au lamarkisme.

Nous ne nous préoccuperons pas ici des critiques qui ont été faites à la théorie de l'évolution, de la descendance et de la sélection au nom des principes religieux (1). Mais nous rappellerons les biologistes éminents, qui se

(1) Quelques savants (Mivart, Zahn, etc.) essaient aujourd'hui de concilier le catholicisme avec la théorie de l'évolution (G. B. Grassi, *Critica della filosofia zoologica*, Rome, 1898). On sait que Fogazzaro, un des plus célèbres littérateurs italiens, est partisan de cette conciliation.

sont élevés contre les théories darwiniennes; la plupart d'entre eux étaient et sont encore d'enthousiastes admirateurs de Darwin. Parmi les critiques qui se placent à un point de vue exclusivement scientifique sans préoccupations métaphysiques, ou religieuses, il faut citer Romanes, Wigand, Weissmann, Nägeli, Yves Delage, qui occupent tous une place importante parmi les naturalistes et les biologistes contemporains (1). Spencer lui-même, dans sa polémique avec Weismann, fait remarquer l'insuffisance de la sélection naturelle, même dans le domaine biologique (*The factors of the organic evolution*, London, 1887). Je cite enfin ce passage d'un ouvrage récent, qui a une valeur toute particulière : « Beaucoup croient que la théorie de la descendance est aujourd'hui complète, et qu'elle est déjà passée dans le domaine de la philosophie ; ils croient que la théorie de Darwin de la lutte pour l'existence par le moyen des deux grands facteurs, l'adaptation et l'hérédité, est, comme l'écrit le professeur Lombroso, un dogme, et qu'il ne faut plus qu'appliquer ce dogme aux sciences philosophiques, morales, juridiques, etc. Ainsi, pour citer un exemple, la nouvelle école de droit criminel, dont Lombroso est le maître incontesté (lui qui d'ailleurs compte beaucoup d'autres titres de gloire), s'empare de la conception de la lutte pour l'existence, s'en sert comme un ingénieur se

(1) L'œuvre de Yves Delage : *la Structure du protoplasme et les théories sur l'évolution* est d'une très grande importance et par son érudition et par la clarté de son exposition (Paris, 1895). Les idées de Darwin, de Weissmann, de Delage et de Nägeli sont exposées avec netteté par Pareto, *Cours d'Economie politique*. Tome II, Lausanne, 1897.

servirait d'une formule mathématique, et en tire des conclusions pour l'application des peines ; la même école se sert de l'hérédité et de l'atavisme comme d'un fil d'Ariane pour décider si un malfaiteur doit être puni ou s'il ne doit pas l'être.

« Mais, en vérité, nous les spécialistes, c'est avec une certaine frayeur que nous voyons les philosophes, les juristes, les médecins manier avec tant de désinvolture, presque avec imprudence, la théorie de l'évolution. Ils ne la comprennent pas, parce qu'ils ne la connaissent que partiellement, parce qu'ils prennent pour un dogme ce qui n'est encore qu'à l'état embryonnaire, parce qu'ils prennent pour la vérité absolue ce qui n'est, selon une expression impropre mais expressive, que le *vrai provisoire*.

« Il est certainement très audacieux, dans l'état actuel de la théorie de la descendance, de la transporter telle quelle dans le domaine philosophique, dans le domaine pénal ou dans le domaine social : elle est alors semblable à ces jeunes gens qui sont chargés d'enseigner avant d'avoir suffisamment appris » (Prof. G. Grassi, *I progressi della teoria dell' evoluzione*, Catania, 1886, p. 8 et 9).

Ce jugement a une autorité d'autant plus grande que M. Grassi a obtenu dernièrement, pour ses travaux de biologie, la *médaille Darwin*, qui lui a été conférée par la société royale de Londres à la suite des découvertes qu'il a faites dans la direction de la spéculation darwinienne (1).

(1) Le professeur Grassi a protesté plus énergiquement encore

Dans le domaine même de la biologie on doit considérer les théories darwiniennes — qu'il faut toujours distinguer de la théorie de l'évolution, comme l'a fait M. Grassi il y a quelques années et Spencer en répondant à Lord Salisbury — comme des hypothèses que l'on doit admettre aussi longtemps qu'elles ne sont pas remplacées par d'autres qui rangent dans un ordre meilleur et qui expliquent un plus grand nombre de faits. Cette hypothèse trouve toujours des partisans convaincus parce qu'elle répond à un instinct de l'homme, et de l'homme cultivé notamment, qui, s'il ne croit pas à une providence suprême régulatrice du vrai, cherche à expliquer avec cette hypothèse les origines des choses et le mode de leur devenir.

Il est intéressant à ce propos de lire le jugement d'un illustre positiviste sur la valeur du système spencérien; il me semble qu'il n'a pas tort d'émettre tous ces doutes et de faire toutes ces distinctions. « Nous faisions, écrit M. de Roberty, une distinction très nette entre la *science* et la *philosophie*. Sur le terrain de la première nous n'avons rien à objecter à la théorie mécanique de la chaleur, aux belles recherches sur la transformation et l'équivalence des forces, au principe simplificateur de la termo-chimie; mais sur le terrain de la seconde nous accordons, par exemple, à la construction hypothétique de Spencer, une valeur qui ne

contre cette application du darwinisme dans : *Metodi e fini della morfologia* (Rome, 1896) et dans la *Critica della filosofia zoologica* (Rome, 1898). Dans une note de ce dernier travail il se déclare d'accord avec moi contre M. Lombroso.

diffère pas beaucoup de celle qu'on assigne à l'hypothèse mécanique de Descartes, ou à la théorie du cosmos organique d'Aristote, dont l'évolutionisme spencérien n'est d'ailleurs à nos yeux qu'un développement (1) ».

(1) La théorie de Spencer, dans ses différentes parties, a trouvé des critiques et des adversaires de grande valeur (Naville, Malcolm, Guthrie, Ardigò, Bovio, Carrau, lord Salisbury, Balfour, etc.), qui remarquent que la formule de l'évolution énoncée par l'auteur des *Premiers Principes* n'explique qu'un très petit nombre de phénomènes ; qu'avec l'Inconnaissable on revient à la métaphysique et on renforce la religion — c'est l'opinion de Romanes — et d'autres ajoutent que par l'*inconnaissable* Spencer s'est érigé en grand prêtre du dieu inconnu — ; que le mot *tendance* est employé comme s'il impliquait une téléologie immanente à la nature elle-même. M. Loria reproche très justement à Spencer de n'avoir tenu que peu de compte des phénomènes économiques. M. Ferri l'a défendu en déclarant que l'œuvre de Spencer n'étant pas terminée on ne peut porter sur elle aucun jugement, et que, puisqu'il s'occupait de sociologie générale, il n'avait pas besoin de s'arrêter aux détails économiques. La sociologie est maintenant complète, nous dit Spencer lui-même dans la préface de son volume datée de Londres 1896, et la désillusion ne pouvait être plus grande. La partie économique comprise dans les *Institutions professionnelles et industrielles* (édition Guillaumin) est vraiment misérable ; nous aurons occasion d'en parler plus loin.

On connaît beaucoup moins en France M. Robert Ardigò, un philosophe de génie pour lequel toute réalité — chose ou phénomène existant dans la nature dans n'importe quel moment du temps et de l'espace, — est une chose *distincte* obtenue par une chose *indistincte* antérieure. Ses ouvrages, *Morale du positiviste*, la *Formation naturelle et le Système solaire*, la *Sociologie*, etc., mériteraient d'être traduits en français. M. Espinas lui a consacré plusieurs articles dans la *Revue philosophique*; M. Groppali, un de ses disciples les plus distingués, lui a consacré une excellente étude dans la *Revue internationale de sociologie*.

CHAPITRE II

BIOLOGIE ET SOCIALISME

La principale objection que l'on adresse à l'application des idées darwiniennes faite par Haeckel et ses disciples aux sociétés humaines, est celle que l'on déduit du théorème fondamental de la *sociologie* moderne elle-même, qui affirme que la société humaine est un *organisme*.

On trouve déjà dans Aristote cette idée que les *sociétés humaines* doivent être considérées comme des *organismes*, analogues, sinon identiques, aux *organismes biologiques*, mais cette conception a été largement développée depuis Auguste Comte et le succès des théories sociologiques de Spencer (1).

(1) Déjà en 1827, Milne Edwards, dans le *Dictionnaire d'histoire naturelle*, avait formulé la loi de la division du travail dans l'organisme, en la rapprochant de la loi analogue de l'économie politique. Les naturalistes et les économistes ont souvent emprunté les uns aux autres leurs hypothèses : nous verrons un autre exemple de cet échange d'hypothèses entre naturalistes et économistes lorsque nous exposerons la théorie de Malthus.

Le système de Spencer est entièrement fondé sur des analogies entre la biologie et la sociologie, et pourtant un des plus fervents partisans de cette idée (Lilienfeld) lui a cependant reproché de n'avoir pas su comprendre toute la valeur de l'analogie qui existe entre l'organisme et la société. On est arrivé depuis à d'étranges exagérations ; Schäffle a fait application de la terminologie et des divisions de la biologie à la science de la société humaine, et MM. Lilienfeld, Worms, Novicow ont développé cette idée. Il est vrai que tous ces écrivains ne se font pas la même idée de la société *organisme*. Tandis que M. Lilienfeld critique Spencer et de Greef parce qu'ils voient dans les sociétés humaines quelque chose de plus qu'un simple organisme, un superorganisme (1), M. Worms n'expose et n'accepte ces analogies qu'avec beaucoup de réserves et de modération. Il ne croit pas, par exemple, que le tissu nerveux doive être comparé aux fils télégraphiques, etc. Et cela ne semble-t-il pas d'une ironie féroce contre l'organisation sociale actuelle, que cette assertion de M. Lilienfeld, qui place le cœur de la Société... dans la bourse ?

La connexion intime et l'analogie trop marquée entre l'organisme et la société ont toujours rencontré partout de vives oppositions ; cette théorie a subi des assauts violents et, semble-t-il, victorieux, au IIIe congrès in-

(1) C'est ce qu'il a exposé dans un curieux article publié dans la *Riforma sociale* de M. Nitti (10 août 1896). Au IIIe Congrès international de Sociologie, il a admis qu'il existe de nombreuses divergences entre l'organisme et la société et il a protesté contre ceux qui prétendent qu'il y a *identité*.

ternational de sociologie, qui s'est tenu à Paris du 21 au 24 juillet 1897 (1). La question y a été longuement discutée sous toutes ses faces par les organicistes — représentés par MM. Worms, Lilienfeld, Novicow — et par les anti-organicistes, représentés par MM. Tarde, Stein, Krauz, Steinmetz, etc. Il n'y avait, dans les deux camps, accord complet ni sur les détails, ni sur les points de vue ; il semble qu'il y ait eu à certain moment une tendance à la conciliation, mais on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que la théorie organique de la sociologie est sortie fort diminuée de cette lutte (2).

(1) M. Tarde pour la France, M. Ludwig Stein pour la Suisse, M. Loria et M. Vaccaro pour l'Italie, ont été et sont parmi les plus vifs et les plus énergiques adversaires de la théorie organique des sociétés humaines. M. Loria a résumé sa manière de voir à propos du livre de M. Worms, *Organisme et Société* (Paris, Giard et Brière, 1896) dans un article de la *Rivista popolare* (2e année, n° 10) ; dans cette même *Rivista popolare*, M. Vaccaro a résumé ses propres objections (2e année, n° 24).

Les œuvres de MM. Tarde, Novicow, Lilienfeld sont très connues en France. Ceux qui s'intéressent à cette question pourront lire les discussions qu'elle a soulevées au IIIe congrès international de sociologie, et les mémoires originaux qui y ont été consacrés dans les *Annales de l'Institut international de Sociologie*, tome III, Paris, Giard et Brière, 1898. On doit également consulter la courte monographie de M. L. Stein, *Wesen und Aufgabe der Sociologie*, Berlin, Reimer, 1898.

(2) Dans le cours de cette discussion, M. de Krauz a pensé qu'il était nécessaire de se mettre d'accord sur le sens des mots organisme et société, et il a donné les définitions suivantes de l'otocki : *Organisme :* Un *tout* formé de parties *conscientes*, unies par le fait de leurs propriétés *biologiques*, et dans une interdépendance fonctionnelle dans le *temps* et dans l'*espace* qui parfois élève l'ensemble à l'auto-conscience.

Société : Un tout composé de parties *conscientes* (parfois

Il n'est pas de livre de sociologie aujourd'hui où l'on ne parle de la théorie organique, aussi croyons-nous devoir résumer les objections principales qu'on y a faites, et auxquelles on n'a jamais répondu d'une façon satisfaisante. Nous n'avons pas à nous préoccuper des craintes de MM. Tarde, Michel, Obolenski, etc., qui voient dans la théorie organique de la sociologie la justification du despotisme : Huxley voyait dans le cerveau le grand despote. La science, répond Novicow, recherche la vérité. Les conséquences et les applications sont ce qu'elles sont ; personne n'y peut rien changer s'il est vrai qu'une société est un organisme.

Sans doute, mais précisément cela n'est pas. Dans les organismes, les parties, les cellules, sont contiguës ; elles font partie d'un seul organe, d'un seul corps ; elles sont différenciées. Dans les sociétés humaines il n'y a pas contiguité entre les éléments ; le même élément peut être en même temps soldat et poète ; il fait partie de l'organe de la défense et de l'aristocratie intellectuelle ; les hommes forment des groupes et des associations différentes, c'est-à-dire ils font partie simultanément de plusieurs organes et de plusieurs tissus; ils

auto-conscientes), unies par le fait de leurs propriétés *psychiques*, et dans une interdépendance fonctionnelle qui se manifeste surtout dans le *temps*.

On ne comprend pas pourquoi l'*espace* n'est plus mentionné dans cette définition des sociétés; de plus, il nous semble que si l'on attribue la *conscience* et l'*auto conscience* aux parties et à l'ensemble de l'organisme, c'est par cette erreur anthropomorphique qui nous fait juger des qualités des animaux et de chacun de leurs éléments d'après ceux de l'homme.

accomplissent diverses fonctions, qui toutes tendent à la fonction centrale et régulatrice. Un employé de chemin de fer, par exemple, peut être en même temps membre d'un club, d'une société de lecture scientifique, collaborateur d'un journal, il peut faire partie d'une milice territoriale, être membre d'une société coopérative, d'un groupe électoral, d'une société dramatique, etc., c'est-à-dire que la même personne peut appartenir au système circulatoire, au système producteur, au système nerveux, au système protecteur et même à plusieurs organes de ces systèmes, ce qui serait absurde s'il s'agissait d'une cellule. Et à quelle espèce de société pourra-t-on comparer l'organisme ? à l'Etat, à l'Eglise, à la Nation. Voici à quelle contradiction on aboutit : la Pologne appartient à trois Etats et à un certain nombre d'églises ; un Polonais peut appartenir en même temps à l'état russe, à l'église catholique et à la nation polonaise ; un citoyen de Liège appartient à l'état belge, à la nationalité française, à l'église catholique, à diverses associations économiques, scientifiques, etc., internationales. Y a-t-il une cellule qui appartienne au même moment à plusieurs corps vivants?

Les espèces animales forment des corps plastiques à contours fixes ; ils sont symétriques dans leurs formes ; ils naissent, se nourrissent, se développent, se multiplient, selon un mode propre et déterminé. Les collectivités humaines sont formées par des individus mobiles, disséminés dans l'espace ; elles sont assymétriques ; dans un certain sens on ne sait pas quand elles naissent et on ne sait pas quand elles meurent. Les sociétés ont-

elles un sexe? Se reproduisent-elles comme les animaux? Leur croissance par fédération ou annexion ressemble-t-elle à celle des organismes? Quelle est la langue? Quelle est la religion des cellules? Le lien qui unit les éléments de la société, au lieu d'être corporel comme celui qui unit l'un à l'autre les éléments d'un organisme, est de nature psychique; le corps social est infiniment plus complexe que le corps vivant, les sociétés les plus rudimentaires mêmes présentent des analogies marquées, non pas avec les organismes les plus infimes, mais avec les plus élevés. De plus, les lois biologiques et les lois sociologiques ne sont pas comparables:

Les premières sont véritablement des lois et elles permettent de prévoir; tandis que les secondes comportent toujours des irrégularités, parce que les faits sociologiques ne se répètent jamais exactement; leurs lois ne sont jamais absolues et elles ne connaissent pas de vérités éternelles; ce sont des lois relatives et des vérités de fait. Si les organicistes voient dans la société un organisme, en prenant ce mot dans un sens téléologique, c'est-à-dire s'ils y voient un ensemble de parties qui tendent au même but, on peut le leur accorder (1). Même les phénomènes communs aux organismes et aux sociétés suivent dans leur développement des directions opposées, et, par exemple, la différenciation constitue

(1) J'ai toujours compris les lois statistiques comme le fait M. Stein, et, en commençant mes leçons de statistique à l'Université de Palerme (année scolaire 1891-1892), j'ai exposé mes idées sur ce point en étudiant les rapports de la statistique et de la sociologie.

pour l'organisme un signe de haute perfection, alors qu'il équivaut pour la société au régime des castes ; inversement, il y a dans les sociétés les plus développées une tendance toujours croissante à diminuer les effets de la division du travail. De même, plus les éléments d'un organisme s'organisent, plus leur individualité disparaît : les corpuscules rouges du sang incorporés dans les organismes disparaissent ; tandis que dans les sociétés humaines, plus les éléments se socialisent, plus leur individualité s'accentue et se développe.

Pour tous ces motifs la formule de M. Novicow, la *sociologie sera organiste ou ne sera pas*, équivalente d'ailleurs à la formule de M. Lilienfeld, *nemo sociologus nisi biologus*, n'a aucune base solide. D'ailleurs la science sociale ne doit aucune découverte à la théorie organique des sociétés. Et, d'autre part, en insistant sur ces analogies on néglige l'étude beaucoup plus utile de l'histoire et on fait pénétrer dans les esprits l'idée de la fatalité de l'évolution, ce qui n'est certes pas un facteur puissant de progrès.

Ces considérations, qui sont dues en grande partie à M. Tarde et à M. Stein, semblent autoriser à accepter les conclusions suivantes auxquelles est arrivé M. Krauz :

1° L'analogie entre l'organisme et la société se réduit au simple fait de l'interdépendance fonctionnelle qui existe entre les cellules comme entre les membres de la société, et de l'unité de l'ensemble, — unité qui, pour la société, peut être appelée la conscience sociale, pourvu qu'on ne le personnalise pas. Toute assimilation plus précise, étant données la complexité infiniment plus

grande de la société et l'extrême généralité de la comparaison, serait arbitraire et purement allégorique.

2° L'analogie organique ne nous explique rien et elle ne nous sert pas à construire la méthode sociologique.

3° On ne peut en déduire raisonnablement aucun précepte d'art social.

4° En tout cas, même si on assimile la société à un organisme réel, cela ne peut être vrai que pour une société sans classes ; toute société divisée en classes devrait être considérée comme une cohabitation parasitaire ou mutuelliste d'un grand nombre d'organismes sociaux et la seule thérapeutique biologique qui lui serait applicable, serait la thérapeutique du parasitisme ou du mutuellisme.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'on n'accepte pas l'analogie établie entre la société et l'organisme, on ne nie pas qu'il y ait entre la biologie et la sociologie un rapport génétique, pourvu qu'on réunisse celle-ci à un *quid proprium* qui la différencie de la première. En admettant qu'il y a un lien génétique on exclut le miracle et on a la continuité de l'évolution.

Remarquons en passant qu'en voulant transporter telles quelles dans la sociologie les lois de la biologie et de la psychologie, Spencer méconnaît le caractère fondamental de sa théorie de l'évolution, qui suppose qu'elle se fait par développement graduel et différenciations successives. C'est ce que n'a pas méconnu M. Ardigò. Pour lui « la société est une formation naturelle qui, en se différenciant de l'indistinct originaire, devient un *phénomène nouveau* ayant des caractères spécifiques et

propres. Pour M. Ardigò la société n'est pas, comme pour M. Spencer, un produit des mêmes forces et des mêmes lois qui déterminent la formation des astres ou l'évolution d'un corps biologique ou l'organisation d'une pensée ; mais c'est un phénomène qui, sans être soustrait à l'influence des lois cosmiques, porte en lui le germe d'une vie propre, dépend d'une force spécifique et a des caractères exclusivement spéciaux (1).

(1) A. Groppali, *Le teorie sociologiche di Roberto Ardigò*, Bocca, 1898. p. 45, 46. Dans ma *Sociologia criminale* (Catania, 1898, vol. I, chap. I), je me suis occupé du lien génétique qu'il y a entre la biologie et la sociologie et de la façon de comprendre l'évolution de la première à la seconde. M. Roberto Ardigò montre qu'il y a une analogie quant au degré de développement et quant à la spécialité des organes en biologie et en sociologie dans le passage de la simple vie végétative à la vie nerveuse, et de la réaction individuelle et *ex lege* entre les individus à la formation du pouvoir dirigeant (organe de la justice) dans la société. Il montre que la vie végétative peut et doit coexister avec la vie nerveuse dans l'organisme biologique, comme aussi dans l'organisme social (Ardigò, *Sociologia*, vol. IV de ses œuvres, pages 13 à 20). Cependant l'analogie ne me semble pas au fond très exacte. En effet, il dit que dans l'organisme social il y a des actes des deux espèces dans les deux formes de réaction sociale : une forme initiale, qui dépend des individus associés, et une autre, supérieure, qui dépend du Pouvoir. La première est la réaction de la « bienséance », la seconde est la réaction spéciale propre au *pouvoir* (analogue au système nerveux), la réaction de la *justice*. « Et ainsi la « bienséance » serait analogue à l'activité végétative, et la justice analogue à l'activité vitale (qui a pour organe le système nerveux, page 20) ». Or, on doit remarquer : 1° Que l'*activité végétative* est d'ordre inférieur à l'*activité vitale*, tandis que un grand nombre des actes appartenant à la bienséance sont plus délicats et plus élevés que ceux qui sont du domaine de la justice. On peut même dire qu'à celle-ci appartiennent les actes

5° La dernière des conclusions de M. Krauz correspond aux vues de M. Krujinski, qui n'accepte pas la comparaison des sociétés humaines et des organismes parce que, dans les premières, le travail de la plus grande partie des individus dépasse leur force, et leur consommation au contraire reste au-dessous de leurs besoins, tandis que dans les secondes le travail et la nutrition sont toujours proportionnés, et, ajoute le sociologue polonais, l'organisme ne peut pas ressembler à la société *capitaliste* actuelle, mais seulement à une société *communiste.*

Cette conclusion a été entrevue par certains socialistes, qui, avec raison, ne se sont pas laissé effrayer par les sympathies qui semblent avoir entouré la théorie organique de la société. Le vieil apologue de Ménénius Agrippa représenterait la première esquisse de la théorie dans le sens de l'assistance mutuelle des parties à l'avantage commun ; et l'harmonie entre les parties, et la dépendance réciproque entre les organes, mises en évidence par les biologistes et par Spencer, servent merveilleusement à confirmer les aspirations des socialistes. Si la société est un organisme, disent-ils, cherchons à éliminer les luttes et l'injuste répartition des subsistances et des jouissances, et proportionnons tout aux services rendus et aux fonctions de chacun des éléments. L'organisation actuelle représente évidemment une pé-

fondamentaux de l'activité végétative. 2° Que dans la société humaine il y a tendance et passage continu des actes du domaine de la bienséance aux actes du domaine de la justice, et *vice versa.* Il nous semble que si un esprit aussi élevé que M. Roberto Ardigò n'a pas vu ces contradictions, cela vient de ce qu'il a voulu trouver des analogies entre l'organisme et la société.

riode de la maladie que nous devons nous efforcer d'éliminer. Un organisme est-il dans un bon état de fonctionnement s'il n'y a pas harmonie entre les cellules, si l'anémie atteint 75 % des cellules — celles qui ont un besoin plus grand de nourriture, parce qu'elles travaillent davantage — et si le reste souffre d'hypérémie ; dans lequel il n'y a pas dépendance réciproque entre les organes, c'est-à-dire coopération ? En biologie cet état de choses n'est pas concevable à l'état de santé ; par conséquent si la société est un organisme, nous devons nous hâter de guérir la maladie pour arriver à la justice — qui n'est pas synonyme d'égalité absolument nivelleuse, — mais qui répartira les biens selon les besoins et selon le travail, c'est-à-dire au socialisme. Rappelons-nous que pour le plus ancien partisan de la théorie organique, Aristote, la justice dans l'Etat était considérée comme l'équivalent de la santé dans l'organisme. En conséquence, si les sociétés humaines doivent être considérées comme des organismes, on doit les tenir pour des organismes spéciaux, qui tendent à *devenir* toujours plus harmoniques en éliminant graduellement les injustices et les disproportions entre la fonction et la nourriture. Avec M. Fouillée nous pouvons y voir des organismes *contractuels*, en devenir continuel, afin d'arriver à cette harmonie que Gian Domenio Romagnosi appelait la *loi de la société*, et en vertu de laquelle il doit y avoir entre le corps et ses membres des conditions et des avantages réciproques (1).

(1) *Genesi del diritto penale. Appendice alla parte prima*, §§ 9 et 10.

Cette déduction de la théorie organique est si exacte qu'elle a été acceptée même par des écrivains éminents qui, s'ils ne sont pas des adversaires décidés, ne peuvent certes pas être considérés comme des socialistes. C'est ainsi que M. Fouillée remarque que « quand on parle du corps social, on ne le fait point par métaphore. Les membres qui le composent sont unis par une solidarité, non seulement historique, mais organique. Or, que penserait-on d'un corps dans lequel la nourriture affluerait à la tête et à l'estomac avec abondance et fort peu aux jambes et aux bras ? N'y aurait-il pas pléthore d'un côté, atrophie de l'autre et, par conséquent, double cause de dépérissement ? ». Cette observation ne se trouve pas contredite par ce qu'a écrit un anti-socialiste, M. Espinas, qui inconsciemment approuve l'application que les socialistes font de la théorie biologique : « Puisque l'organisation sociale est soumise aux mêmes lois que l'organisation physique, ne sait-on pas qu'un organisme ne peut vivre et prospérer que dans la mesure où la vitalité des éléments se maintient et s'accroît ? *Or, la lutte pour l'existence et l'écrasement de l'individu ne sont pas les traits caractéristiques de la vie, dans les limites d'un même corps et d'une même société.* Mais la coalition (Coopération Spencérienne ?) afin de mieux soutenir cette lutte, le respect de l'individu en sont les premières conditions et les caractères dominants » (1). M. Schäffle, qui a été un des premiers à exposer les analogies entre l'organisme et la société, arrive finale-

(1) *Les Sociétés animales*, 2e édition, page 53.

ment à préconiser une organisation véritablement socialiste, qu'il a exposée ensuite, en la résumant, dans sa *Quintessence du socialisme*. C'est en vain qu'il l'a reniée plus tard, après avoir vu qu'elle avait servi à la propagande socialiste, parce que la brochure qu'il renie est la suite naturelle de son ouvrage plus considérable (*Structure et vie du corps social*). M. Worms lui-même, enfin, essayant habilement de concilier les conclusions contradictoires de la théorie de l'organisme de M. Spencer et de M. Huxley, remarque que « au nom du premier on condamnera l'égoïsme, l'individualisme radical, qui érige chaque être humain en un tout se suffisant à soi-même, puisqu'on aura rétabli contre lui la réalité de l'être collectif, la nécessité d'une indissoluble liaison entre tous ces éléments. Au nom du second on écartera le socialisme utopique qui entend réédifier la société sur des bases toutes nouvelles, sans tenir compte du processus naturel qui l'a amené à son stade évolutif actuel » (1). Tout cela ne porte pas, d'ailleurs, contre le socialisme actuel, essentiellement évolutionniste.

L'harmonie qui doit exister entre les cellules et les éléments d'un organisme et les individus d'une société humaine, étant donnée la théorie biologique de la société, ne se trouve pas infirmée, au point de vue socia-

(1) *Annales*, etc., tom. IV, page 301. M. Durkheim, examinant l'ouvrage de M. Fouillée, *La propriété sociale et la démocratie*, a montré que le socialisme dérivait logiquement de la théorie organique et il a signalé les contradictions de Spencer (*Revue Philosophique*, avril 1885, page 451). J'ai fait moi-même cette démonstration dans la première édition de ce livre, qui remonte à 1884.

liste, par la lutte qui existe entre les cellules et les parties de l'organisme comme l'a montré un autre biologistt qui a repris et développé une idée de Spencer. S'il est vrai, comme le dit M. Roux (1), qu'existe dans l'organisme la lutte pour l'espace et la nature, et que l'activité fonctionnelle détermine une *intra-sélection*, d'après M. Weissman un plus grand afflux de nourriture, qui non seulement compense les pertes, mais qu'accompagne une ultra-compensation, de sorte que plus l'organe fonctionne, plus il se perfectionne, la justice voudrait (si la société humaine était soumise aux mêmes lois biologiques que les organismes) qu'aux organes de la production économique, aux ouvriers, fût donnée une nourriture mieux adaptée à leur fonction.

A cette connexion entre la fonction, la nutrition et la perfection de l'organisme doit être rattaché le concept de l'utilité de la fonction elle-même. Or, dans l'organisme, la nutrition plus considérable de certaines parties sans utilité au dommage du reste produit des ruptures d'équilibre et par suite des manifestations maladives (2).

(1) Wilhelm Roux, *Der Kampf der Theile im Organismus*, Leipzig, 1881; *Functionnelle Anpassung*, Leipzig, 1895. Le professeur Grassi, qui m'a fourni quelques observations, m'a fait remarquer que M. Roux est devenu un partisan de M. Weissmann, qui nie la transmissibilité des caractères acquis. Mais alors à quoi se réduit le perfectionnement produit par la lutte entre les parties d'un organisme?

(2) M. Novicow dit que l'égalité est une chimère et parmi un grand nombre d'exemples donnés pour confirmer cette assertion il cite ce passage de M. Richet : « Tout le monde sait que les animaux soumis à l'inanition maigrissent, cela est scientifiquement exact. Les corps gras diminuent chez eux de 100 pour 100,

De toute cette discussion il résulte avec évidence que les sociétés humaines ne peuvent pas être comparées à des organismes biologiques, mais que si l'on devait admettre une analogie étroite entre les unes et les autres, on devrait reconnaître que pour donner aux premières la force et la santé, il faudrait les soumettre à un régime plus juste, comme l'est dans ses grandes lignes celui que préconisent les socialistes.

les muscles de 50 pour 100, mais le poids du cerveau des animaux morts d'inanition n'a pas sensiblement diminué. » (*Revue Scientifique*, 25 mai 1899, page 647). L'écrivain russe ajoute : « Et le cerveau reçoit une alimentation de beaucoup supérieure à celle des autres parties du corps. En temps de crise les organes se dépouillent afin de l'entretenir. Le cerveau accomplit la fonction la plus importante de l'organisme et c'est pour cela qu'il reçoit un traitement privilégié, il n'y a donc pas égalité entre les parties du corps vivant. » *Les luttes entre les sociétés humaines.* Paris, pages 496, 497. Tout cela sert à M. Novicow pour justifier l'existence des aristocraties.

J'aurai l'occasion de revenir sur les aristocraties dans un autre chapitre. Je remarque ici seulement que cette nutrition plus grande du cerveau, correspondant à une fonction plus grande, n'est pas injuste, même au sens socialiste. Mais conformément à l'hypothèse de M. Roux, la plus grande nutrition entraînerait un développement plus grand de l'organe. C'est ce que l'on pourrait également conclure des observations de Broca sur le développement progressif du crâne, qui ont été contredites par tant d'anthropologues. Cependant si ce développement continu du crâne et du cerveau devait se faire nous n'aurions plus l'homme actuel, mais un monstre tout en crâne — et avec un crâne nu peut-être. A ce sujet, M. Grassi me fait remarquer que le développement disproportionné de certains organes — canines supérieures chez le *Smilodon*, cornes chez le *Cervus dicranius*, etc. — amène peut-être la disparition de cette variété. N'en serait-il pas de même de l'homme et de la société humaine?

CHAPITRE III

LA LOI SUPÉRIEURE DE L'ORGANISME SOCIAL

Si la société était un organisme comme le prétendent les biologistes de la sociologie, nous avons vu qu'il en faudrait logiquement conclure que l'organisation sociale actuelle doit être condamnée, car il ne peut y avoir d'analogie entre l'organisme social et l'organisme biologique que lorsque chaque élément reçoit en proportion de son travail. Ce serait la justification de la formule du socialisme de la première moitié de ce siècle : *à chacun selon son travail.*

Nous devons cependant rechercher si l'extension des lois de Darwin aux sociétés humaines résiste aux critiques de la science et de l'histoire. Et d'abord y a-t-il véritablement entre les hommes cette lutte pour l'existence qui, d'après Darwin, domine le monde végétal et le monde animal ?

Les disciples du grand naturaliste anglais n'ont pas hésité à transporter telle quelle cette loi de la biologie dans la sociologie ; il faut cependant reconnaître que les

principes du maître n'ont pas été d'ordinaire faussés par des naturalistes, mais par des historiens, des économistes, des philosophes, des moralistes, par des personnes en somme incompétentes, ou tout au moins suspectes de l'être. Parmi les épigones, par exemple, M. Hellwalld affirme que « dans quelques siècles on rira de tous les idéals de la liberté, de la nationalité, de l'humanité, de la dignité, de la morale, comme aujourd'hui on rit des sacrements. Le pauvre qui rêve au communisme, le riche qui veut jouir, le prêtre, le monarque, le soldat, le républicain, tous *luttent pour l'existence*, tous ont raison (1) ». M. Gumplovicz (*La lutte des races*) s'exprime de même (2) ; et tous les épigones interprètent Darwin à travers la glorification hégélienne de la force et du succès.

Grâce à ces interprètes, Darwin sert à justifier les plus grandes iniquités ; ses théories peuvent même encourager les multiformes légions de brigands qui exploitent

(1) *Kulturgeschichte in ihrer natürlichen Entwickelung*, 1875, Augsbourg.

(2) M. Gumplovicz, dans un de ses derniers ouvrages (*Sociologie et politique*, Giard et Brière, Paris, 1898), n'admet pas qu'il y ait lutte entre les individus, mais il croit qu'elle a lieu entre les classes et entre les groupes sociaux. « La loi supérieure de l'histoire, dit-il, peut être résumée dans la formule suivante : le plus fort triomphe du plus faible; deux individus égaux en force s'unissent pour être supérieurs à un troisième égal en force et ainsi de suite (page 171) ». Je ne puis m'expliquer comment l'illustre professeur de Gratz a pu, en s'appuyant sur la première édition de ce livre, me ranger au nombre de ceux qui veulent appliquer les lois darwiniennes aux races humaines (pages 268).

le monde et qui peuvent tranquilliser leur conscience par ce raisonnement : *j'écrase le faible parce que je suis le plus fort. — Qu'y puis-je faire ? c'est une loi naturelle* (1). Pour ces darwiniens, comme l'a dit Guyau, la nature est devenue la nourrice mercenaire, le Moloch éternel toujours affamé, et qui toujours dévore : « Le darwinisme social a fait du militarisme une religion, source d'un mysticisme nouveau, d'un délire féroce : *Hors de la guerre, point de salut !* Telle est la devise de cette école qui a une morale dépourvue de toute pitié » (*Tarde*) (2).

Darwin n'est en rien responsable de ces énormités, véritables aberrations morales ou intellectuelles. Mais avant de voir si, et jusqu'à quel point, la lutte brutale pour l'existence domine la société humaine, reprenons notre discussion précédente et examinons quelles sont les limites de la sociologie. Celle-ci ne doit pas s'occuper des animaux, mais uniquement de l'étude de l'homme. Nous ne méconnaissons pas ainsi les rapports et les points de contact qui existent entre l'homme et l'animal, nous ne nions ni le monisme, ni la théorie de la descendance, ni la théorie plus générale de l'évolution. Mais de ce qu'il existe des intermédiaires entre les associations d'animaux et les sociétés humaines, on ne doit pas en conclure que la sociologie doit s'occuper de toutes

(1) Nautet, *Société Nouvelle*, août 1890. Alphonse Daudet a stigmatisé éloquemment ces darwiniens dans *La lutte pour la vie*.

(2) L'*Opposition universelle*, Paris, Alcan, 1897, pages 364, 374.

deux, de même qu'on ne peut pas conclure que la botanique et la zoologie ont le même objet, parce qu'il est des organismes inférieurs dont on ne sait pas s'il faut les ranger parmi les plantes ou parmi les animaux. En réalité, la biologie et la sociologie se donnent la main, mais ne se confondent pas.

La lutte pour l'existence, manifestation brutale et souvent inconsciente de l'*égoïsme* et de l'*individualisme*, préside à l'évolution des animaux (*Letourneau*) (1). Dans l'évolution des sociétés humaines on commence à apercevoir un autre facteur, ou plutôt on le sent davantage ; un nouveau mobile modère l'égoïsme et s'y substitue petit à petit : l'*altruisme*. Aussi Russel Wallace, qui s'est occupé, indépendamment de Darwin et en même temps que lui, de la sélection naturelle, qu'il n'a appliquée qu'aux animaux, soutient-il que : lorsqu'on a dépassé le seuil de l'humanité, la *loi de la lutte pour l'existence* doit céder la place à quelque autre *loi supérieure* (2).

On passe graduellement de l'une à l'autre ; ainsi, de même que dans les sociétés humaines on constate encore les derniers effets des lois de la biologie, de même nous découvrons parmi les animaux les rudiments de la loi supérieure de la sociologie. M. de Lanessan a démontré qu'il n'est pas exact que la lutte domine toujours, et d'une façon absolue, chez les animaux, et que dans le genre

(1) L'*Évolution de la morale*, pages 83, 102.

(2) Russel Wallace, *La sélection naturelle* (trad. franç. de De Candolle, cité par Joly dans sa *Psychologie des grands hommes*).

de vie en commun de certaines espèces, que les naturalistes appellent *symbiose*, on découvre une autre preuve contre l'empire absolu de cette loi. L'histoire des animaux confirme donc les vues des socialistes sur la solidarité qui devra régner dans la société humaine ; et si M. Espinas a pu, en parlant des animaux, affirmer que l'idée de société est celle d'une aide constante que se prêtent pour une même action des êtres vivants séparés les uns des autres, *a fortiori* cela doit s'appliquer aux sociétés humaines. Chez celles-ci — et il est ici d'accord avec M. Gumplowicz — le germe des lois sociales ne doit pas être recherché chez l'individu isolé, comme le voudrait la sociologie de Spencer, mais dans les collectivités humaines (1).

Pour montrer que le passage des sociétés animales aux sociétés humaines n'est pas brusque, qu'il n'y a pas de *saut*, on peut citer des faits nombreux recueillis par les naturalistes, où l'on peut voir des rudiments d'*altruisme*, chez les singes et chez d'autres animaux. M. Espinas dit de certains oiseaux : « *Qu'ils ont pris plaisir à vivre ensemble parce qu'aucune vue n'est aussi agréable que celle de son semblable*. A mesure qu'ils se sont rapprochés, chaque individu a senti l'idée qu'il avait de sa force accrue par l'idée qu'il a acquise de la force de ses semblables, et c'est ainsi que l'habitude de la *coopération* défensive s'est établie chez quelques-uns d'entre eux. Entre la dispersion primitive

(1) De Lanessan, *La lutte pour l'existence et l'association pour la lutte*. Espinas, *Les Sociétés animales*, page 157.

et la collaboration normale, la sympathie semble nous offrir l'intermédiaire indispensable. Aussi voyons-nous ce dernier sentiment cultivé par eux avec une *espèce de passion* » (*Les sociétés*, etc., pag. 400). Dans les œuvres de Buffon, de Brehm, etc., on peut trouver des traces évidentes et nombreuses de la sympathie qu'il y a entre les animaux, mais il faut nous arrêter aux sociologues darwiniens, et ils sont nombreux, qui admirent le développement des sentiments affectifs, de l'assistance mutuelle chez beaucoup d'animaux, les soins infinis que les fourmis déploient pendant la procréation, la pitié avec laquelle elles examinent les blessures de leurs compagnes qu'elles couvrent d'un liquide transparent extrait de leur bouche (*Latreille*) ; ils admirent le courage des morses qui se défendent contre les chasseurs, l'abnégation de la marmotte qui sort de son terrier pour y traîner un compagnon blessé, etc.

On pose donc tout naturellement cette question à tous ces darwiniens : la *sympathie* existe chez les oiseaux et chez les autres animaux, la *coopération* est reconnue utile par tous ; l'homme seul doit-il être condamné inéxorablement et perpétuellement à la brutale *lutte pour l'existence* (1) ?

M. Novicow distingue la *symbiose* du *parasitisme ;* dans les symbioses les êtres sont associés pour l'utilité

(1) Je remarque ici encore, sans m'arrêter à la distinction faite par Wundt entre l'*aperception active* et *passive*, qu'on doit toujours prendre grand soin de ne pas interpréter ce que l'on constate chez l'animal avec de simples critères anthropologiques.

commune et il y a entre eux échange de services ; dans le *parasitisme* les uns vivent aux dépens des autres sans leur être d'aucune utilité. Aussi M. Novicow a-t-il raison de soutenir que la symbiose est parfaite dans cette vaste association de cellules qu'est le corps humain, mais non pas dans l'organisme social où règne le parasitisme. Il affirme ensuite que dans la lutte entre les sociétés, ce sont les moins parasitaires et les plus symbiotiques qui doivent survivre (*Les gaspillages des sociétés modernes*, Paris, 1894, page 127).

On ne comprend donc pas pourquoi il veut ensuite justifier le parasitisme de certaines classes (page 316) et il ne me semble pas mieux inspiré lorsqu'il emploie un langage qui laisserait croire que le cerveau vit au détriment d'autres organes presque comme un parasite, pour la raison exposée dans le chapitre précédent.

Quelles que soient les différences qui existent entre l'homme et l'animal, elles ne justifient pas l'*hiatus* miraculeux, le *saut* que l'on voudrait faire admettre entre les deux. Il nous faut reconnaître prudemment que nous *ignorons* actuellement — et cela ne veut pas dire que nous *ignorerons* toujours, comme le veut l'*ignorabimus* de Du Bois Reymond (1) — le moment du passage et que

(1) J'ai combattu l'*Ignorabimus* dans ma *Sociologia Criminale*, vol. I, page 145 et suiv., et il s'est trouvé des *positivistes* qui se sont scandalisés de ma prudence ! L'*Ignorabimus* de Du Bois Reymond a des relations très étroites avec l'*inconnaissable* métaphysique de Spencer. M. Ardigò au contraire a repoussé l'*apriorisme* du philosophe anglais et, reconnaissant qu'il n'y a rien de nécessairement mystérieux pour notre esprit, il admet seulement un inconnaissable relatif et dérivé par induction de l'observation de la réalité.

nous ne connaissons pas l'anneau intermédiaire qui nous expliquerait tout le mystère. On a essayé de divers côtés de montrer comment et pourquoi l'homme s'est élevé au-dessus de l'animal ; mais tous les *pourquoi* qui différencient l'homme de l'animal, dérivent des facultés que l'homme possède de transmettre à ses successeurs, par l'écriture, les hiéroglyphes, les monuments, la connaissance des progrès acquis et des modifications psychiques et morales transmises par l'hérédité et qu'on a le tort de ne pas vouloir considérer comme des modifications progressives de l'instinct de l'animal. C'est ainsi que rien de ce qui est acquis n'est perdu et qu'on peut parler de progrès indéfini (*Angiulli*) et d'une *histoire de l'évolution* qui « constitue la caractéristique du fait social et qui marque par conséquent d'une façon nette les limites de la sociologie. » (*Vanni*) (1).

La lutte pour l'existence dans sa forme grossière et exclusivement animale, ne se retrouve plus déjà chez l'homme des cavernes, dont l'état psychique se rapproche déjà beaucoup de l'homme actuel, et elle n'a peut-être pas régné au delà de l'être intermédiaire entre l'homme et l'animal, qu'on n'a d'ailleurs pas encore dé-

(1) Angiulli, *La filosofia e la scuola*, Napoli, 1887 ; Vanni. *Prime linee di un programma critico di sociologia*. M. Vignoli, partant du monisme le plus complet, a magistralement indiqué le caractère différentiel de l'homme et de l'animal et le passage graduel de l'un à l'autre. Il est revenu sur ce sujet dans sa leçon d'ouverture au cours d'anthropologie de l'année 1897-1898 à l'académie scientifico-littéraire de Milan, pour démontrer l'unité fondamentale de l'espèce humaine (*Il pensiero italiano*, janvier 1898).

couvert. Cette phase n'appartient pas à la sociologie, mais presque uniquement à la biologie ; nous sommes alors dans cette période de transition qu'on appelle *présociologique* et qui rattache l'évolution organique à l'évolution hyperorganique. En réalité « les associations plus ou moins extraordinaires de certains animaux inférieurs, *associations qui ne constituent* pas selon l'expression de Spencer, la *combinaison vraiment sociale* ou *hyperorganique* et qui ne sont probablement que l'effet de simples actions réflexes, résultant d'une série très limitée d'expériences passées à l'état d'instinct et consolidées par une longue transmission héréditaire ; les phénomènes de groupement ou d'association chez les animaux qui vivent en troupes et chez l'homme sauvage des cavernes et des forêts primitives ; enfin, même les quelques rudiments épars de progrès qu'offre la société des animaux supérieurs, et peut-être les premières tribus humaines, tout cela était jusqu'à un certain point susceptible d'une explication purement biologique. Mais tant que les choses demeurent dans cet état, la sociologie n'est en réalité qu'une simple annexe de la biologie, un corps de faits et de théories éminemment et exclusivement préparatoires qui se distingue à peine de l'antropologie proprement dite, *s'arrête nettement au seuil de la véritable sociologie* et est souvent désigné aujourd'hui sous le nom de *présociologie* (1).

(1) De Roberty, *op. cit.*, page 160. La lutte bestiale renaît dans les colonies chez les *supérieurs* contre les soi-disant races *inférieures*. Je m'en suis longuement occupé dans ma *Politique coloniale*. M. Novicow a également parlé de la forme

Lorsque l'homme se fut séparé de l'animal, lorsque commenca la sociologie, surgit une raison importante de les distinguer, qui rétrécit petit à petit le règne de la lutte brutale pour l'existence. En effet, l'animal consomme sans produire — ou du moins il ne produit pas intentionellement et utilement — et la part que l'un d'eux consomme réduit la possibilité de consommation des autres. L'homme consomme, mais il produit; sa production est en augmentation continue, et il arrive un moment où sa production est telle qu'il peut vivre et se développer sans être forcé de diminuer la consommation de ses semblables (G. Deville, *Aperçu sur le socialisme scientifique*, page 26).

Que la lutte darwinienne pour l'existence a pu dominer dans l'état *présocial* de l'humanité sans que la théorie de l'évolution en soit en rien ébranlée, c'est ce qu'admet M. Bagehot, qui attribue à cette théorie le grand avantage de nous permettre de nous transporter dans des périodes très anciennes, dans lesquelles dominaient peut être d'*autres instincts, différents de ceux qui agissent actuellement* (1).

barbare que prend parfois cette lutte (*Les luttes entre les sociétés humaines*. Paris, 1897, page 66). Ces *ricorsi* confirmeraient la justesse du point de vue brillamment développé par M. Loria dans l'*Analisi della proprietà capitalista*, où il se propose d'étudier dans les colonies le développement des sociétés primitives.

(1) *Lois scientifiques du développement des nations*, éd. Germer et Baillère, p. 149. Je veux m'excuser auprès des lecteurs de toutes ces citations; je ne prétends pas ainsi résoudre toutes les questions *in verba magistri*. Je veux les mettre en garde contre l'exclusivisme et la partialité d'un grand nombre

Mais c'est l'histoire des sociétés humaines qui est la négation même de la domination exclusive de la lutte pour l'existence. Il serait absolument impossible d'expliquer l'histoire par la loi darwinienne, ou plus exactement l'histoire la contredit, et enseigne qu'il y a d'autres lois plus complexes et d'autres principes qui président à l'évolution sociale.

Si la domination de la *lutte* avait pour conséquence le triomphe des *meilleurs*, des mieux *adaptés*, et ne rencontrait pas d'obstacles, le progrès devrait être continu, journalier, incessant, fatal ; mais telle n'est pas l'histoire humaine, avec ses contradictions, ses regrès, ses *ricorsi* (1), si partiels et formels qu'on les veuille (*Powell*, *Mayr*, *Loria*). Darwin lui-même a reconnu que la lutte pour l'existence n'est pas le seul moyen qui assure le progrès, et Spencer, sous la poussée de l'argumentation de Laveleye — sans se préoccuper des coups qu'il portait à la base de son individualisme — a reconnu que la loi biologique de la concurrence vitale

de darwiniens qui, pour faire servir cette théorie à leur politique conservatrice, ne citent que Haeckel. Certainement l'autorité de ce savant est très grande, mais on ne peut pas se refuser à reconnaître celle de MM. Espinas, Wallace, De Roberty et autres savants naturalistes et sociologues qui, comme nous l'avons vu, interprètent autrement que le professeur d'Iéna, l'action de la lutte pour l'existence dans les sociétés humaines.

(1) Powell, Discours au congrès de Cleveland (août 1888) de l' « Association américaine pour le progrès des sciences » (*Rivista di filosofia scientifica*, janvier 1889, page 61). — Mayr, *La statistica e la vita sociale*, trad. ital. de Salvioni, page 4. — Loria, *La proprietà fondiaria e la questione sociale*, pages 54 et 174.

trouve sa limite dans les exigences éthiques et historiques (1).

Le socialisme scientique, s'en tenant à l'interprétation la plus logique de la théorie de l'évolution, et conformément aux faits historiques et à ceux qui se développent aujourd'hui encore sous nos yeux, admet donc qu'il y a un lien entre la sociologie et la biologie, et il reconnaît que, de même que certaines lois physiques et chimiques se retrouvent dans la biologie, de mêmes certaines lois de la biologie continuent à agir dans la sociologie, mais selon des modes et avec une intensité qui sont propres à la sociologie (2).

Lorsqu'on a admis que dans la *sociologie* on retrouve l'action du principe fondamental de la *biologie*, de sorte qu'il n'y a pas de solution de continuité entre elles, il

(1) Icilio Vanni (*Saggi critici sulla teoria della popolazione*, pages 71, 104, 110 et 112) a rétabli l'interprétation exacte de la pensée de Darwin. Sur Spencer, Cf. Chiapelli, *op. cit.*, page 93. Spencer admet l'insuffisance de la sélection naturelle, même pour les animaux et pour les plantes. Je serais curieux de savoir comment M. Enrico Ferri accorde sa *loi biologique de la criminalité*, d'après laquelle une bonne alimentation se traduit en crime contre les personnes, avec les doctrines socialistes qu'il professe aujourd'hui, et qui tendent à assurer aux ouvriers de meilleures conditions économiques. Un plus grand bien-être se traduirait par un plus grand nombre de crimes !

(2) Cette conservation dans une phase d'évolution de quelques-unes des manifestations des phases antérieures a été exposée d'une façon digne de lui par Ardigò, *La formazione naturale*, 2e vol. de ses *Opere filosofiche*, Padova, 1887. C'est ce qu'a fort opportunément rappelé M. Ferri, *Socialisme et science positive*, page 106.

reste à examiner les limites et les modes de cette action. Les limites nous sont données par un autre principe, propre à la sociologie quant à sa force évolutive, qui, se combinant avec le progrès intellectuel de l'homme, rendu possible par la transmission des connaissances acquises, sert encore à la différencier de la biologie. Il en est ainsi parce que, comme le disait A. Lange, dans la nature à chaque loi qui agit dans un sens s'en oppose une autre qui agit en sens contraire, et de là une résultante qui dirige, dans notre exemple, la société humaine. Les deux lois peuvent même coexister utilement, de même que coexistent dans l'univers la force centripète et la force centrifuge, qui produisent l'harmonie des sphères (*Roscher*). La loi qui s'oppose à la loi de la lutte pour l'existence est celle de la *sympathie,* de l'*altruisme*, de la *justice* qui, comme l'a fort bien dit M. Ardigò, constitue la *force spécifique* des sociétés humaines, de la justice, qui agit continuellement et avec une intensité croissante dans les sociétés qui ont atteint un certain degré de civilisation (1).

Le socialisme trouve sa raison d'être dans cette *force spécifique* des sociétés qui crée l'idéal social.

On ne doit pas oublier que cette force anti-égoïste qui pousse à la vie collective autant que sa force antagoniste

(1) A. Lange a été un des premiers à parler avec une sérénité scientifique des rapports de l'*altruisme* et de la *lutte pour l'existence.* Il en a tiré des conclusions socialistes dans son remarquable ouvrage *Die Arbeiterfrage,* chapitre I, *Der Kampf um das Dasein* et chap. II, *Der Kampf um die bevorzugte Stellung,* 4e édit. — Ardigò, *La sociologia.*

pousse au développement de la vie individuelle, a reçu le nom de *sympathie* du plus illustre économiste du siècle passé, Adam Smith, qui en a signalé la bienfaisante action modératrice. Auguste Comte a mieux mis en lumière la force qui naît de la sympathie, qu'il appela *l'altruisme*, et ce néologisme est resté définitivement dans la sociologie.

Du principe altruiste dérivent la *coopération*, la *mutualité* et la *solidarité*. Le premier germe de cette force ne naît pas de l'exercice du pouvoir comme le voulaient les philosophes anglais Hobbes, Stuart Mill, Spencer, Bain (1), mais de l'association sociale elle-même, qui naît du premier acte d'accouplement pour la satisfaction du besoin sexuel et qui se développe ensuite par la constitution de la horde, de la famille, du clan — de n'importe quel groupe social primordial comme l'a soutenu plus exactement M. Ardigò. Dès qu'il s'est fait un progrès rudimentaire dans l'intelligence, celle-ci peut démontrer qu'il y a utilité dans les rapports altruistes, grâce auxquels on peut satisfaire mieux et plus facilement les différents besoins matériels de la vie individuelle comme aussi les plaisirs d'un autre ordre qui en dérivent. De cette façon l'élément principal de la vie individuelle, l'égoïsme, sert à consolider et à développer la vie collective, gouvernée par l'altruisme et la solidarité. Ces liens de solidarité, *altruistes*, sont en-

(1) La théorie de Rodbertus sur l'origine première de la loi morale se rapproche de celle des utilitaristes anglais (Ch. Andler, *Les origines du socialisme en Allemagne*, Paris, Alcan, 1897, page 61 et suiv.).

suite resserrés encore davantage par la force de l'*habitude*, et finalement fixés dans l'espèce pour y subir un développement continue par l'*hérédité*. Le cercle d'action de l'altruisme, limité d'abord aux membres de petites sociétés rudimentaires, s'étend, à mesure que l'on progresse, aux familles, aux clans, aux sociétés voisines (1).

(1) Voir sur la genèse utilitaire de l'altruisme les différents ouvrages de Stuart Mill et notamment l'*Utilitarisme* ; Letourneau, *L'évolution de la morale* ; Maudsley, *Body and will* ; Marion, *De la solidarité morale*, etc. Parmi les positivistes, M. Wundt nie la genèse utilitaire de l'altruisme, qu'il admet comme force contemporaine et parallèle de l'égoïsme, mais sa démonstration ne paraît pas convaincante. (Durkheim, *La morale en Allemagne*, dans la *Revue Philosophique*, août 1887).

M. Gumplowicz admet lui aussi qu'une force naturelle réunit les hommes des groupes primitifs, les rend solidaires et ensuite les assimile et les fond en peuples, en états, en nations. Il appelle cet instinct égoïste de la collectivité *syngénisme* (*La Lutte des races*, chap. XXVI). Dans ma brochure *Un Sociologo pessimista*, Milano, 1886, j'ai démontré que ce syngénisme primitif était en contradiction avec le pessimisme systématique de l'illustre professeur de Gratz, pessimisme mieux compris dans un autre ouvrage comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin. Je ne veux pas terminer cette *note* sans indiquer que je n'ai pas été convaincu non plus par ce qu'a écrit M. Ardigò. Celui-ci soutient nettement que l'aptitude morale, l'altruisme de l'homme, ne dérivent ni de l'idée de l'*utile*, ni de l'idée *religieuse* (*Sociologia*, page 76, 78). Je suis pleinement d'accord avec lui en ce qui concerne l'*altruisme inné, hérité*, mais non pas pour l'altruisme initial.

M. Ardigò a écrit lui-même, page 84 : « En un mot la *prépotence* est *la science que l'individu a acquise* PAR LE FAIT DE SA PROPRE ACTIVITÉ, qu'il a *expérimentée*; la *Justice* est la conscience qui a dû se former dans l'individu par le FAIT de l'ÉQUIVALENCE DES AUTRES INDIVIDUS donné par l'expérience des

A ceux qui admettent qu'il existe une force opposée à l'égoïsme, qui modifie la lutte pour l'existence, on objecte qu'on ne peut pas supposer que l'avenir sera toujours plus altruiste, comme il le faudrait pour rendre plausible une organisation socialiste, car dans toute la nature ce même fait se reproduit, c'est-à-dire qu'il existe partout des forces et des lois antagonistes qui se corrigent et s'adaptent réciproquement sans que cependant l'une d'elle disparaisse avec le triomphe complet de l'autre. Par exemple, le *frottement* corrige et modifie *toujours* le *mouvement*, mais il ne le détruit pas, de même que le mouvement n'arrive pas à éliminer le *frottement*.

Dans la question actuelle on oublie qu'il faut distinguer nettement entre l'*ordre physique* et l'*ordre social*. Tandis que l'action antagoniste de deux forces produit

prépotences concurrentes dans la société. » Mais cette seconde expérience des prépotences concurrentes n'est-elle pas celle qui a démontré l'utilité de respecter la sphère de l'activité d'*autrui* pour qu'on respecte sa sphère *propre* ? Il ajoute plus loin : « Le concept humain de la Justice dérive de celui de la prépotence par l'équilibre de beaucoup de prépotences dans leur *concurrence sociale* » page 85. Spencer en se défendant vigoureusement contre l'accusation d'avoir déduit sa morale de principes métaphysiques, insiste sur la genèse utilitaire expérimentale de la moralité et de l'altruisme (*La morale politique absolue*, dans ses *Problèmes de morale et de sociologie*, page 9). La correction faite par M. Ardigò n'infirme nullement l'origine utilitaire : au lieu de la faire dériver de l'exercice du pouvoir il la fait dériver de la société elle-même. Sur la part croissante d'altruisme dans les sociétés humaines, voir Guyau, *La morale d'Epicure*, conclusion. Tolstoï voit le bonheur dans l'altruisme.

toujours des résultats identiques dans le monde physique, parce que toutes deux agissent toujours dans des conditions qui demeurent presque identiques (le temps n'y apportant que des modifications insensibles), dans l'*ordre social* au contraire, les résultats diffèrent d'un siècle à un autre, d'une génération à une autre, parce que les rapports des deux forces antagonistes varient, et qu'elles sont toujours, non pas en équilibre, mais en raison inverse l'une de l'autre. Dès lors on doit se demander laquelle de ces deux forces, l'*égoïsme* avec la lutte pour l'existence, ou l'*altruisme*, qui aboutit à la solidarité, a une *tendance* à développer son action au détriment de l'autre ?

Si leurs rapports restaient constants et si elles agissaient dans des proportions toujours égales, il y aurait là une justification de la thèse d'un des grands économistes bourgeois. On devrait admettre l'éternité de la lutte de tous contre tous, accompagnée toujours d'une phénoménologie à peu près identique à celle que nous offre l'humanité dans les phases jusqu'ici connues. Si leurs rapports étaient variables et si l'action de l'égoïsme allait croissant, les conditions et les résultats de la lutte deviendraient pires. Si enfin l'action de l'altruisme augmentait, l'intensité et l'extension de la lutte diminueraient d'une façon continue, et les socialistes auraient raison, puisqu'ils aspirent à un ordre de choses meilleur dans lequel la *justice* prendra graduellement la place de la *force*.....

J'accepte cette dernière hypothèse, parce qu'elle est appuyée par une plus grande quantité de faits histo-

riques. Les données qui permettent d'affirmer que dans l'avenir l'altruisme *tendra* à prédominer sont très nombreuses ; sinon ce serait nier la théorie même du progrès. Il ne pourrait y avoir de progrès, si la lutte devait se faire dans des conditions toujours les mêmes, ou plus mauvaises, c'est-à-dire si l'égoïsme devait continuer à être le facteur prédominant.

En restant sur le terrain sur lequel nous nous sommes placés, c'est-à-dire en admettant comme vrais les principes et les idées de Darwin et de Spencer, nous n'aurions pas besoin de discussions ultérieures pour convaincre les darwinistes et les évolutionistes et justifier les aspirations socialistes.

Tous les ouvrages de Spencer, et principalement celui dans lequel il a magistralement exposé les *bases de la morale évolutioniste*, aboutissent à la démonstration de cette théorie, et, selon moi, avec un plein succès. L'optimisme de Spencer va même jusqu'à croire qu'un jour les hommes se disputeront les occasions de sacrifice.

Quant à Darwin, ce qu'il pense sur l'origine et le développement du sens moral (1) s'accorde parfaitement avec cet ordre d'idées. Il remarque qu'*à l'origine*, dans l'intérieur de la tribu, ce *n'était pas la lutte* que l'on tenait pour *utile* et *nécessaire*, mais la sympathie, l'altruisme, la solidarité, l'association, principes qui mieux que la lutte contribuaient à l'augmentation de la tribu elle-même grâce à l'augmentation de ses membres.

(1) L'*Origine de l'homme*, chapitres III et V.

Mais la lutte était le rapport naturel et ordinaire avec les tribus voisines. L'intelligence se développant permit de mieux connaître celles-ci, de découvrir dans les hommes des attributs identiques à ceux de sa propre tribu, et elle permit la substitution des relations pacifiques aux relations guerrières. L'expérience en faisait apprécier les grands avantages et élargir successivement en cercles concentriques la notion d'*humanité*, qui arrive aujourd'hui chez les peuples les plus civilisés à protéger même les animaux qui sont en contact plus ou moins direct avec l'homme.

C'est donc avec raison que M. Kropotkine, s'appuyant sur de nombreuses données biologiques et sociales et sur l'autorité du darwiniste Kessler, a soutenu que les êtres les plus aptes à survivre et à triompher étaient précisément ceux qui s'aident le plus entre eux; ils atteignent ainsi le plus haut degré d'intelligence et le plus grand développement d'organisation (1). Nous

(1) *Mutual aid among the savages*, dans la *Nineteenth Century* du 9 avril 1891; *Mutual aid among the barbarians*, du 9 janvier 1892. Ces deux importants articles ont été publiés en français dans la *Société Nouvelle* de Bruxelles, dans les numéros de janvier, février et juin 1892 et janvier 1894. L'*Humanité Nouvelle* qui a succédé à l'excellente revue belge continue la publication des études de Kropotkine; dans les numéros d'octobre et de novembre 1898 elle a publié un article intéressant sur l'*aide mutuelle dans la cité médiévale*. La coopération et la solidarité forment, d'après Metchnikoff, la véritable caractéristique de la vie sociale humaine. Cet auteur a admirablement démontré que les conditions physiques ont contribué à faire naître les premiers germes de la coopération et de la solidarité (*La civilisation et les grands fleuves historiques*, Préface). M. Maggetti a rappelé fort à propos que ni Comte ni Spencer

avons ainsi démontré que l'*altruisme*, né de l'utilité de l'association entre les hommes, devient à son tour une source d'utilité pour les collectivités.

De cette courte discussion il me semble qu'il résulte avec évidence que la substitution de l'altruisme à l'égoïsme, de la coopération et de la solidarité à la lutte pour l'existence, au sens rigoureux de lutte endo-et inter-sociale, est graduelle, évolutive dans le *temps*, dans l'*espace* et en *intensité*. La valeur du socialisme ne serait infirmée que si ceux qui le préconisent, affirmaient que la substitution se fera tout à coup dans un temps plus ou moins proche, et par l'élimination *absolue* de tout principe antagoniste. Mais cela n'est pas, parce que le socialisme scientifique est évolutioniste au vrai sens du mot. Le socialisme scientifique croit par conséquent au continuel *devenir* des institutions entrevues et préconisées ; il croit seulement que plus l'organisation de l'humanité devient socialiste, plus s'atténue l'action de la lutte darwinienne pour l'existence entre les hommes.

Les opinions des écrivains illustres n'ont qu'une valeur de polémique ; mais les faits dissipent tous

n'ont été les premiers à faire de la coopération la caractéristique de la société humaine ; Aristophane et Cicéron les avaient précédés, et avant eux Confucius avait formulé cette sentence : la *loi de la vie est la réciprocité* (*Genesi ed evoluzione della beneficenza*, page 32). Si les membres d'une horde, ajoute M. Novicow, s'étaient déchirés entre eux comme autant de bêtes féroces, la horde elle-même n'aurait pas pu subsister (*Les Gaspillages*, etc. page 244).

les doutes chez ceux qui ne recherchent que la vérité. Les faits ont une valeur générale pour tous, tandis que l'autorité de Darwin et de Spencer n'est telle que pour ceux qui jurent sur la parole de ces maîtres. Or, l'histoire de la morale ,de l'économie et des autres phénomènes sociaux sert à démontrer que tel est bien le processus évolutif de l'humanité, malgré toutes les déviations ou les regrès partiels qui trouvent leur explication dans la théorie du rythme de Spencer et dans la loi de l'atavisme de Darwin. Peu importe aux socialistes que les progrès moraux dérivent d'un calcul utilitaire, de l'*opportunité* qu'il y a eu à les adopter et que le progrès intellectuel a fait saisir (*Buckle*); il leur suffit que ces progrès existent réellement et qu'ils *soient fixés* dans l'espèce par l'hérédité (1).

Ce sujet peut être très longuement développé. Pour ne pas allonger outre mesure cet ouvrage nous ne pouvons que l'indiquer, et nous en tenir à quelques arguments. De ceux-ci, ceux qu'il nous faut retenir

(1) Il est bon, au moment où l'on insiste sur la genèse utilitaire de l'altruisme, de rappeler que la prétendue influence bienfaisante du christianisme sur l'adoucissement d'abord, et sur l'abolition ensuite, de l'esclavage n'a jamais existé. Spencer a fait cette démonstration dans plusieurs passages de ses œuvres; il l'a reprise dans ses *Institutions professionnelles*, etc.. page 360 et suivantes, où il réfute Ingram sur ce point.

La très faible influence morale du christianisme dans ce grand événement a été démontrée dans le deuxième volume de l'*Analisi della proprietà capitalistica* de M. Loria; dans la *Quistione dei negri nella storia e nelle società nord-americane*, Torino, Bocca, 98) du prof. Mondaini et dans *Il Tramonto della schiavitù* (Torino, Bocca, 1898) du prof. Ettore Ciccotti.

sont les arguments négatifs qui nous montrent l'affaiblissement graduel de ce que l'on considère comme l'expression plus exacte de la *lutte pour l'existence*, mieux que les arguments positifs, qui marquent les progrès de l'altruisme.

L'histoire de la guerre est alors la meilleure preuve de la diminution et de l'affaiblissement de la lutte pour l'existence,et ceci dans l'*espace*, dans le *temps* et en *intensité*.

Si nous étudions les races inférieures, les témoignages nous en sont apportés par des sources non suspectes. Spencer, pour ne citer que le sociologue le plus illustre et le plus connu, parle dans tous ses livres de nombreuses tribus qui ont acquis un haut degré de moralité, et dans lesquelles domine l'altruisme, et qui n'emploient ni les *guerres*, ni les *offenses*, ni les *violences* (*Bhodas*, *Dhimals* des Indes, *Pueblos* de l'Amérique du Nord, *Affoourous*, etc.). Tous ces exemples prouvent que là où les circonstances favorables l'ont permis, la forme la plus caractéristique de la lutte pour l'existence a presque disparu, les rapports entre les membres de la famille se sont adoucis — la situation de la femme s'est surtout améliorée — et ensuite les rapports sociaux dans leur ensemble.

Est-ce que ce qui s'est fait par une impulsion spontanée, ou du moins presque à leur insu, chez certaines tribus qui sont considérées comme sauvages ou barbares, ne pourrait pas se réaliser chez des peuples civilisés? Est-ce que ces conditions favorables qui éliminent la lutte dans ses formes diverses, ne se présenteront pas grâce au progrès?

Ces exemples n'ont pas été suffisants pour convertir au désir de la paix les apologistes de la guerre, dont le nombre était grand, même avant qu'on ne découvrît en elle l'émanation la plus pure de la *lutte pour l'existence,* le moyen incomparable de sélection progressive. Sans les citer tous, nous pouvons rappeler que Proudhon lui-même, en parlant d'une des premières phases de l'histoire de l'humanité, écrivait : « La guerre, voilà, je ne m'en cache pas, ce qui me semble à moi l'idéal de la vertu humaine,le comble du ravissement (1) ! », et, dans un style mystique qui ne manque ni de sincérité ni de grandeur, le maréchal de Moltke répondait à Bluntschli, qui lui demandait son opinion sur le mouvement pour l'arbitrage international qui devrait, sinon conduire à la paix universelle, du moins limiter notablement le domaine de la guerre (11 décembre 1880) : « La paix perpétuelle est un rêve, et ce n'est même pas un beau rêve. La guerre est un élément de l'ordre du monde établi par Dieu. Les plus nobles vertus de l'homme s'y développent : le courage et le renoncement, la fidélité au devoir et l'esprit de sacrifice ; le soldat donne sa vie. Sans la guerre le monde croupirait et se perdrait dans le matérialisme. »

Pour MM. Lasson et Gumplowicz la guerre constitue le facteur politique prépondérant et même la loi suprême des Etats : le premier en fait la force moralisatrice et créatrice de vertus sociales et individuelles, et aussi la

(1) *La guerre et la paix,* tome II, pages 235-236.

source de la vie ou de la poésie (1). En faveur de la guerre on invoque le fait cité ci-dessus, c'est-à-dire que les tribus pacifiques sont demeurées à un faible degré de civilisation et de développement intellectuel qu'elles n'ont pas su dépasser, parce qu'elles ne sont pas poussées par le sentiment de la lutte. Mais alors pourquoi tant d'autres tribus, qui vivent exclusivement de la lutte et de la guerre, qui en ont fait le *but* de la vie, n'ont-elles pas même atteint ce degré de civilisation et de moralité des tribus pacifiques et sont-elles en train de disparaître? Pourquoi l'Afrique ne s'est-elle point civilisée, elle qui est cependant la quintessence de l'individualisme, de la lutte pour l'existence et de la guerre? Ceux qui croient qu'il existe des distinctions fondamentales entre les races peuvent répondre que la nature intime de ces tribus ne leur permettait pas d'aller plus loin. Ils peuvent ajouter que si quelques-unes des tribus d'un développement intellectuel peu élevé se sont soustraites à la lutte et sont devenues pacifiques avant les races supérieures, on doit attribuer ce fait à la loi bien connue d'après laquelle les organismes inférieurs ont une vie plus courte que les autres et atteignent plus rapidement

(1) Lasson, *Das Culturideal und der Krieg* (cité dans une excellente étude de E. Besson, *L'Arbitrage international et la codification du Droit des Gens* (*Revue politique et parlementaire*, 10 sept. 1898). — Gumplovicz, *Sociologie et politique*, page 190 et suiv. M. Le Bon, qui devient toujours plus dogmatique et plus inexact, parce qu'il est aveuglé par sa haine du socialisme, dans son dernier livre (*Psychologie du socialisme*, Paris, 1898, page 17 et suiv.) partage aussi cette croyance en la vertu de la guerre et du militarisme. Renan lui aussi découvre dans la guerre des vertus salutaires.

le point maximum de développement dont ils sont susceptibles (*Baër*).

Quoi qu'il en soit, il est certain que le cours des étapes que présentent les soi-disant races supérieures montre qu'elles vônt vers la paix grâce à un progrès intellectuel plus grand. On ne doit cependant pas méconnaître que la guerre a été utile et même nécessaire dans les premiers moments de l'existence des sociétés humaines. C'est à tort que des écrivains éminents (*Tarde, Novicow, Ferrero*) ont nié cette utilité, ou ont vu en elle un phénomène actuel comme la fièvre, ou même ont imaginé ce qu'aurait pu être l'évolution de l'humanité sans la guerre, se plongeant ainsi dans la métaphysique (1). On a tort de décider cette question au moyen de critères absolus, déduits des conséquences pernicieuses que la guerre entraîne à notre époque.

Spencer, qui n'est certes pas suspect, a remarqué avec raison que :« la force seule à pu souder les petites tribus nomades en grandes tribus, celles-ci en petites nations et les petites nations en grands peuples... La comparaison d'une petite société à une grande nous prouve clairement que les procédés de coopération qui rendent la vie sociale possible, n'atteignent toute leur perfection que lorsque

(1) G. Tarde, *L'opposition universelle*, Paris, 1897, p. 393 ; Novicow, *Les luttes*, etc., page 428 ; Ferrero, *Il militarismo*, 1898, page 663, et *passim*. Cet ouvrage de M. Ferrero et celui de M. de Molinari, *Grandeur et décadence de la guerre* (Paris, 1898), si différents entre eux, sont au nombre des meilleurs parmi ceux qui ont été récemment écrits contre la guerre. Mais tous ces livres sont inférieurs au grand ouvrage que vient d'écrire M. Jean de Bloch, *La guerre future*, Paris, 1899.

le nombre des citoyens coopérants est considérable (1). »

La guerre a produit la sécurité dont jouit aujourd'hui le monde civilisé (*De Molinari*) ; elle a favorisé au début la sélection progressive au point de vue anthropologique ; elle a permis une propagation plus rapide de la civilisation ; elle a resserré davantage les liens de solidarité entre les premiers groupes sociaux et elle a contribué par les conquêtes à la formation de cette inégalité primitive des richesses, qui a été une des premières conditions du développement intellectuel (*Buckle*) (2).

Mais dans un état d'évolution plus avancée, alors que les moyens pacifiques pour faire avancer même les retardataires sont plus sûrs, plus humains et moins coûteux, la guerre est devenue dans la société contemporaine un épouvantable anachronisme. C'est ce que reconnaissent ceux-là mêmes qui en ont constaté l'influence bienfaisante (*Proudhon, Spencer, Lubbock, Bagehot, Schäffle*, etc.) (3).

La guerre n'a plus *aujourd'hui* le but qu'elle avait à l'origine ; elle ne sert plus à conserver et à développer les plus forts, les mieux organisés, mais elle favorise la conservation et la propagation des plus faibles, qui sont les *seuls* qui ne vont pas à la guerre et qui, par suite,

(1) *Introduction à la science sociale*, page 212 et aussi dans les *Principes de sociologie*.

(2) Platon, dans Crysias, avait indiqué l'utilité des loisirs et de l'aisance sur le développement intellectuel.

(3) Je m'étonne que M. Tarde mette Proudhon à côté de De Maistre, de Le Bon, etc., qui croient que la guerre sera perpétuellement nécessaire (*L'opposition*, etc., page 391).

De la nécessité de la guerre Proudhon fait naître la nécessité de la paix.

n'y sont pas tués. La guerre, excellent instrument de sélection progressive quand *tout le monde* y participait et en subissait les conséquences, conduit dans un second moment à la dégénérescence de l'espèce parce qu'elle sacrifie les plus forts (*Spencer*) ; c'est ce que reconnaît même un darwinien des plus fanatiques, M. Lapouge.

La guerre ne peut plus être considérée aujourd'hui comme une manifestation de la lutte pour l'existence au sens darwinien, c'est-à-dire comme un moyen pour favoriser la *sélection* la plus avantageuse à l'humanité ; on doit y voir une *lutte contre l'existence de tous*, une lutte contre l'existence même du vainqueur — qu'on pense à la France du premier Empire et à l'Allemagne actuelle !

Quant à ceux qui voient dans la guerre une gymnastique utile pour tenir en éveil et pour rendre les nations plus vigoureuses, Herbart leur a demandé depuis longtemps : mais alors pourquoi, pour rendre cette gymnastique plus sûre et plus bienfaisante, ne continue-t-on pas à la pratiquer entre les provinces d'un même Etat et même entre les familles d'une même ville ? (1). On a d'ailleurs fait des expériences sur cette prétendue amélioration physique causée par la guerre, et on a conclu à la condamnation formelle de cette thèse. La France qui a le plus fait la guerre en Europe et en Afrique dans les soixante-dix premières années de ce siècle a été battue par l'Allemagne. Les Etats-Unis qui ont vécu dans un état de paix pendant soixante ans, ont déployé pen-

(1) Cité par Schäffle, *Struttura e vita del corpo sociale*. Vol. II, page 194 de l'édition italienne.

dant la *guerre de sécession* des aptitudes et une énergie physique extraordinaires, et, après avoir vécu dans une paix sans mélange pendant plus de trente ans, ils ont déployé dans la guerre de Cuba les mêmes qualités vigoureuses qu'on avait constatées pendant la guerre de *sécession* et ils ont vaincu l'Espagne militariste.

La guerre n'est plus aujourd'hui le facteur de la sécurité ; elle met au contraire toutes les nations dans une incertitude douloureuse ; elle n'a plus d'action bienfaisante pour les collectivités, et elle est devenue la spéculation la plus malhonnête et la plus avantageuse, non pas pour les collectivités, qui n'y trouvent que la misère et l'épuisement économique, mais pour les classes propriétaires et les associations qui exploitent les *états politiques* et qui, pour en démontrer la nécessité, font appel mensongèrement à la soi-disant *raison d'état*. Cette démonstration qui est tout entière une application du matérialisme historique a été brillamment faite par M. de Molinari.

La guerre n'a plus aucune justification si on se place au point de vue normal. Elle est pour les peuples ce que le *crime* est pour les individus ; l'une et l'autre représenteraient les chaînes que l'humanité devrait éternellement porter, si les idées morales de solidarité et de justice, qui forment une des caractéristiques de notre espèce, ne venaient pas servir de contre-poids aux instincts d'animalité, et tracer une ligne de séparation entre l'homme et le reste du monde organique. L'histoire, la statistique, la psychologie sociale ont fait disparaître l'auréole dont on entourait la guerre en lui attribuant

une force créatrice d'idéals moraux, qu'elle n'a nullement. Les vertus individuelles et collectives que lui ont attribué ses apologistes ne sont qu'une illusion, la vérité est toute autre : la guerre et le militarisme engendrent aujourd'hui la dégradation morale de l'humanité.

J'ai montré ailleurs de quelle manière, dans la phase actuelle, la guerre civilise et moralise (*Sociologia criminale*, vol. II, pag. 140 ; *Politica coloniale*). Les études postérieures de M. Hamon et surtout le dernier livre de M. Ferrero ont enlevé leurs dernières illusions à tous ceux qui croyaient à l'action moralisatrice de la guerre et du militarisme. La guerre et le militarisme, dit M. Ferrero, engendrent souvent, contrairement à l'opinion courante, la lâcheté morale, pire que la lâcheté physique ; une armée qui détruit des populations entières sans défense, est détruite à son tour par une troupe de plus violents, par exemple les derviches. Chez ceux-ci la guerre a abruti toute la population, soldats et non soldats, et en a fait les victimes de la plus odieuse oppression de quelques-uns. La supériorité physique des militaires les enivre et les dégrade, et une société militariste vit dans un état d'anarchie morale. Chez elle l'égoïsme est à la base, la recherche du plaisir fournit le principe pratique, le luxe constitue le besoin le plus vivement ressenti, la femme devient un pur objet de volupté, la famille un ennui nécessaire. L'abjection dans laquelle est tombée Rome par suite du long exercice de la guerre est l'exemple décisif de sa force démoralisatrice. C'est en vain qu'on essaie de relever la condition morale des militaires en les regardant comme les indi-

vidus voués à la défense de la patrie, car l'on sait qu'en bas les soldats obéissent parce qu'ils y sont contraints par la force, en haut parce que les officiers trouvent dans le militarisme et dans la guerre une carrière brillante et sûre, une simple spéculation. La loyauté, l'honneur, la chevalerie ne sont pas le plus beau fleuron de la morale militaire, et si les soldats qui se sont soustraits miraculeusement aux dangers et aux tentations de l'oisiveté possèdent encore ces vertus, c'est que la société dans laquelle ils vivent les a produites.

Ces vertus resplendissent, non pas parce qu'elles sont engendrées par le militarisme, qu'il faut confondre d'une façon indissoluble dans la même réprobation que la guerre, parce qu'ils sont entre eux, comme l'a excellemment montré depuis longtemps Spencer, ce que l'organe est à la fonction, l'un engendre l'autre, et celle-ci reproduit l'organe, le militarisme, qui est le chancre rongeur des sociétés modernes (1). La guerre et le militarisme

(1) C'est avec fierté que je rappelle que je suis en Italie un des plus anciens adversaires de la guerre et du militarisme, et que j'ai été correspondant pour l'Italie du journal : *Les Etats-Unis d'Europe*, organe de la *Ligue pour la paix et pour la liberté*, depuis sa fondation, en 1867. En 1880, dans le journal *Il Secolo* de Milan, j'ai écrit contre un historien français, M. Lavisse, qui, au nom du darwinisme, mais évidemment en niant la théorie de l'évolution, soutenait dans la *Revue philosophique* l'utilité et la nécessité de la guerre *in perpetuo*. J'ai dans de nombreuses occasions attaqué l'utopie de la guerre perpétuelle, cette sœur de la paix perpétuelle, et notamment dans l'article, *le due utopie* (*Rivista italiana del socialismo*, 1887) et dans deux conférences faites à Milan en 1893 et 1895 sur l'initiative de M. Moneta, ce dévoué apôtre de la paix. Actuellement la croisade contre la guerre n'est pas seulement

tendent à disparaître des états civilisés, non seulement parce que leur raison d'être a disparu, mais parce que les dommages énormes, directs et indirects qu'ils entraînent, sont devenus le fléau de l'humanité. Les motifs de l'horreur que ce fléau inspire actuellement se réduisent à un seul, la raison économique. En effet, la

menée par les sociétés pour la paix ; les économistes, les sociologues, les philosophes y ont consacré des ouvrages de très grande valeur. Je citerai notamment en dehors des ouvrages de M. Novicow : G. Tarde, *L'Opposition universelle*, Paris, Alcan ; Scarabelli, *Causa di guerra in Europa e rimedi*, Ferrara, 1890. Parmi les économistes célèbres, MM. de Molinari et de Laveleye ont vigoureusement combattu pour cette cause (de Laveleye, *Les causes de guerre en Europe*, Paris, Guillaumin, 1873), de Molinari, *L'Evolution économique au* XIXe *siècle ; L'Evolution politique et la révolution ; La morale économique ; Grandeur et décadence de la guerre*, etc., Paris, Guillaumin). M. Lacombe, dans un remarquable ouvrage sur la famille romaine, a montré la corruption et la dégénérescence qui avaient été la suite nécessaire des conquêtes de la Rome antique (*La famille dans la société romaine*). L'action démoralisatrice de la guerre et du militarisme a été récemment illustrée par M. Ferrero et par M. Hamon (*Psychologie du militaire professionnel*, Paris, 1893); ce livre a été traduit en italien, en espagnol et en allemand. M. Novicow a lui aussi montré que la guerre n'a aucune vertu moralisatrice (*La guerre et ses prétendus bienfaits*, Paris, 1894). Quant aux *vertus civiles* que produit le militarisme, nous avons pu les apprécier dans l'*affaire Dreyfus*, si bien commentée par M. Jean Jaurès et par tant d'autres, et dans les livres très connus de Descaves, de Gohier, etc. La répression féroce des troubles italiens de mai 1898 et les condamnations criminelles des tribunaux militaires de Naples, de Florence et de Milan, ont montré que les armées permanentes sont devenues un désastre économique, un péril pour la liberté et pour les lois, un instrument aveugle pour maintenir la domination d'une dynastie ou d'une classe. Ces tumultes ont été l'occasion d'articles remarquables de M. G. Ferrero sur les *vertus civiles* des officiers italiens.

guerre et le militarisme épuisent économiquement presque toutes les nations civilisées et cet épuisement a des effets pernicieux sur les conditions hygiéniques, morales et intellectuelles de la population.

Ce dommage économique a été particulièrement ressenti dans ces derniers temps, parce qu'il a eu une répercussion directe immédiate surtout sous forme d'impôts et d'augmentation de la dette publique, qui se traduit toujours d'ailleurs par une augmentation des impôts (1). Cette conséquence de la guerre, et notamment du militarisme,qui caractérise la phase actuelle de la politique européenne de la *paix armée*, est telle que chez quelques nations — l'Italie notamment — on est en train d'établir une forme particulière de collectivisme, le collectivisme fiscal. Ce collectivisme n'est d'ailleurs pas nouveau dans l'histoire ; il a dévasté la société romaine pendant la décadence de l'empire romain (2). L'épuisement économique, conséquence du

(1) Le rapport entre la guerre et la dette publique peut être étudié mieux que partout ailleurs en Angleterre, parce qu'il n'y a pas là d'interférence perturbatrice. On trouvera une excellente étude sur ce sujet dans le *Financial reform almanach de 1894* (Londres).

(2) De Laveleye, il y a vingt ans, a dénoncé dans ses *Lettres d'Italie* le collectivisme fiscal italien ; celui-ci a été documenté récemment par un conservateur italien, M. Fioretti, qui a trouvé des analogies théoriques entre Henri George et M. Quintino Sella, ancien ministre des finances du royaume d'Italie (*Pane, governo e tasse*, Napoli, 1898). Je ne puis montrer ici pourquoi le poids des impôts qu'entraîne le militarisme est plus insupportable en Italie que partout ailleurs. Il est certain que la misère italienne est grande et que dans l'année 1898 elle a été la cause des troubles de la faim. Je m'en suis

militarisme et de la guerre, est arrivé à un tel degré d'intensité, que les hommes politiques de tous les partis s'en préoccupent. Le cri d'alarme n'est plus jeté seulement par les philantropes et par les socialistes, mais même par l'autocrate russe. Quelles que soient en effet les raisons cachées qui ont amené l'empereur Nicolas II à envoyer à toutes les puissances la célèbre circulaire du comte Mouravieff proposant d'organiser un congrès pour un désarmement partiel, et même si l'on se refuse à croire à la sincérité de ses intentions, que proclame avec enthousiasme M. Steed, il faut reconnaître l'importance énorme de cette tentative, qui a éliminé toutes les objections — étant donnée la qualité de son auteur — qu'opposaient les politiciens au sentimentalisme des philantropes et des socialistes (1). Les proportions qu'a prises le militarisme, toujours plus insatiable par suite des découvertes et des applications incessantes de la science, a fait examiner à un nouveau point de vue ses

occupé dans *Tumulti e reazione* (Milano, 1899). La triple alliance a contribué énormément à cet état de choses. Malheureusement les fautes et les erreurs ont été égales de la part de la France et de la part de l'Italie, et toutes deux en ont souffert. Depuis des années je lutte en Italie pour un rapprochement avec la France ; il semble qu'actuellement ce mouvement ait commencé malgré les efforts des réactionnaires des deux pays.

(1) Dans un brillant article sur la proposition de désarmement faite par le tzar, M. Hamon exagère peut-être les conséquences économiques de cet hypothétique événement, mais il met bien en lumière les avantages moraux qui en résulteraient, notamment sur la formation du caractère (*Humanité Nouvelle* octobre 1898).

effets économiques. On remarque, en effet, que les nations épuisées économiquement sont les moins aptes à assurer la victoire à leurs armes. C'est cette thèse, d'une valeur indiscutable, que soutiennent des auteurs qu'on ne peut pas soupçonner d'antimilitarisme : le général von der Goltz, le général Marselli, le général Yung (1). La guerre hispano-américaine a fait de cette hypothèse une réalité, et ainsi c'est au nom de la guerre qu'on veut mettre un frein au militarisme !

De plus, la guerre entre les Etats de l'Europe épouvante déjà même les hommes politiques qui y poussent par intérêt de classe ou par préjugé, par suite des proportions gigantesques qu'elle aurait. On calcule que la conflagration européenne mettrait sur pieds de *douze* à *quinze* millions d'hommes, qu'elle détruirait en quelques mois de trente à quarante milliards ! Ces chiffres semblent fantastiques et peut-être sont-ils au dessous de la vérité (2) !

(1) von der Goltz, *La nation armée* ; Marselli, *La guerra e la sua storia*. M. Marselli affirme que les Etats-Unis, même en tenant compte des dépenses énormes de *la guerre de sécession*, doivent se féliciter de ne pas connaître le véritable militarisme. Il semble cependant que la grande république américaine veut changer de direction depuis la guerre de Cuba. Si le militarisme s'y développe, on aura une nouvelle preuve de la formation de l'organe par la fonction. Dans *La diffesa nazionale e le economie nelle spese militari* (Catane, 1892) j'ai combattu le militarisme dans l'intérêt de la défense de l'Etat.

(2) Novicow, *Les Luttes*, etc., page 689. D'après M. Leroy-Beaulieu, dans la période de quatorze années qui va de la guerre de Crimée à la guerre de sécession en Amérique et à la guerre austro-italienne, la guerre a coûté en hommes 1 740 490 et en capitaux 47 milliards 830 millions de francs. D'après

Le militarisme et la guerre disparaîtront surtout parce que les ouvriers commencent à comprendre qu'ils servent moins à la défense de l'Etat qu'à la répression intérieure. Léon Tolstoï (*Le Salut est en vous*) avait déjà remarqué qu'aux Etats-Unis, quoique rien ne menaçât la république, on commençait à sentir le besoin d'une armée plus nombreuse et à se rendre compte de l'insuffisance des *Pinkerton* ; d'autre part, M. de Caprivi a nettement déclaré au Reichstag qu'il fallait des fonds pour augmenter la solde des sous-officiers, afin de pouvoir mieux compter sur eux dans la lutte contre le socialisme. Les propos de Guillaume II contre les grèves, et ses menaces d'avoir raison des grévistes au moyen de l'armée ; la répression des troubles de la faim en Italie — à l'occasion de cette répression un militaire, M. Ranzi, a fort imprudemment parlé de la mission civilisatrice de l'armée — ne peuvent certainement qu'augmenter la haine et la répulsion des ouvriers contre le militarisme et contre l'armée. C'est donc avec raison que le socialisme voit dans l'un comme dans l'autre l'ennemi irréconciliable et qu'il les combat partout avec une énergie persévérante.

La discipline militaire pourra quelque temps encore exercer son action coercitive, et faire des ouvriers des instruments d'oppression contre leur propre classe ; mais le jour de la rébellion générale devient toujours plus proche avec la diffusion croissante de l'instruction. C'est

M. de Foville le budget des pertes pour la guerre de sécession a coûté aux Etats-Unis 50 milliards, et la guerre de 70-71 à la France 30 milliards (Besson, article cité). M. Jean de Bloch cite des chiffres encore plus frappants.

mal servir la cause de la patrie que de vouloir, comme M. Sully Prudhomme, revenir en arrière parce que la démocratie est inconciliable avec la discipline militaire. On ne fait ainsi que porter de nouveaux coups au militarisme et rendre plus forte la démocratie. C'est ce que reconnaissait mélancoliquement un général français qui, dans le *Figaro*, constatait qu'il y avait un antagonisme croissant et inconciliable entre la démocratie et la discipline, qui est la clef de voûte du militarisme (1).

C'est donc sans métaphore qu'on peut dire aujourd'hui que la guerre tuera la guerre, que la guerre et le militarisme sont condamnés par l'histoire, par la politique, par la statistique au nom de l'économie, de la morale, de la civilisation, que la lutte sera acharnée entre le militarisme et le socialisme. La vie de l'un dépend de la mort de l'autre.

Mais proclamer qu'il serait bon que la guerre disparaisse, ce n'est pas démontrer que la guerre est en train de disparaître. Heureusement les *faits* viennent à l'appui de l'utopie, et les faits, malgré les gigantesques guerres modernes, permettent de conclure que l'avenir est à la paix. Un juge compétent et peu suspect, officier éminent et darwiniste enthousiaste, le général Nicolas Marselli, convaincu de la valeur des arguments qu'on donne contre la guerre et par l'évidence des faits qui en

(1) M. Sully Prudhomme, *Patrie, discipline, armée* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1893). On prétend que l'auteur des articles publiés il y a quelques années dans le *Figaro* sur l'antagonisme entre la discipline et la démocratie est le général de Galliffet.

montrent la disparition graduelle, conclut que *la civilisation se développant dans le sens de l'humanité diminue le terrain de l'action destructrice* — la guerre, — qui auparavant entraînait dans sa marche toutes les choses humaines. Le général Yung estime lui aussi que l'histoire montre la disparition graduelle de la guerre devant le développement de l'arbitrage. M. J. de Bloch montre qu'une grande guerre est désormais impossible pour des raisons économiques, techniques, politiques, psychologiques. Les militaires professionnels sont donc d'accord avec le philosophe qui dit : *Aimer et guerroyer ou, en d'autres termes, engendrer et tuer autant qu'on le peut, telle est la vie des hommes primitifs* ; *produire et consommer autant qu'on le peut, telle est la vie des civilisés* (*Tarde*) (1).

L'exactitude de ce raisonnement résulte de l'observation des relations qui existent entre les hommes dans l'état primitif et dans la période historique du *ricorso* apparent, après que les invasions barbares eurent arrêté le développement de la civilisation latine.

Alors la guerre *privée* était légitime ; elle est presque encore telle en plein XIXe siècle et en Europe chez les Monténégrins et chez d'autres tribus qui habitent la péninsule des Balkans et qui sont dans un état de civilisation peu avancée.

Plus tard la guerre entre particuliers a été regardée avec horreur et punie comme un crime ; puis ont dis-

(1) M. Marselli, *La guerra e la sua storia*, volume I, p. 103; général Yung, *La guerre et la société*, chap. V ; G. Tarde, *L'opposition*, etc., page 444 ; J. de Bloch, *La guerre future*.

paru successivement les guerres inter-communales, puis les guerres inter-régionales ; il n'y a plus que des guerres internationales. Au lieu de nous en rapporter aux innombrables exemples que nous fournissent les sauvages, les barbares et les peuples civilisés de l'antiquité (y compris Athènes et Rome), je crois qu'on se fera une idée plus exacte de la façon dont on traitait autrefois l'homme qui n'était pas membre d'un groupe social donné, d'après ce fait tiré de l'histoire d'une des régions les plus civilisées de l'Italie, dans la belle période de l'efflorescence républicaine : « *L'étranger* (on entend par là l'*italien* qui n'est pas né dans la commune) était maltraité dans toutes les communes de l'Italie, dit le professeur Falletti Fossati ; à Sienne, par exemple, il était pour ainsi dire mis hors la loi, il ne pouvait invoquer le statut ni intenter un procès contre un citoyen de Sienne, parce qu'aucun juge ne pouvait l'écouter et aucun avocat défendre sa cause.. ; s'il était tué, son meurtrier n'encourait qu'une peine de mille francs ». Cela n'était pas particulier à l'Italie ; au Moyen Age, cette situation se retrouve dans toute l'Europe, qui eut sa phase communale et ses guerres civiles tout comme l'Italie (1). Aujourd'hui les guerres internationales révoltent la plus grande majorité des hommes et l'on peut affirmer que

(1) Falletti Fossati, *Costumi senesi* (*Rivista di discipline carcerarie*, 1884, pages 58 et 59). Les guerres civiles italiennes et les luttes municipales ont été admirablement étudiées par Guiseppe Ferrari dans ses *Rivoluzioni d'Italia*, publié d'abord en français sous le titre de *Guelfes et Gibelins*. Dans une brochure, *La Republica e le guerre civile* (Firenze, 1882), j'ai montré que toute l'Europe a traversé la phase communale.

le temps n'est pas loin où elles seront punies par un tribunal suprême et remplacées par des sentences arbitrales. L'antiquité a connu elle aussi l'arbitrage, mais certainement il n'a jamais tranché des questions aussi importantes que celles de la *question de l'Alabama* entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Le nombre des arbitrages augmente en rapport direct avec le développement de l'étude du droit international public et privé, et nous en sommes déjà aujourd'hui à un premier projet de traité pour l'arbitrage pêrmanent entre l'Angleterre et les Etats-Unis, dont la haute portée a été signalée par M. de Molinari (1).

Il est certain que depuis plus d'un demi-siècle certaines nations, qui autrefois étaient en état de guerre perpétuelle entre elles, vivent actuellement dans d'étroites relations pacifiques, qu'elles veulent maintenir à tout prix. Nous citerons comme exemple les relations qui existent entre la France, la Suisse, l'Espagne, l'Angleterre, etc. C'est là probablement un terrain à tout jamais gagné pour la paix. C'est certainement aux progrès faits dans l'opinion publique par le désir de la paix et au sentiment des lourdes responsabilités qu'encourraient les gouvernements qui provoqueraient la

(1) Les principaux ouvrages de droit international public et privé sont dûs à MM. Bluntschli, Martens, Fiore, Pierantoni ; pour l'histoire de l'arbitrage on lira avec profit l'article, plusieurs fois cité, de M. Besson. M. Le Bon se moque du droit international et il exalte l'immoralité publique et le brigandage collectif des Anglais (*Psychologie du socialisme*, page 134). La récente conférence de La Haye, dont se sont moqué à tort les socialistes et les réactionnaires, a fait faire un grand pas au principe de l'arbitrage international.

guerre, que la question crétoise a pu être résolue sans faire appel aux armes et que Fachoda n'a pas allumé un épouvantable incendie qui aurait été un désastre pour la civilisation. On pourra, à propos de l'une et de l'autre de ces questions, se moquer de l'impuissance et des hésitations de la diplomatie. On pourra déplorer que l'Europe ne soit pas intervenue en faveur des Arméniens ; on pourra même dire que la prudence empêcha les représentants de la République française de contrecarrer le *jingoisme* anglais, qui s'est montré assez brutalement dans ces derniers temps ; mais personne ne pourra nier qu'il y a cinquante ans la Crète et Fachoda auraient entraîné deux guerres formidables.

Nous avons montré ainsi que la guerre perd du terrain dans l'*espace*. Quant au temps, il suffit de rappeler qu'aujourd'hui une guerre de *cent ans*, comme celle du moyen âge entre l'Angleterre et la France, est devenue absolument impossible ; les guerres modernes sont très courtes quoique très *intenses* par le nombre des combattants, des morts, et par les dépenses qu'elles entraînent. Mais en ce qui concerne leur intensité, d'autres indices montrent qu'elle va en diminuant et que l'esprit guerrier est en décadence. Cette décadence a été notée avec justesse par Buckle qui voit, par le nombre de plus en plus limité de gens qui font la guerre par métier, qu'elle n'est plus une occupation ordinaire et recherchée, mais la corvée et le devoir le plus pénible que l'Etat impose aux citoyens (1).

(1) *L'Incivilimento*, Milan, 1862. Cet ouvrage est l'introduction à l'*Histoire de l'Angleterre* que Buckle n'a malheureusement

De même les conséquences directes et immédiates de la guerre frappent un plus petit nombre d'individus; les malades, les non combattants, du moins entre peuples civilisés, sont épargnés. Une ville prise d'assaut qui serait rasée et les habitants passés au fil de l'épée, serait aujourd'hui en Europe un anachronisme si énorme et si monstrueux qu'il est inconcevable. Même entre combattants la lutte cesse dès que les uns sont mis dans l'impossibilité de nuire, et ainsi la guerre elle-même subit des transformations dans un sens humanitaire et est soumise à des lois qui la rendent moins atroce.

L'atténuation, l'humanisation, — s'il est permis d'employer ce mot ici — de la guerre n'est pas un phénomène accidentel, mais elle est organisée et même codifiée. L'on doit grandement louer les Etats-Unis, qui pendant la guerre de sécession se sont montrés dignes de rester à l'avant-garde de la civilisation en distribuant parmi les combattants le manuel de Liber qui formulait les meilleures prescriptions pour rendre la guerre moins cruelle. Des prescriptions dans le même sens et d'ordre plus général ont été établies par le traité de Genève et partout se développe la *Croix rouge*. Celle-ci n'est sans doute parfois qu'un *sport* philanthropique, mais toujours elle a des effets heureux en adoucissant les mœurs et les conséquences de la guerre. Même dans les colonies où se reproduisent, selon la juste remarque

pas pu terminer. M. G. Ferrero a fait dans son *Militarismo* d'excellentes constatations sur la décadence de l'esprit militaire en Angleterre, malgré l'importance de son budget militaire et de ses guerres coloniales.

de M. Loria, les phénomènes historiques de périodes déjà dépassées en Europe et en Amérique, les conquérants — notamment les Anglais — montrent il est vrai une absence de scrupules déplorable, et abusent encore de la force matérielle, rendue plus puissante par les progrès de la science, pour détruire et massacrer les populations inférieures, mais nous sommes loin — malgré l'obstination des Anglais à faire usage des balles *dum-dum* — de la destruction systématique des Indiens par les Espagnols lors de la conquête de l'Amérique et plus tard par les Anglais avec Warren Hastings dans l'Inde. Et si nous ne voulons pas considérer comme un progrès le congrès de Berlin, qui a établi des règles pour le partage de l'Afrique — c'est-à-dire qui a codifié le brigandage collectif — il n'en a pas moins été utile parce qu'il a éliminé de nombreuses causes de conflit entre les Etats de l'Europe ; on doit également reconnaître une certaine valeur au congrès de Bruxelles, qui a établi quelques principes humains, relativement à la façon de traiter les prétendues races inférieures conquises. Ces congrès et ces traités, même s'ils ne sont pas toujours exactement respectés, sont un indice de l'état moral de l'opinion publique (1). Dans sa lettre à Bluntschli, déjà citée, le maréchal de Moltke reconnaît explicitement cet adoucissement des procédés et des conséquences de la guerre ; il espère qu'il augmentera encore en même temps que les mœurs deviendront plus douces. C'est

(1) J'ai montré dans ma *Politica coloniale* ce qu'il y a de mensonges dans la prétendue mission civilisatrice des conquérants européens.

pour cela qu'on peut parler de l'évolution de la guerre et il est certain qu'on ne peut pas comparer les Américains qui applaudissent à l'amiral Cervera, leur prisonnier, aux sauvages qui se livrent au cannibalisme après la victoire (1).

Les faits sont si patents que le plus grand sociologue pessimiste contemporain, qui a fait de la lutte et de sa perpétuité la base de son système sociologique, a été forcé de reconnaître que le *syngénisme*, forme primitive de l'altruisme ou de l'égoïsme collectif des groupes, rend solidaires, non seulement les hommes du groupe, mais assimile petit à petit et fond ensemble les groupes primitifs en peuples, en états, en nations. Le *syngénisme* tend toujours davantage à élargir sa sphère d'action, en assimilant des tribus et des groupes plus petits dans des groupes plus grands, et c'est pour cela qu'on doit admettre qu'il y a une *tendance* qui exclut l'éternité de la lutte(Gumplovicz,*La lutte des races*). Dès 1886 j'ai montré (*Un sociologo pessimista*) qu'il y avait contradiction à admettre d'un côté la perpétuité de la lutte

(1) M. A. Groppalli, un jeune et subtil sociologue italien qui commence à être connu même en France, me reproche d'avoir regretté dans la deuxième édition italienne de ce livre, que M. Letourneau n'ait pas admis pour la guerre cette évolution qu'il a admise pour tous les autres phénomènes sociaux. Ses arguments ne m'ont pas convaincu et avec M. Worms, Tarde et Novicow j'admets même une évolution de la guerre. En parlant des victoires modernes on s'est félicité avec un optimisme hors de propos de ce que les victorieux sont toujours les anglo-saxons plus civilisés et plus libres. Ne vaudrait-il pas mieux qu'il n'y eût pas de vainqueur parce que la guerre aurait disparu?

entre les groupes ethniques et de l'autre la tendance à la fusion, et j'en appelais à une interprétation plus exacte des faits et même des théories. Il semble que M. Gumplovicz a tenu compte de cette observation et, dans une de ses dernières œuvres, il accentue l'action du syngénisme et il arrive même à tenir pour impossible une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne, tandis que ses préjugés politiques lui font considérer comme fatale la lutte entre l'Europe occidentale et la Russie ; tout en constatant qu'il y a fusion croissante entre les races, pour tranquilliser son ancien pessimisme, il se demande si la fusion est telle qu'on puisse parler d'un avenir dans lequel il n'y aura plus qu'une seule race et qu'une seule civilisation en Europe. Il répond que ce jour est encore éloigné (1). Il est vrai, mais ce qui n'est pas encore, *devient*, et si on ne peut pas parler aujourd'hui de paix perpétuelle, il est plus utopique encore d'affirmer la *perpétuité de la guerre*.

Il est certain — et Spencer et de Molinari l'ont démontré dans de nombreux et intéressants ouvrages, — que la lutte intersociale pour l'existence ne contribue plus au bien de la société et que les forces dépensées dans la guerre peuvent être appliquées avec plus d'utilité à d'autres fonctions sociales, et Spencer s'efforce de convaincre le lecteur que l'industrialisme, la coopération volontaire, l'altruisme, l'esprit pacifique se développent en raison directe de la civilisation et en raison inverse de l'organisation militaire et de sa fonction : la guerre. Il cite toujours comme modèle les États-Unis d'Amé-

(1) *Sociologie et politique*, Paris, Giard et Brière, 1898.

rique et l'Angleterre, parce que dans ces deux pays l'esprit belliqueux a le moins d'influence. La réalité de la tendance vers la paix ne doit pas nous faire oublier que dans toute modification d'un phénomène il y a un rythme, comme l'a montré Spencer ; aussi ne devons-nous pas nous alarmer, lorsque nous voyons un retour offensif de l'esprit belliqueux, que Spencer lui-même signale en Angleterre. Cela ne doit pas nous alarmer, parce qu'un phénomène comme la guerre, qui a des racines profondes dans l'âme humaine, dans tant de siècles d'histoire et dans l'éducation classique, ne peut pas disparaître en un jour. La loi du rythme s'y oppose.

Ce retour offensif de l'esprit guerrier, qui marque un regrès, un phénomène de réversion atavique, peut se produire assez facilement, parce que l'instinct de la lutte, fixé dans l'espèce par une transmission héréditaire d'une longue série de générations, ne peut pas disparaître d'un coup et être complètement remplacé par un instinct opposé. La réversion atavique, le retour offensif de l'esprit belliqueux est principalement favorisé par l'inégalité de développement des nations, des groupes ethniques.

C'est cette inégalité de développement qui justifie MM. Renard et Jaurès — qui sont tous deux parmi les socialistes les plus autorisés et les plus fervents défenseurs de la paix — lorsqu'ils conseillent de rester armés dans l'intérêt même de la civilisation en vue des agressions possibles (1). Ces guerres défensives, ces guerres qui

(1) G. Renard, *Le Régime socialiste*, Paris, 1898, pages 68 et suivantes; Jean Jaurès, *Organisation socialiste* (*Revue Socialiste*, avril 1895, page 392).

peuvent parfois même être entreprises au nom des principes de solidarité — si, comme Mazzini, on s'est rendu compte de tout ce qu'il y a d'égoïste dans la théorie de la *non intervention*, — en même temps que le bien qu'elles peuvent produire, portent avec elles tout le mal qu'accompagne tout regrès vers l'esprit militaire (1). Cette donnée expérimentale fournit le meilleur enseignement en faveur de la solidarité : elle nous montre que les progrès d'un peuple ne sont certains et durables que si les peuples voisins font des progrès semblables. C'est dans l'égalité de développement moral et de civilisation entre les nations et les groupes ethniques que réside la condition la plus solide de l'élimination de la lutte violente internationale. C'est vers cette égalité qu'on marche à travers des regrès partiels.

Il faut rendre cette justice aux économistes qu'ils ont

(1) D'après le principe de *non intervention*, l'Europe aurait dû laisser massacrer les Crétois; en vertu de ce même principe, les États-Unis auraient dû laisser exterminer les Cubains. Et cependant il est certain que la guerre de Cuba a développé l'esprit militariste aux États-Unis. De même la Suisse a été forcée d'augmenter son budget de la guerre et de construire des fortifications en vue notamment des tendances de la triple alliance.

Puffendorf avait protesté contre l'abus des guerres défensives et Mansuétus, qui a donné d'excellentes explications psychologiques sur la facilité du retour de l'esprit belliqueux, a rappelé lui aussi que l'on abuse du patriotisme et du principe de la défense pour provoquer la guerre (*Le Sens commun*, etc. p.131 à 134).

A la décadence de la guerre et du militarisme correspond la décadence du duel. Les analogies et les différences entre ces deux phénomènes ont été fort bien exposées par Tarde (*L'Opposition*, etc.).

peut-être plus que les philanthropes sentimentaux contribué à discréditer et à faire haïr la guerre et le militarisme, dont ils ont abondamment montré les conséquences pernicieuses. Cependant s'ils protestent contre la forme brutale de la lutte, ils sont partisans de la forme plus douce en apparence, mais toujours dangereuse au fond, de la concurrence économique. Quand on parle de la concurrence économique on peut se placer à plusieurs points de vue. Si on la considère comme une atténuation de la lutte violente qui repose sur la force physique, quoique plus prosaïque et plus antipathique que la guerre, comme le dit M. Tarde, la concurrence marque certainement un progrès, notamment si on tient compte des progrès collatéraux qui sont nécessaires pour qu'elle puisse exister. C'est pour cela que Haeckel, le plus grand des darwiniens actuels, se félicite que la lutte devienne toujours plus une lutte intellectuelle, et toujours moins une bataille de troupes armées. M. de Molinari, de son côté, constate avec plaisir que la lutte brutale armée, dommageable aux collectivités, est remplacée par la lutte industrielle et par la concurrence bienfaisante, et il espère que la science, le capital et la force morale l'emporteront sur la force purement animale. De même M. Novicow, qui croit à l'éternité de la lutte, constate qu'elle va se transformant graduellement et qu'elle est passée de la lutte *physiologique* (cannibalisme) à la lutte *intellectuelle* (conversation)(1).

(1) Haeckel, *La création naturelle*, page 155. De Molinari, *Formes et transformation de la concurrence* (*Journal des Économistes*, octobre 1885). Novicow, *Les Luttes*, etc.

La lutte, la concurrence entendue de cette manière, perd tout caractère odieux et elle se rapproche de la forme idéale spencérienne dans laquelle son contenu serait le contenu même de la justice, qui donnerait à chacun ce qui lui appartient en raison de son travail et de son mérite propre.

Ceci explique un fait qui a beaucoup étonné ceux qui ne comprennent pas que les partis politiques fassent des emprunts aux constructions théoriques sans se laisser arrêter par la peur des mots. C'est ainsi par exemple que les socialistes actuels —qui repoussent naturellement la formule du communisme anarchiste, qui permettrait à chacun de prendre au tas selon ses besoins et selon ses désirs — parlent de la *concurrence* et de l'offre et de la demande comme de régulateurs de la production, de la distribution et de la consommation. La *concurrence*, en effet, coexiste dans les sociétés humaines avec la *solidarité*, car ce sont là les deux motifs d'action, les deux pôles entre lesquels oscille nécessairement toute vie sociale. On ne peut supprimer ni l'une ni l'autre, et il n'est pas désirable qu'on le fasse, parce que la première stimule notre énergie, pousse à l'initiative et au perfectionnement personnels ; la seconde élargit en même temps les cœurs et les intelligences ; toutes deux sont les instruments du progrès humain (1).

Cette concurrence, acceptée par le socialisme contemporain, élimine l'objection la plus courante et la plus

(1) G. Renard, *Le Régime socialiste*, pages 6 à 8, 175 et *passim*. — S. Merlino, *Formes et essence du socialisme*, Paris, 1898, pages 147 à 149, pages 172 et suiv.

grave que faisaient les individualistes — Spencer, Ewans et tant d'autres — qui constataient dans les sociétés communistes et dans certaines communautés agraires slaves un relâchement du ressort du progrès, du stimulant au travail et à une plus grande activité individuelle. Cette objection d'ailleurs ne portait pas contre l'esquisse de société collectiviste faite par Schäffle dans la *Quintessence du socialisme*, dans laquelle les bons de travail permettraient non seulement la liberté de la consommation, mais encore l'équitable distribution de ces bons d'après le travail fourni.

Il est évident que nous sommes encore loin de la forme de concurrence préconisée par les meilleurs individualistes et par quelques socialistes. La concurrence actuelle repose en général sur la prépotence, la fraude, l'iniquité ; la concurrence actuelle enfin est le plus souvent dommageable à la collectivité.

On peut dire que dans tous les ouvrages des socialistes et dans quelques-uns de ceux des économistes on a mis en lumière les conséquences fâcheuses de la concurrence actuelle sous ses diverses formes (concurrence dans la production et dans le commerce, concurrence dans le travail), qui entraînent souvent avec elles les incalculables dommages économiques des crises, et plus encore des conséquences morales désastreuses (1). Mais

(1) Dans l'*Évolution du commerce*, M. Letourneau a recueilli un grand nombre de faits et d'opinions sur les dangers moraux et matériels de la concurrence commerciale. Les *mœurs commerciales* (*Essais*) de Spencer montrent la démoralisation de la concurrence commerciale. Ce que Spencer dit des luttes entre ouvriers et des crimes et des destructions de biens qui en résul-

ce qu'elle est aujourd'hui montre qu'elle est en train de s'atténuer, de se transformer et de se limiter dans l'espace, tout comme la guerre, et cela nous permet d'espérer que nous nous rapprochons toujours davantage de la concurrence bienfaisante, idéale, qu'on ne peut pas considérer comme l'opposé de la solidarité.

En effet, en tant qu'elle concerne les collectivités et les états, on remarque que le chemin parcouru par la concurrence économique présente les mêmes phases que celui parcouru par la guerre : elle disparait graduellement et successivement entre les communes, entre les régions, et nous ne sommes peut-être pas loin du moment où elle disparaîtra entre les nations. En effet, il fut un temps où chaque commune dressait souverainement des barrières infranchissables, établissait des douanes. Ces barrières, ces douanes ont été portées petit à petit aux limites des provinces, des régions, des Etats (1). C'est pour cela que M. Cunningham en Angleterre a fait sur les rapports commerciaux les mêmes constatations qu'on a faites en Italie sur les rapports politiques à l'époque de ses guerres communales et régionales. Le marchand de Norwich qui visitait Londres, dit-il, y était considéré comme un étran-

tent aux États-Unis (*Les Institutions professionnelles*, etc., pages 491 et *passim*) montre que la concurrence actuelle des ouvriers est dangereuse et combien est démoralisateur l'individualisme effréné qui règne aux États-Unis.

(1) La France et l'Italie ont dans leur *octroi* un dernier reste des barrières douanières intérieures : l'Angleterre, la Suisse, la Belgique, les États-Unis — c'est-à-dire les peuples les plus civilisés — l'ont supprimé ; la France est en train de le supprimer, et quand donc l'Italie les imitera-t-elle ?

ger, autant qu'un marchand de Bruges ou de Rouen (1).

Les douanes sont maintenant nationales ; bientôt elles disparaîtront. Le retour momentané du protectionisme n'infirme pas la direction, la tendance du mouvement : c'est une application de la loi du rythme, et il trouve son explication notamment dans l'inégalité de développement économique des différents Etats.

On objecte que la lutte endo-sociale, la véritable concurrence économique entre les producteurs, au lieu de s'atténuer,s'accentue, s'étend et devient *mondiale*. Il est vrai que le domaine de la lutte s'étend, mais cela n'empêche pas que la lutte elle-même ne s'atténue et cela grâce à un mécanisme identique à celui qui fit suspendre d'abord, et supprimer définitivement ensuite, les guerres entre les particuliers, les guerres inter-communales et inter-régionales. L'égoïsme lui-même, le calcul utilitaire ici comme dans tant d'autres cas, arrive à établir la solidarité. L'extension était nécessaire pour faire naître, là où ils n'existaient pas, les liens de l'association et de la mutualité entre les membres d'une société, qui se trouvent ainsi en contact plus intime et continu.

La *concurrence* porte en elle-même le germe qui la détruira, parce qu'elle est intimement connexe à l'*association* entre concitoyens, entre collègues, entre compatriotes et la *convivance* « si la civilisation n'est pas un vain mot,ou elle a pour effet d'adoucir l'âpreté des fruits sauvages du cœur, de glisser dans la compétition des

(1) *The growth of englisch industry and commerce during the midle ages*, cité par E. Nyss, *Recherches sur l'histoire de l'économie politique*, Bruxelles ; Paris, 1888, page 61.

intérêts une huile de bonté qui les tempère, atténue leur frottement, supprime le *votum mortis* et réduit leur conflit sans fiel ni haine à n'être plus qu'une émulation généreuse, une course où les coureurs sont toujours prêts à s'arrêter pour secourir leurs rivaux blessés (1) ».

La lutte économique devenue mondiale fait cesser successivement la concurrence entre les membres d'une même commune, entre les communes, entre un certain nombre de régions et pousse à l'association et à la réunion des hommes et des capitaux, des forces de toute sorte, pour résister plus facilement aux concurrents, dans l'industrie et dans l'agriculture. Les *syndicats*, les *trusts* naissent de la *concurrence* elle-même et créent des monopoles, actuellement au bénéfice des capitalistes, mais qui préparent nécessairement la socialisation prochaine de la production et de la distribution des richesses. De cette manière la solidarité s'appuyant sur l'utilitarisme élargit toujours davantage ses limites, à mesure que l'on constate et qu'augmentent les avantages qui en résultent. Déjà les ministres des Etats les plus importants (le comte Goluchowski) proposent contre la concurrence américaine le *Zollverein* européen, entrevu il y a plus de cinquante ans par M. de Molinari. Avant que la concurrence asiatique fût compètement développée, alors qu'elle commençait à peine, le général Marselli demandait que les Aryens

(1) L'*Opposition*, etc., pages 378 et 379, pages 381, 382. L'auteur montre que les corporations ont été un premier pas vers la solidarité et que leur abolition sera le signal de progrès plus décisifs encore.

s'unissent pour tenir tête aux Touraniens (1) ; mais actuellement on montre par un grand nombre d'arguments, empreints d'ailleurs d'un peu trop d'optimisme, que la concurrence asiatique est un simple épouvantail et que le développement des rapports et des échanges entre l'Orient et l'Occident servira à resserrer les liens de solidarité entre les peuples et à former le marché mondial à l'avantage de l'humanité toute entière (2).

Il est bon de remarquer ici que l'économie politique, en démontrant l'utilité de la division du travail, a contribué à affirmer les avantages de la solidarité entre les peuples. Tout le monde croyait autrefois que les intérêts des peuples étaient opposés, et le sens romain du mot *hostis* semblait juste au fond : L'étranger était l'ennemi. « Le profit de l'un est le dommage de l'autre », disait Montaigne. Encore au XVIII[e] siècle, Voltaire regrettait que l'on ne pût désirer le bonheur de sa

(1) N. Marselli, *Le grandi razze umane*, à la fin du chapitre sur les *Mediterranei*.

(2) Kropotkine, *La faillite du système industriel ;* Pearson, *National Life and Character*, Londres, 1895 ; de Brandt, *Die Zukunft-Ostasiens*, Stuttgart, 1895 ; Barbè, *Un nouvel état social et ses conséquences au point de vue européen* (*Réforme Sociale*, 9 avril 1894) ; L. Strauss, *Bulletin de la société d'Economie politique*, 5 février 1896 ; d'Estournelles de Constant, *Le péril prochain* (*Revue des Deux-Mondes*, 1[er] avril 1896 et 15 juillet 1897) ; M. Faguet, *Le prochain moyen-âge* (*Journal des Débats*, du 25 juillet 1895), et d'autres ont jeté le cri d'alarme contre la concurrence asiatique (Chinois, Japonais, Indiens). Ce nouveau fétichisme a été réfuté d'une façon magistrale par Novicow, *L'avenir de la race blanche*, Paris, 1897 ; L. Vignon, *Le péril jaune* (*Revue politique et parlementaire* du 10 décembre 1897).

propre patrie sans désirer en même temps le mal des autres peuples. Les économistes ont démontré que cette opinion était fausse; ils ont fait voir que les peuples sont solidaires et leurs intérêts harmoniques. Chaque pays doit désirer d'être entouré de voisins prospères et riches, parce que ces voisins se disputeront ses produits, qui hausseront de prix et l'enrichiront. Ruinez les autres peuples et vous détruisez vos débouchés et vous portez un coup funeste à votre propre industrie (1). C'est ainsi que les Anglais, qui voyaient dans les Américains du Nord leurs plus terribles adversaires économiques et sociaux, ont trouvé en eux des alliés. Il en est de même des rapports entre la France et l'Italie, dont la production, loin d'être antagoniste, est réciproquement complémentaire. A mesure que les moyens de communication deviennent plus nombreux et plus rapides, le commerce établit entre les nations des relations plus intimes. L'univers entier devient un immense atelier dans lequel, par suite de la division naturelle du travail, chaque peuple s'applique à produire les choses

(1) Chaque crise, on le sait, fait ressentir son contre-coup dans les pays les plus éloignés du point d'origine. Dans sa monumentale enquête sur *La vie et sur le travail du peuple à Londres*, M. Booth a cité quelques cas récents et frappants de la répercussion de la crise des régions les plus lointaines du monde sur la métropole anglaise, devenue le plus grand marché international. Cette loi de solidarité a été brillament exposée par Pioger, *Economisme, socialisme et solidarisme* (*Revue socialiste*, janvier 1894). M. Ch. Gide revendique avec raison pour les économistes le mérite d'avoir constaté cette solidarité, qui résulte de la loi de la division du travail (*Quatre écoles d'économie sociale*, Genève, 1890).

auxquelles il est prédisposé par ses aptitudes ou par les ressources de son territoire, et il produit ainsi non seulement pour lui mais pour les autres peuples, qui lui donnent en échange ce qu'ils ont recueilli et fabriqué de leur côté. *L'échange international conduit à la dépendance internationale, d'où résulte la solidarité universelle* (De Laveleye). Les trois plus grandes forces sociales que l'on connaisse s'internationalisent : le capital, le travail, la science (Arnould) (1).

Les conséquences de la division du travail sont plus importantes encore que celles que nous venons d'indiquer. La division du travail a transformé par son action normale les conditions de la vie humaine et contribué dans un certain sens à niveler les inégalités naturelles, en mettant tout le monde, *même les forts*, dans une dépendance réciproque. Il n'y a personne aujourd'hui

(1) De Laveleye, cit. par Wiede, *Der Militarismus*, pages 107, 108 ; Arnould, *Avant le combat* (*Société nouvelle*, n. 23). Qu'on ne crie pas à l'optimisme ! Pour apprécier la concurrence dans ses résultats on doit tenir compte de ses inconvénients et de ses avantages. Aujourd'hui, par exemple, les disettes ne sont plus possibles ; on peut constater les progrès de la solidarité dès qu'on se rapporte aux temps qui ont précédé le nôtre. Kropotkine dans la *Conquête du pain* a des pages remarquables contre la division du travail dans la grande industrie actuelle, qui peut frapper de dégénérescence intellectuelle et physique les ouvriers et qui contribue à aggraver les conséquences des crises qui résultent des nouvelles découvertes et des nouvelles inventions mécaniques. Dans la société future où règnera la *papillonne*, entrevue dans un éclair de génie par Fourier, les inconvénients de la division du travail disparaîtront ; de même la combinaison idyllique de l'industrie et de l'agriculture préconisée par Kropotkine n'éliminerait pas l'utilité de la division du travail entre les nations.

qui puisse se suffire à lui-même et dédaigner le concours de ses semblables. Pour la satisfaction du plus petit de nos besoins il faut mettre en jeu toute une masse d'activités reliées entre elles, nécessaires les unes aux autres, qui se pénètrent réciproquement, de sorte que l'on peut dire que chacun à besoin de tous, et tous de chacun. *L'isolement est devenu impossible, et la solidarité fatale* (1).

La dépendance mutuelle et la solidarité qui résulte de la division du travail, sont, d'autre part, une confirmation de la loi générale de l'évolution, qui se réalise par le passage d'une forme incohérente à une forme plus cohérente, d'un état diffus à un état plus concentré, et selon laquelle, à mesure que la concentration des parties augmente, augmente leur *dépendance réciproque* (Spencer). Nous dédions ces remarques à ceux qui voient dans les livres du grand philosophe anglais la bible moderne dans laquelle on doit chercher toutes les vérités. On trouve une autre manifestation significative du progrès constant de la solidarité dans le développement croissant de l'organisation *internationale* des services et des institutions qui contribuent à l'augmentation du bien-être social : — droit public et droit privé, droit civil et droit pénal, poids, mesures, monnaies, postes, télégraphes, navigation, chemins de fer, extradition, service sanitaire, propriété littéraire, etc., etc., — tout cela est maintenant organisé et réglé internatio-

(1) Gautier, *Le darwinisme social*, page 69. Sur l'interdépendance des peuples entre eux, lire Novicow, *Les luttes*, etc., pages 584, 586 et 628.

nalement. Et cette internationalisation croissante des phénomènes de la vie sociale par le fait des gouvernements est à son tour déterminée, ou accélérée, par la fièvre des voyages ou des échanges qui saisit les particuliers. De cette façon l'Etat et les individus concourent dans une mesure différente et avec des moyens divers à la réalisation d'un idéal plus haut : ils internationalisent les institutions, les rapports, les sentiments; ils font des organismes sociaux de plus en plus des organismes contractuels ; ils remplacent toujours davantage l'instinct par la raison, et ils contribuent à former graduellement ce véritable superorganisme social qui n'a été jusqu'ici qu'une véritable abstraction des idéologues et des utopistes et qui sera demain une réalité (1).

Il n'est donc pas vrai, comme le proclamaient les pessimistes, que la lutte sous toutes ses formes devient plus aiguë, et qu'elle est un effet inévitable du développement des rapports entre les individus, parce que dans chaque nouveau rapport qui s'établit, il existe un nouveau motif de guerre. Comme l'a remarqué si justement M. Walker, si la fréquence des guerres devait correspondre à la fréquence des relations endo-sociales et internationales, on ne pourrait plus en Europe et dans

(1) Sur le processus d'*internationalisation* et sur sa signification, Cf. Wiede, *Der Militarismus*, etc., page 119 à 132 ; Marion, *De la solidarité morale*, page 263 à 271 ; G. de Greef, *Introduction à la Sociologie*, partie I, page 74 et suiv., page 129 et suiv. IIe partie, page 350 et ses autres ouvrages; Icilio Vanni, *Saggi critici sulla teoria sociologica della popolazione*, p. 18. Ardigò a publié de très belles pages sur l'*internationalisation* et sur le rôle croissant de la justice, *Sociologia*, vol. IV de ses Œuvres philosophiques.

tout le monde civilisé fermer même un seul jour le temple de Janus (1).

L'augmentation des *motifs* de lutte étant cependant réelle, si elle est accompagnée par une diminution des *effets* qu'on en pourrait attendre, on a là une preuve éloquente du progrès de l'altruisme, qui se manifeste par la diminution du nombre des guerres et par l'internationalisation des services et des institutions qui contribuent au bien-être social. Il résulte de là également que l'altruisme est consolidé, qu'il devient un instinct de l'espèce, grâce à la perception des avantages qu'on retire de l'association et de la solidarité. Toutes les interruptions qu'éprouve le développement régulier du sens moral et de la coopération à la poursuite de l'utilité sociale ne sont que des réversions ataviques ; c'est là un phénomène qu'on ne peut pas nier, bien que les causes n'en aient pas encore été bien déterminées. La logique et l'expérience nous permettent d'espérer que les nouveaux instincts sociaux, se fixant toujours plus profondément, la réversion atavique deviendra plus rare et à chacune de ses nouvelles manifestations on pourra constater de combien s'est atténuée la forme primitive de la lutte pour l'existence.

Ces rapides remarques sur le processus croissant d'internationalisation, indice de l'atténuation et de la transformation continue de la lutte pour l'existence, doivent être complétées par quelques observations sur le processus lui-même au point de vue du *patriotisme*.

(1) *Scienza della ricchezza*, page 228, dans la troisième série de la *Biblioteca dell'economista*.

On doit considérer comme un des premiers et des plus importants bienfaits de l'extension prise par la concurrence, un événement qu'on n'a pas jusqu'ici pris suffisamment en considération : la formation d'une *association internationale des travailleurs*. La concurrence mondiale a montré aux prolétaires que leurs intérêts sont solidaires, qu'ils doivent s'unir et ne plus servir d'instrument de lutte au profit de quelques-uns, et que les causes essentielles de la *concurrence du travail* sont dans l'inégalité des salaires et des conditions morales et intellectuelles. L'association internationale des travailleurs a été un météore sanglant si l'on veut, mais elle portait dans son sein un germe qui développera petit à petit toute sa puissance. Ce grand principe de solidarité répandu parmi les ouvriers de tous les pays commence déjà à porter ses fruits, et, tandis que nous voyons la concurrence du travail diminuer, parce que les ouvriers des nations civilisées se sentent solidaires, nous voyons d'un autre côté la Suisse d'abord et ensuite l'empereur d'Allemagne proposer, et les représentants officiels des états de l'Europe discuter le projet d'une législation internationale du travail (1). Ce que l'on discute est en

(1) MM. Brentano, Schönberg et Wagner ont proposé de conclure des traités internationaux sur la question du travail, il y a plus de vingt ans. Cf. Cusumano, *Scuole economiche della Germania*, 1875, page 183. Sur ce sujet on lira avec profit l'excellente monographie, *Internazionale Arbeitsgesetzgebung* dans la seconde série de la *Staatswirthschaftliche Abhandlungen* du Dr Seyffert. En Suisse la proposition officielle de la législation du travail a été lancée par le colonel Frey. Voir Colajanni, *Le otto ore. La legislazione int.del lavoro*, Milano,1892.

train de *devenir*. L'*internationale des travailleurs* qui a amené les gouvernements à leurs premiers essais de législation sociale découle naturellement de l'*internationale* capitaliste, du cosmopolitisme financier, qui a le premier proclamé et même réalisé la suppression des frontières entre les pays.

Pendant longtemps, et notamment dans les années qui ont suivi la *Commune* de Paris, on qualifiait d'*internationalistes*, pour les rendre odieux, ceux qui professaient des doctrines socialistes, et contre l'Internationale des travailleurs qui a été en grande partie l'œuvre de Marx on a écrit beaucoup de livres et beaucoup d'opuscules. Ce n'est pas ici le lieu de discuter l'importance historique et les bienfaits de l'*association internationale* ; il suffit de remarquer que cette qualification d'abord déshonorante est devenue maintenant un titre d'honneur. Les cris, les colères ont cessé, ce qui est la première condition pour porter des jugements équitables.

Un écrivain, M. Rae, qui a consacré un des livres les moins haineux et des mieux faits à combattre le socialisme, a dû constater que l'idée internationale n'est pas une idée moderne et que la réaction contre l'idée de patrie n'a pas commencé avec le socialisme. Le patriotisme a été condamné par les grands écrivains qui ont

Les ouvriers italiens ont été et ils sont haïs pour la concurrence qu'ils font au travail partout où ils sont allés. Cf. N. Colajanni, *Una questione ardente*, Roma, 1893. Cet opuscule a été écrit au lendemain des faits d'Aigues-Mortes pour combattre les partisans de la triple alliance, qui s'en servaient pour exciter les Italiens à la haine contre la France. Dans les grèves anglaises on a eu des cas de concurrence presque jusqu'à main-

fait refleurir la littérature allemande au commencement de ce siècle; Lessing, Herder, Wieland, Gœthe (et Kant?) l'ont discrédité; ils le considéraient comme une vertu mesquine, hors d'usage, utile peut-être aux époques barbares, mais devenue maintenant un obstacle au progrès rationnel. La vertu moderne c'était pour eux l'humanité, dont l'idée était devenue précisément à leur époque comme une nouvelle puissance.

« Il n'y a plus de puissances en Europe, dit Heine, mais seulement des partis. Tout parti qui s'appuie sur un principe et sur des intérêts généraux bien définis peut à n'importe quel moment devenir *international* et il peut sembler même antipatriote. » Les protestants français au XVIe siècle ont cherché le secours de l'Angleterre et les Jacobites écossais au XVIIIe siècle recherchèrent le secours de la France. La *Sainte alliance* a été une véritable internationale (1).

L'internationale rouge fut précédée sur le terrain pratique et dans le domaine idéal par l'internationale noire et par l'internationale jaune. Les principes réactionnaires sous le couvert de la religion, ceux du capitalisme — qui quelquefois abritent sous un vernis patriotique les prêts des banquiers français à la Russie — ont amené la solidarité de la pensée et des actes parmi

tenant. Il n'y a pas eu de concurrence dans la célèbre grève des docks (1889), des mineurs du Northumberland (1892), des mécaniciens (1897). Les ouvriers qui remplacent les ouvriers en grève — les *black legs* — sont méprisés par leurs compagnons de travail.

(1) *Il socialismo contemporeneo*. Traduction italienne du professeur Bertolini, Firenze, 1889, page 106.

ceux qui avaient les mêmes intérêts, au delà des frontières de leur patrie. Pourquoi les prolétaires ne devaient-ils pas rêver une organisation internationale des travailleurs, aux dépens de qui presque toujours se sont développées l'internationale *noire* et l'internationale *jaune*? Déjà M. Georges Renard évoque dans un moment de lyrisme une internationale *blanche*, qui sera celle de la lumière et de la science!

Pour bien comprendre le mouvement international, il faudrait peut-être définir exactement ce qu'est la *nation* ou même encore ce qu'est l'Etat moderne. Cette discussion dépasserait les limites de cet ouvrage. Il suffit de rappeler que ni la communauté d'origine, ni la race, ni la langue, ni la religion ne suffisent pour caractériser la nation. L'attachement des Alsaciens — Allemands d'origine, de langue et de religion — aux autres régions dont l'ensemble constitue la France, l'existence de la Suisse, de l'empire d'Autriche, des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, etc., montrent l'insuffisance des critères dont on voudrait se servir pour désigner la nation ou l'Etat et montrent nettement l'influence de l'élément sentimental et contractuel (1).

(1) En France, la terre classique du *chauvinisme*, afin de tenir toujours en éveil le désir de la *revanche* et de la libération de l'Alsace-Lorraine on a brillamment discuté sur les caractéristiques de la *Nation* et de l'*Etat*. Ernest Renan a fourni sa contribution à ces études. M. Soulié a montré qu'il y a eu fusion des Celtes, des Francs et des Latins pour former la France (*De l'origine et de l'état social de la nation française*, Paris, Giard et Brière, 1898). Au moment où je corrige les épreuves de ce livre — édition italienne — je lis une très vigoureuse critique de la race et du préjugé national dans le livre d'un jeune écri-

Les Etats formés d'éléments différents au point de vue de la race, de la langue, de la religion, etc., tels que la Suisse et l'empire austro-hongrois, la Russie elle-même, nous permettent d'entrevoir ce que pourra être l'Europe dans un avenir peu éloigné, sous l'influence de la liberté et du progrès, comme acheminement vers l'humanité, vers la réalisation de la grande utopie (1). Que de conflits seront éliminés, que de forces seront employées à un usage meilleur, que de souffrances seront épargnées à l'humanité par la constitution d'un grand organisme international !

Quels que soient les éléments qui ont contribué à former les nations, il est certain que le sentiment national et l'idée de patrie, au sens étroit du mot, qui faisaient voir des ennemis dont il fallait se débarrasser dans toute les autres patries et toutes les autres nations, disparaissent aujourd'hui, ou plutôt se transforment. On

vain, Luigi Gasparotto, *Il principio di nazionalità nella Sociologia e nel Diritto Internazionale*, Torino, Bocca, 1898. Sur cette question il faut lire les importants ouvrage de A. Fouillée, *Psychologie du peuple français*, Paris, 1898, et B. Auerbach. *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, Paris, 1898.

(1) Chiappelli, dans le premier de ses essais, *Patria e socialismo*, — qui est un des plus beaux parmi ceux de son livre — s'est trompé lorsqu'il parle de la Suisse, de l'Autriche et des Etats-Unis comme d'Etats composés de races différentes. Ces derniers ne sont pas dans les mêmes conditions que les deux autres. M. Novicow fait remarquer avec raison que nous avons déjà un groupe de civilisations qui préparent l'organisme international (*Les luttes*, pages 577 et 595). M. Gumplovicz parle aussi de grands groupes de nations dont la civilisation est homogène et entre lesquelles il ne croit plus les guerres possibles. (*Sociologie et politique*, p. 215 à 226).

ne peut pas prétendre que c'est l'internationalisme ouvrier qui est l'inspirateur de Nietzsche, si plein de violente ironie contre le chauvinisme allemand ; de Du Bois-Reymond, qui considère comme contraire à la civilisation l'esprit conquérant des nations les plus fortes ; de Léon Tolstoï qui, par haine de la guerre et de la violence, prêche la résignation contre la tyrannie, et l'antipatriotisme avec une éloquence mystique, et qui trouve un écho puissant dans des groupes entiers qui ont fondé sur sa théorie une secte religieuse (1). Toutes les transformations économiques, tout le développement du sentiment moral, dont nous avons parlé précédemment, et tout le mouvement scientifique et littéraire ont coopéré à ce mouvement, mais la part principale en revient peut-être aux erreurs et aux fautes du patriotisme lui-même, aux exagérations néfastes du sentiment national (2).

Mais est-il vrai que le socialisme aboutisse à la néga-

(1) Voir l'article de Garibaldi Bucco dans la *Rivista popolare* : *I refrattari del Caucaso* (3e année, n. 7 et 8). J'ai lu également dans différents journaux que le parlement du Würtemberg a décidé de supprimer dans les livres scolaires tous les passages qui tendent à exciter la haine contre la France et à exalter le sentiment patriotique ; il est facile de comprendre l'irritation que cette noble pensée a causée dans l'esprit de l'empereur d'Allemagne.

(2) On trouvera une critique sereine du patriotisme et du sentiment national dans l'*essai* déjà cité de M. Chiappelli.

Sur le *patriotisme* — qu'il range sous quatre formes — on pourra consulter avec profit l'excellent livre de M. Demolins : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* Paris, Didot, 1897.

tion de l'Etat et de la patrie? C'est ce que ne fit pas le christianisme, qui y était tout naturellement porté par son contenu essentiellement mystique et universel, et c'est ce que ne fait pas — en général, et si l'on fait abstraction des manifestations individuelles et des réactions momentanées que justifient les excès et les horreurs du patriotisme — le socialisme, qui présente dans son développement et dans ses fins tant d'analogie avec la religion dont les représentants actuels sont si différents des premiers apôtres.

Le socialisme ne nie ni la patrie, ni l'Etat. Il aspire à la transformation du sentiment que le premier comporte, et de l'organisation et des buts du second.

Le socialisme contemporain essentiellement évolutif ne peut pas espérer qu'un coup de baguette magique fera progresser d'une façon égale le développement social sur le globe entier. Aussi préconise-t-il — et il le réalisera — la constitution d'un grand nombre d'Etats fédéraux, dans lesquels chacun des groupes soumis à des conditions différentes et arrivé à une phase différente d'évolution conservera son autonomie. Les guerres seront alors presque impossibles. L'Etat pourra être défendu sans courir les dangers du militarisme (1). On administrera bien plus qu'on ne gouvernera et l'on pourra ainsi pratiquer cette *politique expérimentale*,

(1) Un brillant officier de l'armée italienne, le colonel Marazzi, député, a préconisé pour l'Italie, dans plusieurs discours à la Chambre et dans un article de revue, une organisation militaire essentiellement défensive (*La vita internazionale*, février 1898).

préconisée et glorifiée par un individualiste — Léon Donnat —, qui trouvera alors le terrain le plus propre pour expérimenter les réformes sociales les plus hardies chez les groupes les plus avancés qu'imiteront et adopteront successivement ceux qui le sont moins (1).

En résumé l'internationalisme n'exclut pas les nations; pas plus que les régions et les provinces, les villes et les familles n'ont été successivement exclues et annihilées par la phase postérieure de développement de

(1) On sait que l'anarchisme de Proudhon consistait essentiellement en une organisation fédérale; *l'abolition de l'Etat* de Engländer se ramène aussi au fédéralisme. Sur les avantages du fédéralisme au point de vue politique et social il est à peine nécessaire de rappeler les noms de Cattaneo et Ferrari, Mario et Gabrielle Rosa — dont je suis fier d'avoir été l'ami et le disciple. L'organisation fédérale comme moyen d'éliminer la guerre et de favoriser les transformations sociales utiles a été défendue par Py y Margall (*Les nationalités*) et Magalhaès Lima — un véritable apôtre du fédéralisme et de la liberté (*L'Œuvre internationale*, Paris, Giard et Brière, 1897, et notamment le chap. III : *La Fédération Nationale et Internationale*). M. Renard (*Le Régime Socialiste*, page 105 à 107) se proclame fédéraliste. M. Chiappelli défend énergiquement le socialisme contre l'accusation de vouloir détruire purement et simplement la patrie et il cite Bellamy (*Looking backward*) et Hertzka (*Die Gesetze der socialen Entwiklung*). M. Chiappelli néanmoins donne une fausse interprétation aux tristes épisodes de la concurrence du travail (Aigues-Mortes) et il est un chauvin à sa manière lorsqu'il entrevoit la suprématie future de Rome. M. Novicow se montre aussi dans tous ses ouvrages un partisan sincère du fédéralisme. Dans les *Gaspillages*, etc., page 265, pour démontrer que même les socialistes ne nient pas la patrie, il cite ce fait que dans leurs congrès internationaux ils votent par nationalité.

l'agrégat social. Ce sont autant de cercles concentriques qui ne se repoussent pas, mais qui se pénètrent réciproquement et qui ont leur raison d'être et de subsister lors même que leurs fonctions se spécialisent. Le cosmopolitisme, en tant que haut idéal des penseurs, en tant que résultat de tout le développement économique contemporain et des rapports scientifiques et littéraires, est antérieur et en dehors du socialisme. Mais c'est le mérite propre de la démocratie sociale d'avoir protesté et agi en faveur d'une internationale grandiose, que nous avons rapidement esquissée. On se souviendra toujours des mémorables exemples de Liebknecht et de Bebel qui, au moment de l'ivresse de la victoire, ont énergiquement protesté en Allemagne contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et qui ont payé cette protestation dans la forteresse de Kœnigsberg, de l'anglais Hyndman qui a dénoncé les infamies anglaises dans l'Inde, des socialistes de Vienne et de Prague qui ont protesté contre les mouvements anti-tchèques en Autriche et anti-allemands en Bohême, de la *Federazione dei Lavoratori*, *de l'International Working Peoples Association* et des *Chevaliers du Travail* aux Etats-Unis, qui, s'élevant contre le préjugé le plus enraciné de la grande république américaine, n'ont pas voulu faire de distinction entre les blancs et les hommes de couleur; de Jean Jaurès, de G. Rouanet qui ont noblement défendu la cause de la justice et de l'égalité entre les races contre la bande antisémite des Drumont et des Régis (1). Nous nous

(1) Sur ce que le socialisme pourra faire dans ce sens dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, voir les judicieuses remar-

inclinons respectueusement devant tous ces champions de l'internationalisme qui ont su faire appel au respect des droits des nations et qui ont préconisé l'égalité entre les différentes races humaines.

ques de Mondaini, *La quistione dei negri nella società nord-americana.* Torina, Bocca, 1888. Hyndmann a dénoncé les infamies anglaises dans l'Inde dans son célèbre ouvrage : *The bancruptey of India*, Londres, 20 thentury press ; la *Rivista popolare* en a publié un résumé dans l'article, *Un impero capitalistico che si sfascia* (3e année, nº 5). M. Novicow, un individualiste sincère, parle avec une sympathie enthousiaste de Liebknecht et des socialistes pour leur propagande en faveur du mouvement de la paix (*Les luttes*, page 736 ; *Gaspillages*, pages 37, 263, etc.). Le chauvinisme français a souvent poursuivi de sa haine les socialistes allemands, mais même en France on rend parfois justice à la noble conduite de Bebel et de Liebknecht. Voir l'*Europe Nouvelle* (1er janvier 1898).

CHAPITRE IV

ATTÉNUATION DE LA LUTTE. — MALTHUS ET LE PROBLÈME SOCIAL

Nous savons par Darwin lui-même qu'il a emprunté l'idée première du *struggle for life*, de la lutte pour l'existence comme loi générale de la nature, au célèbre *Essai sur le principe de population* de R. Malthus. Tous ceux qui connaissent l'histoire du malthusianisme savent donc qu'il y a *possibilité* d'écarter *la cause* principale de la lutte.

Malthus a nettement exprimé, dans la première édition de son œuvre, sa pensée dans la formule suivante : « Un homme, qui naît dans un monde déjà *occupé*, que sa famille ne peut pas nourrir, dont la société ne peut utiliser le travail, n'a pas le droit d'exiger une part quelconque des moyens d'existence ; il est véritablement de trop sur la terre (1) ».

(1) R. Malthus, *An essay on the Principle of Population ; as it affects the future improvement of Society, with remarks on the speculations of Godwin, Condorcet and other*

C'est au pasteur anglais qu'est resté attaché le mérite de la découverte de la célèbre théorie de la population, mais longtemps avant lui, en Italie, Botero, Beccaria, Ludovico Ricci, avaient signalé le rapport qui existe entre la population et les moyens de subsistance, et huit ans auparavant Gianmaria Ortes avait publié ses *Riflessioni sulla popolazione delle nazioni per rapporto all' economia nazionale* (1).

Dans sa polémique avec l'abbé Raynal qui soutenait que l'*homme a avant toutes les lois sociales le droit de vivre,* Malthus modifia la formule de son principe en

writers, Londres, 1798. Malthus a été amené à écrire son livre notamment pour combattre les théories socialistes exposées par M. Godwin dans : *An inquiry concerning political justice* (1793).

(1) A. Setti, *Ludovico Ricci* (*Nuova Antologia*, 1er octobre 1880). D'après M. Martello, Ortes a analysé mieux que ne l'a fait Malthus le rapport de la population aux subsistances (*L'economia politica antimalthusiana e il socialismo*, Venise, 1884, édition hors du commerce, pages 63 et 64). Henri George a peut-être raison de dire que la gloire de la découverte du principe de population doit être divisée entre Malthus, James Steward et Townsend, mais il ne fait aucune mention des Italiens (*Progrès et pauvreté*, Paris, 1887, page 97). Je me suis servi dans ce chapitre du livre de K. Kautsky, *Der Einfluss der Volksvermehrung*, etc., dont j'ai été un des premier en Italie à signaler l'importance. L. Bissolati en a publié une traduction italienne. Kautsky a plus tard rejeté le malthusianisme. Cette théorie a une très riche littérature dans toutes les parties du monde, elle est presque complètement exposée dans les livres de A. Loria, *La legge di popolazione e il sistema sociale*, Sienne, 1882, et de F. S. Nitti, *La population et le système social*, Paris, Giard et Brière, 1897. On trouve également d'excellentes observations dans une courte monographie de Enrico la Loggia, *Teoria della popolazione*, 1893.

répondant que la question était moins *de savoir si l'homme a le droit de vivre que de savoir si tous le peuvent*. Et il formula ses célèbres progressions : Que la population va croissant en *progression géométrique* (comme 1, 2, 4, 8, 16, etc.), tandis que les moyens de subsistance croissent en *progression arithmétique* (comme 1, 2, 3, 4, 5, etc.). Le manque d'équilibre entre les hommes et les moyens nécessaires serait certain si les deux progressions étaient exactes et si, même dans ce cas, les hommes ne pouvaient pas les modifier.

La question ainsi posée, on voit qu'il n'y a rien de barbare et d'anti-humanitaire dans le principe de Malhus et que par suite le pasteur anglican ne méritait pas la renommée qu'il a eue si longtemps, ni les invectives des philanthropes et des socialistes, qui montraient ainsi qu'ils avaient l'intelligence moins haute qu'ils n'avaient le cœur bon.

De quoi s'est-il rendu coupable ? Pourquoi est-il immoral, s'il n'a fait que *constater* un fait existant, douloureux sans doute, mais qu'il n'avait pas créé ? Si sur un espace déterminé on peut obtenir la quantité de produits qui suffisent pour nourrir *dix* personnes, il y aura nécessairement lutte s'ils sont vingt ou même quinze ! Et c'est ainsi que du malthusianisme est résultée logiquement la lutte darwinienne pour l'existence. C'est dans ce manque de proportion entre les hommes et les subsistances que serait la raison fatale de la lutte, aggravée et compliquée également par le principe de la lutte sexuelle (1).

(1) Toutes les formes de la lutte pour la possession de la

Vingt personnes ne trouvent pas une nourriture suffisante là où il n'y a de subsistance que pour dix. Si les aliments étaient répartis en parts égales et pendant une longue durée de temps, il y aurait une alimentation insuffisante pour tous et par suite un dépérissement lent ou rapide, la dégénérescence de cette société rudimentaire. Donc la lutte entre les *vingt* qui permet à *dix* de se nourrir suffisamment aux dépens des dix autres ne constitue qu'un *mal moindre*, partant préférable, puisque au lieu d'aboutir à la destruction *totale* de l'agrégat, elle assure la vie à tous ceux qui peuvent résister et progresser.

Dans cette lutte la *victoire* appartient naturellement aux hommes les mieux doués, aux plus forts physiquement et intellectuellement ; elle sera utile dans ses résultats et favorisera la civilisation, puisqu'elle permettra la sélection progressive de l'espèce humaine. Telle est la base, à première vue inébranlable, du darwinisme social. Cependant il y a entre Malthus et Darwin une profonde différence dans l'interprétation des faits. Tandis que Malthus voit dans l'accroissement de la population la cause de la misère et des maux sociaux, Darwin y découvre la cause de la lutte bienfaisante, puisqu'elle aboutit à la sélection progressive par le triomphe des meilleurs (*Messedaglia*).

Mais les hommes qui, sur un territoire donné, se

femme se retrouvent également dans l'humanité — depuis le massacre jusqu'aux luttes les plus sentimentales, les plus délicates (Novicow, *Les luttes entre sociétés humaines* ; Letourneau, *L'évolution du mariage*.

trouvent en nombre supérieur aux moyens de subsistance, formant ainsi une sur-population, dans leur répugnance naturelle à se détruire réciproquement, par suite de la sympathie élémentaire qui les unit, ne recourent à la lutte et à la destruction que lorsque la nécessité et l'instinct de leur propre conservation les y poussent. Avant de s'y résoudre ils cherchent s'il n'est pas d'autres terres sur lesquelles se trouvent des moyens de subsistance suffisants pour tous, et ils s'efforcent de faire rendre à celles qu'ils possèdent déjà la plus grande quantité possible de produits.

C'est ainsi que la sur-population a donné naissance au phénomène de la rente, et qu'il a été la cause prochaine du progrès (1). C'est la fécondité de la femme qui a fait l'histoire *universelle* (2). Elle a été la cause de la diffusion de la race ; elle a forcé les hommes à abandonner les habitudes de rapine pour se livrer à l'agriculture ; elle les a contraints à la coopération et à la vie sociale et elle a amené le développement des premiers sentiments altruistes. Mais si l'excès de fécondité a rendu le progrès de la civilisation inévitable, quand la productivité de la terre atteint sa limite extrême, la civilisation fait

(1) A. Loria reproche avec raison à Henri George de ne pas avoir admis la loi de la productivité décroissante de la terre alors que c'est sur ce phénomène que s'appuie toute sa critique de la propriété privée du sol (*Henri George*, dans la *Nuova Antologia*, 1er décembre 1897). M. Loria a repris magistralement cette discussion de la productivité décroissante de la terre dans son grand ouvrage récemment paru : *La costituzione economica odierna*, Turin, 1899, page 125 et suiv.

(2) Gumplovicz, *Sociologie et politique*, page 159.

un nouveau progrès en diminuant la fécondité et en empêchant la sur-population, qui rend la lutte entre les hommes inévitable (1). De cette manière la loi de population, comme la guerre, en se conformant à la loi générale de l'évolution, donne des résultats tout différents suivant le temps et le lieu où elle agit. Ce stimulant pour ainsi dire mécanique du progrès pouvait être nécessaire lorsque le développement intellectuel était faible et lent, mais non pas plus tard, lorsque la phénoménologie sociale s'est développée d'une façon plus consciente, lorsque chaque progrès accompli a fait naître le désir plus vif de progrès nouveaux. Et le fait que ce sont précisément les classes les plus cultivées et les plus riches qui ont le moins d'enfants, et qui éprouvent un désir plus vif d'améliorer leur condition et de jouir de plaisirs plus nombreux et plus raffinés, démontre pleinement que le stimulant de la sur-population n'est pas nécessaire et donne raison à Stuart Mill qui tient pour désirable un état stationnaire de la population, qui garantirait un minimum de bien-être général, condition du développement ultérieur, et il donne tort à M. Novicow, qui y voit un élément de conservatisme dangereux en contradiction avec l'action bienfaisante qu'il attribue à l'élite sociale, à l'aristocratie (2).

(1) Ribot, *L'hérédité psychologique*, pages 383, 384.

(2) Stuart Mill, cité par Loria dans l'article sur Henri George (*Nuova Antologia*, 1er déc. 1897) ; Novicow, *Les luttes*, etc. ; G. Le Bon dans son dernier livre (*Psychologie du socialisme*, 1898), tout plein d'erreurs et d'accusations injustes contre le socialisme et les socialistes, fait des observations tout à fait

Il faut remarquer ici que l'excès de population, ou sur-population, peut être *absolu* ou *relatif*; ce dernier est à son tour naturel ou artificiel, c'est-à-dire déterminé par les lois sociales. Cette distinction est importante parce que les moyens de remédier au mal varient avec chacun d'eux.

On ne peut pas parler de sur-population *absolue*. Malthus lui-même ne l'a pas admis, mais il est facile de comprendre quand et comment elle est *relative*. Un pays dans lequel on ne vit que de chasse est très rapidement sur-peuplé. L'élevage du bétail permet une population plus dense et l'agriculture une augmentation plus rapide du nombre des habitants. D'après Foissac, sur la même étendue de terre l'agriculture permet de vivre à un nombre d'hommes vingt ou trente fois plus considérable que ne le fait l'élevage du bétail; de même celui-ci en nourrit vingt fois plus que la chasse (1). Par conséquent un peuple dont le mode de production est peu avancé et qui a un excès de population peut y remédier non seulement en restreignant la procréation,

exactes sur le principe de population qui concordent avec ce que je soutiens depuis plusieurs années.

(1) D'après M. Gide il faut à une population qui vit de la chasse 3 800 hectares par tête d'habitant. Avec une agriculture avancée on peut nourrir deux individus par hectare (*Principes d'économie politique*, page 485). Que nous sommes loin des calculs de Foissac! On sait que dans certaines régions de la Chine la densité de la population est très grande. Dans le Kiang-Son, dont la superficie est égale à celle du Portugal, la densité est de 210 habitants par kilomètre carré et la terre y atteint un degré étonnant de productivité. Cependant la misère y est très grande. Voir E. Simon, *La cité chinoise*.

mais encore en passant à un système de culture perfectionné.

Il est impossible d'affirmer qu'actuellement la culture intensive a atteint dans un milieu donné son maximum de développement, parce qu'il est impossible de prévoir l'augmentation de la production des substances alimentaires grâce aux progrès de la science. Mais il est certain que si la sur-population *absolue* était possible, elle pourrait être nationale, mais non pas mondiale. En effet, la Russie, le Canada, les Etats-Unis, l'Amérique centrale et méridionale, l'Asie orientale, l'Australie et une grande partie de l'Afrique sont encore presque déserts. Le bassin supérieur du Nil pourrait nourrir cinquante millions d'hommes; le bassin du Zambèse, deux cents, de même celui de l'Orénoque; celui du Gapour, cent; deux cents les îles de la Sonde, quatre-vingt-dix le Turkestan; cent la république Argentine (1). Si tous les hommes pouvaient se déplacer, émigrer dès que leur situation est mauvaise sur un point et s'ils pouvaient immédiatement mettre en culture les terres nouvelles, on pourrait affirmer que pour plusieurs siècles encore il n'y aurait pas lieu de parler de sur-population *absolue*. Mais il faut reconnaître honnêtement et franchement avec Henri George que ce n'est pas que la terre manque aux hommes, même là où il y a sur-population, mais c'est que la terre a été appropriée par quelques-uns aux

(1) Elisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle*, tome X, page 154 : t. XIII, page 635; t. XVIII, page 125 et 641, t. XIX, page 756. — Pearson, *National life and Character*, cité par Novicow, *Les Gaspillages*, etc., page 49.

dépens du grand nombre. Et ces quelques-uns ont souvent remplacé les hommes par les moutons et, comme sur certains points en Ecosse, les moutons par des parcs pour la chasse ; après les cruelles évictions des pauvres *Krofters* on les a remplacés par des lapins et des perdrix (1). La crise agricole, plus violente en Angleterre que partout ailleurs, achève l'œuvre commencée par l'intérêt personnel, et force à abandonner la culture des terres, dont la propriété est en général d'origine criminelle. C'est la Némésis inexorable de l'histoire !

S'il n'y a pas de sur-population naturelle et absolue, il y a certainement une sur-population artificielle et relative.

La sur-population artificielle est le fait des *producteurs* et on ne peut pas y remédier en diminuant les mariages et la fécondité, mais en changeant les conditions sociales qui le déterminent. Une sur-population de *consommateurs* est naturelle ; on peut y remédier en en diminuant le nombre et en augmentant les moyens de subsistance. La sur-population artificielle et relative est déterminée par les institutions politiques et sociales (2). Les famines de la Russie ne résultent pas de

(1) Henri George, *Problemi sociali*, trad. it. de Masé-Dari, 1895, chap. III. Dans ma *Politica coloniale* je me suis occupé de ces contradictions entre sur-population et sur-production et des *moutons* qui mangent les *hommes*.

(2) Loria, *La proprietà fondiaria e la questione sociale*, page 28 et suiv. Les deux ouvrages de H. George, *Progrès et pauvreté*, *Problèmes sociaux* fournissent une longue démonstration de cette affirmation. C'est à Marx que revient le mérite

la faible production de la terre, et moins encore les famines qui ont désolé l'Inde à plusieurs reprises et fait des millions et des millions de victimes ; d'après M. Hyndmann, c'est l'avidité anglaise qui en serait responsable. M. Martello n'exagère pas, lorsqu'il affirme que jusqu'ici tous les fléaux qui constituent le frein positif malthusien, — guerres, disettes, crimes, épidémies — ne doivent pas être attribués à l'absence des freins préventifs, mais aux institutions, à la méchanceté des hommes. Malthus lui-même le reconnaissait, lorsqu'il constatait que la loi de mortalité varie d'un pays à l'autre, d'une province à une autre par suite de contingences que l'homme peut modifier. Nous verrons mieux quels sont les termes du problème actuel, lorsque nous nous serons rendu compte des préoccupations de certains politiciens et de quelques économistes, qui ne repoussent pas la théorie malthusienne en ce qui concerne la surproduction : préoccupations qui ont donné une allure scientifique au protectionisme et à la politique coloniale.

D'après beaucoup d'économistes et d'après les grands producteurs agricoles et industriels, il existe aujourd'hui une surproduction, c'est-à-dire qu'on produit dans

d'avoir mis en évidence la surpopulation relative, produit du système capitaliste, l'excès systématique de population qui constitue l'armée de réserve industrielle. M. Nitti lui reproche de n'avoir pas reconnu la tendance spontanée, la possibilité de l'excès automatique, *Op. cit.*, page 64. Dans l'ouvrage récent de M. Loria, *La costituzione economica odierna*, on trouve d'excellentes considérations sur la fonction de la surpopulation relative.

l'agriculture et dans l'industrie plus qu'on ne consomme. S'il y a surproduction, certainement il n'y a pas sur-population. Les deux faits sont contradictoires, puisque le second résulte de l'impossibilité de nourrir un nombre donné d'habitants sur un espace donné. Si l'on parle avec insistance de la coexistence de l'un et de l'autre, c'est qu'en réalité beaucoup d'hommes consomment moins qu'ils ne le devraient normalement ; il y a une sous-consommation, comme l'a dit excellemment Wiede, qui engendre la sur-population artificielle, produite par l'organisation actuelle et par nos lois sociales mauvaises, qui font obstacle à une distribution équitable des produits.

Naturellement lorsqu'on parle de sur-population on ne devrait pas parler de la nécessité, de la fatalité de la lutte pour l'existence, du moins sous sa forme primitive et barbare. Les faits justifient donc toutes les imprécations des socialistes contre les lois sociales actuelles, contre l'injuste distribution des produits, qui détermine des crises et des grèves involontaires afin d'arrêter l'augmentation des produits, qui restent invendus dans les magasins, alors que les ouvriers qui les ont produits n'ont pas de quoi vivre. On s'élève contre l'importation de la viande et des céréales américaines et les propriétaires veulent être protégés, alors que les paysans n'ont pas de quoi se nourrir ! C'est là un fait certain et qui est manifeste quand on regarde l'Allemagne qui, sans être un pays des plus fertiles, produit ou peut produire sept hectolitres de froment par habitant, de quoi nourrir le triple de la population actuelle. Donc, la misère

qui pousse à l'immigration et la sur-population sont simplement artificielles et résultent des lois et de l'organisation sociale. Les socialistes ont donc raison de vouloir la transformer et les économistes ont tort de proclamer, *sic rebus stantibus*, la fatalité de la lutte. Elle est fatale, étant donnée l'organisation sociale actuelle, et elle nous explique la forme de lutte internationale que décèle le protectionisme douanier, et qui ne pourra être éliminé que lorsque, d'un côté, à l'intérieur, on règlera mieux la distribution des produits, et de l'autre, à l'extérieur, on règlera les rapports entre les Etats sur la base de cette solidarité et de cette réciprocité si vaillamment préconisées par M. Novicow (*L'avenir de la race blanche*). La contradiction manifeste qui existe entre la surproduction et la sous-consommation et qui montre que la misère actuelle n'est pas un produit naturel et fatal, mais le fait des institutions, ressort nettement de la question que se posait le directeur de la statistique officielle prussienne : « A quoi sert, disait M. Engel, que dans les montagnes saxonnes on fasse des bas pour les nègres de l'Amérique du Nord, alors que la population indigène et tous les ouvriers mêmes qui font les bas en sont privés (1) ? »

Ainsi un économiste honnête et indépendant reconnaissait qu'il y a aujourd'hui surproduction, non pas relativement aux besoins humains, mais relativement à la capacité d'achat des membres qui composent notre société (*Ch. Gide*) (2).

(1) *Revue d'économie politique*, janvier 1888, page 103.
(2) Cusumano, *Scuole economiche di Germania*, pages 160 et

Ces aveux des économistes, qui ont une grande valeur parce qu'ils sont fondés sur des observations de faits incontestables, sont la meilleure justification de ceux qui préconisent une meilleure distribution des richesses.

Les économistes qui se prétendent les porte-parole de la science et de la vérité et qui n'ont que mépris pour le socialisme, auquel ils reprochent les divergences de leurs différentes écoles, n'ont pas pu jusqu'ici se mettre d'accord sur une question aussi vitale que la loi de population, pas plus qu'ils ne le sont d'ailleurs sur la question des *lois naturelles*, dont nous parlerons dans notre dernier chapitre.

Ils ne remarquent pas que, puisqu'ils soutiennent que l'humanité est fatalement soumise aux lois naturelles (que certains exploiteurs ont imaginées pour leur plus grand profit), on ne comprend pas comment certains économistes peuvent regretter que la population n'augmente pas notamment en France avec la rapidité voulue (1) et, inversement, comment d'autres veulent di-

161. Cette sous-consommation a été soutenue par M. Loria dans plusieurs de ses travaux, récemment dans un article sur *la vecchia e la nuova teoria della popolazione* (*Rivista italiana di sociologia*, juillet, 1897). Cf. *Le problème de l'amour*, de Désiré Descamps, dans la *Revue socialiste*, juillet 1897.

(1) Parmi les économistes orthodoxes on discute depuis longtemps sur la théorie de la population. Les préoccupations politiques des chauvins en France ont donné récemment à cette question une grande importance. Pour se rendre compte de l'accord qui existe sur cette question on doit lire, en dehors des articles publiés dans le *Journal des économistes* et dans d'autres revues importantes, non socialistes, deux excellents articles publiés dans la *Revue politique et parlementaire*, qui

minuer l'augmentation de la population afin d'arrêter les progrès du paupérisme et résoudre la question sociale conformément aux vues du malthusianisme le plus étroit.

Comment l'Etat et plus encore la volonté humaine peuvent-ils agir sur la lenteur ou sur la rapidité du développement de la population si l'organisme social est soumis à des lois indéfectibles, semblables à celles qui règlent les mouvements des astres, les combinaisons chimiques, etc.? Pourquoi tous ces conseils, qui doivent venir se briser contre une force supérieure, si l'accroissement, lent ou rapide, de la population est l'effet de causes que les hommes ne peuvent ni supprimer ni modifier? Et, d'un autre côté, si la lutte pour l'existence résulte fatalement de l'insuffisance des moyens d'existence, pourquoi désirer l'accroissement du nombre des concurrents? N'est-ce pas peut-être dans la pensée mauvaise de rendre la lutte plus violente et d'augmenter les instruments qu'exploite le capitalisme?

Lorsqu'on a démontré la non-existence d'une sur-popu-

représentent admirablement l'opinion des classes dirigeantes en France et l'école libérale et doctrinaire en économie et en politique. Dans l'un M. Jacques Bertillon jette un cri d'alarme sur la dépopulation de la France et indique un certain nombre de mesures pour en arrêter le développement (10 juin 1897); dans l'autre M. E. Levasseur ne croit pas qu'il y ait là un péril et estime sans portée les mesures proposées (10 octobre 1897). Ces écrivains sont tous deux célèbres et compétents. Le problème de la population remplit en France pour ainsi dire toute la science et toute la littérature bourgeoise et presque tous les socialistes, délibérément anti-malthusiens, y ont fait écho, à tort selon nous.

lation naturelle et absolue, la loi pour l'existence perd toute raison fatale. Il n'y a plus qu'une surpopulation relative et artificielle, résultat de l'ignorance, de l'impossibilité actuelle de rendre habitable et de mettre en valeur toute la terre, et surtout de la mauvaise organisation politico sociale. Elle disparaîtrait si ces causes étaient éliminées. Le problème de la population ne perdrait rien de son importance, parce qu'il est certain qu'il pourrait y avoir sur-population relative sur beaucoup de points et notamment dans les pays vieux (1); et le mérite de Malthus qui, plus que tous les autres, a appelé l'attention sur ce point, ne serait en rien diminué.

En fait, le socialisme scientifique reconnaît que la transformation ne peut être le résultat d'un *fiat*, mais qu'elle peut et qu'elle doit être l'œuvre lente de l'évolution. Jusque-là, jusqu'à ce que l'ignorance ait disparu, que toute la terre donne tout ce qu'elle peut donner, n'aurons-nous aucun souci des conséquences désastreuses de disproportion entre les moyens de subsistance et les hommes ? Il est impossible de l'admettre, surtout quand on songe à l'avenir. Pour écarter ou pour atténuer toujours davantage la cause directe de la lutte, pour maintenir et pour élever toujours davantage l'étalon du bien-être possible (le *standard of life*), on ne doit jamais perdre de vue la question de la population et l'examiner sous tous ses aspects. Ce devoir incombe

(1) Rumelin, *Problèmes d'économie politique et de statistique. De la surpopulation*, Paris.

plus particulièrement aux socialistes, parce que la sur-population, si elle n'existe pas actuellement, sera un péril imminent lorsque les réformes et les améliorations désirées seront devenues une réalité et l'on peut facilement concevoir quel serait l'accroissement du nombre des hommes sur la terre, si l'on avait supprimé les freins positifs et répressifs de Malthus — misère, vices, guerres, etc. — et si l'on avait amélioré les conditions hygiéniques générales (1). L'augmentation de la population, dans ce cas, résulterait de deux causes différentes. L'augmentation du bien-être matériel amènerait l'*augmentation des naissances* et l'amélioration des conditions hygiéniques et le développement plus grand de l'intelligence provoqueraient une *diminution dans la mortalité*.

Si on laissait l'homme obéir exclusivement à ses instincts, la sur-population absolue serait bientôt une réalité, et alors la lutte sauvage pour l'existence s'imposerait, parce que là où il n'y aurait pas place pour deux, cette place devrait être disputée sans merci si quatre hommes voulaient l'occuper.

(1) En Italie on a pu, dans le journal le plus autorisé de Rome, soutenir que la guerre est utile parce qu'elle met un frein à l'augmentation de la population. M. Le Bon se complaît dans cette constatation que la domination anglaise ayant supprimé les guerres dans l'Inde, la population a augmenté rapidement et que les terribles disettes qui ont détruit des millions de vies humaines sont devenues fatales. Il met en garde les socialistes contre les conséquences qui résulteront de la suppression de la guerre (*Psychologie du socialisme*, pages 316, 317). Mais ne peut-on pas obvier à la guerre et à la disette par le malthusianisme ?

Darwin calculait déjà de son temps que si la population des Etats-Unis continuait à doubler tous les vingt cinq ans — Euler croyait le redoublement possible en douze ans, — au bout de six cents ans la population serait telle qu'elle occuperait le globe terrestre tout entier à raison de quatre hommes par mètre carré. Ce calcul se rapporte à une période un peu lointaine, mais en voici une autre plus moderne. M. Kümmer, ancien directeur de la statistique fédérale suisse, prenant pour base de ses calculs l'augmentation de la population dans les années 1870-1880 en Europe, en excluant la Russie et la Turquie, estime qu'il y aura en l'an 2000 658 021 265 habitants. M. Pareto, qui n'est pas grand admirateur de Malthus, estime qu'en Angleterre, en Norvège et en Allemagne, le taux d'accroissement annuel de la population, de 1861 à 1880, est de 12,3 à 13,3 par 1 000 habitants et conclut qu'il suffirait qu'il se maintînt encore pendant 1200 ans pour que la population atteignît des chiffres fabuleux : un habitant par mètre carré (1).

Cette perspective ne peut que nous épouvanter ; elle suffirait pour imposer l'étude du problème de la population même aux optimistes les plus enragés, qui croient à une augmentation indéfinie des subsistances, parce que, même si celles-ci étaient suffisantes, on n'aurait pas la place de

(1) Pareto, *Cours*, etc., vol. I, page 100. M. Edmond Théry a calculé qu'en vingt-deux ans — de 1875 à 1897 — la population de l'Europe avait augmenté de plus de 76 millions, soit de 25 %. Dans cette même période l'augmentation a été de 42 % pour les Etats-Unis (de 50 à 71 millions). Cf. sur les différents taux d'accroissement dans les dix dernières années, G. Sundbärg, *Statistisk Tidskrif*, Stockhom, 1897. Tableau I, p. 151.

se mouvoir ; et le mouvement c'est la vie. C'est pour cela que le problème s'impose également et peut-être davantage aux socialistes. Il s'impose à eux, mais il n'est pas exact de dire que dans une organisation socialiste il n'y aurait ni contrôle, ni esprit de prévoyance ; l'une et l'autre existeraient grâce à cette sage concurrence dont j'ai parlé antérieurement et que n'excluent pas les socialistes (*Renard*, *Merlino*).

Dans un régime absolument communiste, dans lequel il n'y aurait plus aucun rapport entre le travail, la distribution des produits et la consommation, il n'y aurait plus de stimulant individuel pour mettre un frein à l'augmentation de la population et il faudrait supposer, afin d'éviter les effets désastreux d'une rapide surpopulation, que cet instinct serait remplacé par l'altruisme et une intelligence plus développée, qui mettrait un frein aux instincts sexuels au nom du bien-être de la collectivité (1).

Contre Malthus et contre sa théorie de la population les critiques et les objections viennent de tous les côtés, de la part des historiens, des économistes, des socialistes et surtout des moralistes officiels. Les *faits* se sont accumulés contre lui pour démontrer la fausseté de ses doc-

(1) Depuis que M. Kautsky a renoncé aux idées qu'il avait exposées dans *Die Einfluss*, etc., je crois avoir été le seul parmi les socialistes qui se soit préoccupé du problème de la population à un point de vue malthusien. Il semble que M. Merlino est maintenant de mon avis (*Formes et essence du socialisme*, page 116 et suiv.), mais il n'a pas cru devoir indiquer que j'avais exposé ces mêmes idées quatorze ans avant lui.

trines et l'inanité de ses craintes, et pour expliquer les *faits* sont nées les hypothèses.

Contre la théorie malthusienne de la population on dit : 1° qu'elle n'est pas vraie, parce que la progression géométrique n'a jamais été constatée, parce que la loi de la population a varié à travers le temps ; 2° on a si peu à redouter la surpopulation qu'à différentes reprises les gouvernements ont dû promulguer des lois pour empêcher la dépopulation et favoriser l'augmentation de la population ; 3° c'est la richesse qui augmente en proportion géométrique et non pas les hommes ; 4° la diminution de la population ne produit pas le bien-être de la majorité des hommes ; 5° au contraire, l'augmentation du bien-être produit la diminution de la population ; 6° la prévoyance malthusienne est immorale et inhumaine ; 7° le sacrifice et l'immoralité de la prévoyance ne sont pas nécessaires, parce que naturellement, par l'effet d'une loi biologique, l'accroissement du bien-être diminue la natalité.

Chacune de ces objections mérite d'être examinée avec soin.

I. — On ne peut pas prétendre que la loi de la population de Malthus n'existe pas, par ce seul fait qu'elle ne s'est pas manifestée dans le passé et que le taux d'accroissement a varié d'une période à une autre.

Ce fait démontre que parfois l'action des freins positifs et répressifs a été prépondérante : les guerres, les disettes, les délits, les mauvaises conditions hygiéniques, qui ont entraîné une mortalité très élevée, ont abouti à ce résultat. Il en sera tout autrement lorsque ces freins ré-

pressifs n'existeront plus. La disparition des guerres et des disettes, la diminution de la mortalité, par suite de l'amélioration des conditions hygiéniques, — alimentation, habitation, salubrité des fabriques et de tous les genres de travaux — constituent le but le plus élevé que se proposent d'atteindre les philanthropes et tous ceux qui veulent le développement de la civilisation.

On ne trouve ni aux Etats-Unis, ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni en Russie, ni dans aucun des Etats dont la population augmente rapidement, les conditions politiques, sociales, hygiéniques et morales qui sont désirables et désirées ; quel sera le taux de l'augmentation le jour où ils les auront obtenues?

On peut faire preuve de verve et d'esprit, — et M. Martello n'en manque pas, — en rappelant que la famille des Montmorency, qui remonte au moins à l'époque de Hugues Capet, devait être représentée en 1600 par 16 777 219 personnes, c'est-à-dire plus que tous les habitants de la France elle-même — et en 1800 par plus de deux milliards de membres. « Ce calcul qui semble une facétie, ajoute Sismondi, représente évidemment d'une part la multiplication possible d'une seule famille, si l'on ne tient compte que des facultés *virtuelles* de l'espèce humaine; d'autre part, l'*obstacle*, que la *volonté de l'homme oppose toujours à cette multiplication, obstacle tout à fait indépendant de la quantité des subsistances*, parce qu'il arrête avant toutes les autres classes de la société les classes les plus élevées, ceux qui sont le plus à l'abri de la misère (1) ».

(1) T. Martello, *L'economia politica antimaltusiana*, p. 165.

C'est dans l'explication du phénomène Montmorency qu'est toute la justification de la théorie malthusienne. Pourquoi les facultés *virtuelles* de cette famille ne se sont-elles pas manifestées ? Grâce à l'intervention de la *volonté de l'homme*. Malthus a-t-il affirmé que les deux progressions devaient toujours nécessairement coexister ? N'a-t-il pas indiqué les moyens de les modifier, en écartant les dangers de leur coexistence ? Mais que recommande encore Malthus pour éviter les maux qui résulteraient de la manifestation de cette faculté ? Le frein moral, qui représente la quintessence de l'intervention de la volonté humaine. Le cas Montmorency signifierait simplement que, tandis que le frein positif agissait sur les masses, le frein préventif exerçait son influence sur l'*élite* de la société. — Tout comme de nos jours, il signifierait encore que les faits ont précédé les théories... et il en a toujours été ainsi.

La constatation de la variabilité du taux d'accroissement de la population dans les différentes périodes historiques semble fournir une objection assez forte contre la théorie malthusienne. M. Levasseur, dont l'ouvrage sur la populatiou française est un des meilleurs traités de démographie, induit la variabilité de ce fait très simple : La population de l'Europe a plus que doublé dans ce siècle ; si nous appliquons ce taux d'accroissement aux époques passées, on arriverait à ce résultat absurde que l'Europe n'aurait eu en 1300 que six millions d'habitants. Ces recherches sur les époques

Je répondrai un peu plus loin à la seconde partie de cette objection.

passées, conclut-il, sont donc de pure curiosité scientifique et l'attention des calculateurs ne doit porter que sur l'avenir (1).

M. Nitti fonde toute sa théorie sur cette variabilité du taux d'accroissement, variabilité qu'il met en rapport avec la vie économique, domestique, morale, religieuse, esthétique, intellectuelle, juridique et politique d'une société donnée, avec la succession des grands courants d'optimisme et de pessimisme, et il explique aussi la naissance de la théorie malthusienne précisément par les mauvaises conditions psychologiques — conséquences des conditions politiques et économiques, etc., — de l'Angleterre à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci.

Rien de plus juste que l'explication de ces changements de la loi de population par les transformations parallèles des conditions psychologiques d'une société donnée. Ce parallélisme cependant, au lieu de rendre inutile l'action de la volonté afin d'arrêter les effets des facultés virtuelles des hommes, montre au contraire que cette action a toujours existé. Ce que l'on a fait d'abord d'une façon inconsciente deviendra à l'avenir — lorsqu'on aura formulé la théorie et la loi de la popu-

(1) La *dépopulation de la France*, dans la *Revue politique et parlementaire*. M. Seebohm évalue à deux millions la population anglaise en 1086. Si elle avait augmenté selon la progression observée de 1861 à 1880, elle aurait été en 1886 de plus de 84 milliards ! S'il n'en a pas été ainsi, dit M. Pareto, c'est donc qu'il y a des obstacles qui l'ont maintenue au-dessous des limites où l'aurait poussée la force génésique (*Cours*, etc., vol. I, page 89).



lation qui se manifesterait si aucun frein n'intervenait — toujours plus un acte conscient.

M. Levasseur reconnaît lui même l'utilité de cette action modératrice de la volonté humaine puisqu'il se moque des craintes du général Brialmont sur le rapide accroissement de l'humanité, en remarquant « que les hommes continueront comme ils l'ont fait jusqu'ici à *proportionner* leur nombre à leurs moyens d'existence et qu'ils auront l'art de produire beaucoup plus abondamment la richesse comme ils l'ont fait à notre époque ou qu'ils *modèreront leur multiplication* » (*Loc. cit.*, page 16). Or, qu'est donc la théorie malthusienne si ce n'est la proportion voulue et consciente entre les hommes et les moyens d'existence ? Il n'est pas nécessaire après cela de rappeler que toujours et partout les hommes ont su réaliser cette proportion.

Ce que disent certains économistes pour démontrer que l'utopie socialiste de l'égalité de la distribution des richesses n'est pas réalisable, parce que la part de chacun serait trop faible, suffit à montrer que la prudence n'aurait pas été inutile.

Ces calculs sur la distribution de la richesse ont été faits par MM. Leroy-Beaulieu, Pareto et cent autres — notamment les épigones vulgaires que les adversaires croient pouvoir réduire par une démonstration *ad absurdum* — et ils ont été répétés récemment par M. Flora à propos de l'Italie, qui prouve admirablement que les hommes se sont multipliés beaucoup plus rapidement que les moyens d'existence. En Italie, dit-il, « si l'on distribue la fortune totale de la nation, évaluée à

54 milliards, on aurait, en comptant quatre personnes par famille, sept mille trente-deux francs, dont plus de la moitié en terre et qui, capitalisés au taux de 5 %, donneraient par famille trois cent cinquante francs par an, *simplement de quoi mourir de faim* (1) ». N'est-il pas évident qu'en Italie les hommes sont actuellement plus nombreux que les moyens d'existence ? N'est-il pas évident, étant donnée la grande inégalité dans la distribution des richesses, que personne ne nie et que l'on justifie en insistant sur le faible montant de la richesse elle-même, que beaucoup d'hommes, des millions d'hommes, doivent mourir de faim ! et il le prouve : les souffrances sont plus grandes là où les hommes se multiplient avec une inconscience animale.

Cette intervention modératrice, qui crée l'équilibre entre l'homme et les moyens de subsistance, est surtout nécessaire dans les périodes pendant lesquelles domine un courant optimiste. Le socialisme qui, au fond, est essentiellement optimiste, par son extension même rend toujours plus nécessaire la connaissance des dangers d'une surpopulation et M. Dumont a parfaitement raison d'affirmer que le socialisme rendrait les hommes extrêmement féconds (2). Le rapide accroissement de la

(1) *La finanza e la questione sociale*, Turin, 1897, page 93, note 1.

(2) *Dépopulation et civilisation*, Paris, 1890, page 127. Un socialiste qui a fait une critique très vive, mais superficielle, de la théorie malthusienne, reconnaît que « partout où elle existe, la propriété collective est extrêmement favorable à la population, quand elle coexiste avec un certain degré de civilisation. Partout où on la rencontre, en Serbie, en Russie, à Java, etc.,

population à Java, sous le régime de la propriété collective, montre que l'affirmation est bien fondée, et que Tchernicewsky, en niant la possibilité du doublement de la population en vingt-cinq ans, n'avait pas une idée exacte de la potentialité créatrice de l'homme. L'augmentation de la population est d'ailleurs en train de faire disparaître ce collectivisme agraire primitif, que les socialistes regardent d'un œil sympathique (1).

Cette vérité est si évidente que ceux qui se déclarent les adversaires de Malthus — MM. Martello, Levasseur, Pareto, Nitti (2), Ribot, Walras, — finissent toujours par

la natalité est exubérante ; elle atteint 4,36 % en Serbie, 4,96 % en Russie (moyenne des années 1887, 1891). Java offre un exemple de fécondité unique au monde. Depuis un siècle la population a doublé tous les *dix-huit ans* ; elle était de 2 029 500 en 1780, et de 24 643 000 en 1890 ! (Désiré Descamps, *Le problème de l'amour*, dans la *Revue socialiste*, juillet 1897, page 31). Il n'est pas exact que le doublement se soit produit tous les dix-huit ans, mais la rapidité a été très grande. Dans la seconde moitié de ce siècle la population a augmenté de 82 % en Podolie, de 104 en Volinie et de 118 dans la province de Kiew (M. Kovalewsky, *Le régime économique de la Russie*, Paris, Giard et Brière, 1898, page 9).

(1) M. Tchernicewsky, *Osservazioni critiche su talune dottrine economiche di G. Stuart Mill*. La décadence du *mir* russe et sa disparition prochaine par suite de l'augmentation de la population ont été affirmées par Katchorouski et plus récemment par M. Kovalewsky (*Le régime économique*, etc., page 136, 137, 159).

(2) Je dois à la vérité reconnaître que M. Nitti, tout en ayant consacré un livre à combattre la théorie malthusienne, appelle Malthus un génie dont la théorie sera considérée dans l'avenir, lorsque les idées et les découvertes nouvelles l'auront dépassée « comme un monument admirable de pénétration, un essai puissant de philosophie de la richesse » (page 267),

déclarer qu'il est dangereux de laisser toute liberté aux facultés virtuelles génératrices de l'homme et recommandent de mettre un frein à la progression géométrique de l'accroissement de la population, quand on ne peut pas faire augmenter la richesse dans une progression géométrique (*Walras*) Quoiqu'il en soit, ils conseillent, ils désirent l'équilibre; tous, en un certain sens, imitent ceux qui prêchent l'anti-malthusianisme et qui pratiquent eux mêmes le malthusianisme le plus outré, dont ils se moquent chez les autres.

On a d'autant plus le devoir de proclamer et de faire connaître ces vérités que les remèdes que l'on pourrait apporter à certains de ces périls ne peuvent pas l'être par décret ou par autorité gouvernementale : le gendarme, comme l'a malicieusement remarqué M. Bovio, ne peut pas surveiller le lit nuptial.

II. — Malthus et les malthusiens qui s'épouvantent de la progression géométrique ne tiennent pas compte de l'histoire. Celle-ci nous apprend que la puissance des

M. Nitti termine son livre en souhaitant l'avènement d'une société dans laquelle la richesse sera équitablement distribuée et les causes de l'inégalité éliminées grâce à une forme élevée de coopération ; la natalité tendra alors à se *mettre en équilibre* avec les subsistances et les variations rthymiques, démographiques n'auront plus rien d'effrayant pour l'humanité (*Op. cit.*, page 267). Quant aux moyens d'arriver à l'équilibre, il dit : « Il n'y a pas de doute que nous tendons à sortir définitivement de la NATALITÉ INCONSCIENTE ; nous passons petit à petit de la PROLIFICATION ANIMALE ET INSTINCTIVE à un DÉVELOPPEMENT RATIONNEL ET MÉTHODIQUE » (page 248). M. Nitti, qui combat la théorie malthusienne, qualifie d'utopistes MM. Schippel, Hertzka et Bebel et d'*absurde* et d'*injustifiable* leur optimisme anti-malthusien (p. 69).

Etats et des nations augmente avec l'augmentation de la population (*Gumplovicz*), que l'organisme social lui-même éprouve une jouissance spéciale quand il constate son propre accroissement (*Novicow*) (1) ; que la civilisation n'est pas possible sans une *certaine* densité de la population. Cela est si vrai que les hommes politiques ont toujours pris des mesures plus ou moins efficaces pour empêcher l'expatriation, et ils sont même arrivés, indirectement, à imposer la procréation et ils l'ont favorisée afin d'empêcher la dépopulation.

Les hommes politiques qui ne se préoccupent pas du bien-être des individus, peuvent songer avant tout à l'agrandissement de l'Etat. Il n'en est pas moins vrai cependant que la condition d'un citoyen de la petite république d'Athènes était préférable à celle d'un sujet de l'empire des Perses, et que même aujourd'hui un fils de la petite, toute petite république helvétique, peut exciter l'envie d'un membre de l'immense empire des tzars.

« L'histoire offre quelques exemples de regrès chez des populations *denses* et de regrès chez des populations *clairsemées ;* de progrès chez des populations *clairsemées* et de progrès chez des populations *denses.* » C'est ce qu'admet contre Henri George un des adversaires les plus déclarés de Malthus — M. Tullio Martello (2) — et

(1) M. Novicow n'hésite pas cependant à déplorer vivement la fièvre d'expansion qui a envahi les états modernes et qu'il a appelée fort justement la *kilométrite.*

(2) *L'economia politica antimalthusiana*, etc., page 132. H. George a affirmé d'une façon absolue que « les pays les plus peuplés sont toujours les plus riches » (*Progrès*, etc., p. 137). Le pays dans son ensemble peut être riche, mais les habitants ?

il n'y a pas lieu d'insister ici sur cette vérité qui montre simplement la très grande relativité des choses humaines.

Cette relativité, dont on méconnait souvent la très grande importance, fait que nous croyons que la république argentine et la république brésilienne, qui ont d'immenses espaces devant elles, ont de sérieux motifs pour encourager directement et indirectement l'immigration des étrangers ; tandis qu'inversement, bien que la population soit peu dense, les Etats-Unis mettent des obstacles non seulement à l'immigration des Chinois, mais encore à celle des Italiens, des Polonais, des Juifs, et ils justifient ces mesures non-seulement en invoquant les mauvaises qualités de ces derniers, mais principalement parce qu'ils redoutent la concurrence qui serait faite au travail.

Que les hommes politiques aient édicté des lois pour empêcher la dépopulation et augmenter la natalité, que Rome ait constaté l'inefficacité de la loi Papia Poppæa et qu'aujourd'hui la France discute avec tant d'intérêt la question de la diminution de sa natalité, cela peut dépendre de cette relativité dont nous venons de parler. On peut admettre que la prévoyance malthusienne est allée au-delà du but (1) ; mais cela peut signifier aussi

(1) En France les décès ont dépassé les naissances en 1890-91-92. Le département de l'Eure est le premier où l'on ait constaté ce phénomène dans la période 1831-1840. En 1893 l'Yonne, le Lot, le Lot-et Garonne, le Tarn-et-Garonne et le Gers eurent une natalité de 14 à 16 pour mille. Ce qui est redoutable pour la France, c'est que la mortalité n'est pas descendue comme en Angleterre à 18 pour mille et qu'elle se maintient à un taux

que les préoccupations nationalistes et chauvinistes — que nous voudrions voir disparaître dans l'intérêt de tous — l'emportent sur toutes les autres considérations. En France, en effet, dans toutes les discussions sur le problème de la population, on entend ce refrain : la population de l'Allemagne croît plus rapidement que la nôtre ; elle peut mettre sur pied un plus grand nombre de soldats ! Le problème n'est pas envisagé en lui-même, mais en vue de la guerre prochaine. Ce point de vue est si anti-scientifique que tandis qu'en France on déplore la faible natalité, et que l'on crie : *finis Galliæ*, (1) en

relativement élevé (Dumont, *Natalité et démocratie*, 1898, p. 54). M. Dumont attribue la dépopulation de la France à ce fait qu'elle est une démocratie centralisée, idéaliste et catholique. Il proteste et il s'élève tout comme un socialiste contre l'individualisme excessif et il ne voit de remède que dans la solidarité sociale. Afin de montrer l'inanité des propositions faites par l'école catholique de Le Play, je rappelle que M. Mazel, combattu cependant par M. Demolins, veut encourager la fécondité des fonctionnaires de l'Etat en faisant dépendre leur avancement du nombre de leurs enfants (*La science sociale*, oct. 1898).

(1) G. Rümelin, *Problèmes d'économie politique*, etc. Dans ses *Saggi sulla teoria sociologica della popolazione*, de M. Vanni, on peut lire l'opinion d'un certain nombre d'écrivains allemands éminents, qui voient avec appréhension cette augmentation rapide de la population. M. Le Bon est parmi le petit nombre des écrivains français qui ne désirent pas une augmentation de la population, et cela parce qu'il craint qu'avec le progrès des autres peuples la consommation locale des produits agricoles rendra les importations toujours plus difficiles. M. Fouillée a lui aussi jeté un cri d'alarme à cause de la dépopulation de la France. Son patriotisme lui a fait apercevoir en Italie de bonnes choses dont les Italiens ne se sont pas aperçus. On devrait répéter, en y insistant, les lamentations de Rumelin : M. J. Mantovani nous donne un exem-

Allemagne, un des plus éminents statisticiens déplore les éloges qu'on adresse à la fécondité de la race allemande, qui croît plus rapidement que sa richesse — il déduit cela de certains indices, et il conseille à ses concitoyens d'imiter la prévoyance française. D'autre part, on ne doit pas oublier que même les peuples primitifs se sont beaucoup préoccupés d'une augmentation de la population dépassant la limite des subsistances et qu'on trouve chez eux les premiers essais de *freins préventifs*, sociaux et individuels : limites et obstacles au mariage, avortement, infanticide, etc. (*La Loggia*, *Pareto*) (1).

La préoccupation intelligente de l'équilibre n'aurait jamais pour effet une dépopulation dangereuse.

III. — La théorie malthusienne est fausse, ajoute-t-on, parce que ce ne sont pas les hommes, mais les richesses et les subsistances qui se développent en proportion géométrique.

ple de l'extrême fécondité italienne dans l'histoire qu'il a faite d'un certain nombre de familles de paysans de la province de Trévise : En 1893 ces familles comptaient 368 membres ; en 1895, 439 : soit une augmentation de 20 % en deux années ! (*Riforma sociale*, 15 janvier 1898, page 52). En Allemagne, MM. Wagner et Cohn, parmi les écrivains les plus célèbres, sont malthusiens comme M. Rumelin. Rodbertus et Marlo ont reconnu l'importance du problème de la population.

(1) La Loggia, *Teoria*, etc., pages 40, 41 et *passim* ; Pareto, *Cours*, etc., vol. I, pages 136-144 M. Pareto, après avoir donné des renseignements sur les peuples sauvages et barbares, cite ce passage de Ménandre : « Il n'y a rien de plus malheureux que d'être père, si ce n'est d'être père de plusieurs enfants. » Aristote cite cet autre proverbe : « Rien n'est plus stupide que d'avoir des enfants ». Platon et Aristote proposaient de réglementer la population.

« Ce n'est pas l'augmentation de nourriture qui a produit l'augmentation du nombre des hommes, mais l'augmentation du nombre des hommes qui a amené l'augmentation de nourriture. *Il y a plus d'aliments simplement parce qu'il y a plus d'hommes.* Là est la différence entre l'homme et l'animal. Le geai et l'homme mangent les poulets ; mais plus il y a de geais, moins il y a de poulets, tandis que plus il y a d'hommes, plus on élève de poulets. Le veau marin et l'homme mangent le saumon ; mais quand le veau marin prend un saumon, cela fait un saumon de moins, et là où le nombre des veaux marins dépasse un certain point, le nombre des saumons doit diminuer ; tandis qu'en plaçant le frai du saumon dans des conditions favorables, l'homme peut accroître le nombre des saumons de façon à compenser et au-delà les prises qu'il peut faire ; de sorte que, de quelque quantité que s'accroisse le nombre des hommes, leurs besoins ne dépasseront jamais ce qu'il faut de saumons pour y subvenir » (*H. George*)(1).

Cet exemple confirme ce que dit M. Pareto, qui rappelle que la richesse de l'Angleterre s'est développée plus rapidement que sa population de 1801 à 1891, et qui voit dans ce fait un démenti à la théorie malthusienne (2).

Il n'est pas nécessaire de faire une critique de l'optimisme sans bornes de H. George ; il ne connaît pas de

(1) H. George, *Progrès*, etc., pages 124 et 125. Il insiste sur cette même idée dans ses *Problemi sociali*. Tous les socialistes admettent l'augmentation indéfinie des moyens de subsistance.

(2) *Cours*, etc., vol. I, page 112.

limites, et il croit que le nombre des hommes augmentant indéfiniment, ceux-ci pourront faire augmenter également, avec plus de rapidité même, les aliments ; — même si les facultés *virtuelles* de l'homme se manifestant sans frein préventif ou répressif ne laissaient à chaque homme que l'espace de quelques mètres ?

Le fait cité par M. Pareto n'a pas la valeur qu'il lui attribue. D'abord, il n'est pas général ; on sait que M. Rümelin déplorait qu'en Allemagne la richesse se développât moins rapidement que la population. On retrouve ces mêmes plaintes au sujet de l'Italie. Ce n'est pas M. Pareto qui me démentira.

Le fait observé en Angleterre, qui, de l'avis même du professeur de Lausanne, n'est pas également démonstratif pour toute la période 1801-1891, parce qu'il semble que la richesse n'a augmenté plus rapidement que la population que jusqu'à 1874, peut être vérifié aussi aux Etats-Unis, en Suisse, en France, et cela montre qu'il est le produit de certaines conditions particulières. M. Pareto ne voudra certainement pas soutenir qu'avec le développement de la concurrence allemande et asiatique, avec l'épuisement des mines de houille et de fer, qui ont donné jusqu'ici une espèce de primauté industrielle, sinon de monopole, à l'Angleterre, si le taux d'augmentation de la population reste ce qu'il a été de 1801 à 1891, le développement de la richesse pourra à l'avenir suivre d'un pas égal.

Tout le raisonnement tombe si l'on remarque que le doublement de la population en Angleterre ne s'est pas fait en 25 ans comme le voulaient les facultés *vir-*

tuelles de l'homme, si elles se manifestaient librement selon l'hypothèse malthusienne, mais bien en cinquante-quatre ans. La différence est importante; elle est de plus du double. Il est évident que la richesse se serait développée moins rapidement que la population si celle-ci n'avait trouvé des obstacles, et peu importe pour la vérité de la théorie, qu'ils aient été préventifs ou répressifs.

IV. — L'objection la plus grave à la théorie malthusienne est faite par les socialistes. En France, disent-ils, où la population augmente lentement dans la plupart des départements et décroît dans quelques autres, et où par conséquent on se préoccupe de la loi de population et où l'on suit très généralement les conseils du malthusianisme, on n'a pas constaté les améliorations que l'on en devait attendre. Mais l'exemple de l'Irlande est plus décisif encore. L'émigration y dépasse normalement l'excédent des naissances sur les décès, et elle a amené une telle raréfaction de la population que l'histoire n'en offre pas d'autres exemples semblables. Malgré cela la situation des malheureux Irlandais ne s'est pas améliorée. D'une façon générale d'ailleurs, une émigration même très considérable ne fait jamais hausser d'une façon durable et sensible les salaires de ceux qui restent. La théorie malthusienne est donc fausse, parce que même quand il y a place au banquet de la vie, beaucoup ne peuvent s'y asseoir.

Incontestablement cette objection est grave. Toutefois elle ne frappe pas la théorie en elle-même, mais Malthus qui s'en est servi dans des vues politiques, et ceux qui

ont voulu voir en elle *le remède exclusif* pour la solution du problème social. Tous ces exemples d'ailleurs n'ont pas la même force probante, et il faut distinguer entre eux. L'exemple de la France n'est pas très concluant ; l'étalon de vie y est plus élevé que partout ailleurs en Europe, et on peut s'en convaincre par le faible contingent que la France fournit à l'émigration. C'est en France d'ailleurs qu'on a constaté l'augmentation des salaires la plus forte et la plus continue de 1870 à 1896, même par rapport aux Etats-Unis, à l'Angleterre et à la Belgique, comme cela résulte des recherches du *Département du travail* des Etats-Unis, faites sous la direction de M. Lewelly Smith pour l'Angleterre, de M. Moron pour la France, de M. Morisseaux pour la Belgique (*Bulletin*, 1898, num. 18).

Remarquons d'autre part que les effets de la diminution *locale* du développement de la population sont neutralisés par l'immigration allemande, belge, italienne, espagnole, etc. Cela démontre simplement la solidarité intime qu'il y a entre les conditions de vie de tous les peuples et que les conséquences de certains principes ne peuvent se réaliser que quand les mêmes principes agissent partout.

Moins concluant encore est le fait de l'émigration qui n'arrive pas à hausser les salaires de ceux qui restent dans leur patrie. On oublie que toute soustraction faite par l'émigration est largement compensée par une plus forte natalité et que ceux qui partent sont bien vite remplacés (1). L'argument décisif est celui que fournit

(1) Je me suis longuement occupé de l'effet de l'émigration

l'Irlande. Dans la verte Erynn, au lieu d'une augmentation annuelle de la population comme dans tout le restant du monde civilisé, il y a eu depuis cinquante ans une forte diminution, qui l'a réduite de *huit* millions à *cinq* millions (1). Si la théorie malthusienne pouvait amener une amélioration des conditions économiques des ouvriers, elle l'aurait fait en Irlande ; or, elle ne l'a pas fait.

Elle ne pouvait le faire parce que les conditions politiques et sociales ne le permettaient pas et qu'elles neutralisaient tous les bons effets qui pouvaient résulter de la diminution du nombre des habitants.

C'est cette erreur des malthusiens, qui attendent du seul frein moral le remède aux maux sociaux, qui a provoqué contre la théorie le mouvement d'aversion des masses ouvrières et de tous ceux qui s'intéressent à leur sort, et qui a soulevé contre elle l'objection la plus for-

sur les salaires et, par suite, de la raréfaction de la population comme moyen de résoudre ou d'atténuer le problème social, dans ma *Politica coloniale* (IIe partie, chap. VII). J'ajouterai simplement que, dans certaines parties du midi de l'Italie, une forte émigration a amené une hausse des salaires. A Siculiana (Girgenti), où l'émigration a pris dans ces derniers temps des proportions colossales, la situation n'a pas changé : le territoire appartient presque tout entier à un seul propriétaire, au baron Agnello. De là les tumultes de décembre 1897. Dans plusieurs régions du midi les propriétaires se plaignent de l'émigration.

(1) De 1841 à 1850, de 1851 à 60, de 61 à 70, de 71 à 80 ; de 81 à 90 la diminution a été respectivement de 18,7, 14,7 ; 7 ; 4,4 ; et 9,50 par mille habitants. M. G. von Mayr, *Statistik und Gesellschaftslehre*, Fribourg, 1897, page 42. Le taux énorme de la première décade est dû à la grande disette et au grand *exode*, comme on a appelé l'émigration de cette période.

midable. Mais celle-ci ne porte pas contre la théorie elle-même, mais contre l'application qu'on en a faite. C'est à tort que les socialistes affirment que la productivité de la terre est indéfinie et qu'ils croient qu'on peut laisser le champ libre à la puissance virtuelle d'accroissement de la population ; mais les malthusiens ont également tort de croire qu'il suffit de contenir la population dans certaines limites pour voir les conditions économiques des ouvriers s'améliorer fatalement et spontanément. Il en serait certainement ainsi si la terre était libre, au sens que lui donne M. Loria dans son *Analisi della proprietà capitalista*, c'est-à-dire si le produit appartenait au producteur, si la distribution des richesses se faisait conformément à la justice. Malheureusement il n'en est pas ainsi ; la terre a été accaparée par un petit nombre de propriétaires ; les machines appartiennent au capitaliste ; c'est ce petit nombre qui, dans la distribution des richesses, s'attribue la part du lion. C'est pour cela que la culture des céréales est remplacée par l'élevage des bestiaux et que les *moutons mangent les hommes ;* que les ouvriers sont remplacés par les machines et que la diminution de la journée de travail, qui serait un progrès que les grandes découvertes de la mécanique rendraient possible au plus grand avantage de l'humanité, ne fait qu'augmenter le nombre des sans-travail, parce que l'*homme de fer* remplace l'*homme de chair*, parce qu'une machine conduite par un enfant ou par une femme fait le travail d'un millier d'hommes. Si le frein moral et la prévoyance malthusienne peuvent être utiles à une famille,

ils n'ont aucune utilité pour la collectivité. Le maintien de la population dans de justes limites doit être suivi de réformes sociales. C'est ce dont se sont convaincus les hommes d'Etat anglais, Gladstone en tête, du parti libéral comme du parti radical, qui ont cherché à diminuer les maux de l'Irlande par des lois qui diminuent la puissance du *landlordisme* et de *l'absentéisme;* cette intervention de l'Etat a été acceptée même par certains radicaux intransigeants, comme M. John Morley, qui voulaient demeurer fidèles à l'école manchestérienne.

L'objection socialiste prouve donc uniquement que la théorie malthusienne ne peut plus servir comme expédient politique pour justifier les privilèges économiques et la conservation du régime actuel.

V. — La critique socialiste, qui se moque des préoccupations malthusiennes, trouve un appui dans la critique des philosophes et des économistes qui constatent que la formule malthusienne est parfois renversée: dans certaines classes, disent-ils, les deux progressions sont renversées. Plus grands sont le bien-être et la culture, plus faible est la natalité. Mieux encore: c'est la misère qui engendre les deux progressions et non les deux progressions qui engendrent la misère (*Bovio*).

Cette inversion est exacte. Elle a été en Italie constatée il y a plusieurs années par M. Zorli et par M. Bovio (1); un grand nombre d'auteurs ont ensuite insisté

(1) Dans la première édition de ce livre j'ai cité quelques pages splendides de M. Giovanni Bovio; l'espace me manque pour les reporter ici. On pourra les lire dans sa *Scienza del diritto*, 1re édition, page 224 à 263.

sur ce point, et ils ont cité à l'appui des faits contemporains et des faits appartenant à des époques plus reculées.

M. Achille Loria a cru trouver dans les conditions des ouvriers du moyen âge, et notamment de l'Angleterre, un démenti aux théories malthusiennes: alors c'étaient les ouvriers qui s'imposaient aux propriétaires du capital et ils traitaient avec eux de puissance à puissance, et sans qu'il y eut trace de surpopulation. Dans l'Angleterre contemporaine, ajoute M. Pareto, les faits se sont chargés de donner tort à Malthus puisque celui-ci « voulait que l'on engagât le peuple à supporter avec patience les maux inévitables, et ne voyait d'autres moyens pour améliorer la situation du peuple que de restreindre l'accroissement de la population. Or il est arrivé, au contraire, que précisément une augmentation de cet accroissement a coïncidé avec une augmentation de bien être inouïe du peuple anglais. Les maux dont parle Malthus étaient si peu inévitables qu'ils ont été évités, à peine le peuple anglais a-t-il été assez fort pour contraindre ses classes dirigeantes à ne plus l'exploiter comme autrefois de toutes les manières. » M. Nitti est du même avis et s'appuie sur les mêmes arguments (1).

On a constaté d'une façon plus générale encore que la nuptialité des différents peuples et des différentes classes de la société, varie en raison inverse de la richesse et de la civilisation ; les pauvres et les illettrés

(1) Loria, *La proprietà fondiaria*, etc., page 52 et suiv. ; Pareto, *Cours*, etc., vol. I, page 119; Nitti, *La population*, etc., pages 71, 72 et 218.

ont beaucoup d'enfants, les personnes riches et instruites ont au contraire un petit nombre d'enfants et ce nombre diminue à mesure qu'augmente le bien-être économique et intellectuel (1).

Il est certain que la richesse et l'instruction se développent dans tous les pays, et le premier effet immédiat de cette augmentation a été une diminution générale du nombre des mariages. Sur 27 Etats il n'y en a que deux — la Serbie et la Finlande — dans lesquels on ait constaté une augmentation du nombre des mariages, très faible d'ailleurs. En Serbie, de 11,29 par mille habitants dans la période 1865-69 il est passé à 11,48 en 1876-78 ; en Finlande, de 7,01 en 1865 à 7,12 en 1887-91. Au contraire, les diminutions ont été fortes partout, très fortes en Bavière, de 9,25 en 1865-69 à 6,96 en 1887-1891 ; en Hongrie, de 10,28 à 8,64, — et en Espagne — de 7,57 à 5,63 (2).

Cette diminution générale de la nuptialité nous fait entrevoir une diminution générale des naissances ; c'est ce qui s'est produit rapidement en France, mais on a pu la constater aussi dans la plupart des pays civilisés. Sur 30 Etats, dont M. Mayr donne les chiffres, dans 8 seulement on a constaté dans les périodes 1865-66 et 1887-91 une légère augmentation (Italie, Saxe, Autriche, Hongrie, Danemark, Finlande, Roumanie et

(1) M, Leroy-Beaulieu attribue avec raison la puissance prolifique de la Russie, des pays slaves et de quelques autres à ce fait qu'ils contiennent en forte proportion des populations primitives, peu développées intellectuellement et industriellement et n'ayant que de faibles besoins.

(2) Mayr, *Statistik*, page 383.

Massachussets) ; dans 19 il y a eu diminution, dans quelques-uns, très forte. Dans le Würtemberg, on est passé de 43,1 naissances par mille habitants à 33,9 ; en Angleterre et Pays de Galles, de 35,3 à 31,3 ; en Ecosse, de 35,1 à 31,1, etc. (1). M. Levasseur a donc raison de répondre à M. Bertillon que c'est à tort que celui-ci attribue cette diminution des naissances à la France seule.

Ce qui est plus significatif c'est le fait bien démontré du rapport presque constant qu'il y a entre l'augmentation de l'instruction et la diminution de la natalité. M. Del Vecchio l'a démontré excellemment dans deux études consacrées à la natalité et à l'instruction comparées dans les différentes régions de l'Italie et dans les différents Etats de l'Europe. M. Dumont a constaté qu'en France la natalité est plus forte dans les départements les plus pauvres et les plus réactionnaires (2).

En Italie, Naples et Milan nous présentent deux types

(1) Mayr, *Op. cit.*, page 177. On doit remarquer que dans quelques Etats il y a eu augmentation dans la période intermédiaire 1876-1880. J'ai compté la Roumanie parmi les Etats qui ont eu une augmentation, parce que dans la période totale de 1879 la natalité a été de 36,9 et en 1887-91 de 42,7. Dans les tables de natalité que donne M. Nitti, la diminution serait absolument générale de 1874 à 1890 et même plus forte pour certains Etats comme par exemple l'Angleterre, *Op. cit.*, page 241. Dans une récente communication à la *société de statistique* de Paris, M. Arsène Dumont a montré la rapide diminution de la natalité dans le Massachussets et dans le Connecticut.

(2) Prof. G. S. Del Vecchio, *Gli analfabeti e le nascite in Italia*, Bologne, 1895. *Gli analfabeti e le nascite. Note comparative tra l'Italia ed altre nazioni*, Bologne, 1896. Dumont, *Natalité et démocratie.*

démographiques et sociaux opposés : à Naples, natalité élevée, mortalité élevée, criminalité élevée, analfabétisme élevé ; à Milan c'est la situation contraire. En Europe la natalité la plus élevée est fournie par la Russie (48,5 en 1876-1880) et par la Serbie (41,4 en 1887-1891). Pour avoir des chiffres plus élevés il faut aller jusque dans l'Inde : Bengale 51,8 ; Madras 50,3 ; Bombay 49,3 (1).

La démonstration est tout aussi facile à faire en ce qui concerne l'influence du bien-être. Ce que l'on sait d'une façon générale du développement économique des peuples qui ont vu leur natalité diminuer suffirait à le prouver, mais on a une contre-épreuve dans l'étude de la natalité par classes sociales : les riches ont peu d'enfants et les pauvres justifient partout la dénomination ancienne de prolétaires par leurs familles nombreuses et précocement constituées. On en donne une démonstration statistique en comparant la natalité des quartiers riches et des quartiers pauvres. A Paris, dans le très riche quartier de l'Elysée, elle a été en 1892-1893 de 1,26 °/₀ ; dans le quartier très pauvre des Buttes-Chaumont, de 3,22. A Naples, sous un climat et dans des conditions politiques et sociales très différentes, on peut constater ce même contraste, quoique dans des proportions moindres, parce que les différences sociales sont beaucoup plus faibles : dans le quartier riche Saint-Fernando, la natalité a été en 1881-1892 de 2,59 °/₀, dans le quartier pauvre de Saint-Lorenzo de 4,27 °/₀. Il en est ainsi partout et cela parce que les pauvres représen-

(1) Mayr, *Op. cit.*, page 177 et 178.

tent au point de vue démographique la condition démologique primitive. Ce sont en tout des retardataires (*La Loggia*) (1).

Tout cet ensemble de faits — diminution de la natalité, accompagnée partout de la diminution de la mortalité et quelquefois aussi de celle de la criminalité, — parallèlement à l'augmentation du bien-être et de la civilisation — a amené M. Leroy-Beaulieu à affirmer que la diminution de la natalité devait être considérée comme un indice de l'accroissement de la civilisation (2).

(1) Spattuzzi, *Saggi di demografia e d'igiene*, Naples, 1897, page 96. Au dernier congrès international de statistique de Saint-Pétersbourg, M. Bertillon a présenté une note dans laquelle il compare la haute natalité des quartiers pauvres et très pauvres à la faible natalité des quartiers riches et très riches de Paris, Berlin, Vienne et Londres (*Journal of the royal statistical society*, décembre 1897, page 753). Voici cependant quelques faits tout différents. La natalité des Italiens a augmenté à Chicago avec l'augmentation du bien-être (*Bulletin of the department of labor*, *1897*, n. 13) et elle a augmenté aussi dans les maisons ouvrières hygiéniques de Londres en même temps qu'augmentait sensiblement le bien-être des habitants. Cependant dans les maisons de la *Improved industrial company*, qui donnent le minimum absolue de la mortalité, la natalité y est aussi plus faible que la moyenne de Londres, Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe*, Paris, 1896, page 449.

(2) Dès 1883 j'ai répondu à ceux qui voyaient dans la diminution des naissances de la France un signe de dégénérescence, que c'était un signe de civilisation plus grande (*Francia ! la grande degenerata*, Milan). Les faits constatés depuis m'ont donné raison. M. Le Bon, pour défendre la France, reprend les arguments que j'ai exposés alors (*Psychologie*, etc., p. 311). Que l'augmentation du bien-être soit la cause principale de la diminution de la natalité, c'est ce qu'admettent M. Levasseur et son contradicteur M. Bertillon. M. Nitti est aussi de cet

Cependant les anti-malthusiens ont conclu triomphalement : les hommes ne se laissent pas dominer par les progressions malthusiennes ; ce sont eux qui les dominent, et M. Loria croit enfin donner le coup de grâce à la théorie qu'il attaque, en ajoutant : « Le frein moral est la précaution que le critérium rationnel de l'homme oppose au danger de l'excédent de la population sur les subsistances ; on doit donc la constater dans les classes auxquelles l'augmentation excessive de la population est particulièrement nuisible, on doit donc la trouver dans les classes pauvres et non dans les classes aisées, auxquelles l'excès de population ne cause aucun dommage, surtout s'il s'agit de propriétaires du sol. Or, c'est précisément le contraire que l'on constate ; donc la théorie malthusienne est fausse » (1).

J'avoue franchement que j'ai été étonné de trouver chez M. Achille Loria cette argumentation, qui est complètement démentie par ce qu'il dit en divers passages de son dernier livre et dans d'autres travaux antérieurs. Les ouvriers qui auraient le plus grand avantage à arrêter l'augmentation de la population, sont les plus

avis (*Op. cit.*, page 205 et 218 et *passim*). M. Marcus Rubin, dans un excellent article sur la *Misura del progresso*, remarque qu'on pourrait supposer que le progrès est maximum là où la mortalité diminue en même temps qu'augmente la natalité, et c'est pour cela qu'il donnait comme formule du progrès :

$$\frac{m^2}{n}.$$

Cependant en considérant les deux termes isolément, il attribuait la plus grande importance, comme indice du progrès, à la diminution de la mortalité (*Journal of the Royal Statistical Society*, mars 1897).

(1) *La proprietà*, etc., pages 38 et 41.

prolifiques ! Il est vrai ; et il doit en être ainsi pour la raison qu'il a lui-même donnée : *la condition économique des ouvriers, dit-il, est inconciliable avec toute idée de prévoyance et de frein moral* (1).

La raison eut été plus complètement exposée si à la *condition économique* il avait ajouté la *condition intellectuelle.* Cette adjonction n'est pas arbitraire,parce que M. Loria lui-même voit dans les ouvriers du moyen âge, qui ne subissaient pas les conséquences des progressions malthusiennes, « des artisans dont la *culture intellectuelle* est si supérieure à celle de leurs compagnons d'aujourd'hui, qu'ils rappellent et qu'ils répètent, — peut-être en les déformant un peu — les vers du divin poète (2) ». M. Loria et M. Nitti remarquent encore que le régime des corporations a été un frein puissant contre l'augmentation de la population qui soustrayait les ouvriers du moyen âge aux conséquences des progressions malthusiennes.

(1) *Op. cit.*, page 42. Dans son grand ouvrage la *Costituzione economia odierna,* il affirme dans une note, page 26 : « Partout où il y a consolidation même imparfaite de la propriété et du travail, l'augmentation des naissances et de la population s'adapte *spontanément* à celui des moyens de subsistance ». Cependant cette spontanéité ne doit pas être prise trop à la lettre, puisque l'illustre économiste ajoute un peu plus loin « que la crainte de la disparition de la part individuelle du revenu qui se produit quand celui ci doit être divisé en un nombre considérable de fils improductifs, pousse à limiter la procréation. Cette limitation de la procréation devient particulièrement impérieuse dès que diminue la productivité de la terre et le revenu du producteur », page 27.

(2) *La proprietà*, etc., page 53.

Mais qu'importe tout cela, qu'est-ce que cela signifie que les ouvriers des temps passés, même ceux du moyen âge, se sont trouvés dans des conditions économiques et intellectuelles qui leur permettaient d'apprécier la valeur et l'utilité de la *prévoyance* et de pouvoir exercer le *frein* moral, et qu'il y a eu regrès dans leur condition — regrès récemment décrit pour l'Angleterre par M. Russel Garnier, après l'avoir été par Thorold Rogers (1)?

Ils ont été malthusiens avant Malthus quand ils étaient intelligents et aisés (2) ; ils ont cessé de l'être quand ils sont devenus pauvres et ignorants, et ils sont descendus au niveau des peuples de civilisation inférieure et pour leur prolificité et pour toutes les autres conditions économiques, politiques, intellectuelles et morales. Il se peut que M. Bovio (3) ait raison lorsqu'il affirme que « si le frein préventif est employé chez les peuples civilisés et non chez les sauvages, s'il est protégé par le bien-être, il en *résulte* que la civilisation et

(1) Russel Garnier, *Annals of peasantry* ; Thorold Rogers, *Interprétation économique de l'histoire*. M. Garnier a démontré qu'il y eut une grande raréfaction de la population à la suite de la peste noire, qui amena la hausse des salaires des ouvriers et améliora leur condition. Ce fait est un triomphe pour la théorie malthusienne ; M. Thorold Rogers a fait la même démonstration dans *Travail et salaires en Angleterre*, Paris, Guillaumin, page 198, et 201 à 223.

(2) Montesquieu nous montre dans les *Lettres persanes* que, longtemps avant Malthus, les paysans français pour ne pas rendre leurs fils plus misérables avaient recours au *frein moral*. Cf. Hubert Delisle, cité par Pareto, *Cours*, etc., vol. I, page 94.

(3) *Filosofia del diritto*, pages 260-283.

le bien-être nivellent la population, en créant le sentiment et la nécessité de la conservation d'un certain bien-être, mais ce n'est pas le frein préventif qui engendre le bien-être. A quoi servirait le frein préventif, si la terre et le capital devaient toujours rester aux mains d'un petit nombre ? Il faudrait alors étendre ce frein jusqu'à ce que tous les autres hommes ayant disparus, il ne resterait plus que ces quelques heureux qui transformeraient la terre en une cour d'amour. Malheureusement la béatitude de ces quelques-uns serait troublée par la nécessité de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins et de cette façon la cour d'amour serait moins joyeuse que l'Olympe épicurien... Le frein préventif enfin ne peut être imposé que par l'instruction et l'aisance ». Cela est exact et ainsi on a démontré que la théorie malthusienne n'est pas fausse, parce que l'on ne peut pas dire qu'elle l'est quand tous les faits recueillis, toutes les argumentations et tous les commentaires de ses adversaires n'arrivent qu'à démontrer que si ces désastreuses progressions ne se manifestent pas, on le doit précisément à l'intervention de cette prévention malthusienne, pratiquée avant d'avoir été formulée, et qui a besoin, pour être pratiquée, d'un certain degré de civilisation et de bien-être (1).

(1) On peut lire un essai très brillant de logique anti-malthusienne dans ce passage de M. Enrico Ferri : « Les nombres, les statistiques sur l'augmentation de la richesse et la faible augmentation de la population en France — font naître spontanément dans l'esprit cette observation que la loi de Malthus, d'après laquelle la population augmente dans des proportions

Cela ne fait que confirmer la nécessité des transformations, des réformes civiles et économiques, afin que l'on puisse devenir consciemment malthusiens ; parce que la fécondité des pauvres, comme le dit M. Virchow, dérive des lois sociales et non des lois physiologiques ; elle dérive du défaut absolu de tendances préventives contre l'augmentation de la population.

VI. — Une fois débarrassée des objections des économistes et des socialistes, la doctrine qui fait appel à l'intervention de la raison afin de proportionner la population aux subsistances vient se heurter aux excommunications qu'on lui lance au nom de la morale.

Laissons de côté les moralistes vulgaires qui ne sont le plus souvent que des hypocrites de la pire espèce et négligeons également les critiques que la religion fait au nom du précepte biblique : *Croissez et multipliez*. On ne peut cependant passer sous silence la condamnation que certains écrivains, qui ne sont pourtant pas de mauvais chrétiens, prononcent contre l'esprit de prévoyance dans les relations sexuelles (1).

plus grandes que les moyens de subsistance, n'a pas été constatée dans ces derniers temps en France, peut-être parce qu'on a *largement suivi le conseil de Malthus — moral restreint* — et grâce à la diffusion de l'instruction et du bien-être général qui font qu'on se préoccupe davantage de sa descendance (*Das Verbrechen*, etc., page 29). Donc la théorie malthusienne n'est pas exacte... parce qu'on fait usage de la prévoyance... malthusienne !

(1) Guyau, *L'irréligion de l'avenir*, cité par Nitti, *La population*, etc., pages 101 et 228. L'accusation d'immoralité ne peut cependant jamais retomber sur Malthus, qui n'a jamais conseillé les pratiques néo-malthusiennes.

Il suffit d'en rappeler deux : Guyau condamne la théorie malthusienne parce qu'elle est immorale, et M. Nitti renchérit en ajoutant que lorsqu'on recherche le plaisir pour lui-même sans la responsabilité et les conséquences de la génération, le mariage n'a plus aucun but et il n'est plus qu'une prostitution monogamique.

L'accusation d'immoralité que l'on dirige contre la théorie malthusienne n'a aucune base positive et elle ne tient aucun compte de la relativité de la morale et des phases successives de son évolution. Cela ne veut pas dire que toute idée de responsabilité doive être exclue du mariage monogamique qui ne se préoccupe d'avoir qu'un petit nombre d'enfants. C'est parce qu'on a le sentiment de sa responsabilité qu'on agit de façon à ne pas appeler au monde des êtres sans moyens de subsistance, destinés, si la mort ne les élimine pas rapidement, à peupler le monde des prisons et des maisons de prostitution. Pour réfuter cette accusation, il suffit de remarquer que ce sont précisément les classes inférieures, qui sentent moins la responsabilité de leurs propres actions et qui ont le plus d'enfants, qui fournissent le plus fort contingent au crime et à la prostitution. Il est certain que les classes sociales inférieures de l'Hellade qui, selon Plutarque, ne voulaient pas avoir d'enfants de crainte qu'une mauvaise éducation n'en fît des esclaves, avaient des sentiments plus nobles et moins égoïstes que ceux qui en ont sans se soucier du sort qui les attend (1).

(1) Pareto, *Cours*, etc., volume I, page 138, note.

Ceux qui, comme M. Nitti, voient dans le mariage monogamique avec une descendance limitée une union sans but, oublient qu'une union sans prévoyance est plus condamnable, parce qu'il semble qu'inconsciemment elle s'en est donné un mauvais, celui de mettre au monde des malheureux, des victimes d'une organisation sociale mauvaise. Le prétendu égoïsme des conjoints prévoyants, qui certainement imposent des limites à leurs plaisirs sexuels, est une hypothèse que les faits n'appuient pas; socialement on peut conclure que c'est un égoïsme qui ne donne pas lieu à des manifestations regrettables. Tout autre est l'égoïsme des imprévoyants, qui s'abandonnent aveuglement au plaisir des sens, sans souci des conséquences, et c'est un égoïsme malfaisant, comme le prouve, non pas une recherche psychologique appuyée sur des hypothèses, mais les faits, les statistiques de la misère, du crime et de la prostitution. Il est étrange enfin que l'on qualifie d'immorale et d'égoïste la théorie du *frein moral*, qui demande un *effort*, un *sacrifice*, et des plus douloureux, et je m'associe à M. Le Bon qui, prenant l'offensive, demande : « Peut-on véritablement avoir une haute opinion de la moralité des individus qui font plus d'enfants qu'ils n'en peuvent nourrir, et leur garder beaucoup de sympathie? Je ne le crois pas, et serai plutôt près de l'opinion de John Stuart Mill qui disait : On ne peut guère espérer que la moralité fasse des progrès tant qu'on ne considèrera pas les familles nombreuses avec le même mépris que l'ivresse ou tout autre excès corporel. » (*Psychologie*, etc., pag. 315).

On pourrait crier à l'*immoralité*, comme le font la plupart des socialistes sentimentaux, si pour éviter les *maux plus grands* de la surpopulation, on avait des *moyens meilleurs*. Si le principe des Jésuites que *la fin justifie les moyens*, dit M. Kautsky, n'est pas vrai, on doit admettre cependant que la *fin justifie le moyen le meilleur parmi les moyens possibles* : Machiavel l'admettrait parfaitement, en même temps que la relativité de la morale, que nous enseigne l'histoire comparée des diverses époques et des divers peuples. Ainsi, par exemple, la *vendetta* est aujourd'hui immorale, mais on ne pouvait la juger telle lorsqu'elle était le seul moyen de garantir la sécurité personnelle. De même il n'est pas immoral aujourd'hui d'arrêter l'accroissement de la population aussi longtemps que les moyens de subsistance ne sont pas aussi illimités que cette augmentation abandonnée à son évolution spontanée.

La prévoyance dans les rapports sexuels correspond exactement à cette évolution progressive qui substitue la conscience et la raison — et qui se traduit par une intensification des facultés d'inhibition — à l'instinct brutal. Cette substitution graduelle, mais continue, éloigne et sépare toujours davantage l'homme de l'animal. Chaque progrès sur la route de la civilisation peut être considéré comme un frein mis aux passions individuelles, en posant certaines *limites* aux instincts purement brutaux de l'homme : limites qui heureusement coûtent toujours moins d'efforts aux générations suivantes, dont les instincts sont lentement modifiés.

VII. — Le problème de la population et des subsistances

a été enfin résolu d'une façon très optimiste par ceux qui croient qu'avec le progrès de la civilisation et l'augmentation du bien-être matériel on n'a plus à craindre qu'il y ait disproportion entre les hommes et les subsistances, et qu'il n'y aura ainsi besoin, ni de recourir à des moyens immoraux,ni de sacrifier les plaisirs sexuels.

Un certain nombre d'écrivains estiment, en effet, qu'il n'est besoin ni du frein moral, ni du frein positif, parce que la limitation de la population résulte spontanément de la force même des choses, et qu'elle est un simple effet des améliorations matérielles et intellectuelles. Il est inutile de remarquer que ces hypothèses sont très volontiers acceptées parce que, en supprimant la préoccupation des conséquences d'une surpopulation possible, elles donnent toute liberté à la satisfaction du plus puissant de tous les instincts, l'instinct sexuel.

MM. Sadler, Smith, Trall, Carey, Proudhon, Delaunay, Reich, Fouillée, Richet, Jacoby, De Candolle, Doubleday, etc., admettent que le bien-être diminue la fécondité de l'homme et que la misère l'augmente. En effet, disent-ils, les familles nobles deviennent toujours moins nombreuses, par suite de la stérilité du mariage. Doubleday ajoute qu'au xve et au xiie siècle la population diminua en Angleterre parce que les vivres y furent abondants. Fourier et Marx semblent admettre cette opinion, partagée aussi par M. Bebel (1). On as-

(1) Cette loi biologique a été nettement formulée par Fourier, bien qu'en termes bizarres ; quatre digues, dit-il, s'opposent au développement excessif de la population : 1° La vigueur des femmes ; 2° le régime gastro-physique ; 3° les habitudes phanérogames ; 4° l'exercice intégral.

sure qu'en Bavière les mariages des paysans aisés, qui forment la race la plus saine, la plus robuste, la plus belle de toute l'Allemagne, sont stériles et que ces familles finissent par adopter les enfants des pauvres.

Une alimentation abondante et substantielle amène, dit-on, la stérilité. On sait en outre que les plantes placées dans un terrain très largement pourvu d'engrais, se développent beaucoup, mais ne donnent pas toujours des fruits ou des semences ; de même les fleuristes savent rendre leurs plantes stériles en laissant se développer un très grand nombre de pétales. Chez les animaux, on sait que la fécondité est en raison inverse de la durée de la vie. Les infusoires et les protozoaires, qui se reproduisent par milliards, ont une vie très courte, véritablement éphémère ; au contraire l'éléphant et l'homme, qui ont la vie la plus longue que l'on connaisse dans l'échelle zoologique, ont un très petit nombre de petits. On conclut que le progrès biologique diminue spontanément la natalité. On ajoute un autre fait, qui serait propre à l'homme. L'amour exerce une influence considérable sur les impressions sexuelles de la femme pendant l'accouplement. Si elle aime l'homme auquel elle se donne, le plaisir arrive au paroxysme ; si elle ne l'aime pas, elle n'en éprouve aucun. Or, certains hygiénistes affirment — et M. Lévy dans son *Traité d'hygiène* a bien légèrement accepté cette affirmation comme exacte — qu'il y a un rapport inverse entre le plaisir éprouvé par la femme et la facilité à être fécondée : plus grand est le plaisir, moins elle est prolifique. Les socialistes, trop volontiers optimistes,

concluent que si l'amour augmente le plaisir des sens et que celui-ci diminue la probabilité de la fécondation, il suffira que l'amour préside à l'union des sexes pour avoir une diminution dans la fécondité. Ce que pensait A. Smith sur l'action déprimante de la force dégénérative que provoquaient les autres jouissances confirme la théorie biologique de la population, ainsi qu'on a appelé ce groupe de faits et d'hypothèses qui ont été récemment systématisés par Carey et Spencer.

Carey établit les lois suivantes : 1° Le système nerveux varie en raison directe de la force qui maintient la vie ; 2° le degré de fécondité varie en raison inverse du développement du système nerveux ; le volume du cerveau est en raison inverse du degré de fécondité ; 3° la force qui maintient la vie et celle qui assure la procréation sont opposées l'une à l'autre, et cette opposition a pour effet d'assurer l'équilibre social entre les moyens d'existence et la population. Ces lois sont relativement exactes, mais elles présentent des exceptions. Trall et Reich, parmi les écrivains récents qui se sont occupés de ce sujet, sont à peu près d'accord avec Carey; de même Spencer.

Spencer n'énonce pas seulement l'hypothèse, il en donne la raison biologique. Il prétend que partout et toujours l'évolution est en antagonisme avec la dissolution procréatrice, soit en raison du développement plus considérable des organes qui concourent à la conservation de l'individu, soit en raison de leur plus grande complexité de structure, soit enfin parce que leur activité s'est accrue et que la quantité de matériaux

qu'ils absorbent, diminue la réserve des matériaux destinés à perpétuer la race. Il y a des motifs pour croire que cet antagonisme entre l'individuation et la procréation est particulièrement marqué en ce qui concerne le système nerveux, à raison des dépenses qu'exigent la formation et la fonction de ces organes. Il existe une relation apparente entre un développement cérébral élevé et un retard de la maturité sexuelle, et les faits montrent que quand il y a une fécondité exceptionnelle, l'esprit est inerte, et si au contraire pendant l'éducation il y a eu une dépense excessive d'activité mentale, il en résulte souvent une stérilité partielle ou complète. Par conséquent, le genre particulier d'évolution qui modifiera certainement dans l'avenir la constitution de l'homme, conduira plus que toute autre chose à une diminution de son pouvoir de reproduction (1). Ces conclusions sont également acceptées par MM. Ribot et Bagehot (2).

La biologie vient à l'appui de cette théorie avec sa célèbre loi de la division du travail qui préside aux fonctions des organismes. Le travail intellectuel et le travail de l'enfantement sont suivis d'un grand épuisement nerveux. Les deux fonctions doivent être en raison inverse l'une de l'autre. Partant de cette hypothèse biologique M. La Loggia distingue les trois phases suivantes dans la théorie de la population. La première phase s'applique aux sauvages ; elle est caractérisée par

(1) *Principes de biologie*, §§ 346, 366, 367, etc.

(2) Ribot, *L'hérédité psychologique* ; Bagehot, *Lois scientifiques du développement des nations*.

le défaut d'équilibre entre les hommes et les subsistances ; le frein répressif y a un rôle prépondérant. Elle correspond à la vraie théorie malthusienne. La deuxième est propre aux peuples civilisés et caractérise l'organisation économique actuelle. Elle correspond à la théorie des freins génétiques de M. Zorli, et avec une organisation socialiste on arrivera à un équilibre conscient entre les hommes et les subsistances. La troisième est représentée par la théorie biologique dont nous nous sommes occupé, et qui doit se réaliser la dernière, car seul un régime de bien-être matériel et de travail psychique soutenu peut donner les conséquences biologiques indiquées plus haut.

Cette division ingénieuse ne contredit pas la doctrine malthusienne, et cela d'autant moins, si l'on rappelle que Malthus ne se fiait pas seulement, pour arriver à l'équilibre entre les hommes et les subsistances, aux freins *répressifs*, mais qu'il conseillait les freins préventifs, qui servent à caractériser la deuxième phase. La troisième phase, qui seule différerait de la théorie du pasteur anglais, n'est pas encore réalisée et ne le sera que dans un régime socialiste et après une assez longue période. Ces hypothèses, pour réconfortantes qu'elles soient, n'ont aucune importance scientifique, et les faits qui les contredisent — dont beaucoup ont été signalés par M. Kautsky, — sont aussi nombreux que ceux qui les confirment, de telle sorte qu'un bon nombre de physiologistes illustres ont vu dans une alimentation abondante une condition favorable à la fécondité. Darwin partage cette dernière opinion, et l'on pourrait

citer également de nombreuses statistiques des naissances dans les années d'abondance et de disette recueillies et commentées par Quetelet notamment.

Ce que dit M. Spencer des Australiens et des Hottentots, toujours affamés et qui n'ont qu'une faible capacité de reproduction, contredit son hypothèse biologique. La diminution de la natalité dans les Pouilles de 1887 à 1891, que l'on a pu constater dans les Pays-Bas de 1815 à 1819, pour la même cause — une crise économique — la contredirait également. On pourrait aussi citer cette sentence formulée par la sagesse populaire chinoise : *Quand les dents travaillent, la population augmente* (1). M. Sergi admet que la diminution de la natalité en France dérive de causes biologiques, et il y voit un indice de dégénérescence qui, avec le temps, fera disparaître le peuple français, comme ont disparu les Tasmaniens (2). Ainsi ce phénomène dans lequel les partisans de la théorie biologique voient un indice de progrès est, pour l'anthropologue de Rome, un triste signe de décadence. Si cette interprétation était exacte, elle devrait nous effrayer ; car, comme il est certain (voir § 23) que la natalité diminue universellement

(1) Pareto, *Cours*, vol. I, pages 90 et 94. Si la conclusion que M. Pareto tire du rapprochement des statistiques de prospérité économique, de la nuptialité, de la natalité et de la mortalité en Angleterre de 1860 à 1891 était exacte, il y aurait là une très forte objection contre la théorie biologique. Mais je ne crois pas cette induction exacte, parce que la natalité est en diminution constante, tandis que la prospérité augmente constamment.

(2) *Critica Sociale*, 16 août 1893.

chez les classes supérieures d'une façon constante et parallèle à l'augmentation du bien-être et de la civilisation, il en faudrait conclure que le but le plus vivement désiré par l'humanité, le progrès économique, intellectuel et moral, une fois atteint marquerait en même temps la disparition fatale de la race humaine. Le rêve de Schopenhauer se réaliserait, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à l'intervention de la volonté. Heureusement l'hypothèse biologique qui semble la plus optimiste, mais qui est profondément pessimiste, puisqu'elle met en antithèse le progrès et la procréation, ne résiste pas à la critique ; tout démontre que la diminution de la natalité est un phénomène *voulu*, et que toutes les conditions de ce phénomène sont d'origine sociale et non biologique.

Quelque autorisées que soient les opinions de certains hygiénistes, on n'admet pas généralement qu'il y ait un rapport inverse entre le plaisir sexuel et la fécondité et les couples qui, à en juger par les apparences, doivent leur origine à l'amour le plus pur et le plus désintéressé et qui cependant sont très féconds, sont suffisamment nombreux. D'ailleurs on comprend que c'est là une recherche si délicate que l'hypothèse n'aura jamais de base expérimentale, parce que il n'y aura que très peu de personnes, si même il y en a, qui feront connaître le degré de plaisir éprouvé par leur femme au moment de l'accouplement.

Ce rapport inverse qui existerait entre la fonction sexuelle et le développement intellectuel, qui semble dépendre de la grande loi de la division du travail et

qui aurait pour lui la logique — la force nerveuse dépensée dans l'une des fonctions devant faire défaut à l'autre — et certaines données zoologiques — diminution de la fécondité à mesure que se développe l'intelligence dans l'échelle zoologique, — ce rapport inverse, auquel se rattache l'hypothèse de l'épuisement de Jacoby et de Delaunay, a contre lui d'autres faits et d'autres observations.

Contre cette prétendue loi biologique, il y a d'abord ce fait, qu'à dix-huit ans garçons et filles font peu travailler leur cerveau et préfèrent se laisser aller à des jouissances sexuelles. On ne peut pas parler à cet âge d'épuisement nerveux ; la vigueur est alors très grande et le désir du mariage très violent. Ce désir devenait une réalité dans le *Mir*, jusqu'à une époque récente, et chez les peuples moins civilisés et dans les classes inférieures de l'Europe, quoiqu'il y ait presque partout dans les Etats de l'ancien continent des freins légaux très-puissants : un des principaux est la conscription. Or, c'est précisément dans cette période de la vie où l'aptitude et le désir de la procréation sont le plus grand que celle-ci est la plus faible ! A vingt ans en France sur mille hommes il n'y en a que vingt-six, et sur mille femmes que deux cent deux qui soient mariés. Les hommes se marient le plus souvent de 32 à 33 ans ; il en est de même, avec des oscillations peu importantes, dans les autres Etats civilisés de l'Europe et de l'Amérique, comme cela résulte des études démographiques de MM. Bertillon, Dumont, Mayr, qui nous apprennent aussi que l'âge du ma-

riage s'élève en même temps que la classe sociale.

L'infécondité française, remarque M. Dumont, ne vient pas à l'appui de la loi biologique. L'immense majorité des familles, composées d'un ou de deux enfants n'ont qu'une intelligence médiocre ; les populations rurales de l'Orne, du Gers, du Lot-et-Garonne, à natalité très faible — qui descend à neuf ou dix par mille ! — ont une très faible culture esthétique, intellectuelle et morale, qui n'est certainement pas supérieure à celle des populations de Dunkerque, dont la natalité est de cinquante à cinquante-deux pour mille. Et l'on ne peut pas trouver de rapports entre l'intelligence, la grande industrie et la natalité, parce que si cette dernière est forte dans le Nord et dans la Seine, elle est basse dans le Rhône, dans la Loire, dans l'Orne (*Natalité*, etc., pages 90, 94, 212). En ce qui concerne l'épuisement nerveux, on oublie facilement qu'un seul instant d'ivresse sexuelle, préparé par une de ces longues périodes de repos, indispensable par nécessité physiologique aux hommes voués exclusivement au travail intellectuel, détruit au point de vue de la procréation les effets voulus et stérilisants du premier. L'observation de M. Jacoby sur la faible fécondité des départements français qui ont fourni un grand nombre d'hommes célèbres ne porte pas. Comment, se demande M. Dumont, la névrose d'un paysan originaire du Lot-et-Garonne devenu à Paris un savant de premier ordre, pourrait-elle diminuer la natalité naturelle, la nuptialité et la fécondité des mariages des petits propriétaires de ce département? (*Natalité*, etc., pages 101 et 102). Est-ce

que le département a donné une partie de sa force nerveuse pour la procréation du savant éminent, qui est presque toujours d'ailleurs le produit de contingences sociales étrangères à ces conditions biologiques?

On peut faire cette même observation en ce qui concerne le rapport inverse qui existerait entre le développement de l'intelligence et la fécondité dans l'échelle zoologique. Les chiens sont extraordinairement plus féconds que les bœufs, et pourtant ils sont beaucoup plus intelligents.

L'hypothèse biologique manque complètement jusqu'ici de base statistique et vraiment inductive (*Schäffle, Messedaglia*) ; et tandis que l'influence de la bonne alimentation et des jouissances sexuelles sur la fécondité est compliquée et cachée par tant d'autres facteurs, il n'y a aucun doute sur les relations de l'imprévoyance, de l'ignorance et de la misère, qui expliquent la fécondité des classes inférieures : imprévoyance qui se traduit par des mariages précoces et par la fréquence bestiale des rapprochements, même dans les périodes dans lesquelles la science nous apprend que la fécondation de l'ovule est le plus facile. D'autre part, on sait qu'en Angleterre comme en France, comme chez presque toutes les classes sociales élevées, la diminution de la natalité est due non pas à l'augmentation du bien-être en tant que facteur biologique, mais à l'augmentation de prévoyance qui en est la suite. On sait la propagande faite par Bradlaugh et miss Annie Besant et par d'autres néo-malthusiens. C'est pour cela que M. Virchow explique la fécondité plus grande des pau-

vres en disant que les seules passions qu'ils peuvent satisfaire sont l'amour et l'ivresse.

C'est l'existence de ces faits certains, contraires à la théorie biologique, et l'incertitude des faits et des arguments sur lesquels elle s'appuie, qui ont fait que des écrivains qui acceptent avec sympathie l'hypothèse spencérienne, sont restés perplexes, et tout en se rassurant à la pensée que le danger d'une trop forte population diminue spontanément à mesure qu'augmentent le bien-être matériel et la culture intellectuelle, recommandent cependant l'intervention de la volonté humaine; ils conseillent la prévoyance malthusienne sans reconnaître la justesse de la théorie de Malthus (1). L'action limitatrice des modifications biologiques serait d'ailleurs très lente, et le problème de la population devrait par suite s'imposer à la génération actuelle et à beaucoup d'autres encore (2).

Il est certain que ces problèmes sont extrêmement complexes et que même les optimistes les plus exaltés ne pourront et ne sauront pas discerner avec précision entre les deux phénomènes lequel est l'*effet* et lequel est la *cause*. On devra donc toujours se préoccuper de rechercher avec exactitude le processus que doit amener l'équilibre définitif des deux progressions, des hommes et des subsistances. Il ne faut pas oublier que dans la phénoménologie sociale on est toujours devant cet espèce de cercle vicieux, par lequel chaque effet devient

(1) Nitti, Merlino, etc.

(2) Schaeffle, *Vita e struttura del corpo sociale*, vol. I, page 900.

cause à son tour ; le développement du bien-être engendre la prévoyance malthusienne, et celle-ci réagit sur le premier, et inversement.

Les postulats de la loi de population sont tout à fait conformes à la théorie générale de l'évolution des organismes et des sociétés humaines. C'est ce qui résulte d'un court mais important chapitre de la *Sociologie* de Spencer (1), dans lequel il expose les avantages éthiques, économiques et sociologiques de la diminution de la population. Dans ce chapitre il est démontré que l'évolution va de la fécondité maximum à la fécondité minimum. Dans la série des organismes la perfection augmente à mesure que diminue la fécondité. C'est ainsi que chez les protozoaires microscopiques on constate une reproduction prodigieuse et permanente par scissiparité. Chez les mammifères les plus élevés et chez l'homme, la fécondité est minimum. Grâce à cette évolution les intérêts de l'espèce, des parents et des enfants sont d'autant mieux garantis qu'on s'élève davantage sur l'échelle des êtres organisés. En effet, chez les animaux à très grande fécondité (protozoaires), la durée de la vie est très courte ; elle est maximum chez les êtres dont la fécondité est minimum, comme l'éléphant et l'homme. Dans les deux cas l'intérêt de l'espèce est sauvegardé, parce que chez les protozoaires, dont la vie est très courte, la conservation de l'espèce ne serait pas possible s'il n'y avait une facilité extraordinaire de reproduction. D'ailleurs, chez les animaux supérieurs qui

(1) IIIe partie, chap. II, dans le IIe volume de la trad. franç.

ont peu de petits et dont les descendants ont la vie plus longue, la conservation de l'espèce *se fait avec une épargne plus grande de force et de matière.*

Chez les protozoaires la vie des adultes et des jeunes est complètement subordonnée aux intérêts de l'espèce; elle l'est d'autant moins qu'on s'élève sur l'échelle zoologique. Plus la vie des animaux est longue et moins ils ont de petits, plus leur vie est indépendante et moins elle est subordonnée aux intérêts de l'espèce. Les intérêts des jeunes sont mieux garantis quand la procréation est faible, parce que les parents consacrent plus de temps et plus de soins à les élever; il y a là pour les parents une nouvelle source de plaisirs qui leur permet de vivre plus longtemps après qu'a cessé la période consacrée à la procréation. De même les enfants éprouvent des plaisirs analogues dans les soins qu'ils donnent à leurs vieux parents : dans les deux cas il y a développement des sentiments altruistes.

« En combinant ces propositions, nous en tirons le corollaire que la constitution la plus élevée de la famille se trouve réalisée lorsque les besoins de la société et ceux de ses membres, vieux et jeunes, se trouvent si bien conciliés que la mortalité entre la naissance et l'âge de la reproduction tombe au minimum, et que la subordination de la vie des adultes à l'éducation des enfants devient la plus faible possible. Ce lien de subordination se relâche de trois manières : d'abord, par l'allongement de la période qui précède la reproduction ; la seconde, par la décroissance du nombre des rejetons nés et élevés, comme aussi par l'accroissement des plaisirs que cau-

sent les soins qu'on en prend ; enfin la troisième, par l'allongement de la vie qui suit la cessation de la reproduction.

« L'idéal de la famille que nous suggère l'étude des relations sexuelles et parentales dans toute l'étendue du monde organique, est le même que celui que la comparaison des âges inférieurs de l'humanité avec les supérieurs nous indique. Dans les tribus sauvages nous trouvons en général une grande mortalité des jeunes : il y a d'ordinaire plus ou moins d'infanticides, ou bien un grand nombre de décès par suite des conditions défavorables, ou bien ces deux causes agissent ensemble. Ajoutons que les races inférieures ont pour caractère une maturité précoce et une précocité de la période de reproduction ; ce qui suppose la brièveté de la période durant laquelle la vie individuelle se poursuit sans autre but qu'elle-même. Tant que la fécondité dure, le fardeau qui pèse sur les femmes, épuisées qu'elles sont par des fatigues et des corvées de toute sorte, est très lourd. Les relations maritales et parentales ne sont pas des sources de plaisir aussi élevées, ni aussi prolongées, que chez les races civilisées. Ensuite, après que les enfants ont été élevés, ce qui reste de vie pour chaque sexe est court : souvent la violence y met fin, souvent une mort volontaire ; d'ailleurs elle finit par un déclin rapide, auquel les soins filiaux ne mettent point obstacle », p. 210-211.

J'ajouterai de mon côté, en continuant l'analogie, que chez les peuples civilisés les classes pauvres, inférieures, ont pour caractéristique particulière : une mortalité maximum des enfants dans la première période de

l'existence, une durée moyenne de la vie minimum, un faible souci des enfants à l'égard de leurs parents vieux, une déperdition de force, de matière pour assurer la conservation de l'espèce. Ainsi nous retrouvons dans les sociétés humaines la phylogenèse de Haeckel, et conformément à la théorie de l'évolution, en faisant marcher de pair le malthusianisme et les réformes sociales avec la diminution de la procréation : 1° on élèvera la vie moyenne et on diminuera la mortalité des nouveaux-nés; 2° on resserrera, grâce à une éducation plus longue et plus soignée, les liens familiaux, et on favorisera le développement des sentiments altruistes; 3° on atténuera de plus en plus et on finira par faire disparaître la *cause* de la lutte pour l'existence entre les hommes.

Quelle que soit enfin la théorie de la population que l'on accepte, celle de Malthus ou la théorie biologique de Spencer, l'histoire et la statistique démontrent que : *Il est non seulement possible, mais cela s'est produit chez certains peuples à civilisation très avancée, de diminuer d'une façon notable l'augmentation de la population de façon à maintenir ou à rétablir l'équilibre de la population et des moyens de subsistance et de faciliter considérablement son amélioration.* La *cause première* et immédiate à laquelle Darwin faisait appel pour établir la loi de *la lutte pour l'existence* est ainsi graduellement, mais d'une façon continue, atténuée et éliminée.

CHAPITRE V

L'HOMME ET LA NATURE

La lutte pour l'existence entre les hommes était une nécessité lorsqu'il n'existait pas d'autre moyen sûr pour garantir l'existence elle-même et que l'homme ne comptait que sur la productivité spontanée du sol. Il était alors sous la dépendance absolue, à la merci des caprices de la nature et il ne pourvoyait que très difficilement et avec une grande incertitude à ses besoins (*Roscher*).

Puis l'homme s'est mis petit à petit à modifier la nature, se soustrayant ainsi à sa domination. Les résultats obtenus ont été en raison directe de son travail et du développement de son intelligence (*Lange*). Sa victoire sur la nature lui a permis d'agir sur les autres existences et ainsi l'homme s'est non seulement soustrait à la sélection naturelle, mais il a pu en même temps s'approprier une partie de la puissance qu'avant son apparition la nature exerçait sur l'univers. C'est cette lutte et cette victoire sur la nature qui différencient toujours davantage l'homme des animaux, dont la conservation n'exige

aucun changement dans les conditions naturelles du sol ou dans leurs tendances, en dehors de la répression réciproque de tout accroissement excessif, qui sert à empêcher la destruction d'une espèce par l'usurpation d'une autre (*Marsh*) (1).

Il va de soi que l'étendue et la portée de cette victoire se sont développées graduellement. *Nil per saltum*. Au commencement les hommes comme les animaux n'ont fait que des consommations improductives ; c'est la guerre, la chasse, la pêche, la cueillette des produits naturels qui fournissaient à leurs besoins et ce ne sont pas là des phénomènes sociaux, mais des phénomènes biologiques, qui sont du domaine de la nutrition individuelle.

Le passage du phénomène biologique au phénomène social s'est fait par transactions insensibles. La cueillette, la chasse et la pêche, c'est la guerre de l'homme contre les plantes et les animaux. Cette guerre nécessite des efforts individuels ou collectifs, sans qu'il soit possible de déterminer où commencent les uns et où finissent les autres. Les deux processus se mêlent de mille façons. Tantôt chacun chasse pour son compte, tantôt c'est la horde tout entière qui entreprend une campagne pour se procurer des animaux ou des poissons. Tout dépend

(1) Lange, *Op. cit.*, chap. v. *Kapital und Arbeit* ; Marsh, *L'uomo e la natura*, 1870, page 43. Que le lecteur se rappelle que la coopération a été nécessaire pour vaincre les premières batailles contre la nature, là même ou celle-ci offrait les meilleures conditions pour la production.

des difficultés de l'entreprise et du degré de résistance que peut opposer la proie que l'on recherche (1).

Ainsi la nécessité de la lutte endo-sociale diminuait au fur et à mesure que l'homme comprenait mieux qu'il pouvait pourvoir plus sûrement à son existence en s'associant à ses semblables pour vaincre et obtenir la plus grande production possible. Cette perception des avantages de la solidarité et de l'association devenait plus nette et plus intense à mesure que se développait son intelligence et que les premiers résultats obtenus et accumulés pouvaient être transmis aux descendants. De sorte que l'*utile* — premier moment causal de l'*altruisme*, comme on a indiqué — en coopérant avec lui-même contribuait à transformer l'objectif de la lutte.

La nécessité de cette action de l'homme sur la nature qui l'entoure est aujourd'hui tellement évidente, que même le socialisme scientifique reconnaît que toute tentative d'amener une meilleure répartition du revenu du travail *ne peut être durable* que si elle est accompagnée d'une augmentation de la force productive du pays. *A défaut de cela il n'y a pas de système qui puisse élever d'une façon durable la condition du prolétariat* (2). D'autre part, les adversaires du socialisme ne devraient pas oublier que même lorsque la lutte contre la nature obtient des succès merveilleux, elle n'arrive pas à procurer aux ouvriers le minimum de bien-être possible. Le pouvoir de l'homme sur les forces naturelles s'est telle-

(1) De Greef, *Introduction à la sociologie.* IIe partie, p. 69 ; Novicow, *Les luttes*, page 65.

(2) Kautsky, *Op. cit.*, trad. Bissolati, page 324.



ment accru qu'il y a quinze ans — et depuis combien d'autres progrès ! — les chevaux-vapeur de la Grande-Bretagne étaient égaux à dix fois la force de toute la population : et cependant la misère n'avait pas diminué d'une façon proportionnelle (1). N'est-ce pas la meilleure preuve que cette victoire contre la nature, de même que la réduction de la population, doit être accompagnée de réformes sociales ? Ce changement d'objectif de la lutte entraîne une modification de la progression arithmétique du développement des moyens de subsistance, qui, s'ajoutant à la transformation de la progression géométrique de l'augmentation de la population, atténue toujours davantage et élimine la cause directe du conflit endo-social.

Il nous faut rappeler ici, à l'appui de ce que nous avons dit sur les rapports de l'industrialisme et de l'esprit pacifique, que les Saint-Simoniens eurent plus que tous les autres l'intuition de la nécessité d'entreprendre cette lutte contre la nature ; et, lorsque tous les essais d'application pratique du système eurent échoué, c'est à cette lutte que se consacra même Enfantin, certainement l'homme le moins propre à ce travail. D'autre part, des rangs des Saint-Simoniens sont sortis des géographes, des industriels, des ingénieurs, devenus plus tard célèbres, et quelques-uns fort riches.

Ainsi, de même que les peuples les plus pacifiques sont ceux qui montrent le plus de goût pour l'agriculture et l'industrie et les applications de la science —

(1) Russell Wallace, *Reoccupation of the Land in Forecasts of the coming century*, Londres, 1897, page 9.

les Anglais, les Américains du nord, — chez ces peuples eux-mêmes, les éléments qui ont le mieux lutté contre la nature sont représentés par les communautés et les sectes religieuses à tendances communistes : Shakers, Mormons, Communautés d'Oneida, etc. C'est ce que l'on constate également ailleurs, par exemple chez les frères Moraves et les juifs eux-mêmes, qui, on le sait, ont la guerre en horreur, et n'ont pas perdu la tradition de leurs institutions socialistes, dont l'importance a été signalée par M. Lévi.

Je ne puis indiquer ici toutes les formes variées sous lesquelles, mettant à profit toutes les découvertes de la science, l'homme a mené la lutte contre la nature et je renvoie le lecteur à l'ouvrage de M. Giorgio Marsh, *L'uomo e la natura*. M. Marsh a étudié ce sujet d'une façon systématique ; il a montré que si l'homme a été à l'origine le produit des conditions naturelles, il a plus tard réagi contre la nature qui l'entoure. Et il ne cache pas que, soit désir démesuré des résultats immédiats, soit ignorance des transformations qu'il faisait, l'homme a agi parfois contre son propre intérêt et contre l'intérêt des générations futures, en faisant subir à la nature des modifications qui finalement en ont diminué la productivité. On doit ajouter que cette lutte au détriment des descendants et des collectivités a été plus générale depuis le triomphe du libéralisme économique. Il suffira de citer ici la destruction de nombreuses forêts au détriment des conditions économiques et hygiéniques, et M. Leroy-Beaulieu lui-même préfère à la propriété privée des forêts la propriété collective.

La réaction de l'homme contre la nature donne d'autant plus de résultats que la cohésion et l'harmonie des forces sociales sont plus grandes, que chacun des membres de l'association a un intérêt direct à la victoire, et que la répartition des résultats se fait selon la justice. De même que les luttes entre les groupes d'hommes diminuent d'intensité à mesure que ces groupes deviennent plus nombreux, de même la lutte contre la nature a d'autant plus de succès que les forces humaines associées sont plus nombreuses (1).

Les socialistes et les économistes sont d'accord sur les avantages de cette union et de cette cohésion des forces sociales dans la lutte contre la nature. M. Fedele Lampertico a fort exactement remarqué que si la force de chaque homme est très faible, la réunion de ces forces minimes forme une force totale plus grande même que la somme de chacune de ces forces ; grâce à cette réunion, on arrive à diminuer le temps et à accroître l'étendue de leur action, nous dirions plus exactement l'efficacité (2).

Cette pensée de M. Lampertico me semble très exacte et d'une profondeur qui échappe à première vue, car elle contredit un des fondements de la sociologie de Spencer et des individualistes — que nous avons plusieurs fois incidemment critiquée — qui ne veulent voir

(1) G. Rosa, *La filosofia positiva della storia* (*Rivista di filosofia scientifica*, 1re année, n. 6).

(2) Cité par Wiede, *Der Militarismus*, page 109, III. Cela a été également démontré par Marx, *Le Capital*, page 141.

dans les agrégats sociaux qu'une simple addition des forces et des qualités de leurs composants.

C'est l'homme et la solidarité entre les hommes et non pas la lutte qui nous ont donné les prodigieuses œuvres modernes — chemins de fer américains, transsibérien, canal de Suez, percement du tunnel du Mont Cenis et du Saint-Gothard, etc., — et qui nous en donneront d'une importance plus grande dans la société future, de même que marchera *pari passu* le développement de la science et de ses applications, qui conduiront à la transformation continue de la nature et non pas à la destruction entre les hommes. Ce processus de transformation constituera un objet inépuisable sur lequel pourra s'exercer l'énergie humaine.

Dans ce sens la *lutte pour l'existence* est préconisée par les plus éminents représentants du socialisme scientifique, Marx, Engels, Wiede, Kautsky, etc. — et elle a été appelée par M. de Lanessan, *association pour la lutte*, il me semble qu'on devrait l'appeler plus exactement l'*association pour le progrès*, en conservant le nom de lutte pour l'existence à la lutte des animaux et des hommes primitifs.

Dans la lutte contre la nature la grande importance de l'association a été récemment mise en relief dans un autre ouvrage de M. Kautsky, dans lequel il a eu l'occasion d'exposer ce qu'il entendait par la *lutte pour l'existence*.

Les *sociétés* qui se proposent de procurer l'alimentation et la protection représentent la forme la plus élevée de l'évolution. Les groupes humains appartiennent à

cette catégorie. Les sociétés humaines se distinguent des hordes de singes sociaux uniquement par les *moyens* et la manière avec lesquels ils atteignent leur but. Ceux-ci sont identiques chez les uns comme chez les autres. Pour les hommes la société n'est qu'une arme et la meilleure dans la lutte pour l'existence. Supprimer le principe de l'association dans cette lutte, c'est priver les hommes du moyen le plus efficace pour l'entreprendre.

Lorsque les manchestériens et même les naturalistes proclament que la *lutte de tous contre tous* est fondée sur les lois de la nature et que sa cessation marquerait l'arrêt de notre développement, et lorsqu'ils qualifient de *sentimentalité* tous les essais tentés pour diminuer la lutte endo-sociale, ils montrent simplement par là qu'ils ont compris d'une façon superficielle la théorie de la lutte pour l'existence.

Si pour chaque espèce d'animaux le progrès consiste à perfectionner ses armes de lutte, on doit, pour les animaux sociables, considérer le perfectionnement de leur organisation sociale et, par suite, le perfectionnement de la lutte de tous à l'avantage de tous comme le progrès le plus important. C'est ce que l'on pourra dire *a fortiori* pour les hommes dont l'arme la plus puissante, et même la seule dans la lutte pour l'existence, est la société. Ce qui distingue l'homme des autres animaux c'est son intelligence, et celle-ci est le fruit de l'association, puisque l'homme isolé devient stupide et ignorant. Toutes ses autres armes sont inférieures à celles des autres animaux ; l'homme ne possède pas d'armes, de moyens d'attaque, de défense comme les fauves ; il n'a

pas pour se défendre la taille de l'éléphant, de l'hippopotame et du rhinocéros. Il n'a pas la légèreté et l'agilité de l'écureuil et de la gazelle.

Si, malgré tout cela, l'homme est arrivé non seulement à se défendre contre ses ennemis, mais encore à s'en servir et à devenir le maître de toute la nature, ce n'est pas grâce à une étincelle mystérieuse, divine, mais parce qu'il a développé l'arme excellente, la seule qu'il possède dans la lutte pour l'existence, *la société*, à un point inconnu aux autres animaux. Ce n'est que dans *la société et par la société* que l'homme est arrivé à son développement actuel, et c'est *en elle et par elle* qu'il fera de nouveaux progrès. Ceux qui détruisent la cohésion sociale, qui voient dans la société la lutte de tous contre tous, dépouillent l'homme de son arme la plus puissante dans la lutte contre la nature et le frappent dans son existence (1).

Afin de décrire avec plus de détails cette *lutte contre la nature* et ses résultats, nous devons insister ici d'une façon particulière sur celle qui nous permet de démontrer la possibilité d'obtenir de la terre des produits plus nombreux en modifiant la progression arithmétique de l'augmentation des moyens de subsistance.

On peut y arriver de trois façons : 1° en améliorant la qualité des terrains, de façon à ce que, à superficie égale, la quantité de substance nutritive soit plus grande que celle qu'ils fournissent actuellement ; 2° en améliorant

(1) K. Kautsky, *Die socialen Triebe und der Thierwelt* (*Die neue Zeit*, janvier, 1883, § 29).

les espèces de plantes et d'animaux qu'ils nourrissent ; 3° en diminuant la perte de substances nutritives pendant le travail, en épargnant le travail humain et animal, en diminuant la quantité des résidus de la production, etc.

Les engrais, l'irrigation, le draînage, le travail mécanique de la terre, toutes les applications de la mécanique, de l'hydraulique, de la chimie et toutes les applications des sciences en général, tendent à ce *premier* but.

Jusqu'à quel point on pourra augmenter la fécondité de la terre grâce aux engrais, aux applications de l'électricité, c'est ce que nous montrent les résultats du *système* de M. Solari. Le système de l' « induction de l'azote » en est encore à ses premières applications, mais il a déjà donné des résultats merveilleux, et ce que peut donner réellement et non pas hypothétiquement la culture intensive nous pouvons le voir en Chine. Son système de petite culture appliqué en France permettrait de nourrir, non pas 38 millions d'habitants, mais de 80 à 100 millions (1). C'est également grâce à une culture très intensive, rendue possible par la petite propriété, qu'au Japon 42 millions d'habitants trouvent leur nourriture, assez peu abondante il est vrai, sur cinq millions d'hectares de terres cultivées (Pierre Leroy-Beaulieu).

(1) Fernand Maurice, *La réforme agraire et la misère en France* ; E. Simon, *La Cité chinoise*. On trouve également une apologie de la petite propriété dans Meyer et Ardant, *La question agraire. Etude sur l'histoire politique de la petite propriété*. Rappelons en passant que même les marxistes Vollmar, Deville, Jaurès, etc., admettent la légitimité de la petite propriété.

Ces avantages de la petite culture chinoise, qui n'ont nullement été exagérés, prendraient un développement bien plus considérable, soit par la coopération entre petits propriétaires, soit même par l'exploitation de la grande propriété. Celle-ci ne peut pas donner les résultats qu'en attend M. Masé-Dari au point de vue des ouvriers, mais elle permet certainement une culture aussi intense et aussi scientifique que possible, et elle augmente énormément la production (1).

Les éleveurs nous ont appris comment on pratique le second procédé : *a*) en développant d'une façon artificielle et par sélection rationnelle chez les plantes et chez les animaux, autant que possible, les organes et les parties utiles — en Angleterre par exemple, on a obtenu des races d'animaux aux jambes et à la tête très petites avec le reste du corps très développé ; *b*) en faisant atteindre aux animaux et aux plantes leur complet développement dans le plus petit temps possible et en épargnant ainsi une grande partie des substances qui servent à les nourrir — tandis qu'un veau n'atteint ordinairement le poids de 100 kilogrammes qu'au bout d'un an, les éleveurs rationnels sont arrivés à obtenir ce résultat en six mois ; *c*) en limitant toujours davantage le nombre des espèces de plantes et d'animaux qui naissent et qui vivent en dehors de l'action de l'homme, et en les remplaçant par des espèces domestiquées. L'extension de l'élevage est telle que M. Wallace prédit qu'un jour viendra où il n'y aura plus que des animaux et des

(1) Masé-Dari, Préface aux *Problemi sociali* de H. George.

plantes cultivées, domestiquées, élevées par l'homme, pour lesquelles la sélection de l'homme aura complètement pris la place de la sélection de la nature (1).

Le *troisième* mode d'amélioration possible consiste à épargner les forces et la matière nécessaires à la production. La consommation des forces doit être réparée par une absorption de nourriture ; en dernière analyse l'épargne de force sera même une épargne de matière. En épargnant la force des animaux on peut en outre diminuer l'élevage de ceux qui servent au travail et augmenter par suite la superficie des terrains qui servent à la nourriture des hommes. L'épargne de la force des hommes et des animaux s'obtient par l'emploi des machines, avec lesquelles on diminue également la quantité des résidus autrefois perdus et que la science moderne a su employer et utiliser.

Nous avons donc ainsi démontré qu'on peut, d'une part, modifier la progression géométrique qui gouverne *spontanément* le développement de la population, et, d'autre part, la progression arithmétique des moyens de subsistance par la lutte *contre la nature*. Ces deux modifications en sens inverse coopèrent à éliminer ou à

(1) Cité par Gautier, *Le Darwinisme social*, page 36. Cf. le remarquable ouvrage de Darwin, *Variation des espèces* ; Bourdeau, *Conquête du monde végétal*. M. Bourdeau s'est également occupé dans un autre ouvrage (*La conquête du monde animal*) de ce que l'on doit faire dans le règne animal, et il avait calculé que la simple lutte contre les insectes nuisibles à l'agriculture et aux autres animaux épargnerait à la France un milliard deux cent millions par an. Le phylloxéra lui a causé dix milliards de perte, page 26.

atténuer la *cause* première et directe de la *lutte darwinienne* pour l'existence *entre les hommes*. De cette façon les *concurrents* ne se multiplieront pas d'une façon vertigineuse, et les *moyens* pour satisfaire leurs besoins augmenteront. Au banquet de la vie on fait de la place pour *tous*, et dans ce travail en commun les liens de solidarité se resserrent et les sentiments altruistes se fortifient.

Ici se pose une question de très grande importance, si ce n'est pour le présent, du moins pour l'avenir. Sous un régime différent du nôtre, dans lequel tous les consommateurs seraient des producteurs et où seraient éliminées toutes les consommations et productions inutiles, où l'on produirait d'après la hiérarchie et l'intensité des besoins, dans ce régime si bien esquissé par M. Renard dans son chapitre synthétique sur l'organisation de la production (*Le régime socialiste*, pag. 129 et suiv.), la production agricole et industrielle pourrait atteindre des proportions fantastiques.

On sait cependant que la production de la terre est limitée. L'optimisme immense de M. Renard, qui croit que les subsistances croîtraient aussi rapidement que la population, et de M. Kropotkine, qui espère que la terre pourra donner tout ce que l'homme saura lui demander (*La conquête du pain*), ne semble pas s'appuyer sur la science économique, mais il semble au contraire que les résistances de la nature aux demandes croissantes de l'homme augmentent visiblement et qu'un jour elles seront invincibles (*La Loggia*). Pour quelques-uns ce jour semble proche. M. Wood a publié un livre bourré

de chiffres pour démontrer la disproportion croissante entre les consommateurs de blé et la production de cette céréale. M. Crookes a calculé la consommation d'azote indispensable à la culture des céréales, et il marque avec une précision mathématique (peu digne d'un savant) l'année 1931 comme celle de la grande crise qui résultera du défaut d'équilibre entre la production et la consommation du blé.

Ce pessimisme, qui semble une réaction contre l'optimisme exagéré de certains socialistes, n'est pas justifié, au moins pour un avenir prochain, et il le sera moins encore, si on met un frein à l'augmentation de la population trop rapide dans ce siècle. Les terres vierges couvrent encore des espaces immenses, qui peuvent fournir des céréales en grande quantité, et la chimie et la physique sont en train de fournir de l'azote fixé artificiellement pour remplacer celui que l'agriculture enlève à la terre. De plus, les découvertes et les applications de la chimie et des autres sciences permettent déjà de considérer comme une hypothèse possible celle de pouvoir transformer directement l'azote en aliment et de faire ainsi une épargne incalculable de temps, d'espace et de moyens. Des savants de grande valeur discutent cette hypothèse (*Renan*, *Berthelot*, *Mantegazza*, *Albertoni*, *Siemens*, *Eisler*, etc.). D'autre part, on sait que dans la lutte contre la nature l'homme se sert de certaines forces sans lesquelles son intelligence et la puissance qui dérivent de la cohésion sociale aboutiraient à bien peu de chose. Ces moyens de lutte seront-ils éternels? On ne le pense pas. Il viendra un moment

où les forces actuelles seront épuisées, et tout d'abord la houille. Lorsque cet épuisement sera arrivé, les plus tristes prévisions sur le sort futur de l'humanité seront permises, si on ne découvre pas d'autres moyens pour remplacer ceux que nous possédons actuellement.

Le problème a été posé, et la solution entrevue et partiellement réalisée est telle que l'on peut regarder l'avenir avec tranquillité et avoir confiance dans la réalisation d'améliorations sociales de tout genre. Cette question a été étudiée avec une rare compétence par un des plus illustres positivistes italiens, qui a fait une synthèse de toutes ces études (1).

Une question tout à fait nouvelle, écrit l'éminent psychiâtre de Gênes, du moins sous la forme où on la présente, a été récemment discutée en Angleterre et en France. Elle se rattache, d'une part, aux idées purement philosophiques sur l'évolution du monde animal et sur le développement progressif de l'intelligence humaine ; d'autre part, elle touche également à l'influence modificatrice et perturbatrice de l'homme sur la nature, à ses intérêts matériels, au progrès des industries et des sciences techniques, au bien-être enfin de nos descendants les plus éloignés. La question peut être formulée de la façon suivante : quelles seront à l'avenir les forces naturelles dont disposera l'homme pour lutter victorieusement contre la nature qui l'entoure et pour s'en rendre toujours davantage maître. La supériorité de l'homme sur les autres êtres est certainement dans la

(1) *L'awenire della potenza umana sulla natura* (*Rivista di filosofia scientifica*, 1881, n. 3).

masse, le volume et la qualité de son cerveau, ou, en d'autres termes, dans la grande aptitude de cet organe à se développer et à se perfectionner dans la lutte pour l'existence. Grâce à cette supériorité, il soumit d'abord le monde animal ; actuellement il soumet les forces inorganiques de la nature. C'est ici que se réalisent les progrès les plus considérables. S'étant rendu maître des forces naturelles, l'homme sillonne aujourd'hui les mers, perce les montagnes, propage sa pensée à des distances énormes. Il enrichit chaque jour l'industrie de nouveaux produits, la science de nouvelles découvertes, grâce à l'emploi qu'il fait des forces fournies par la vapeur, l'électricité, les réactions chimiques et enfin le son et la lumière.

Toutefois un des principaux facteurs du progrès humain, la houille, qui représente la force solaire accumulée, peut manquer par suite de la grande consommation qui en est faite (1). Déjà on lui cherche des succédanés. Le problème des forces de l'avenir, autant qu'il est permis de le poser dès maintenant, comporte deux solutions. L'homme aura deux moyens d'utiliser les manifestations diverses de l'énergie solaire : 1° l'emploi de l'*air comprimé* au moyen des forces naturelles, vent, courants, etc., dans de vastes réservoirs et transmis au loin au moyen de *tubes* ; 2° l'emploi de l'*électricité*, fournie par des machines dynamo-électriques mises en mouvement par des agents naturels et transmise au loin au moyen

(1) Podolinsky a fort bien développé ce sujet dans le journal socialiste, *La Plebe*, Milan, 1881-1882.

de *conducteurs* (1) ; ce sont là deux méthodes qui ne s'excluent pas, mais se complètent réciproquement.

Mais la question de l'avenir de la puissance humaine sur la nature présente un autre côté d'une très grande importance. L'énergie naturelle n'existe-t-elle que sous les formes que l'homme est arrivé à connaître et à utiliser ? Ne découvrira-t-on pas dans l'avenir de nouvelles formes d'énergie qui fourniront à l'humanité des forces motrices puissantes et qui dépasseront tout ce que notre imagination peut prévoir ? L'hypothèse est permise. Bien que nos sens se soient perfectionnés grâce à l'invention d'instruments merveilleux, nous devons admettre que nous ne connaissons que peu de chose du monde qui nous entoure.

Quoiqu'il en soit, il est certain que l'idéal humain n'est plus la victoire dans la lutte contre les hommes, mais la victoire dans la lutte des hommes contre la nature, contre le milieu, et ce sera là un triomphe du lamarkisme sur les applications vulgaires des lois darwiniennes aux sociétés humaines (2).

(1) Dans la première édition de ce livre je parlais du projet d'illuminer toutes les grandes villes de l'Amérique du Nord au moyen de l'électricité fournie par la grande chute du Niagara. Je puis ajouter maintenant que les travaux pour tirer profit de cette force naturelle sont très avancés. On a fait des travaux semblables en Europe. M. Crookes, William et Testa veulent également demander au Niagara la force électrique nécessaire à la fixation artificielle de l'azote.

(2) E. Setti, *Le Lamarkisme*, etc. Le changement d'objet dans la lutte, c'est-à-dire la lutte contre la nature, est exposé également par Vaccaro, *Les bases sociologiques du droit et de l'Etat*, Paris, Giard et Brière, et par Alberti Jacona (*Op. cit.*, page 185), qui montre les hésitations de M. Schäffle à tirer les conséquences logiques de ces prémisses.

VI

LA LUTTE POUR LE PLAISIR ET POUR LA CONDITION LA MEILLEURE

S'il n'y a pas de véritable surpopulation justifiant la lutte brutale pour l'existence, et s'il y a intensification de la lutte contre la nature, qui permet d'augmenter les moyens de subsistance, il subsiste pourtant une forme atténuée de lutte qui serait particulière à l'homme.

La lutte pour l'existence, dit-on, n'a plus pour objet aujourd'hui la poursuite de ce qui est *nécessaire* à la vie, mais la recherche de la plus grande quantité possible de jouissances, ou du maximum de bien-être, correspondant au plus haut *Standard of life* du stade de civilisation auquel nous sommes arrivés. Il y a lutte pour obtenir la condition la meilleure (*Lange*), lutte pour le plaisir (*Novicow*). Certains auteurs, sans tenir compte de l'histoire, affirment que dans les sociétés humaines il y a toujours eu et il y a seulement *lutte pour le plaisir*, que c'est là une forme propre à l'homme civilisé, qu'il ne faut pas confondre avec la lutte des animaux pour l'existence.

Cela n'est pas inexact, et il est certain que la lutte s'est transformée, mais il ne faut rien exagérer, et voir si nous ne trouverons pas dans les faits eux-mêmes la nécessité et la justice des transformations sociales. La *pleonexia* d'Aristote, c'est certainement cette lutte pour la condition la meilleure ou pour le plaisir, et c'est là un fait. Spencer l'a constaté et formulé. M. Dumont, qui l'appelle la *capillarité sociale*, le retrouve dans « la tendance de chaque molécule sociale à s'élever avec toute son énergie, une fois sa conservation assurée ; de monter d'une façon incessante vers un idéal lumineux, qui l'a séduite et qui l'attire. Non seulement cette lutte pour le plaisir existe, mais elle est légitime » (1). Cette loi de la capillarité sociale tend à la satisfaction des besoins complémentaires déterminés par trois tendances fondamentales originaires : « La première a pour objet d'accroître en intensité et en extension les jouissances matérielles (après les moyens d'alimentation, les jouissances du goût ; après les vêtements nécessaires, les vêtements de luxe ; après la maison, le palais) ; la seconde, de rechercher, et de rechercher avec une intensité et une extension croissantes, les biens intellectuels (honneurs, considération, sociabilité, indépendance, liberté, instruction) ; la troisième, de dépasser les autres en jouissances matérielles et intellectuelles et, par suite, de dominer, de vaincre, d'être ou de se montrer plus

(1) La recherche du bonheur — *the pursuit of happiness* — a été consacrée dans la déclaration d'indépendance des Etats-Unis. Cf. Lester T. Ward, *Economie de la douleur et du plaisir* (*Annales de l'Institut de Soc.*, IV, page 119).

riche, plus savant, etc. Ces besoins complémentaires : 1° ne naissent, ou du moins n'aboutissent à une action, que lorsque les besoins primaires ont été satisfaits ; la naissance, la croissance et l'augmentation de l'activité complémentaire chez l'individu indiquent qu'il existe chez lui un résidu utilisable d'énergie extra-économique ; 2° sont la dépense d'une énergie exubérante et ils ont pour caractère économique la destruction de l'activité productrice ; 3° favorisent d'une façon puissante la prévoyance génétique ». (*La Loggia*).

Cette lutte pour *la condition la meilleure*, cette *lutte pour le plaisir* constituent la meilleure justification du socialisme, parce que si elle existe, on ne peut la constater ni dans tous les temps, ni chez tous les hommes aujourd'hui. D'abord, l'objet lui-même — le *plaisir* — change continuellement de forme : chez le sauvage, le plaisir se borne à un pantagruélique repas de graisse de baleine ; l'artiste ou le philanthrope ne se plaisent qu'à leur œuvre et n'en attendent que l'admiration et la reconnaissance des autres ; mais il faut aussi rappeler qu'il existe des millions d'hommes — quelques dizaines de mille dans la seule ville de Londres — qui n'ont encore qu'une vie exclusivement bestiale, et pour lesquels la lutte pour la condition la meilleure n'existe pas, est un non sens (*La Loggia*). Si c'est là la lutte qui doit caractériser l'homme, il est évident que le socialisme a raison de vouloir mettre tous les hommes à même d'y prendre part. A mesure que la condition des hommes s'élève, l'idéal socialiste devient toujours moins utopique, parce qu'il n'existe plus d'obstacles

matériels — et qu'ils sont diminués par la prévoyance génétique — à la satisfaction d'une grande partie de ses besoins complémentaires. De sorte que la multiplicité croissante des besoins, caractéristique d'une civilisation progressive, comme l'a excellemment affirmé Rümelin à l'encontre de tous les pharisiens qui se scandalisent de chaque nouveau besoin que se crée l'ouvrier, atténue toujours davantage la lutte au lieu de la rendre plus vive, parce que les besoins moraux, intellectuels et sociaux, l'emportent toujours davantage sur les besoins organiques (la faim, la soif, l'amour) de l'homme primitif (Véron, *La morale*, pag. 12).

L'existence et le développement de ces besoins complémentaires forme le fond des luttes pour le plaisir et la place la meilleure dans la société, et montre que lorsque cesse le stimulant matériel et brutal au progrès qui vient de l'accroissement de la population, il reste toujours assez de stimulants très vifs pour pousser les hommes à des progrès ultérieurs.

Nous n'avons pas à faire ici l'examen des progrès accomplis par les sociétés humaines et à rechercher les critères qui permettraient de comparer, au point de vue hédoniste, deux ou plusieurs sociétés, ce qui doit toujours se faire en fonction de l'*hédonisme collectif*, et en tenant compte de *la loi de décroissance des plaisirs répétés* (Pantaleoni, *Economia pura*). Nous devons cependant voir — puisque le *plaisir* toujours plus élevé à la recherche duquel on tend est celui d'atteindre la *place la meilleure* — quel est le *minimum* de jouissance que l'on peut garantir à chacun, et s'il y a utilité

sociale, dans l'intérêt supérieur des progrès ultérieurs, à assurer à tous les hommes une existence humaine.

Les économistes et les défenseurs de l'organisation actuelle prétendent qu'en répartissant les produits d'une façon égale entre tous, tous pourraient être rassasiés, mais tout progrès ultérieur serait rendu impossible, et le cours de la civilisation serait arrêté ; probablement même on reviendrait en arrière. Et pour cette démonstration, on évalue le capital existant, on le divise en parts égales d'après le nombre des habitants, et on montre combien faible, mesquine, serait la part de chacun.

D'après M. Mulhall, chaque famille en Europe n'aurait que 1 188 francs de rente annuelle ; les évaluations de M. Gide sont à peu près les mêmes (*Principes d'économie politique*, 1898, pages 417-418). Le revenu serait beaucoup plus faible pour les Indiens, les Chinois, les Africains, dont la misère est horrible, et on peut deviner ce qu'elle serait pour les Italiens, dont le revenu descend à 350 francs par an. — *De quoi suffire à mourir de faim*, comme l'a dit un adversaire du socialisme (*Flora*).

Si chacun ne devait avoir que cette *part individuelle*, les théâtres, les statues, les tableaux, les bijoux, les palais, les meubles, les tapis et peut-être même les livres, etc., tout ce qui en un mot n'est pas le strict nécessaire, mais le produit du degré de civilisation atteint, ne pourrait être possédé par personne ; il faudrait donc nécessairement les détruire et revenir ainsi à la barbarie. On en appelle à l'autorité de Bukcle et de

Darwin, qui se sont efforcés de démontrer que les premiers pas sur la route du progrès n'ont été possibles que grâce à l'accumulation des richesses, ou à la distribution *inégale* de la propriété.

Quelle qu'ait été l'utilité de l'inégale distribution des richesses au début de l'évolution sociale, il faut reconnaître que les choses ont bien changé depuis.

En vérité il y a loin de la quantité d'objets que l'on pouvait posséder dans l'état primitif des sociétés humaines et celle que permettrait de posséder une répartition égale du capital tout entier, en augmentation constante, selon les économistes. Cette augmentation a été merveilleusement rapide en Angleterre (Giffen, *The growth of the capital*). Il n'est pas dit que dans un régime socialiste cette augmentation de la production et des richesses doive s'arrêter, parce que les adversaires les plus honnêtes et les plus éclairés (par exemple M. Pareto) reconnaissent que depuis Lassalle on a toujours considéré l'augmentation de la production comme une nécessité pour l'augmentation du bien-être ; tous les socialistes se préoccupent de cette augmentation et recherchent les moyens de l'accélérer (1).

M. van Kol est assez pessimiste sur la possibilité d'augmenter la production proportionnellement aux besoins à satisfaire, dans la mesure où le veulent les anarchistes, mais il reconnaît que l'augmentation permet d'assurer à tous ceux qui travaillent une place au banquet de la vie. « Reposant sur l'insuffisance de la produc-

(1) G. Sorel, *La loi des revenus* (*Devenir Social*, IIIe année, n. 7).

tion, la division en classes n'a plus, en effet, de raison d'être. L'industrie mécanique a prodigieusement développé la puissance productive de l'homme, tout en diminuant le temps nécessaire à la satisfaction des besoins généraux. Pour la première fois apparaît la possibilité de procurer à chacun, moyennant un léger temps de travail, de larges facilités d'existence matérielle, qui iront en s'élargissant. L'esclavage des uns a été la condition du bien-être des autres; avec les machines, ces esclaves de fer, le bien-être de tous est possible ». Même si l'on admet ensuite que « tous ne doivent pas avoir,ou que tous n'ont pas besoin,de la même quantité de richesse dans ses formes les plus variées, on doit reconnaître que tous ont le droit de posséder la quantité de richesse indispensable à satisfaire les désirs les *plus rationnels ;* et tous doivent avoir une certaine quantité de ces biens pour lesquels aujourd'hui la lutte est si vive, de façon que chacun ne soit plus forcé de voler ou de tromper son voisin » (*Deville, George*) (1).

Cette part de capital individuel, en tenant compte des vieillards et des enfants qui ne peuvent employer toute la part qui leur revient, rendrait possible un bien-être social suffisamment élevé et qui s'élèverait toujours davantage.

Sommes-nous ainsi en pleine utopie? Les statisti-

(1) Deville, *Aperçu sur le socialisme scientifique*, page 14 ; George, *Problemi sociali*, chap. VIII ; Van Kol, *Socialisme et liberté*, Paris, Giard et Brière, page 197 et suiv. Les chiffres donnés par Atkinson sur l'augmentation de la production industrielle sont fabuleux (cité par Russell Wallace,*Reoccupation of the Land in Forecasts of the Coming Century*,London,1898).

ciens répondent négativement. Pour démontrer la nécessité d'augmenter encore la production — et il n'est pas de socialiste raisonnable et sage qui nie cette nécessité — on affirme que pour l'homme qui veut jouir d'un modeste *standard of life* il faut 50 kilogrammes de sucre par an et que, par suite, pour 1 300 000 000 habitants du globe, il en faudrait 65 000 000 000 de kilos, tandis qu'on n'en produit que 6 000 000 000. On a fait les mêmes calculs pour le pain, dont la consommation croissante a fait jeter un cri d'alarme à M. Wood Dawis, comme nous l'avons vu plus haut. Le manque de produits alimentaires arrive à de très grandes proportions, si l'on calcule que l'on exporte des céréales de certains pays (Indes, Russie), non parce qu'ils en possèdent au-delà des besoins de la consommation, mais parce que leurs habitants sont condamnés à ne pas manger à leur faim (1).

Il est facile de répondre à toutes ces objections et à tous ces doutes. Les consommations n'augmenteront pas à jour fixe pour tous les habitants de la terre, parce que le socialisme scientifique, évolutioniste, ne croit nullement que le développement se fera en même temps partout, d'une façon égale, et ce que dit M. Novicow lui-même sur les gaspillages dans les sociétés modernes démontre la possibilité de développer la pro-

(1) Novicow, *les Gaspillages*, etc., page 8; *Il consumo di pane e la produzione di pane in tutto il mondo* (*Rivista popolare*, 15 décembre 1897) ; Ballod, *La condizione economica della Russia*. (*Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung, und Volkswirthschaft*, Leipzig, 1898).

duction et les consommations. Si les 61 milliards actuellement gaspillés par ce qu'il appelle l'*erreur cryshédonique*, *erreur cteshédonique* et *fausse conception de l'univers*, étaient employés à la production de choses utiles, de combien ne pourrait-on pas augmenter la satisfaction des besoins humains? De plus, M. Novicow lui-même, qui soutient en divers endroits l'utilité de l'inégalité dans la répartition des richesses, fait cette démonstration qui est en contradiction avec ses affirmations.

Si chaque ouvrier, dit-il, reçoit un salaire de un franc, il y aura par jour 538 millions d'unités d'adaptation sur la terre. Mais si 200 millions d'hommes reçoivent chacun 1,50, il ne reste plus que 238 millions de francs à répartir entre les 338 autres millions — c'est-à-dire 70 centimes par tête. On obtiendra donc 438 millions d'unités d'adaptation et on aura une perte journalière de 100 millions d'unités, c'est-à-dire un ralentissement de l'adaptation de la planète à nos besoins. Cela revient à forcer 100 millions d'hommes à travailler sans profit. Cela aboutit à un déficit de 100 millions de produits. En effet, pour qu'un article puisse être vendu, il faut qu'il soit acheté. Diminuer la force d'achat de 1 franc à 70 centimes pour 338 millions d'hommes, cela équivaut à empêcher 100 millions d'hommes de travailler.

Mais on objectera : si 200 millions d'hommes achètent des produits pour 1,50 par jour, la différence sera compensé. Cela n'est nullement exacte. Il y a une hiérarchie naturelle dans les produtts : certains sont plus

nécessaires que les autres ; ils forment un premier échelon sans lequel on ne peut pas arriver aux autres. Pour confectionner des vêtements et des meubles l'homme doit d'abord manger, et s'il n'est pas nourri, il ne fabriquera ni meubles, ni vêtements. Si on diminue la puissance d'achat des subsistances, on détruit la base de l'édifice de la richesse. Si les 200 millions de privilégiés qui ont besoin d'une livre de pain par jour, en achètent et en mangent une livre et demie, ils agissent comme une machine à vapeur qui consomme 15 livres de charbons par 1000 kilogrammètres alors qu'elle peut les produire en en consommant 10 » (*Les gaspillages*, etc., p. 45, 46).

C'est là un raisonnement très exact qui montre les dommages énormes qui résultent de l'inégale distribution de la richesse, et qui nous explique à son tour le paradoxe économique et statistique moderne, c'est-à-dire la coexistance de magasins qui regorgent de vivres et de vêtements, et d'hommes nus et affamés. La transformation sociale ne doit pas seulement avoir pour effet de mieux distribuer la richesse, mais aussi d'augmenter considérablement la production. Déjà une meilleure distribution suffirait à garantir une existence humaine à tous, et mettrait fin à la scandaleuse sous-consommation qui est la cause véritable des crises industrielles, et elle aurait des conséquences morales, positives et négatives vraiment considérables. Dans la seule ville de Londres, la plus riche des capitales, la grande métropole du capitalisme moderne, le grand marché mondial, il y a des milliers et des milliers d'hommes qui mènent

une existence indigne de l'homme, une existence absolument bestiale (*Booth*).

Il est bien de s'occuper des progrès ultérieurs de l'humanité, mais il faut aussi vouloir un peu de justice dans la distribution des jouissances actuelles.

Le bien-être, dit M. Perez, est pour chacun un besoin et un droit, et même si l'on devait admettre pour *tous* l'impossibilité d'un type de bien-être suffisamment élevé, la justice et l'humanité exigeraient tout au moins que si *quelques-uns* jouissaient seuls de ce qui dépasse le nécessaire de la *multitude*, que celle-ci obtînt la quantité de produits qui représente l'équivalent du type du bien-être inférieur. De plus, l'équité voudrait que la plus grande somme de plaisir fût éprouvée par ceux qui la mériteraient par leurs qualités supérieures. Ceci ne serait pas la conséquence de la lutte, mais un acte de véritable justice.

Et ceux qui possèdent *plus*, c'est *le petit nombre* qui ne le mérite en aucune façon, et les multitudes ne peuvent jouir du moindre bien-être social. Londres, Paris, Berlin, New-York, toutes les grandes villes et les populations agricoles nous fourniraient une abondante moisson de preuves.

Cette injuste distribution de la richesse résulte avec évidence des chiffres qui se réfèrent à l'Italie. Nous savons, d'après M. Flora, que le revenu moyen de chaque famille italienne est de 350 francs par an, et il existe en Italie quelques milliers de familles qui possèdent, non pas 7,032 francs, soit le capital de ce revenu, mais des centaines de mille et des millions de francs. N'est-il pas

évident alors qu'il doit exister des familles qui ne possèdent rien? Il en est ainsi, en effet, et on devine combien il doit en exister si l'on songe qu'une simple opération arithmétique suffit à montrer que chaque millionnaire absorbe la part de plus de 150 familles : cette part qui ne suffirait *qu'à laisser mourir de faim*. Cette mauvaise distribution de la richesse est considérablement aggravée par ce fait, que les non-possédants sont ceux qui travaillent et qui produisent, et que les millionnaires ce sont ceux qui, d'après M. le baron Garofalo, ont l'occupation rémunératrice... de consommer le produit du travail d'autrui.

La monstruosité de cette injuste distribution de la richesse subsiste même lorsqu'on a démontré que la condition de la masse ouvrière s'est améliorée, amélioration que l'on porte aux nues pour démontrer la fausseté de la loi d'*airain des salaires*. Cette loi que l'on doit à Turgot, que Marx a affirmée dans le *Manifeste des Communistes*, que Lassalle et quelques autres socialistes ont rendue populaire pendant assez longtemps, n'a certainement aucune valeur absolue, comme l'ont reconnu il y a longtemps déjà, parmi les socialistes eux-mêmes, Wiede, Domela Nieuwenhuis, etc., comme le déclarent actuellement, notamment MM. Bernstein, Van Kol, Vandervelde, Graziadei (1).

(1) Van Kol, *Socialisme et Liberté* ; Vandervelde, *A propos du manifeste du parti communiste* (*Revue Socialiste*, mars 1898). Je recommande vivement la lecture du livre récent de Antonio Graziadei, *La produzione capitalistica*, 1898. C'est un marxiste qui attaque vigoureusement les erreurs de Marx. La *loi d'airain* des salaires a été récemment défendue par

Il est certain que la condition des masses ouvrières s'est améliorée d'une façon absolue et si la loi d'airain des salaires avait agi, il n'y aurait jamais eu aucun progrès. L'injustice de la distribution, dont le degré varie avec les différentes organisations sociales et le degré de développement atteint par les masses — dont les désirs augmentent d'autant plus qu'elles ont déjà obtenu davantage, de sorte que les améliorations partielles augmentent au lieu de diminuer le désir de progrès ultérieur — subsiste néanmoins, malgré les démentis que les faits donnent à la loi d'airain. Cette amélioration n'est pas, en effet, ce qu'elle devrait être; elle est plus faible que celle des autres classes, qui y ont un droit moindre. « Le bien-être est chose essentiellement relative et pour nous rendre un compte exact des changements en bien ou en mal survenus dans la situation des ouvriers, il faut comparer non pas ce qu'ils consomment aujourd'hui avec ce qu'ils consommaient jadis, mais l'écart qui existe entre la vie des ouvriers et celle des patrons, jadis et de nos jours; on ne doit pas comparer la situation actuelle de l'ouvrier avec sa situation ancienne, mais la situation respective aux différentes époques de ceux qui sont en haut et de ceux qui sont en bas de l'échelle sociale. » (*Sorel*) (1).

M. Paul Louis dans la *Revue Socialiste*, décembre 1898, et dans la *Petite République*, 18 janvier 1899.

(1) *L'évolution économique* (*Journal des Economistes*, décembre 1881). Tout ce que dit M.de Molinari dans *Grandeur et décadence de la guerre* sur l'exploitation opérée par les classes gouvernantes vient à l'appui de ce que nous avons dit sur l'injuste répartition des richesses. Je me suis occupé des conséquences morales de ce fait dans ma *Sociologia criminale*, vol. II.

Cette disproportion dans la répartition des richesses, mise en lumière par les socialistes les plus éminents comme par les plus obscurs, est telle qu'elle a été et qu'elle est admise par les hommes d'état non-révolutionnaires, qui s'en alarment, et par les économistes bourgeois eux-mêmes, qui la déplorent. Parmi les économistes de la première moitié du siècle, nous citerons de Sismondi, Villeneuve-Bargemont, Blanqui, etc. ; elle a été solennellement affirmée par Gladstone déjà en 1843 à la Chambre des Communes, et plus tard par Fawcett, de Laveleye et cent autres, qu'on ne pourrait ranger parmi les socialistes. Parmi les nombreuses citations que nous pourrions faire, et en négligeant les démonstrations peut-être un peu exagérées de Henry George, nous ne retiendrons que celle du représentant le plus autorisé du libéralisme économique en France, M. de Molinari, qui reconnaît que les progrès de la condition des ouvriers n'ont pas été jusqu'ici proportionnels au développement de la force productive.

Que reste-t-il des affirmations des *optimistes*, qui prétendent que tout va, au point de vue économique, le mieux du monde? Que penser de la *fatalité* de la lutte pour le nécessaire? La lutte pour le *minimum* de bien-être n'est-elle pas l'effet de l'injustice actuelle ?

La justice et l'humanité n'ont aucune part à la répartition des richesses et l'*ordre* qui maintient ce mode de distribution ne s'appuyant pas sur elle, n'a d'autre raison d'être que la force. Il est donc *légitime* et *logique* d'opposer la *force* à la *force*. La rébellion des prolétaires est logique et légitime. Et les récriminations des conser-

vateurs contre les tendances révolutionnaires du prolétaire sont inutiles et vaines, même lorsque celles-ci se manifestent par la destruction des produits de la civilisation (1).

Qu'importent au prolétariat les édifices somptueux qu'il n'habite pas, les tableaux, les objets artistiques de luxe qu'il ne possède pas, les théâtres magnifiques qu'il ne fréquente pas, alors qu'il en est le principal artisan, et qu'il lui manque le nécessaire, et qu'il a faim, et qu'il a froid, et qu'il ne peut obtenir le bien-être qu'il serait *possible* de lui donner? Dans cette lutte pour le nécessaire, dans cette fatalité du malthusianisme politique, qui exclut du banquet de la vie tous ceux qui dépassent le nombre de places que la nature assigne, les prolétaires peuvent prétendre avec raison que ce ne sont pas eux qui doivent disparaître. « Les prolétaires produisent, ils sont utiles à la collectivité. S'il y a trop de gens au monde, si une soustraction est nécessaire, pourquoi ne commencerait-on pas par les oisifs, les parasites, par ceux qui consomment sans produire? S'il n'y a pas place pour tous au banquet de la vie, que personne du

(1) M. Van Kol a rappelé avec raison la légitimité de la révolution, en s'appuyant sur l'autorité de conservateurs célèbres (Niebuhr, Bluntchli, etc.), dans son *Socialisme et Liberté*, p. 242. A tous ceux qui rendent la propagande socialiste responsable des conflits actuels nous rappelons, s'ils les ont oubliés : les luttes d'Athènes, les guerres serviles, le mouvement des *ciompi*, les guerres des paysans en Angleterre, en France et en Allemagne. La lecture du livre de Hauser, *Ouvriers du temps passé*, démontre qu'il y a trois siècles la lutte entre les ouvriers et les capitalistes existait en France tout comme aujourd'hui, sans qu'il y eut ni le nom, ni la doctrine du socialisme.

moins ne s'y asseoie sans payer son écot! » (Gautier, *Le darwinisme social*, page 63).

Pendant la guerre les nécessités de la lutte obligent les combattants à toutes sortes de stratagèmes, même déloyaux, à des mines et à des contremines pour s'assurer la victoire; ces mêmes nécessités amènent les adversaires du socialisme à toutes sortes d'expédients et ils tombent dans les contradictions les plus vulgaires.

Nous avons vu dans les discussions précédentes que les adversaires du socialisme avaient affirmé que l'égalité des fortunes était inutile aux pauvres,et dangereuse pour le progrès de la civilisation sous toutes ses formes. On se tromperait fort si l'on croyait qu'ils insistent sur les arguments,bons ou mauvais,cités à l'appui de leur thèse. Alors qu'on s'y attendait le moins, l'ennemi a fait volte-face; lorqu'ils ont vu que les producteurs ne trouvaient pas une compensation dans l'idée qu'ils contribuaient par leurs privations forcées au développement de la science, des arts et du bien-être... des autres, les économistes et les statisticiens ont abandonné leurs anciens arguments et ils ont affirmé que,non seulement l'égalité des conditions est un bien, mais que c'est un bien qui se réalise d'une façon continue et progressive. Ils en concluent que les socialistes ont tort de se démener et d'exciter les masses à des soulèvements dangereux pour atteindre un but dont nous nous approchons sans qu'il soit besoin de changer quoi que ce soit à l'organisation sociale actuelle.

Ces nouveaux adversaires appartiennent à la classe savante et studieuse, aussi leur thèse est-elle appuyée

sur un luxe d'arguments, de données statistiques et historiques, de faits de toute sorte.

M. Leroy-Beaulieu, qui n'a pas été le premier, mais certainement un des plus autorisés, s'est efforcé de démontrer que la répartition des richesses devient toujours plus juste. Il a été suivi sur ce terrain par un grand nombre d'écrivains vraiment autorisés, dont un grand nombre défendent cette nouvelle attitude de la science économique bourgeoise avec une entière bonne foi et avec la ferme conviction qu'ils ont trouvé une réponse aux demandes pressantes du prolétariat, qui doit le satisfaire tout en leur permettant à eux de jouir des biens actuels avec une parfaite tranquillité de conscience.

A la suite de l'illustre économiste français, MM. John Rae, Baudillot, vicomte d'Avenel, de Foville, de Varigny, Giffen, Block, Levasseur, de Molinari, Juglar, Fournier, de Flaix, Alfred Neymarck, Flora, Cheysson, etc., etc., pour la France, pour l'Italie, pour l'Angleterre, pour les Etats-Unis, etc., se sont efforcé de prouver cette marche ascendante vers l'égalité et vers la justice (1).

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses*, 2e éd., Paris, 1883 ; de Foville, *Le morcellement* ; *La France économique* ; de Varigny, *Les grandes fortunes aux Etats-Unis et en Angleterre ;* Vicomte d'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en l'an 1880* (cet ouvrage a été résumé par l'auteur, *La fortune privée à travers sept siècles*, Paris, Colin, 1895); A. Neymarck, *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1896, page 252 et suiv.; J. Flora, *La finanza*, etc., pages 81 à 86 ; E. Cheysson, *La crisi del reddito e l'era del lavoro* (*Revue politique et parlementaire*, novembre 1897); Virgilie Racca, *sulla distribuzione*

Cette poussée d'optimisme que nous étudierons en détail, a eu sa note comique grâce à M. Le Bon. Il se complaît à constater ce processus vers l'égalité et vers la richesse, mais il ajoute qu'il se réalise par des moyens différents que ceux que préconisent les socialistes, c'est-à-dire par l'abondance des capitaux et non par leur suppression... (*Psychologie*, etc., page 353).

Voici l'argumentation résumée avec la plus grande fidélité :

1° La part du salaire dans la répartition du produit augmente d'une façon continue. Cette augmentation a été dans un grand nombre d'industries et de pays, en quarante ans, de cinquante, soixante, soixante-quinze pour cent. De telle sorte que dans les grandes exploitations minières d'Anzin, de Léry, de Liévin, etc., les sommes payées aux ouvriers s'élèvent à quatre fois les dividendes des actionnaires : voilà pour la France. Aux Etats-Unis, si l'on évalue à 100 les salaires en 1860, on trouve qu'ils étaient de 87,7 en 1840 et qu'ils se sont élevés à 160,7 en 1891 (Carrol Wright, *Riforma sociale*, 15 octobre 1897). Il en est de même ailleurs et pour

delle ricchezze (*Giornale degli Economisti*, novembre 1897); John Rae, *Il socialismo contemporaneo*, Firenze, Lemonnier, 1889; Zino Zini, *Proprietà individuale e proprietà collettiva*, Torino. Bocca, 1898, etc., etc. Il faut remarquer que quelques-uns de ces écrivains, notamment ceux qui appartiennent à l'école de Le Play et les catholiques, ont une tendance à exalter le moyen âge et à soutenir que, grâce aux anciennes corporations et aux autres institutions de cette époque, la condition des ouvriers était préférable à la condition actuelle. Le livre de M. Hauser démontre la fausseté de ces affirmations en ce qui concerne la France.

d'autres industries. Les hauts salaires cependant, d'après ces nouveaux optimistes, n'ont pas diminué les profits, parce qu'ils ont augmenté la productivité du travail (*Lord Brassey*, *Schönhof*, *Schulze-Gavernitz*, *Loria*, *Nitti*, *Musso*, *Graziadei*, etc.);

2° Tandis que les salaires augmentaient, le prix des vivres diminuait — sauf peut-être le prix de la viande et des loyers — et de presque tous les objets de consommation; ces consommations ont augmenté considérablement en même temps qu'ont diminué parallèlement les heures de travail nécessaires pour acheter une unité donnée de produit;

3° Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté, et de 1860 à 1895 les sommes déposées à la Banque de France ont triplé. En même temps, non seulement les titres de la dette publique se démocratisent, mais même les autres titres se répartissent en un grand nombre de mains, comme cela est arrivé pour les actions de la Banque de France et pour celles du Crédit Foncier de France; de 1860 à 1895 le nombre des porteurs des actions de chemin de fer a plus que doublé. Cette hausse des salaires, cette démocratisation de la propriété mobilière a pour contre-partie l'augmentation du nombre des contribuables, l'élévation de la part du revenu imposable. C'est ce qui résulte nettement des statistiques de l'Allemagne et spécialement de l'Angleterre.

En Allemagne, en effet, les revenus de 600 à 800 marks ont diminué de 1884 à 1892, mais les revenus de 801 à 1200, de 1201 à 2 500 marks ont considérablement augmenté : ce qui prouve que la classe des ouvriers se

rapproche de celle des *petits bourgeois.* En Angleterre, le total de la propriété et des revenus soumis à l'*income Tax* s'est élevé, de 1880-81 à 1893-94, de 491 millions de livres à 600 millions. Le nombre des successions soumises à l'impôt sur les successions, de 1883-84 à 1893-94, s'est élevé de 41,873 à 52,462 avec une majorité des successions de faibles revenus, qui n'excèdent pas 1 000 livres sterlings (*Statistical Abstract for the United Kingdom. Forty Second Number*, pages 37 et 39). De même M. Carroll Wright, l'éminent directeur de la statistique du travail, nous apprend qu'aux Etats-Unis la fortune des particuliers s'est élevée de 35 milliards 678 millions en 1850 à 325 milliards, soit, par habitant, de 1 540 francs à 5 180. Les employés, les professions libérales et les salariés, qui formaient 32,43 % des habitants en 1870 s'élevaient à 36,31 en 1890;

4° La hausse des salaires, la diminution du prix des marchandises, l'augmentation du nombre des possesseurs de capitaux — notamment de capitaux mobiliers — est le résultat nécessaire de l'augmentation du capital lui-même, qui est due à l'organisation sociale actuelle, injustement attaquée par les socialistes. L'accroissement du capital a eu nécessairement pour effet la baisse de la valeur de l'argent et de sa puissance d'achat, d'où résulte une baisse de l'intérêt — il était en France de 5 à 6 % en 1850 et il est actuellement de 3 % — ; la baisse de la rente foncière, cause de la crise agricole universelle, qui se reflète, d'après M. de Foville, dans la statistique fiscale par la diminution de valeur des successions et des donations ; la diminution du revenu mobilier — en

France(1),il était de 4,68 % en 1825-34,et il est descendu à 2,88 % en 1897. Le budget des rentiers traverse ainsi une crise très grave, et il est de jour en jour plus difficile de vivre sur le passé, de se dispenser d'un effort actuel. L'augmentation des capitaux, qui a fait baisser l'intérêt, la rente et le profit, a augmenté au contraire leur concurrence, la recherche d'emplois nouveaux, et l'on a eu d'innombrables entreprises, chemins de fer, canaux, etc., qui ont contribué à la hausse des salaires, parce que le travail a été beaucoup plus recherché. On a pu constater ainsi l'exactitude de ce passage de Turgot, où il comparait la baisse du taux de l'intérêt à la baisse graduelle des eaux qui permet de mettre en culture de nouvelles terres.

Cependant la diminution de valeur de l'argent a certains inconvénients, même pour les ouvriers. Lorsque, dit M. Cheysson, ils veulent s'assurer une existence de capitalistes, la baisse de l'intérêt rend toujours plus difficile l'assurance, parce qu'elle élève les primes pour les différentes caisses d'assurance contre la vieillesse, la maladie, etc. M. Soulier se demande avec raison si *l'épargne ne tuera pas l'épargne*. On peut remédier à ce mal, qui frappe même les ouvriers, si ceux-ci achètent la maison qu'ils habitent, ce qui devient toujours plus facile grâce à la coopération et aux paiements de primes à peine supérieures aux loyers, comme on peut le voir,

(1) En Angleterre on a constaté, au contraire, une forte augmentation dans la valeur des biens soumis à l'impôt sur les successions.

notamment en Angleterre, grâce aux *Building Societies* ;

5° Le nivellement des profits dans les industries et la diminution de l'intérêt, du revenu et des profits, qui marchent parallèlement à la hausse des salaires, ne permettent pas la formation de grandes fortunes, et, d'autre part, l'impôt progressif, l'exemption d'impôts en faveur des petites propriétés et des petits revenus, et l'impôt sur l'héritage tendent à réduire les grandes fortunes existantes et à niveler les conditions d'existence ;

6° Par suite de ces différentes influences, qui agissent en sens inverse sur le capital pour en diminuer les avantages et sur le travail pour le mieux rémunérer, le sort des classes inférieures s'améliore et elles arrivent à se confondre avec les autres ; ce mouvement est favorisé par l'élimination progressive de la distinction entre le travail qualifié (*skilled*) et le travail non qualifié (*unskilled*). M. Carroll Wright a constaté aux Etats-Unis une diminution notable des *unskilled* de 1880 à 1890. Tout cela contribue graduellement à déprolétariser les ouvriers (*sproletarizzazione*), selon l'expression de M. Racca, et oblige en même temps la bourgoisie à ne pas compter exclusivement sur le capital et à se mettre elle-même au travail.

Si ce petit tableau séduisant de l'évolution sociale, si ce processus de nivellement des fortunes et d'égalité entre les classes sociales avait été présenté il y a cinquante ans, les gens soi-disant positifs auraient crié à l'utopie ! et aujourd'hui ce sont les économistes eux-mêmes qui nous l'esquissent pour montrer que le pro-

grès social s'est fait dans la direction entrevue par ceux que l'on a traités autrefois d'utopistes, ou que l'on a persécutés comme des ennemis de l'ordre.

Mais cette peinture séduisante cache une malice des adversaires du socialisme, qui cherchent à endormir les classes ouvrières, en leur donnant l'illusion — et ce n'est qu'une illusion — de la force et du bien-être.

C'est, il me semble, l'opinion de M. Loria, qui, avec une ironie amère, attribue l'optimisme de M. Neymarck aux mets délicats et aux vins généreux de l'*Hôtel des sociétés savantes*. Que la défiance du professeur italien et de la plupart des socialistes militants soit justifiée, c'est ce qui résulte du mémoire présenté par un autre statisticien. M. Adolphe Coste a lu, en effet, à une des séances de la société devant laquelle M. Neymarck avait résumé les merveilleux progrès sociaux accomplis, un intéressant mémoire (*Les bénéfices comparés du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis* 50 *ans*), que nous allons résumer.

L'influence bienfaisante de l'augmentation du capital des banques sur la hausse du salaire ne doit être acceptée que dans des limites très restreintes pour ne pas dire entièrement problématiques, parce que d'ordinaire ce capital alimente la spéculation, ce qui n'offre que peu d'avantages et parfois des dommages aux classes ouvrières ; enfin, « que la dette publique contribue à élever les salaires, il faut pour l'affirmer se trouver dans des conditions d'équilibre mental assez imparfaites » (*Loria*).

Que prouve la part de la richesse assignée au travail,

puisque l'on néglige l'élément le plus important — le nombre des ouvriers employés? (1)

La répartition du produit du capital est pourtant toujours injuste, puisque, tandis que, dans l'industrie carbonifère par exemple, le salaire était de 100 en 1850-60, et de 161 en 1881-90, les profits sont passés dans cette même période de 100 à 236. Quelle est la cause de cette inégale répartition de la richesse, admise par M. de Molinari lui-même? M. Coste répond : La cause est dans ces 48 milliards de fonds publics qui augmentent la fortune privée en France, sans alimenter des industries vraiment productives. On pourrait remédier en partie à la baisse des revenus en fournissant des capitaux à des entreprises lucratives et en les retenant en France grâce à une plus sage organisation du crédit. Cette transformation dans l'emploi des capitaux aurait, selon moi, de plus, une conséquence morale très importante ; elle contribuerait à diminuer l'agiotage, un des principaux facteurs criminels des grandes fortunes, comme l'a plusieurs fois démontré M. G. Rouanet dans la *Revue Socialiste*.

Que la répartition est injuste et que l'on pourrait assurer une plus grande somme de bien-être à tous, c'est

(1) De même, par exemple, on voit d'après le *Statistical abstract for the United Kingdom* de 1895 (42e no), page 196 et 197, que dans les chemins de fer anglais la part revenant au travail augmente, de 1880 à 1894, de 51 à 56 $^0/_0$ du produit total. On pourrait croire qu'il y a une hausse sensible des salaires ; il y a eu simplement une augmentation sensible du personnel parce que les lignes en exploitation sont passées de 17 933 à 20 908.

ce qu'a démontré en Angleterre M. Hobson, qui a décomposé de la façon suivante le revenu total s'élevant à un milliard 300 mille livres sterlings :

Rente	200 000 000
Intérêt	250 000 900
Profits	350 000 000
Salaires	500 000 000

L'évaluation des salaires est faite sur les données de M. L. Levi (*Wages and Earnings of the Working Classes*, pag. 2), qu'il évaluait en 1884 à 470 000 000. Cette somme distribuée entre toutes les familles du Royaume-Uni donne 88 livres sterlings par an pour chaque famille ; si l'on répartit en parts égales entre toutes les familles le revenu total de l'Angleterre, on obtient un revenu de 172 livres sterlings par famille, soit 4 300 francs (*Problems of Poverty*, Londres, 1891, pag. 2-4).

Il est certainement exact que les salaires ont haussé en Angleterre et beaucoup même, mais il y a des points noirs, très noirs, qu'une équitable répartition pourrait faire disparaître. M. Booth a essayé de réfuter M. Hobson, mais sans succès, et l'on peut même dire qu'il lui a donné raison en constatant qu'à Londres, sur 4 millions et demi d'habitants, il n'y a que soixante mille personnes véritablement riches (*Life and labour of the people in London*, vol. V). Nous verrons plus loin quels effrayants contrastes cache ces accumulations de richesses dans les grandes métropoles du capitalisme.

On a fait depuis de nombreuses recherches pour dé-

montrer que le *salaire réel* a véritablement augmenté, et que le nombre des heures de travail nécessaire pour se procurer la satisfaction des besoins les plus urgents est en constante diminution.

Ces recherches sont nécessaires, parce qu'il peut arriver que le salaire hausse mais qu'en même temps une hausse plus forte se produise sur le prix des subsistances, et dans ce cas le résultat serait un abaissement de la condition des ouvriers. A la fin du siècle passé les salaires avaient haussé du double en Angleterre, mais le prix des objets consommés par les ouvriers avait quintuplé. Aujourd'hui, au contraire, les salaires ont haussé, et il y a en général une diminution dans les prix des principaux produits alimentaires et des objets de consommation de tout genre.

Les nombreux et intéressants travaux de Ducpetiaux, d'Engel, de Willougby, de Nicolaï en Belgique, les *Annuaires statistiques de la France*, les publications du bureau du travail de Washington — et notamment pour la période 1861-91, le volume intitulé : *Wholesale prices, wages and transportations*, — les recherches de MM. Conrad, Soetber, Heing, Kraol pour Hambourg et pour d'autres régions de l'Allemagne ; de MM. Schulze-Gawernitz, Newmann, Alderich, Schönhoff, Sauerbeck, etc., pour l'Angleterre, soit par la méthode des *index-numbers*, soit par celle des monographies de famille, montrent que la hausse des salaires est presque générale et qu'elle est d'autant plus importante qu'elle coïncide avec une baisse des prix et une réduction des heures de la journée de travail. En ce qui concerne les

prix des produits alimentaires, il y a presque partout, sauf en Angleterre, une légère augmentation du prix de la viande, alors que presque partout sa consommation a augmenté (1).

Pour mieux apprécier ce phénomène étudions-le en détail dans un pays donné.

Nous avons, pour l'Italie, les publications de M. Bodio, directeur de la statistique du royaume. Elles nous montrent que l'amélioration de la condition des ouvriers italiens a été considérable, par suite de la hausse des salaires et de la baisse des prix. Un ouvrier, en effet, qui avait besoin de 195 heures de travail pour obtenir l'équivalent de 100 kilogrammes de froment en 1862, n'avait plus besoin de travailler que 89 heures en 1896 (*Di alcuni indici misuratori del movimento economico in Italia*, Rome, 1891 ; *Annuario statistico italiano*, Rome 1898). Mais c'est là faire preuve d'un optimisme un peu exagéré ; la hausse des salaires n'est déduite que de l'étude d'un petit nombre d'industries, dans quelques régions. M. Bodio lui-même avoue qu'il a tenu compte de sept établissements industriels de la Lombardie, du Piémont, (*Annuario*, pag. 165) et il reconnaît en même temps le faible taux du salaire des ouvriers agricoles (2 lires par jour en été, 1,50 en hiver), et il le dit encore diminué par le temps où forcément les travaux sont ar-

(1) Pour plus de détails, voir les ouvrages cités antérieurement et notamment Schulze-Gävernitz, *La grande industrie* ; Nitti, *Gli alti salari* ; Van Kol, *Socialisme et liberté* ; Musco, *Le dottrine del salario* ; Graziadei, *La produzione capitalistica.*

rêtés (*Indici misuratori* pag. 60). Il aurait pu ajouter que dans un grand nombre de régions de la Vénétie, de la basse Lombardie, de la Calabre, de la Sardaigne, de la Sicile, etc., les salaires agricoles — et les agriculteurs forment la majorité en Italie — n'obtiennent tout au plus que 50 cent. par jour. Il faut toujours considérer comme exacte la description qu'a faite de la misère des paysans de la Vénétie dans l'*Inchiesta agraria* M. Morpurgo, et M. Sonnino, un ancien ministre, des paysans de la Sicile.

Toute une série de faits démentent cette prétendue amélioration de la condition des ouvriers italiens. C'est M. Bodio lui-même qui, par les renseignements qu'il nous fournit sur l'émigration, la criminalité, qui constituent des indices indirects très importants, nous fournit des éléments pour corriger son optimisme. Ce que nous savons de l'importance des consommations nous montre que la hausse des salaires n'a été ni générale, ni durable. La diminution de consommation du sucre, du café, du tabac, a été considérable, et notamment celle du blé, qui est la base de l'alimentation italienne et qui donnait une moyenne de 145 kilogrammes en 1870-74, et qui n'est plus que de 119 en 1897 ; elle n'aurait été même que de 112 en 1894 (Tenerelli, *L'azione delle imposte indirette sui consumi*, Turin, 1898).

Cette amélioration est si faible que la moindre crise entraîne des conséquences qui semblent à première vue disproportionnées avec leurs causes. En 1897-98 le renchérissement du pain a amené des troubles très graves dans toutes les parties de l'Italie, de Padoue et de Plai-

sance à Modica et à Troina — avec un nombre considérable de morts et de blessés ; troubles de la faim que l'on ne constate plus dans notre siècle que dans l'Inde et en Russie, et qui étaient déterminés beaucoup plus par la baisse des salaires que par la hausse du prix du pain.

Les salaires agricoles sont passés en France, d'après M. de Foville, de 200 francs à 300 francs de 1788 à 1872, et ils doivent être encore assez élevés puisque M. Jaurès lui-même admet qu'ils sont actuellement de 300 francs par an, plus la nourriture, et que le *Department of labor* de Washington l'évalue à 1,06 dollar en 1870 et à 1,33 dollar en 1896 (*Bulletin*, 1898, n° 18). L'augmentation des consommations correspond à cette hausse des salaires.

En Belgique, ce même bulletin du *Department of labor* des Etats-Unis constate, malgré des alternatives de baisse, une augmentation de 0,59 en 1870 dollar à 0,66 en 1896 ; les budgets de 188 familles publiés par M. Nicolaï dans le *Bulletin de la commission centrale de statistique*, vol. XVII, indiquent une augmentation des salaires du chef de famille de 1 fr. 50 en 1846 à 4 francs en avril 1891 — ce qui a permis une consommation de viande trois fois plus forte en 1891 qu'en 1853, malgré la hausse. Il est intéressant de relever, et cela confirme ce qui précède, que deux socialistes, MM. Destrée et Vandervelde, parlant de l'année terrible de la crise belge (1886), ont déclaré que le mouvement insurrectionnel n'était pas justifié par la misère, sauf pour certains ouvriers. « La plupart des ouvriers verriers avaient une maison, des épargnes, ils jouissaient d'un certain con-

fort, ils formaient une espèce d'aristocratie dans la classe ouvrière et ils auraient dû rester étrangers à la grève » (*Le socialisme en Belgique*, Paris, Giard et Brière, 1898, pag. 67).

Pour l'Angleterre tous les indices directs et indirects semblent démontrer que la hausse des salaires a été générale et durable. Les livres de MM. De Rousiers, Métin, Lavollée, etc., en France, de M. Howell, de M. et Mme Webb, etc., de tous les apologistes des hauts salaires attestent le fait, qui est confirmé par un grand nombre d'autres phénomènes économiques, intellectuels et moraux.

Si nous étudions les consommations par exemple, nous verrons que le blé et la farine, qui étaient de 161 livres par tête en 1874, sont de 256 en 1894 ; le lard est passé de 7,82, à 13,29 ; la viande de 3,22 livres en 1880 à 6,59 en 1894 ; les œufs de 21 environ à 36, de 1874 à 1894, etc. (1). La consommation de tous les autres produits a augmenté ; pour les pommes de terre, le riz et les boissons alcooliques il y a eu diminution sensible, ce qui indique une sérieuse amélioration économique et morale dont les Anglais sont fiers (*Statistical abstract for the United Kingdom from the 1874 to 1888*, p. 72 et 73; *Stat. Abst. etc. from the 1880 to 1894*, pag. 78-79). En Angleterre, en effet, tandis que le salaire nominal a augmenté de 1860 à 1891, d'après M. Bowley,

(1) Ces chiffres ne se réfèrent qu'aux produits importés et ne comprennent pas la production intérieure. La production des céréales a cependant subi une diminution importante, et il y a eu une augmentation de l'élevage du bétail.

de 100 à 140, le salaire réel est passé de 100 à 192. Aussi est-ce avec un véritable sentiment de peine qu'on lit ce que M. Spencer a écrit dans son testament scientifique afin de pouvoir nier l'action bienfaisante des Trades-Unions, à savoir que tous les prétendus avantages de la hausse des salaires sont une illusion, parce que les prix des produits ont augmenté (*Les Institutions*, etc. pag. 444). Comme on ne peut pas admettre que le grand philosophe ne connaît pas les données les plus certaines de la statistique, on doit admettre que le préjugé scientifique — un de ces préjugés dont il a lui-même si bien étudié l'action — l'a aveuglé.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, même en Angleterre, il existe des régions entières, et non pas seulement parmi les régions agricoles, dans lesquelles l'amélioration n'est pas forte ou même n'existe pas, comme cela était constaté par M. Schulze Gävernitz pour le centre de l'industrie de la laine cardée et de la soie à Bradford, dans le Workshire, dans le Chester, à Machlesfield, etc. (*La grande industrie*, p. 311), et l'on peut avoir confiance dans ce partisan de la théorie des *hauts salaires*, qui a généralisé si précipitamment les merveilleux résultats constatés chez les ouvriers du Lancashire dans l'industrie du coton, qui possèdent déjà une partie du capital employé dans leur industrie (*La grande industrie*, pag. 277). Je ne puis pas discuter ici *ex professo* cette théorie des hauts salaires, qui devrait aboutir à l'harmonie sociale, puisqu'ils auraient pour effet, grâce à la plus grande productivité du travail et à la diminution du coût des produits, de hausser les salaires sans

diminuer les profits des patrons, mais je fais toutes mes réserves au sujet de sa généralisation et de sa durée. Je ne crois pas exactes quelques-unes des belles pages de M. Loria (*La costituzione economica*, pag. 124 et suiv.) et de M. Graziadei, qui pense « que dans les pays en progrès, la lutte de la classe ouvrière pour améliorer sa condition loin d'être en conflit avec les intérêts du capitalisme constitue un de ses plus importants coefficients » (*La produzione capitalistica*, pag. 121).

L'enthousiasme de Lord Brassey, de Schönhof, de Atkinson et d'un certain nombre de grands industriels en faveur des hauts salaires n'est qu'une exception et les conflits entre le capital et le travail, au sujet du salaire ou de la journée de travail, prouvent qu'il n'est pas général.

La formation de la *fédération des entrepreneurs* dans le but de résister aux revendications des ouvriers et l'échec de la grève des mécaniciens prouvent que nous sommes peut-être déjà à la veille de la fin des hymnes chantés en faveur des *hauts salaires*. La machine est toujours d'ailleurs un danger et une menace pour les ouvriers, une force qui arrête leur mouvement d'ascension ; c'est bien à tort que certains n'y voient qu'un danger transitoire, parce qu'ils estiment que le cycle des grandes découvertes mécaniques est révolu (Nitti, *Alti salarî*, pag. 63, 64, 80). Il semble, au contraire, que nous ne sommes qu'au début des applications de l'électricité. Franklin a dérobé la foudre au ciel, mais les capitalistes pourront la diriger contre les ouvriers.

Poursuivant l'examen que nous faisons des affirmations des écrivains qui découvrent dans le régime actuel une marche vers l'égalité dans la distribution des richesses, voyons maintenant ce qu'il faut penser de la formation des grandes fortunes, de la concentration de la propriété et des industries, de la déprolétarisation des ouvriers, etc.

Est-il vrai qu'aujourd'hui l'on ne trouve plus de grandes fortunes? Jamais un économiste optimiste n'a affirmé une chose fausse avec tant de légèreté. Mais les milliardaires appartiennent cependant proprement à notre siècle; nous les avons vus naître pour ainsi dire sous nos yeux, nous les voyons naître et grandir chaque jour, à chaque heure. Si l'on en doutait, et pour ne pas se perdre dans des recherches statistiques, qu'on lise simplement l'introduction de M. Masé-Dari — un économiste — aux *Problèmes sociaux* de H. George et on y trouvera des renseignements édifiants sur G. Gould, Van der Bilt, Mackau, Pullman, etc. M. de Saint-Aubin nous a raconté l'histoire de Rochefeller, le roi du pétrole, et celle de John Jacob Astor, de ces milliardaires et de leur *travail* (*Deux milliardaires*, dans la *Revue des Revues*, 1er mai 1898). Aux Etats-Unis il y a des millionnaires par dizaines de mille (Van Kol, *Socialisme et liberté*, pag. 144 à 149).

L'étude des millionnaires et des milliardaires en Angleterre, en France, en Allemagne, aboutit au même résultat. Le fameux baron Hirsch est un archi-millionnaire dont la fortune date de cinquante ans. En Italie, si pauvre, et où les causes de la formation rapide des

grandes fortunes n'ont pas agi avec la même intensité qu'ailleurs, les *honnêtes* et *savantes* entreprises de chemin de fer ont permis aux Medici, aux Piatti, aux Menotti, etc., de devenir plusieurs fois millionnaires. — Chacun de leurs millions est le résultat de la spoliation de milliers de petits contribuables et de l'appropriation du produit du travail de centaines de milliers d'ouvriers. On peut voir ce qu'il y a de justice dans la formation de certaines grandes fortunes, si l'on étudie l'augmentation exorbitante de la valeur des terrains urbains qu'a si bien étudiée M. Einaudi : Un dizième d'hectare à Chicago valait 20 dollars en 1830, il vaut 1 250 000 dollars en 1894 (1).

Ce ne sont pas là des faits exclusivement propres à l'Amérique ; nous avons pu les constater à Rome, où la folie des constructions a amené la faillite d'un grand nombre d'établissements de crédit et a donné naissance à un assez grand nombre de fortunes rapides. M. d'Avenel en a donné plus d'un exemple pour la France. En voici un tout récent pour Londres : 57 mètres carrés de terrain ont été vendus dans une cour de Lombard Street, le 20 septembre 1895, au prix de 1 890 000 livres ! (Gide, *Op. cit.*, pag. 510).

(1) *La municipalisation du sol dans les grandes villes* (*Devenir Social*, janvier 1898). M. Thorold Rogers, dont l'autorité est incontestée, s'était élevé il y a longtemps déjà contre l'enrichissement des propriétaires du sol des grandes villes. En Amérique et en Angleterre il existe tout un mouvement pour établir un impôt proportionnel aux profits immérités de ces propriétaires. M. Bastable a fait un examen approfondi de cette *betterment tax*.

Ces augmentations fabuleuses de valeur ne sont jamais le fait du mérite, de l'effort, du sacrifice du propriétaire. Elles sont le résultat d'améliorations municipales — ouvertures, élargissements de rues, canalisations d'eau, jardins publics, etc. — faites aux frais du public, ou bien elles sont le produit de l'augmentation de la population. Dans ce cas — contraste étrange ! — l'augmentation de richesse du propriétaire résulte de l'augmentation de misère des ouvriers.

En général, ces grandes fortunes excitent même l'indignation de ceux qui sont les ennemis irréconciliables du socialisme, parce que : 1° leur origine provient de véritables déprédations financières ; 2° elles donnent une puissance énorme à leurs possesseurs et leur permettent d'acheter tout ce qu'ils veulent, même le titre de membre des académies les plus savantes ; 3° parce qu'elles permettent à leurs héritiers la vie la plus scandaleuse qu'on puisse imaginer (Le Bon, *Psychologie du socialisme*, p. 354).

Ce fait est beaucoup plus important que la concentration des entreprises, du capital et de la propriété foncière, qui est un des chevaux de bataille du marxisme. La concentration des entreprises pourrait n'être pas nuisible aux ouvriers ; elle pourrait, par exemple, n'être que le fait de l'augmentation de la coopération, comme on peut le constater pour l'association des laiteries générales belges et par l'augmentation, en Belgique notamment, de toutes les associations agricoles. En Allemagne, en France, en Angleterre, on peut même démontrer que le nombre des entreprises agricoles, industrielles, commerciales, de transport, etc., a

augmenté, mais toujours avec plus de rapidité pour les plus grandes que pour les moindres et moins que n'a augmenté la population, de telle sorte que l'augmentation est absolue, mais non relative (Vandervelde, *Revue socialiste*, mars 1898).

D'ailleurs les chiffres que l'on fournit peuvent être diversement interprétés. En Allemagne, par exemple, le recensement de la population agricole du 14 juin 1895, comparé à celui de 1882, donne une augmentation de 5,32 % sur le nombre des exploitations et de 2,02 sur les superficies mises en culture. L'augmentation des exploitations porterait principalement sur des exploitations de grandeur moyenne. 50 % de ces exploitations sont la propriété de ceux qui les cultivent ; il n'y a que très peu de métayage, le reste appartient au fermage ; 41,33 % de l'ensemble des exploitations est de moyenne grandeur et comprend 70,30 % de la terre cultivée. Ces données sont complétées par celles données par M. Schmoller sur le développement de la *classe moyenne*, qui ne sont pas aussi rassurantes qu'il semble le croire, parce qu'il y a entre 1882 et 1895 une diminution de 34,4 à 24,9 % dans le nombre des entrepreneurs et une augmentation de 65,6 à 75,1 % dans le nombre des ouvriers employés (*Arbeiterfreund*, 1897, n° 3). Du dernier recensement des professions en Allemagne il résulte avec évidence qu'il y a concentration dans l'industrie. En effet, de 1882 à 1895, alors que le nombre des petits patrons a diminué de 12 %, la population a augmenté de 15 %. La grande industrie, au contraire, a progressé rapidement ; dans cette même pé-

riode de temps, les fabriques, qui emploient plus de mille ouvriers, ont doublé, et 84 000 petits industriels ont disparu. On constate un mouvement analogue dans le commerce. N'y a-t-il pas là une augmentation significative du prolétariat industriel qui ne peut pas être compensée par l'augmentation du nombre des personnes qui s'adonnent aux professions libérales, à l'enseignement, qui entrent dans les ordres, qui deviennent employés, etc. ?

Cette concentration des industries semble être plus marquée encore en Angleterre — du moins dans l'industrie textile, qui est une des plus importantes et celle dont les salaires cependant ont le plus haussé. Il y avait, en 1870, 6 807 fabriques occupant 907 930 ouvriers des deux sexes et de tout âge, assujetties aux *Factories and Workshops acts* ; il y en avait 7 465 avec 1 034 261 ouvriers en 1885. Il y aurait donc eu des décentralisations; mais la situation change rapidement et, en 1890, il n'y a plus que 7 190 fabriques, mais elles occupent 1 084 631 ouvriers (*Statistical Abstract*, 1895, pag. 188-189). Cette tendance à la concentration industrielle est d'ailleurs non seulement admise, mais présentée comme un progrès par l'apologiste de la grande industrie, M. Schulze-Gavernitz, qui y voit la condition nécessaire pour l'emporter sur le marché universel (*La grande industrie*, pag. 123). Quoiqu'il en soit de la concentration des industries, la concentration de la richesse, bien que les socialistes ne tiennent plus à la loi d'airain rejetée catégoriquement par le congrès de la démocratie socialiste tenu à Halle en 1890, ni à

la loi de George — est admise par M. Booth, qui conclut de l'ensemble des changements dans la constitution industrielle de Londres qu'il y a une connexion étroite entre l'augmentation générale de la richesse et sa concentration. *Accumulation de richesse, ruine des hommes*, c'est un proverbe (*Verdict*) parfaitement exact en ce qui concerne Londres. (*Op. cit.*, vol. IX, pag. 64).

Quant aux propriétaires fonciers, on discute beaucoup sur la question de savoir si leur nombre augmente ou diminue. Les *allottments* de l'Angleterre, créés par une loi récente et comme suite au *land act* de 1881 pour l'Irlande, n'ont pas encore été généralisés : les allottments représentent actuellement des propriétés d'une très faible étendue — la moitié des petites propriétés est de 1 à 5 acres d'après M. Tcherkesoff, cité par Merlino (*Formes*, etc., page 59) — ce qui ne produit qu'une bien faible amélioration dans la situation économique. Pour arriver à la création de la petite propriété dans la terre classique du landlordisme, il faudra d'autres lois et d'autres institutions, afin d'empêcher qu'elle ne disparaisse par la suite, comme cela est arrivé presque partout en Italie avec la division des terres communales et le recensement des terres domaniales et des biens ecclésiastiques. En France, où la petite propriété existe depuis fort longtemps et où elle est très répandue, si l'augmentation a été considérable de 1826 à 1882, il résulte des discours mémorables de M. Jaurès (9 et 16 juin et 3 juillet 1897) et de M. Deville (3 novembre 1897), auxquels ont répondu M. Deschanel et M. Méline, malgré toutes les contradictions d'une statistique

intéressée et des politiciens, que la petite propriété conserve son chiffre absolu, mais en perdant de son importance, puisque la superficie des propriétés au-dessus de 40 hectares est passée de 22 300 000 hectares en 1882 à 22 500 000 hectares en 1892. M. Méline lui-même a reconnu que la condition des petits propriétaires allait empirant et que beaucoup d'entre eux abandonnent la campagne pour la ville ; ce phénomène est encore plus général en Angleterre.

En Belgique, le nombre des propriétaires est passé de 201 226 en 1846 à 293 524 en 1880, tandis que le nombre des fermiers est passé de 371 320 à 618 872.

En Allemagne, la surface occupée par la petite et la moyenne propriété a augmenté, très peu il est vrai, de 1882 à 1895 ; elle est passée respectivement de 10,1 à 10,11 % et de 28,74 à 29,90 %. Le rapport du recensement déclare que la moyenne propriété foncière augmente aux dépens de la petite et de la grande propriété, d'où il résulte une diminution probable du nombre des petits propriétaires.

Que la petite propriété augmente, diminue ou reste stationnaire, il est certain que le nombre des hypothèques augmente ; les capitalistes préfèrent laisser la terre aux propriétaires et emporter l'intérêt sans effort et sans risque, comme l'a remarqué pour la Belgique M. Hector Denis, cité par Destrée et Vandervelde (*Le Socialisme*, pag. 223 à 327), et pour les autres pays par Van Kol (*Socialisme*, etc., pag. 135-137).

Cependant la division de la propriété foncière — quoique M. Loria veuille attribuer à la terre l'influence

prépondérante et presque exclusive sur l'évolution économico-sociale — est presque sans importance, comparée à l'augmentation extraordinaire de la richesse mobilière. Grâce à la richesse mobilière et à la formation des sociétés par action, il y a augmentation et non diminution du nombre de ceux qui sont propriétaires (Graham, cité par Merlino, *Formes*, etc.. page 58). La propriété n'est plus la condition *sine qua non* du bien-être (*Novicow*, *Zini*), et si l'on tient compte de l'élévation des salaires, des traitements, des honoraires, il semble que nous sommes en présence d'un processus de *déprolétarisation* — en prenant le mot prolétariat dans le sens marxiste, classique — et, par suite, doivent disparaître les conséquences menaçantes de la division de l'humanité en deux classes : l'une composée d'un très petit nombre de riches, l'autre d'un nombre infiniment grand de misérables.

Mais il y a un revers à la médaille ; l'incertitude du lendemain, le chômage, la misère extrême de certaines classes, font un lugubre contraste à ce tableau.

Certains affirment que le chômage diminue et qu'il disparaîtra complètement quand la société aura conquis un équilibre stable — en supposant que cette idée soit conciliable avec celle du progrès, ou au moins d'une évolution continue. Quoiqu'il en soit, le présent est plein de tristesse.

En Angleterre, où l'augmentation de la richesse est la plus certaine, où l'amélioration de la grande masse des ouvriers est appuyée de preuves directes et indirectes de tous genres, le problème des sans-travail s'impose à tous

les hommes politiques libéraux et conservateurs comme aux philanthropes. L'optimisme de M. Drage a trouvé une réponse formidable dans les chiffres cités par M. Hobson (*The problem of the unemployed*, Londres, 1896), et la question du chômage est si grave et si menaçante que M. Stead, ce journaliste de génie qui, plus que tout autre, possède le sens et la mesure de la réalité, le considère dans sa *Review of reviews* comme le problème du sphynx, qui a besoin d'un Œdipe moderne pour être résolu.

Les chiffres officiels eux-mêmes constatent une augmentation sensible du nombre des sans-travail de 1890 à 1895, qui a été jusqu'à 7,5 % des ouvriers inscrits dans les *Trade Unions* en 1893 (*Reports on the strikes and lock-outs of 1890-95 by the labour correspondent to the Board of Trade*, Londres, 1892-95) Le dénûment de ces sans-travail ne peut être compris que si l'on assiste aux luttes déchirantes qu'ils soutiennent entre eux pour être admis au travaux des docks.

M. Gide, dont l'impartialité est incontestable, conclut mélancoliquement son paragraphe sur la hausse des salaires : « Il faut remarquer que les salaires moyens donnés par tous les statisticiens s'appliquent à des salaires *présumés annuels et réguliers*. Or, le *chômage* et les *mortes-saisons* qui deviennent un mal chronique de l'industrie peuvent réduire EFFROYABLEMENT le salaire effectivement touché (*Op. cit.*, page 460) ».

On se fera une idée du nombre des sans-travail si l'on sait que d'après M. Booth, — qui a été assisté dans ses travaux pendant dix années par des personnes émi-

nentes et impartiales, par exemple, Mme Béatrice Webb, appartenant pour la plupart à l'école manchestérienne, — 30 % de la population de Londres ne travaille qu'une moitié de l'année, et elle vit en général aux dépens des ouvriers occupés ! Pour le riche, le pauvre est un sujet d'intérêt sentimental ; pour les ouvriers, c'est un poids écrasant (*Op. cit.*, vol. I, p. 54), et la misère due au chômage est beaucoup plus aiguë que celle qui est due aux bas salaires (Vol. IX, page 415.)

La misère de Londres, qui nous a été révélée notamment par la *Labour Commission*, par MM. Booth et Hobson, a même éveillé l'attention des orthodoxes français les moins suspects, par exemple M. Arthur Raffalowich, dans le *Journal des Economistes*, février 1884. La situation est encore plus terrible dans certains centres industriels et en particulier dans les campagnes, comme cela résulte notamment de la grande enquête du *Daily News*, réunie dans le volume : *The life in our villages.* Il nous suffit ici de reproduire l'opinion de M. Stead : Le chômage existe et il doit augmenter parce que dans les conditions de la société moderne la production n'a pas pour objet de pourvoir aux besoins des producteurs, mais seulement de créer de la richesse pour le capitaliste entrepreneur (Russell Wallace, *Reoccupation of the Land*).

Cette opinion, que l'on pourrait croire inspirée par le pessimisme marxiste, se trouve confirmée par cet aveu de M. Booth : « Le système industriel moderne ne pourrait fonctionner sans les sans-travail, sans une réserve de travail. Les industriels déclarent que cet état de

choses leur est profitable, *This state of things is in their interest* (Vol. I, page 152). Cet intérêt des capitalistes à la formation systématique de l'armée de réserve du travail a été démontré récemment par M. Loria, qui n'est pas un marxiste (*La costituzione economica*, etc., page 35 et suiv.).

Si cet accroissement du nombre des sans-travail est poursuivi par les capitalistes dans leur propre intérêt, n'est-il pas naturel que les ouvriers, tous menacés d'entrer dans cette armée de réserve du travail, s'efforcent de la faire disparaître? Il y aurait là, à défaut d'autre raison, une justification suffisante du mouvement socialiste.

Les classes dirigeantes anglaises, disons-le à leur honneur, n'ont jamais laissé aux socialistes seuls le soin d'étudier le chômage. M. Chamberlain en a parlé dans son programme, et, d'une façon plus explicite, M. Gorst, un des plus éminents conservateurs. En Angleterre, le problème est nettement posé et on peut être certain que des mesures seront prises prochainement.

La misère est encore grande en Angleterre, si grande que l'*Harborough Sherar* a pu parler, en 1897, d'esclaves blancs (*Musco, Op. cit.*, pag. 377), et cette misère, si bien étudiée par M. Booth et ses nombreux collaborateurs, est telle que, sur les 1 300 000 habitants environ qui appartiennent aux classes pauvres et très pauvres, il y en a 38 000 dont le *Standard of life* est digne des sauvages et pour sa simplicité et pour ses excès (*Life and Labour*, etc., vol. II, pag. 20 et 21). La misère est toujours épouvantable dans les grandes capi-

tales et les imitateurs de M. Maxime du Camp ne pourront pas toujours faire croire que la mendicité est, en somme, une profession commode et lucrative !

Je ne suis point pessimiste, d'ailleurs, et je reconnais volontiers que de grands progrès ont été accomplis : progrès dans la quantité du bien-être, dans l'élévation du *Standard of Life*, progrès dont jouit un nombre toujours plus grand d'individus. Nous devons nous réjouir de ces progrès, même quand ils infligent un démenti à des théories orgueilleuses, parce que « le fait qu'une grande masse est arrivée à s'élever, c'est là un spectacle bien autrement esthétique que toutes les hérésies de l'histoire. Une douleur épargnée, une larme de moins, cela vaut bien dans le livre palpitant de la vie, tout un quintal de logique abstraite » (*Graziadei, op. cit.*, pag. 125).

Mais même en ne tenant pas compte des nombreuses exceptions qui s'appliquent à des régions et à des Etats tout entiers, et en admettant qu'il y ait tendance à la déprolétarisation des ouvriers et au nivellement des fortunes — ce nouvel évangile proclamé par M. Leroy-Beaulieu et ses disciples — qu'est-ce que cela prouverait ? que l'irréalisable, que l'impossible dont on s'est tant moqué chez les socialistes, *devient* continuellement et progressivement et avec une utilité collective — avec une ophélimité croissante pour tous, dirait M. Pareto. Tout cela prouve que l'utopie devient une réalité. *Sursum corda.*

Réjouissons-nous des progrès accomplis, et préparons-nous à de nouveaux progrès. Et ceux-ci se réaliseront

fatalement, parce que si la misère n'est pas plus grande, les ouvriers ont une conscience plus forte de leur souffrance et du droit qu'ils possèdent de prendre place au banquet de la vie (*Rieh*). Nous pouvons rendre hommage à ce groupe d'illustres économistes — et d'abord aux Sismondi et aux Villermé — aux philanthropes et aux fonctionnaires, à tous ces inspecteurs du travail qui ont fourni tant de précieux matériaux à Marx et à Engels, qui ont éveillé la sympathie en faveur des ouvriers.

Le socialisme n'a plus besoin de pitié maintenant ; c'est au nom du droit qu'il parle, et s'il reconnaît les améliorations accomplies, il ajoute par la bouche d'un socialiste fabien, M. Webb, ou d'un marxiste, M. Schönlank : « Oui, la démocratie socialiste n'est pas le produit de la misère et du désespoir, mais le résultat de la conscience qu'a de sa propre force une classe qui progresse et qui est puissante, précisément parce qu'elle est consciente (1). »

Quel enseignement devons-nous tirer de ces faits ? Nous devons en appeler à l'histoire. Jusque au premier quart de ce siècle, pour ne pas dire jusqu'à la moitié, en Angleterre, où le miracle de la transformation économique a été décrit avec le plus grand luxe de détails, les ouvriers, sous un régime de libéralisme économique et de conservatisme politique, dégénéraient physiquement, intellectuellement et moralement, en proie à la misère la plus noire. Cette période a été remarquablement étu-

(1) Rieh, *Die bürgerliche Gesellschaft*, p. 389 ; Sydney Webb, *Labour in the longest reign* (1837-1897), Londres, 1897 ; Schönlank, *Leipziger Volkszeitung*, 5 nov. 1896).

diée par Engels, mais il est suspect. Voyons ce qu'en a dit M. Schulze-Gävernitz. A Boston, un tisseur gagne 26 shellings 8 pences par semaine, soit 100 livres de farine de blé de 1797 à 1804. Ce salaire descend petit à petit et d'une façon continue jusqu'en 1825-1832, et alors avec six shellings et quatre deniers il ne peut plus acheter que 38 livres de farine (*Op. cit.*, pag. 45). Le mouvement politique et social auquel les ouvriers ont pris une part toujours plus active, a amené une intervention plus active de l'Etat et il existe actuellement une législation sociale et fiscale qui se rapproche toujours plus de la justice. La liberté politique a assuré aux ouvriers une plus grande quantité de bien-être économique ; l'intervention du levain socialiste a accéléré ce mouvement.

Quand une méthode a donné d'excellents résultats, comment conseiller à ceux qui s'en sont servis de l'abandonner ? Ce serait une folie qui ressemblerait à un suicide. Les ouvriers doivent donc rester toujours en arme, ils doivent continuer à déployer le drapeau qui a accéléré leur amélioration économique, politique, morale et intellectuelle. C'est ce que conseille une sage politique expérimentale que les médecins empiriques renferment dans la formule *ex juvantibus* !

Le conseil de se servir de toutes les armes dans la lutte est d'ailleurs suggéré par la logique et l'histoire, qui nous apprennent que les ouvriers ne doivent pas faire fond sur la philanthropie des patrons. Il faut toujours se souvenir de la réponse faite par un industriel dans l'enquête sur les associations professionnelles en Belgique :

« La science industrielle consiste à obtenir d'un être humain la plus grande somme de travail possible en le rémunérant au taux le plus bas » (Gide, pag. 482, note 2).

On ne doit pas déposer les armes, parce que, si de nombreux progrès ont été faits, il en reste beaucoup encore à réaliser en faveur des femmes, des enfants, des paysans, des sans-travail ; il faut arrêter cette néfaste immigration qui dépeuple les campagnes et qui fait naître de douloureux problèmes économiques et moraux dans ces *villes tentaculaires* si artistement décrites par M. Vandervelde ; qu'il faille continuer la lutte avec les armes et les méthodes que l'histoire, l'expérience sociale ont données au peuple, cela nous est indiqué par des sources non suspectes. Les conditions qui font que l'ouvrier est en état d'infériorité à l'égard du patron n'ont pas été éliminées — elles ont été énumérées par M. de Molinari (*Les lois naturelles de l'économie politique*, pag. 128-129) — et l'on doit enfin donner aux ouvriers cette véritable liberté, à laquelle certains adversaires hypocrites du socialisme sacrifieraient tout. Il faut la leur donner, parce que la liberté dont ils jouissent actuellement se réduit, en pratique, à bien peu de chose, « à la possibilité d'échanger un esclavage contre un autre ; puisque, n'ayant d'aptitudes que pour une seule occupation particulière, le manœuvre n'a que rarement l'occasion de faire autre chose que de décider en quelle usine il passera la plus grande partie de ses tristes jours. La contrainte exercée par les circonstances pèse souvent plus durement sur lui que ne le fait celle du maître sur son

esclave » (Spencer, *Les institutions*, pag. 419). C'est la précieuse confession de celui qui voit dans le socialisme le passage de la liberté à l'esclavage !

De ce qui précède, il résulte que dans l'organisme social il y a une *transformation* continue de la lutte. La lutte entre les hommes, d'abord violente, physique, devient toujours plus indirecte, plus intellectuelle ; d'endo-sociale, elle devient inter-sociale ; elle existe d'abord entre tous les petits groupes et se circonscrit ensuite entre de grandes agglomérations, elle change d'objet et n'est plus dirigée que contre la nature et elle devient vraiment humaine quand elle n'existe plus que la lutte pour le plaisir et la condition la meilleure. Ce n'est pas à dire que le changement soit *contemporain* et *total*, il reste toujours un résidu, toujours en diminution, de lutte ou de concurrence endo et inter-sociale.

De ce processus de transformation, certains ont conclu que ces mêmes changements de *forme* jusqu'ici advenus, laissent supposer qu'il y en aura d'autres dans l'avenir, et permettent de croire à l'indestructibilité du *fond* de la lutte pour l'existence, sous quelque forme qu'elle se manifeste; de même que les transformations et les équivalences des forces physiques : mouvement, chaleur, lumière, électricité, etc., permettent de croire à la permanence indestructible de l'énergie.

On oublie ici que pour les faits sociaux, la *forme* et le *fond* ne peuvent pas être séparés absolument, et qu'une lutte devenue juridique et aboutissant au plus grand bien de tous, ce n'est plus la lutte pour l'exis-

tence que le socialisme réprouve. Quant à l'équivalence et à la transformation de la force de l'*énergie* de l'homme, rien ne prouve qu'il y ait analogie avec la transformation et l'équivalence des forces physiques.

L'énergie, la force qui poussent l'homme à agir, c'est son aspiration *indéfinie* et *insatiable vers le mieux*. Au commencement, cette énergie ne pouvait se manifester que sous la seule forme de la *lutte de tous contre tous*; puis on constate qu'il n'est plus nécessaire ni utile qu'elle se manifeste sous cette forme et elle change d'objet. De cette façon on a un changement dans la *forme*, accompagné d'un changement dans le *fond*, auquel doit correspondre un changement dans le *nom*. Il arrive que l'homme forcé de se contenter du relatif, du phénomène peut tenir pour une *chose* différente cette *manifestation* différente de son énergie, tout comme il n'a jamais confondu le mouvement avec la chaleur, la lumière avec l'électricité, etc., bien que ce soient autant de manifestations d'une *force* considérée par hypothèse comme unique.

Le grand *desideratum* du socialisme est le suivant : que la lutte change d'objet et que l'homme tourne toutes ses forces contre la nature pour s'en rendre maître.

Mais comme l'écrivait M. Turati, il y a longtemps déjà, il y aura toujours *concurrence* pour s'approprier les produits de cette lutte contre la nature et l'on peut espérer simplement qu'elle deviendra toujours plus juste, plus juridique, plus contractuelle, qu'elle se fera à armes égales, de même que la *rixe* a fait place au

duel, le *duel* à *l'arbitrage*. Cette forme de concurrence sera bienfaisante parce qu'elle servira de *stimulant* au progrès.

On ne pourra plus parler alors de lutte ou de concurrence. Il n'y a pas de lutte là où il y a justice; il n'y a pas de concurrence là où chacun reçoit selon ses œuvres, après prélèvement pour les services généraux.

Grâce à cette attribution des produits proportionnellement au travail individuel, il n'y a pas de danger que la marche du progrès s'arrête ; sa marche s'accélèrera, parce que le stimulant sera d'autant plus énergique qu'on sera plus certain que chacun recevra ce qu'il mérite. Pourra-t-on parler de *lutte* ou de *concurrence* au sens actuel, lorsque chacun aura la liberté de se procurer par ses propres efforts une somme de jouissance toujours plus grande sans nuire à autrui et sans lui enlever la possibilité d'un succès semblable ?

C'est à cet idéal (qui, comme tous les idéaux humains, ne sera jamais entièrement atteint, mais dont on se rapprochera toujours plus) que tend le socialisme. On considèrera alors comme *criminels*, tous ceux qui chercheront à se procurer leurs moyens de subsistance en épargnant leurs propres forces et en luttant contre autrui. Et, dans la société future, le progrès le plus grand sera peut-être de considérer comme *criminels* ceux qui consommeront sans produire.

CHAPITRE VII

LA MORALE DU SOCIALISME — LE PROBLÈME DU BONHEUR

Voici enfin les objections qu'on fait au socialisme au nom de la philosophie. La question sociale est, dit-on, une question morale, bien plutôt qu'une question économique. La question sociale, qui étudie la répartition des richesses en se plaçant au point de vue du droit, n'est qu'un des aspects de la crise morale contemporaine. D'ailleurs, une fois atteint un certain degré de bien-être et même d'égalité dans la répartition des biens, il resterait encore les souffrances d'ordre psychologique, le *mal psychologique*.

Que la question doive aussi être étudiée en se plaçant au point de vue moral, nous n'y contredisons pas, et nous ne comprenons pas pour notre part les protestations de certains socialistes contre le titre même du livre bien connu de M. Ziegler : *La question sociale est une question morale* (1). Il faut évidemment ici distin-

(1) *Die soziale Frage eine sittliche Frage*, 1891.

guer entre ceux qui ont compris le rapport qu'il y a entre les deux questions, et ceux qui ont invoqué la morale vulgaire sans se préoccuper des grossières contradictions dans lesquelles ils tombaient.

On ne peut qu'approuver ceux qui déclarent que la justice doit présider à la répartition des biens et qui ne séparent jamais l'économie de la morale. Ils ne s'occupent pas seulement des produits, mais aussi des producteurs, qu'ils ne tiennent pas pour une quantité négligeable.

L'école économique orthodoxe qui se réclame d'Adam Smith avait négligé les producteurs et les hommes pour ne s'occuper que des choses. Et pourtant le grand Ecossais ne s'était pas placé à un point de vue aussi étroit. Il était l'auteur d'une *Théorie des sentiments moraux* en même temps qu'il avait publié ses *Recherches sur les causes de la richesse des nations*. On ne doit pas oublier que la réaction contre l'égoïsme sans frein, principe directeur de l'économie politique, a commencé dès la première moitié de notre siècle, notamment en France — où il semble que la tradition de ce point de vue plus large ait disparu ; il n'est représenté actuellement que par M. Gide. Il a trouvé un appui dans les travaux de l'école historique et du socialisme de la chaire et dans une pléiade d'écrivains célèbres, et de tendances différentes, qui va de Roscher à Toynbee, à Wagner, à De Laveleye, à Schönberg, à Marshall, à Keynes, etc. Toute l'école du socialisme catholique rentre naturellement dans cet ordre d'idées. Actuellement, les économistes en renom ne se contentent plus de rechercher comment la

richesse est produite, et comment elle est répartie, mais comment elle doit l'être, de façon à contribuer au perfectionnement de la nature humaine et à élever la notion de la richesse elle-même. La science économique doit s'occuper des *moyens* (1) pour atteindre les *fins* dont s'occupe l'éthique, et on est arrivé à considérer l'abolition de la propriété privée, et non plus l'augmentation de la richesse, comme le problème essentiel de l'économie scientifique. En effet « il ne sert à rien, dit l'Evangile, de gagner le monde si on perd l'âme, et cela est vrai, quelque opinion que l'on professe sur la vie future, si l'on ne s'attache pas à la signification religieuse de cette sentence. Une production de richesses qui consomme les forces de l'homme et qui ne lui donne pas ce qui lui est nécessaire pour l'éducation de l'esprit, n'est pas une forme économique humaine » (*Chiappelli*). Ce fut une lourde erreur du matérialisme historique étroit et intransigeant — erreur que M. Benedetto Croce a relevée même chez M. Labriola — de s'en tenir à l'orthodoxie pure et de suivre le conseil d'Engels, qui voulait se passer de la morale et du droit en tant que forces pouvant coopérer au mouvement d'émancipation du prolétariat.

Combien de consciences honnêtes, révoltées contre les iniquités sociales actuelles, viennent chaque jour apporter l'aide de leurs efforts à ce mouvement ! et cette portion d'intelligence et de richesse que portent au mouvement socialiste les riches, qui démentent par des faits

(1) Marshall, *Principles of economics*, pag. 2 et 96; Mackenzie, *The relations between ethics and economics*, cités par Chiappelli, *Op. cit.*, pag. 238 et 239.

la sécheresse du matérialisme historique, n'est-elle pas faite au nom du droit et de la morale? Et que de sympathies dont la force reste mystérieuse et incalculable, et pourtant puissante, et qui proviennent des sentiments altruistes de nobles esprits attirés vers la cause sainte du prolétariat?

On dit, comme le fait le journal *Justice* de Londres : « La démocratie sociale ne s'occupe ni de religion ni de morale, mais des conditions matérielles sur lesquelles celles-ci s'appuient. Elle se propose d'apporter à ces conditions des modifications qui rendront possible une moralité supérieure » (17 mai 1888). Ce n'est pas moi qui nierait l'influence du fait économique sur les conditions morales, alors que j'ai consacré toute ma vie intellectuelle et mes ouvrages préférés à la démonstration de cette influence (1). Mais on ne doit pas oublier cette dynamique particulière qui régit les sociétés humaines et qui fait que les *effets* agissent à leur tour comme *causes*. La mora'ité est déterminée par les conditions sociales, et en particulier par le facteur économique, mais dans un second moment la moralité acquise, consolidée par l'hérédité est transformée en altruisme pur, agit comme moteur et contribue à régler les rapports économiques.

(1) *La sociologia criminale*, 2 vol.; *La delinquenza della Sicilia e le sue cause*; *Oscillations thermométriques et délits contre les personnes*; *Per la razza maledetta*, etc., etc. Schubert Soldern, *Das menschliche Glück und die soziale Frage*, Tübingen, 1896, comme je l'avais fait dès 1884, montre l'importance croissante de l'altruisme, que développent les conditions sociales et que fixe et transmet l'hérédité.

Malheur aux collectivités qui ne respectent pas l'héritage moral ! Elles pourront tomber dans la démagogie, et de la démagogie dans le césarisme, mais elles ne pourront pas remplacer l'organisation sociale actuelle par une organisation supérieure (1).

Plus la civilisation humaine progresse, plus l'élément éthique acquiert d'importance et l'emporte sur les coefficients matériels de la vie sociale. C'est ce que nous apprend l'évolution, comme nous l'avons vu dans ce livre. Les socialistes qui méconnaissent l'importance de l'élément moral, qui se moquent des sentimentaux, affaiblissent la cause qu'ils défendent, et Malon, suivi par M. Rouanet, se montra plus avisé lorsque, continuant les belles traditions des précurseurs français du mouvement social, il ne voulut jamais s'en tenir exclusivement à la doctrine marxiste — non pas telle que l'a formulée Marx, mais telle qu'elle l'a été par ses successeurs — et qu'il écrivit son *Socialisme intégral.*

(1) C'est avec une véritable satisfaction que j'ai lu, pendant la publication de la deuxième édition italienne de ce livre, que les idées que je défends l'étaient aussi par M. G. Sorel dans la *Préface* aux *Formes et essence du socialisme* de Merlino et dans l'article : *Dove va il marxismo*, publié dans la *Rivista critica del socialismo*, 1899, n° 1, etc. C'est également l'opinion de M. Merlino dans le livre déjà cité et de M. Andler, *Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*, pag. 4-8. M. Merlino a fait une critique pénétrante de l'idée de justice d'après Spencer et il a accepté cette vue de M. Andler que l'idéal moral doit être traduit en idéal juridique (pag. 74 à 94 et suiv.). M. G. Sorel affirme plus complètement encore que « le marxisme doit se transformer en éthique », mais n'est-ce pas alors tomber dans un autre excès ?

Le sentiment, l'élément éthique, ne contredit pas, mais complète la critique matérialiste de la société actuelle, à laquelle il ajoute un peu d'idéal plus haut et plus pur : cet idéal qui donne de l'énergie pour la lutte, qui anime les apôtres et fait les martyrs, cet idéal, qui a fait écrire à M. Webb : « Le socialisme constitue la reconnaissance véritable de la fraternité, l'obligation universelle au travail personnel et la subordination des fins individuelles au bien commun (*Socialism in England*, page 10).

Pour sortir définitivement victorieux de la discussion, le socialisme doit enlever encore un bastion dans lequel s'enferment ses adversaires, prêts à le faire sauter en même temps que les assaillants. Et, en effet, les arguments que certains économistes et philosophes opposent aux socialistes, empruntés à l'arsenal du pessimisme, ressemblent à la décision héroïque de soldats qui, ne pouvant plus défendre une forteresse, mettent le feu aux poudres et s'ensevelissent tous, vainqueurs et vaincus, sous les ruines fumantes. Ne pouvant plus défendre l'organisation actuelle, ils concluent qu'aucune forme de société ne peut donner le bonheur à l'homme. Ils n'arrivent pas jusqu'aux conclusions du pessimisme, mais pourtant il n'y a qu'une conclusion logique possible à tirer de leurs désolantes théories : détruisons la société humaine.

Il y a une autre forme de pessimisme, dont je parlerai plus loin, mais celui-ci vient au secours des socialistes et justifie leurs efforts.

Lorsque Hartmann publia, il y a vingt ans environ,

sa phénoménologie : *Die Phänomenologie des sittlichen Bewusstseins*, M. Domela Nieuwenhuis lui répondit immédiatement dans le *Jahrbuch für Sozialwissenschaft* (1[re] année, 2[e] partie), qui s'est publié pendant quelques années à Zürich.

Hartmann attribuait aux socialistes la prétention de se donner pour but le bonheur, prétention qu'actuellement au moins ils n'ont pas ; il croyait que leurs aspirations tendaient à obtenir le nivellement général en abaissant le petit nombre de ceux qui se sont élevés. Déjà M. Domela Nieuwenhuis lui objectait que le socialisme cherche à obtenir le bien-être matériel par le développement des arts et des sciences, par l'*élévation de tous*, et non par l'abaissement de quelques-uns. Depuis, la conception plus complète et plus haute du socialisme, tendant également au développement et à la diffusion des arts et des sciences, a trouvé dans Ruskin, Jules Destrée, dans tant d'autres, et surtout dans William Morris et dans Georges Renard, des apôtres enthousiastes.

Hartmann, cependant, malgré les paroles amères qu'il adresse aux socialistes, réclame des réformes sociales dans un de ses ouvrages publié plusieurs années après (*Die sozialen Kernfragen*, Leipzig, 1894). Les pessimistes vulgaires n'en ont tenu aucun compte.

Ceux-ci, non contents de nier la possibilité d'apporter de profondes améliorations à l'organisation sociale, — et ils sont ainsi en opposition manifeste avec les anciens comme avec les économistes récents, partisans de l'harmonie sociale — ajoutent que, même si ces améliorations

étaient possibles elles seraient vaines, même nuisibles, parce qu'elles feraient sentir d'une façon plus aiguë les souffrances auxquelles l'homme est condamné par la nature.

Voici comment ils raisonnent. « Par amélioration de la société, nous entendons un état social dans lequel la somme des souffrances individuelles serait moindre que dans l'état précédent (1). Or, bien que nous n'en apportions pas ici les preuves, nous croyons pouvoir affirmer qu'en ce sens non seulement la société humaine ne s'est pas améliorée, mais qu'il est assez difficile qu'elle s'améliore.

« Qu'importe que vous ayez des moyens d'existence supérieurs à ceux du passé, qu'importe que les plèbes modernes aient dans la vie publique une importance qu'elles n'ont jamais eue ! Qu'importe que l'ouvrier soit de nos jours l'objet des préoccupations de tous, qu'importe si vous avez multiplié les hôpitaux, les asiles, les orphelinats, les maisons de retraite, les sociétés de secours mutuels! Psychologiquement les hommes ont grandi, leur intelligence s'est dégrossie. Ils savent bien ce qu'ils savaient mal auparavant, c'est-à-dire qu'ils s'aperçoivent de toute la distance qui les sépare de ceux qui sont placés sur les plus hauts degrés de la pyramide sociale, et l'envie les ronge.

« Comment expliquerait-on autrement que le mouvement socialiste se répande, non pas tant parmi les

(1) Le pessimiste qui s'est caché sous le pseudonyme de *Mainländer*, et qui s'est suicidé, a soutenu également la nécessité de transformations dans le sens socialiste.

paysans abrutis qui travaillent du matin au soir et n'ont pour toute nourriture qu'un peu de « polenta », germe de la pellagre, mais parmi les ouvriers suffisamment payés qui trouvent dans les villes toutes sortes d'institutions créées à leur avantage? Parce que l'intelligence n'est pas encore suffisamment développée chez le premier *pour comprendre la distance qui le sépare de celui qui jouit du bien-être, et qu'elle l'est chez le second.*

« Croyez-vous qu'après avoir assuré à l'ouvrier qui ne peut pas travailler, une « rente qui suffira à satisfaire ses besoins », vous aurez guéri le mal? Ce n'est qu'un pieux désir. Le psychologue vous dit, que si l'homme le plus pauvre de la terre était un Rotschild, et s'il y avait d'autres hommes plus riches que lui autant qu'il l'est actuellement par rapport aux plus pauvres, *Rotschild serait socialiste.*

« Mais, dit-on, ne serait-ce pas déjà un beau résultat si nous pouvions obtenir que la pellagre disparaisse, que chaque homme puisse manger, se vêtir, se loger convenablement; si tout cela était obtenu ne serait-ce pas de véritables améliorations? nous l'accordons volontiers, mais n'ajoutez pas que l'état psychologique de l'humanité se serait amélioré. Les derniers souffriront toujours, bien qu'ils soient devenus les premiers en comparant la situation actuelle à leur situation passée, lorsqu'ils restent les derniers. Cela est si vrai que les positivistes, en parlant du bonheur *relatif*, le seul qu'ils reconnaissent (car sinon ils devraient admettre qu'il existe un *bonheur absolu*) disent — nous empruntons cet exemple à l'illustre M. Ardigò — que les vêtements, la nourriture, le loge-

ment du chef d'une tribu africaine ne valent pas ceux d'un ouvrier d'Europe et qu'il se sent cependant heureux parce qu'il se compare au sauvage dont il est le supérieur.

« Nous admettons bien qu'il y a amélioration, mais c'est une amélioration technique ; il n'y a pas d'amélioration psychologique, nous dirons même qu'elle nous semble impossible. Bien plus, si l'humanité développe l'instruction et la civilisation, et si la vie publique devient toujours plus vaste en pénétrant dans les masses, le mal psychologique ne pourra qu'augmenter parce que l'homme possèdera des moyens toujours plus puissants pour mesurer la distance qui le sépare des plus heureux. »

D'autres, avec plus de sincérité, signalent le mal et indiquent le remède en constatant que « les aspirations, les prétentions des ouvriers, favorisées par l'égalité civile et politique conquise, ont augmenté avec le bien-être. Le socialisme, en effet, se développe parmi les ouvriers industriels, dont la condition est incomparablement supérieure à celle des salariés agricoles. La misère dans les périodes aiguës fait des victimes et non des révoltés (1).

« Quand les Irlandais mouraient de faim ils ne devenaient pas des socialistes révolutionnaires... Le socia-

(1) J'ai été un des premiers à soutenir en Italie que chaque augmentation de bien-être dans les classes ouvrières est un stimulant pour demander de nouvelles améliorations et qu'elle ne laisse jamais l'homme satisfait, rebelle à l'action. (*Sociologia Criminale*, vol. II, page 469 à 470).

lisme est l'expression du désir violent et démesuré vers le bien-être temporel, les satisfactions économiques, le bonheur d'ici-bas, etc. Les classes ouvrières, qui ignorent les lois psychiques du besoin, sont amenées à méconnaître les bienfaits de la civilisation. » C'est pour cela « que les solutions proposées pour le problème social sont impuissantes à résoudre la crise morale et sociale contemporaine, qui contient les destins de l'humanité... La solution consiste au contraire à *réfréner les instincts, à modérer les prétentions, les appétits de façon à rendre chacun content de son sort, sans troubler ni supprimer l'action de ces forces morales et économiques qui coopèrent d'une façon certaine et inéluctable à son développement progressif.* » Flora, *Finànza e quistione sociale*, pag. 70 à 120.

Ces critiques, ces aspirations et ces projets de réforme ne sont pas propres à quelques écrivains seulement ; elles sont le reflet des idées et des sentiments des classes conservatrices en général et particulièrement de l'Italie. Il nous faut les examiner. Evidemment, quand on fait intervenir le pessimisme ou le spectre du mal psychologique croissant pour combattre toute aspiration vers le mieux, ancrée d'une façon indestructible d'ailleurs dans le cœur humain, on déplace la question. Nous n'avons pas à examiner ici si l'on peut arriver au bonheur absolu, mais il est incontestable que le bonheur l'objet des préoccupations de chacun et que c'est là un droit qu'on ne peut refuser à personne.

Les socialistes pensent qu'ils y arriveront, que du moins ils diminueront les souffrances actuelles par une

organisation sociale meilleure. Pour les combattre, il faut démontrer que leur prétention est *injuste* et leur idéal *irréalisable*. Là est le terrain véritable de la discussion. Il est d'ailleurs un marxisme étroit qui se place à un tout autre point de vue, parce qu'il repousse toute préoccupation finaliste, qui se borne à constater que la transformation sociale se prépare et s'effectue, indépendamment des aversions et des sympathies des hommes, que le socialisme — sous la forme du collectivisme — *devient* fatalement, et qu'il est un produit nécessaire de la phase actuelle de l'évolution.

On comprendra l'inanité de l'objection pessimiste, si l'on se souvient que ce scepticisme et ce découragement ne sont pas de date récente et qu'ils n'ont jamais arrêté les hommes dans leur recherche fiévreuse du bien-être. Nous voyons dans l'*Ecclésiaste* qu'il n'y *a rien de nouveau sous le soleil; l'œil ne se rassasie jamais de voir et l'oreille d'entendre*; *que partout où il y a beaucoup de sagesse il y a beaucoup de soucis et qu'en développant la science on augmente les raisons de souffrir* (Chapitre I, 8 et 18), mais l'*Ecclésiaste* reconnaît tout au moins *que la sagesse est plus excellente que la folie, de même que la lumière est plus excellente que les ténèbres; que le sage a des yeux pour voir, et que le fou marche dans les ténèbres* (Chapitre II, 13 et 14). Si le découragement vient et fait dire que tout est vanité et qu'un même sort nous attend tous, sages et fous, c'est devant la mort inexorable qui nous frappe tous. Ce pessimisme est beaucoup plus logique et plus honnête, parce qu'il

ne tend pas à conserver certaines conditions sociales utiles uniquement à ceux qui n'ont que mépris pour tout. Ce pessimisme n'est-il pas toujours *suspect, intéressé* ?

Devant la mort et la courte durée de la vie on peut se demander avec M. Mallock (qui a emprunté cette phrase à un philosophe grec comme me l'a dit M. Bovio) : *la vie vaut-elle d'être vécue? Is live worth living?* C'est là un problème qui peut se poser pour tous, riches et pauvres, mais un *pessimisme* qui s'adresse aux pauvres et aux ignorants, *uniquement* pour leur recommander de rester ce qu'ils sont... de peur d'augmenter leur misère psychologique, mérite-t-il d'être discuté ?

On sait d'une façon certaine que le pessimisme apparaît dans l'histoire dans les moments de décadence et de crise qui préparent un nouvel ordre social. Nous pourrions trouver là un argument pour conclure que la métamorphose sociale est prochaine.

Tout le monde admet que nous sommes dans cette phase critique, les catholiques comme les non-catholiques, la masse comme les savants. On reconnaît dans le pessimisme la voix du siècle qui meurt et qui s'est fait entendre, et avec quelle vigueur, même à sa naissance, dans la philosophie et dans l'art, avec Schopenhauer, Musset, Hartmann, Dostoiewsky, Ibsen, Bourget, Tolstoï, etc. Le malaise est profond et général ; mais si ce malaise constitue l'essence du pessimisme, il est favorable à l'expansion du socialisme. Et ce pessimisme, qui est une maladie impuissante à guérir les maux sociaux — parce qu'il est un scepticisme de la volonté —

ne peut trouver sa guérison que dans le socialisme, qui se propose d'en éliminer les causes.

L'extension prise par le pessimisme a pour cause immédiate les conflits qui existent entre les diverses classes sociales, le malaise que provoque l'inaction des uns et l'excès de travail des autres, et qui empêche tout fonctionnement harmonique de l'organisme social, l'hypérestésie, la décadence, la dégénérescence sociale, qui résultent de ce malaise (*Chiappelli*, pag. 208).

Tous ceux qui font appel au pessimisme pour condamner le socialisme reconnaissent implicitement qu'aujourd'hui le mal social est dans l'antithèse qu'il y a entre la *puissance politique* et la *servitude économique*, entre l'*égalité civile* et l'*inégalité croissante dans la richesse* ; dans la soif de justice qui est dans l'esprit de tous (*Flora*). N'est-il pas évident qu'en supprimant la cause de l'antithèse, en faisant régner la justice sur la terre, les souffrances humaines diminueront et que peut-être même elles disparaîtront ? C'est là l'objet du socialisme.

C'est donc avec raison que M. Chiappelli répondait à M. Wagner que l'on comprenait très bien pourquoi le socialisme pouvait être pessimiste — et j'ajoute, parce que dans certaines limites on ne peut pas renoncer aux progrès réalisés — dans la constatation des maux présents, et optimiste pour l'avenir. Il est logique qu'il soit optimiste, parce que, ayant découvert que le mal avait une origine sociale, il a établi la possibilité de son élimination (*Op. cit.*, pag. 213 et 214). Mais s'il est un excellent remède contre le pessimisme, c'est surtout

parce que « bien plus qu'un système économique concret futur il est une religion nouvelle, une nouvelle métaphysique, un *desideratum* abstrait, dans lequel les masses entrevoient le moyen suprême pour la conquête terrestre, pour ce bonheur positif que le moyen âge avait placé dans le ciel, la dernière des illusions qui est venue apaiser l'humanité depuis qu'a disparu la foi dans le surnaturel, et que l'humanité tend à réaliser sans en connaître la nature, parce que l'illusion est la condition de la vie même ? » (*Flora*, pag. 20).

Je n'insiste pas sur cette valeur curative, réconfortante de l'*illusion*, vraie en partie et qui pousse les hommes à l'action. Quoi qu'il en soit, c'est là une fonction que ses adversaires mêmes reconnaissent au socialisme ; ils ne s'aperçoivent pas qu'ils fournissent ainsi une solide justification de la doctrine qu'ils combattent.

Les *pessimistes* qui, au nom du *mal* inéluctable, veulent désarmer ceux qui aspirent au progrès, tombent d'ailleurs dans une autre contradiction.

En général ce sont des partisans de l'évolution spencérienne et de la lutte pour l'existence. Or, si la première n'implique pas nécessairement l'idée d'un progrès continu et graduel, d'une perfection à atteindre, il est certain qu'elle se fonde sur le caractère nécessaire de la succession des phases et des transformations. S'il en est ainsi, il est évident que toute la prédication de ces nouveaux moralistes demeurera sans effet, et qu'elle est sans valeur.

Qu'importe que l'on parle contre la diffusion de l'instruction et contre l'aspiration ardente vers le mieux,

elles sont toutes deux déjà maintenant si répandues qu'on ne pourra plus arrêter la fermentation de ce levain prodigieux. Les masses ouvrières ont goûté au fruit défendu et leur faim augmente en raison directe des résistances qu'elles rencontrent chez les archanges bourgeois qui gardent le paradis terrestre, qu'ils voudraient réserver pour eux seuls. La saveur du fruit défendu — instruction et bien-être — ne semble pas décourager ceux qui l'ont goûté, mais exciter au contraire leurs désirs.

Moins on est instruit, moins on sent le besoin de s'instruire ; moins on a de bien-être, moins on éprouve le besoin d'en avoir (1), et inversement. C'est là qu'est toute la différence entre l'homme et l'animal. Celui-là se rapproche d'autant plus de celui-ci qu'il a un désir moindre d'améliorer sa condition et qu'il se complaît dans une vie purement animale, à laquelle il finit par s'adapter. Sans rechercher si c'est là un bien ou un mal,

(1) La distribution géographique des révoltes en 1898, en Italie, donne la preuve de cette manière de voir. Ceux qui ont compris les troubles des Pouilles, déterminés par la misère, et qui n'ont pas pu s'expliquer les troubles de Milan, où l'on jouissait d'un bien-être relatif, font preuve d'une très grande ignorance des rapports de l'économie et de la psychologie. J'ai dans l'*Italia nel* 1898 (Milan, 1899) expliqué ce phénomène de l'adaptation pacifique aux types de vie inférieure et la nécessité de la révolte là où le *standard of life* est plus élevé. Spencer en différents endroits, et notamment dans ses *Problèmes de morale et de sociologie*, pag. 80 82, démontre que chaque progrès réalisé fait naître le désir de progrès plus grands ; et même M. Le Bon reconnaît l'utilité de ce phénomène, qui est le grand ressort du progrès (*Psychologie du Socialisme*, pag. 14-23).

il est certain que le retour en arrière, l'adaptation définitive aux conditions inférieures, n'est plus possible. L'avalanche s'est mise en mouvement, qui pourra l'arrêter?

Les réactionnaires de toute sorte s'y sont essayés à plusieurs reprises, au moyen des fusillades en masse, des emprisonnements, des persécutions, tantôt brutales, tantôt plus raffinées, et toujours en vain. Ils veulent détruire le levain mystérieux du désir croissant d'instruction et de bien-être, mais tous échoueront : c'est ce que nous enseigne l'expérience. Cependant l'inquiétude de ces pessimistes intéressés ne fait qu'aggraver leur souffrance psychologique, parce qu'ils luttent pour une fin qu'ils savent ne pouvoir jamais atteindre. Ils agiraient avec plus de sagesse, s'ils se résignaient eux-mêmes à ce qui est fatal et s'ils consacraient leurs forces à faire réussir l'inévitable de la façon la plus utile pour eux et pour la société.

Plus désastreuse encore est la position des pessimistes darwiniens. Quelques mots suffiront à montrer la contradiction à laquelle ils aboutissent.

Si la lutte pour l'existence est la loi de la vie — et c'est une loi bienfaisante à leur avis, puisqu'elle prépare le triomphe et la sélection des meilleurs — comment peuvent-ils conseiller la résignation et l'acceptation du *statu quo?* Comment condamner dans la classe ouvrière, dans l'ensemble de la société humaine, cette lutte que l'on recommande à certaines classes?

Nous devons ajouter que les pessimistes darwiniens ne manquent pas tous de logique et de sincérité. *Honoris causa*, je citerai M. Gumplovicz. Il ne repousse pas

d'une façon absolue l'épithète de pessimiste, que le premier je lui ai appliquée dès la publication de sa *Lutte des races*, mais il fait une distinction.

« Cette conception, qui est la nôtre, de l'ensemble de l'évolution de l'histoire humaine, encourt souvent le reproche de « pessimisme ». Or, le mot « pessimisme » sonne mal, on y attache la signification d'un blâme. Quant à sa signification vraie, on ne se rompt pas la tête à la comprendre, et pourtant, il y en a plusieurs, et chacune ne comporte point nécessairement un blâme. Si je repousse résolument le reproche de pessimisme dans une des significations courantes, je n'ai nulle intention de repousser ce qualificatif de « pessimiste » dans une autre acception. Il est donc nécessaire de s'entendre avant tout sur les divers sens de ce mot.

« Celui-ci s'est d'abord généralisé comme épithète de la philosophie de Schopenhauer et ensuite de Hartmann, et désignait cette opinion que la vie dans ce pire des mondes est tellement misérable, qu'il ne vaut pas la peine de vivre et que la plus grande sagesse consiste par conséquent à détruire la « volonté de vivre ». Dans ce sens, le caractère de *blâme* attaché à ce mot peut être fondé. Mais on oublie que cette conception pessimiste de Schopenhauer et de Hartmann est composée d'un jugement qui sert de prémisse (« ce monde est le pire de tous les mondes possibles ») et d'une conclusion qui en est tirée (« donc il ne vaut pas la peine de vivre »). Abstraction faite de ce jugement sur les vices de ce monde pouvant comporter des degrés très différents, ce qui donne déjà lieu à un pessimisme pour ainsi dire plus ou

moins avancé, la conclusion de Schopenhauer et de Hartmann ne découle point nécessairement de ce jugement, car elle pourrait être aussi toute autre, par exemple : *Ce monde, il est vrai, n'est pas le meilleur, il est peut-être même le pire, mais, comme nous ne pouvons pas nous en procurer un autre, et puisque nous vivons, il vaut donc toujours la peine de goûter entière cette vie, même telle quelle.*

« Du degré plus ou moins pessimiste de l'appréciation pessimiste de ce monde et de la possibilité des conclusions contradictoires à tirer de ces appréciations, il découle qu'il peut y avoir des pessimismes fort distincts, qui diffèrent les uns des autres comme le jour et la nuit, s'étant placés à des points de vue absolument opposés par rapport à la question la plus importante de l'attitude à prendre vis-à-vis de la « vie ».

« Il en résulte d'abord que l'épithète de pessimiste, que l'on applique volontiers partout où l'on rencontre un élément quelconque de la conception de Schopenhauer, ne dit encore rien, et que tel pessimisme peut totalement manquer des conditions qui autoriseraient à y attacher la signification générale de blâme. Car, évidemment, celui-là n'est pas pessimiste au sens ordinaire de ce mot, qui, tout en reconnaissant peu de valeur à la vie de ce monde, la considère pourtant comme digne d'être vécue jusqu'au bout. Ce dernier pessimisme constitue même au fond le plus grand optimisme, et si l'on voulait classer d'une manière scientifique les diverses nuances de « pessimisme », il faudrait l'appeler le « pessimisme optimiste », et alors le sens de blâme propre à l'épithète

de pessimisme disparaît de lui-même, même le cas contraire apparaît, et ceci pour une bonne raison.

« C'est que ce serait évidemment illusionner le monde d'une manière peu scientifique que de vouloir présenter l'évolution de l'humanité ici-bas comme une idylle où seule la vertu est victorieuse et le vice toujours châtié.

« Cette conception, avec la signification que nous attachons à ces mots et toujours relativement à la vie individuelle, ne s'applique pas du tout à l'évolution sociale de l'humanité, ne s'applique pas à l'histoire. Pourtant on appelle « optimistes » ceux qui l'imposent par force à la réalité qui est tout autre, et nous la présentent masquée. Un éloge pareil contient, au point de vue scientifique, le plus grand blâme. Car pareille illusion est mensonge, donc condamnable pour cela seul. Que l'on traite de pessimiste la représentation strictement réaliste de l'évolution historique, elle aura, en outre de sa valeur scientifique, une valeur pratique inappréciable pour la vie, car elle assure ce calme et cette satisfaction philosophique qui proviennent de la connaissance de la vérité.

« Car, tandis que ces représentations optimistes de l'évolution historique mènent à chaque pas dans la vie réelle à des désillusions, au mécontentement, à l'aigreur, au désespoir, au crime, la représentation de l'évolution historique que l'on appelle pessimiste, mais qui n'est au fond que simplement réaliste, ouvre le chemin à la compréhension vraie de la vie, et par suite, à la conciliation de l'homme avec la réalité.

« Par conséquent, tandis que les représentations optimistes, comme des feux-follets, conduisent sur les

fausses routes et vers les précipices de la perversité, on trouve au bout de la conception soi-disant pessimiste, mais au fond seulement réaliste du monde, la récompense de toute *vérité*, l'harmonie intime entre l'homme et le monde » (*Sociologie et Politique*, pages 171 à 174).

Cette longue citation me dispensera de toute discussion. L'importance de la conclusion n'aura pas échappé à mes lecteurs. Ce pessimisme de M. Gumplovicz est véritablement scientifique, il se concilie au fond avec la théorie marxiste et, ce qui vaut mieux encore, il est l'expression de la réalité. Il explique la vie et justifie la lutte pour le mieux, alors même qu'on a la conviction qu'on ne peut pas arriver à la perfection et au bonheur. Ce pessimisme sincère et désintéressé dit aux classes ouvrières : *Luttez pour vous élever!* Il se confond avec le *méliorisme*, préconisé par miss Clapperton et par Vanni en Italie, que l'on ne doit pas confondre avec l'optimisme absolu, romanesque et toujours imaginaire — qu'il soit dans la bouche de Candide ou du docteur Pangloss ou tel qu'on le trouve dans le socialisme *sportif* (comme l'a excellemment désigné M. Chiappelli) de Bellamy et de Hertzka. Au nom de ce *méliorisme* on doit convenir avec M. Lester Ward que le processus de nivellement doit continuer, les êtres humains s'élèveront toujours plus nombreux au-dessus du *Nullpunkt* économique et le domaine de l'économie de la douleur ira en diminuant, tandis que celui de l'économie du plaisir ira en s'élargissant (*Économie de la douleur et du plaisir*, dans les *Annales de l'Institut international de sociologie*, t. IV, page 132).

Laissons les métaphysiciens et ceux qui sont guidés par des sentiments religieux, comme Fogazzaro dans sa conférence faite au Collège romain, concilier le progrès avec le bonheur; au nom de la science et du réalisme on peut affirmer que le bonheur n'est que relatif : c'est là le grain de vérité que contient toute la thèse pessimiste et qui ne peut pas être invoqué — nous le savons par M. Glumplovicz — contre l'action et l'aspiration vers le mieux du socialisme. Cette *relativité* est, au contraire, favorable au socialisme, par suite de la distance très grande qui existe entre le *bonheur* du sauvage et celui de l'homme civilisé, entre les souffrances physiques du miséreux et les souffrances psychologiques du riche. Nous pouvons voir laquelle des deux est préférable chez un illustre naturaliste, qui s'est occupé de l'éternelle question.

« Beaucoup de gens, écrit M. Lubbock ne croient pas que la civilisation augmente le bonheur, ils croient le sauvage libre et noble. Mais le véritable sauvage n'est ni noble ni libre. Il est l'esclave de ses besoins et de ses passions. Insuffisamment protégé contre les intempéries des saisons, il souffre du froid la nuit, et le jour de la chaleur du ciel. Ignorant de l'agriculture, il vit des produits de la chasse et, imprévoyant dans la prospérité, il est toujours sous la menace de la faim, qui le réduit souvent à la terrible alternative de manger son semblable ou de mourir de faim. Les animaux sauvages sont toujours en danger. M. Galton estime que la vie de tous les animaux qui vivent à l'état sauvage est excessivement inquiète, que l'antilope du sud de l'Afrique doit, à

la lettre, chercher un refuge dans la fuite une fois par jour ou tous les deux jours en moyenne, et que plusieurs fois par jour elle s'élance et court sous l'action d'une fausse alerte. Il en est ainsi du sauvage : il est *toujours soupçonneux*, *toujours en danger*, *toujours en garde*. Il ne peut compter sur personne et personne ne peut compter sur lui. Il n'attend rien de son voisin et il fait aux autres ce qu'il croit que les autres lui feraient. Sa vie n'est qu'une succession d'égoïsmes et de craintes. Même dans sa religion, s'il en a une, il se crée une nouvelle source de crainte, et il peuple le monde d'*ennemis invisibles*. La condition de la femme sauvage est plus misérable encore que celle de son maître ; non seulement elle supporte les mêmes souffrances, mais elle doit supporter la mauvaise humeur et les mauvais traitements de l'homme. On peut dire en vérité que celui-ci ne la traite pas beaucoup mieux que son chien et qu'il ne l'aime pas beaucoup plus que son cheval (1). »

Il n'y a donc pas de bonheur absolu, mais il y a certainement une diminution croissante de la souffrance, grâce aux progrès du bien-être et de l'instruction. La douleur est éternelle, nous dit l'illustre chanteur de Satan, dans Giobbe (2), dans une forme à la fois scienti-

(1) *I tempi preistorici*. Trad. ital., page 424. M. Lubbock a récemment publié deux autres volumes sur le bonheur, qui n'ont aucune valeur scientifique. Ce n'est qu'un recueil de sentences, d'aphorismes populaires qui affirment la croyance au bonheur. M. Leroy-Beaulieu a insisté sur les avantages des progrès économiques dans plusieurs passages de son *Essai sur la répartition des richesses* (4e édition 1897).

(2) Poème de M. Rapisardi.

fique et poétique, mais il n'y a qu'un aveugle de bonne foi, et un individu qui spécule sur les misères humaines, en se mentant à lui-même, qui puissent nier que cette douleur se transforme et s'atténue.

Considérons, par exemple, un prolétaire qui peine et sue pendant douze heures au moins dans une usine malsaine, et qui n'arrive que difficilement à apaiser sa faim et celle des siens. Son travail fini, comme réconfortant ultra-psychologique il trouve dans son logement humide et étroit sa femme couchée sur un lit de douleurs et privée des soins dont elle aurait besoin, tous ses enfants rachitiques et à peine couverts d'ignobles haillons. S'il veut se procurer quelques heures d'ivresse et d'oubli, il doit avoir recours à l'alcool. Et cette ivresse est très dangereuse; s'il s'y livre trop souvent, il perdra l'habitude du travail, il sera frappé de *delirium tremens* ou de folie, ou il sera poussé au crime ; il finira à l'hôpital, à la maison de fou, s'il y trouve une place, ou en prison.

Considérons maintenant un riche banquier. Sa table est couverte de mets délicats et succulents, il n'a que l'*ennui* du choix; il se distrait par la promenade, les courses, les visites, le théâtre, les soins qu'il prend pour remeubler son intérieur, transformer son écurie, faire construire une maison de campagne. S'il est las de sa femme, un complaisant lui fournira de voluptueuses prostituées ou de spirituelles hétaïres ; s'il veut se surexciter agréablement, il boira des liqueurs et des vins généreux.

Certainement tous deux, le prolétaire et le banquier,

ont, ou peuvent avoir le désir d'améliorer leur condition, ou si l'on veut ils sentent l'aiguillon de l'envie. Mais la souffrance psychologique est-elle plus grande chez le banquier que chez le prolétaire? Personne ne le croira.

Quoi qu'il en soit, il est certain que toutes les réformes sociales jusqu'ici réalisées ont diminué les souffrances physiques des ouvriers et qu'en les continuant on pourra diminuer l'inégalité des richesses, ce qui fera disparaître une grande partie des causes actuelles de souffrance psychologique. Le règne de la justice, qui assurera à tous un minimum de bien-être et qui répartira les biens en raison des mérites, fera disparaître ou réduira au minimum l'envie et la jalousie avec leur escorte de crimes et de souffrances; avec le règne de la justice, le travail ne deviendra pas absolument attrayant, comme l'a cru Charles Fourier; mais, quand il recevra sa juste rétribution, il cessera d'être une souffrance, parce qu'on aura fait disparaître le spectacle décourageant du sybarite oisif, récompensé en raison directe du dommage qu'il porte à autrui.

La formule anarchiste : *à chacun suivant ses besoins, à chacun suivant ses désirs*, ne sera jamais réalisable; mais en nous rapprochant toujours davantage de l'autre formule : *à chacun suivant son travail et selon ses mérites*, on contribuera à éliminer les souffrances psychologiques des riches et des pauvres.

Personne ne peut refuser aux pauvres le droit de goûter à ces *souffrances psychologiques* de la richesse, surtout quand ils s'aperçoivent que les riches luttent

ardemment par tous les moyens pour la conserver et pour l'accroître. Là est la condamnation du pessimisme adopté comme arme de combat contre les aspirations des socialistes. Ces pessimistes d'occasion, en effet, s'ils voulaient rendre leur conseil efficace, devraient donner l'exemple du mépris de la richesse et des jouissances que leur causent leurs souffrances psychologiques. Mais il en est tout autrement et leur vie dément ce qu'ils écrivent.

Comment pourrait-il en être autrement, si, depuis les temps les plus reculés, ils donnent aux autres des conseils qu'ils ne suivent pas eux-mêmes? L'Ecclésiaste nous rapporte les paroles de ce moraliste, fils de David, roi de Jérusalem, de ce *roi sage* qui vivait dans le luxe le plus raffiné avec un millier de femmes, épouses ou concubines. C'est aujourd'hui encore la classe privilégiée et jouisseuse qui donne semblable conseil et laisse entendre les mêmes lamentations... Ne dirait-on pas que la *philosophie* de tous ces moralistes ressemble à la moralité des libertins qui, devenus vieux, se donnent tout entiers à la dévotion?

Si l'instruction et le bien-être n'aboutissent qu'à d'épouvantables souffrances psychologiques, qu'on ait le courage de retourner à la pauvreté et à l'ignorance, qu'on renouvelle les hauts faits d'Omar, qui était logique lorsqu'il brûlait les bibliothèques; et qu'on chante un hymne en l'honneur des *pauvres d'esprit;* que Rotschild, que Jay Gould, que les milliardaires fassent abandon de leur fortune, et on les croira.

L'augmentation du bien-être matériel et du progrès

intellectuel accroissent les *souffrances psychologiques!* Si cela était vrai, les individus et les générations qui dans le cours de leur vie réussissent à élever leur condition, devraient renoncer aussitôt à la situation acquise. Demandez cependant à l'homme instruit s'il renoncerait volontiers à son savoir, à l'homme riche s'il veut redevenir pauvre ; personne ne le voudra. Ils préfèrent donc leur condition actuelle à celle qu'ils avaient autrefois et même s'ils se plaignent de leur nouvelle position, ils l'apprécient mieux quand il y a pour eux danger de la perdre.

Est-il vrai d'ailleurs que tout le monde sente sa souffrance psychologique augmenter lorsque ses conditions matérielles et intellectuelles s'améliorent? Combien d'existences tranquilles et satisfaites n'y a-t-il pas dans le monde? Cette satisfaction générale est-elle désirable, alors même qu'elle serait possible? La poursuite, et la poursuite ardente d'une somme plus grande de bonheur, n'est-ce pas là le *stimulant*, le *levain*, la condition *sine qua non* du progrès?

Si la souffrance psychologique est le résultat final de tout progrès, au lieu de combattre le socialisme, on ferait œuvre plus utile si, vêtu d'un cilice et la tête couverte de cendres, on se mettait à prêcher aux classes élevées le retour à la barbarie. Il vaudrait mieux encore recommander le culte d'Origène, la castration. On peut rendre hommage aux bonnes intentions des économistes qui, en nous parlant du danger de l'augmentation de la souffrance psychologique, le font dans un esprit philantropique et par un amour tout particulier pour les

classes ouvrières, qu'ils mettent en garde contre le désir d'améliorer leur sort et auxquelles ils montrent qu'il vaut mieux donner la préférence aux souffrances physiques afin d'éviter la souffrance psychologique. Mais ainsi va le monde! ils prêchent dans le désert, et ils n'en recueilleront qu'ingratitude, si les riches les premiers ne se montrent pas convaincus de la suprême vanité de tout.

Les prolétaires, de leur côté, peuvent avec une apparence de raison — une apparence seulement! — demander aux classes dirigeantes qui leur parlent de souffrances psychologiques comme suite de toute augmentation de bien-être et d'instruction : « Pourquoi conservez-vous vos richesses; pourquoi vous efforcez-vous par tous les moyens licites et illicites de les augmenter; pourquoi envoyez-vous vos enfants dans les Universités, dans les écoles supérieures, si la richesse et le savoir n'augmentent pas la somme de vos jouissances, si au contraire elles augmentent vos souffrances? »

On prétend que le paradis tant recherché par les ouvriers se résoudra en une désillusion amère, que la richesse et le pouvoir ne donneront pas le bonheur aux derniers venus, pas plus qu'ils ne l'ont donné à ceux qui les ont précédés. Soit, mais les ouvriers veulent voir à leur tour s'il est vrai qu'en changeant de condition, qu'en mangeant du bon pain et de la bonne viande, en se reposant lorsqu'ils sont fatigués, en prenant toutes les précautions désirables contre la chaleur et contre le froid, on n'arrive pas au bonheur; même sans vins généreux, sans clubs, sans sports, sans diamants, sans palais,

sans prostituées, ils veulent goûter à cette souffrance psychologique particulière que donne la richesse ou du moins une honnête aisance. Qui leur donnera tort? Si ceux qui prêchent la modération et le renoncement aux plaisirs veulent avoir quelque action, qu'ils commencent par donner le bon exemple, qu'ils endossent le cilice de saint François d'Assise, qu'ils se fassent trappistes. Qu'ils ne fassent pas comme Tolstoï qui, au dire d'une de ses gouvernantes, prêche le végétarisme qu'il pratique pendant le jour, alors qu'il mange d'excellents biftecks pendant la nuit.

Comment ajouter foi aux recommandations hypocrites de ces bons apôtres, qui, au nom de la morale évolutionniste, qu'ils voudraient réduire à un fatalisme inerte — quoi qu'ils disent sur le fameux *juste milieu* entre la résignation chrétienne et la revendication révolutionnaire —, conseillent aux ouvriers l'abstention de l'effort incessant et énergique pour améliorer leur sort? Pour que les conseils soient efficaces, et c'est ce que savent tous les pédagogues, il faut prêcher d'exemple. Et les bourgeois ne donnent certes pas un exemple encourageant de modération dans leurs appétits, eux qui possèdent cent, et qui aspirent à posséder mille; qui obtiennent mille et immédiatement veulent un million, et qui ne reculent pas devant les tromperies, les vols, les crimes de tout genre. Si même cette absence de modération était une faute, en attribuant une part de responsabilité aux travailleurs qui en sont coupables, on devrait tenir compte des lois de la contagion psychique, et remonter jusqu'à ceux qui ont donné des exemples pernicieux.

Et les frères prêcheurs, qui sont au service de la bourgeoisie capitaliste, devraient donner un bon exemple des *nouvelles vertus sociales* qui seront créées par la morale évolutionniste, en se résignant une bonne fois à l'existence du monstre, qu'ils ne parviennent pas — Hercules de foire — à abattre, en se résignant à l'existence du socialisme. (1)

(1) En réalité, j'ai peu de chose à ajouter à ce que j'avais écrit contre les pessimistes... intéressés en 1884, parce que personne n'a réfuté mes objections. Ce sont les mêmes arguments qu'a magistralement exposés, avec son éloquence ordinaire, Jean Jaurès dans son discours du 19 juin 1897 (*Socialisme et Paysans*, Paris, 1897).

CHAPITRE VIII

SÉLECTION ET PRIVILÈGES

Le darwinisme social est plus séduisant lorsqu'on le présente comme essentiellement avantageux dans ses résultats parce qu'il assure la victoire et la survivance aux meilleurs. Alors même que nous serions sûrs qu'il y aura place pour tous dans le monde, il faudrait encore désirer que la lutte entre les hommes continue pour ne pas arrêter cette sélection progressive. La sélection serait avantageuse au point de vue biologique, parce qu'elle assure la victoire du plus fort ; au point de vue moral, parce qu'elle accorde des avantages et des privilèges à ceux qui les méritent.

Dans cette montée continue de l'humanité vers le mieux, les inférieurs, les vaincus ne disparaîtraient pas tout d'un coup. Ils pourraient même se reproduire et se multiplier, déterminant ainsi, dans le sein de la société, un processus de différenciation croissante. Ainsi la distinction des *classes* et même des *castes*, l'existence des *aristocraties* ne seraient pas un fait

historique regrettable et qui témoignerait de la prédominance de l'iniquité et de la violence dans les phases précédentes de l'évolution et dont on devrait souhaiter la prompte disparition ; ce serait, au contraire, la conséquence légitime d'une bienfaisante loi naturelle, que nous devrions nous efforcer de conserver et de rendre même plus efficace.

La lutte pour la vie ainsi entendue, c'est-à-dire le triomphe des meilleurs, pourrait être acceptée au nom du principe de justice. Mais cette théorie a été démentie par les faits, et l'histoire a démontré que cette sélection progressive, lorsque la différenciation se réalise en donnant la prédominance aux aristocraties, se transforme en sélection régressive, en processus de dégénérescence.

Les sociologues darwiniens ont alors essayé de modifier et de formuler autrement la loi de la survivance. Les *meilleurs*, au sens large du mot, sont devenus pour les uns les plus *forts* physiquement, pour les autres les mieux *adaptés* à un milieu donné. On ajoute enfin que la sélection ne doit pas être entendue au sens endo-social, mais au sens inter-social, c'est-à-dire qu'elle assure la victoire et la survivance non pas aux meilleurs dans un groupe donné, mais à un groupe, à une race pris dans leur totalité à l'égard d'un autre groupe, d'une autre race.

Il faut étudier la sélection darwino-sociale sous ses différents aspects, afin de voir si elle résiste à l'épreuve des faits et à quelles conséquences elle aboutit dans la réalité par l'effet des lois sociales qui ont altéré le fonctionnement normal des lois biologiques.

L'application la plus optimiste du darwinisme social, en tant qu'il assure le triomphe et la survivance des meilleurs, a été faite par Häckel. Il a vu dans cette théorie la condamnation de l'égalité démocratique et du nivellement socialiste, et la justification de l'aristocratie, produit d'une sélection et d'une différenciation croissantes.

« Le socialisme, dit-il, demande pour tous les citoyens des droits égaux, des biens égaux, des jouissances égales; la théorie de la descendance **prouve, au contraire, que la réalisation de ces désirs** est tout simplement impossible; que, dans les sociétés humaines comme dans les sociétés animales, ni les droits, ni les devoirs, ni les biens, ni les jouissances de tous les membres ne sont et ne pourront jamais être égaux.

« Si l'on veut attribuer une tendance politique au darwinisme — ce qui est permis — cette tendance ne pourrait être qu'aristocratique et non pas démocratique, et moins encore socialiste. La théorie de la sélection nous apprend que dans la vie de l'humanité comme dans celle des plantes et des animaux, *partout et toujours une faible minorité privilégiée* parvient seule à vivre et à se développer; l'immense majorité, au contraire, souffre et succombe plus ou moins prématurément. Innombrables sont les germes de chaque espèce de plantes et d'animaux et les petits qu'ils produisent, mais le nombre de ceux qui ont la chance de se développer jusqu'à leur complète maturité et qui atteignent le but de leur existence est, en quelque sorte, insignifiant. » (*Les preuves du transformisme*, chap. VI).

Lange, avant Häckel, avait entrevu l'avantage que les économistes pouvaient tirer et l'application qu'ils pouvaient faire des conséquences immédiates de cette théorie, puisque dans la *lutte* pour conquérir la meilleure position sociale, la victoire était censée demeurer aux plus forts, c'est-à-dire aux meilleurs.

Les conclusions de l'éminent historien du matérialisme, considérées d'une façon *unilatérale*, ne différaient pas de celles du défenseur du monisme scientifique moderne, et aboutissaient à l'affirmation d'un processus de différenciation, origine des aristocraties. La condition des classes privilégiées se trouvait ainsi, en un certain sens, justifiée et la place qu'elles occupent dans l'histoire, légitimée.

Spencer, reprenant la vieille idée d'Aristote, découvre des causes psycho-physiques même dans le choix des fonctions et des professions, bien qu'il reconnaisse que, par suite des nombreuses interférences des autres facteurs, on ne puisse pas déterminer la part exacte qu'elles ont dans l'industrie ; et, ne tenant aucun compte de l'histoire, il arrive à découvrir une spécialisation des fonctions même entre les nations (1). Il cite l'Angleterre comme particulièrement propre à l'activité maritime et il oublie la place qu'occupait autrefois Venise, et qu'elle a depuis longtemps perdue.

La différenciation croissante entre les hommes a été étudiée avec un grand luxe de détails par M. Le Bon, qui a résumé tous ses travaux historiques et anthropo-

(1) Spencer, *Institutions industrielles*, pages 197-205.

logiques antérieurs dans son ouvrage sur *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples* (Paris, 1894), et dans sa *Psychologie du socialisme* (Paris, 1898). Mais c'est M. Novicow qui a le mieux justifié l'existence des aristocraties, dans ses différents ouvrages et notamment dans sa *Conscience et volonté sociale.*

Pour l'illustre sociologue russe, s'il ne se formait pas des aristocraties par différenciation et sélection, les intérêts publics, collectifs ne l'emporteraient jamais sur les intérêts privés. La lutte brutale qui régnerait entre les hommes est éliminée grâce à l'*élite* qui représente l'organe intellectuel, le cerveau de la société humaine. Pour remplir sa haute fonction, l'*élite* doit naturellement être soustraite aux soucis de la vie matérielle. Cette *élite* sociale ne serait pas formée par la classe ou la caste qui a eu en mains le pouvoir politique; cette aristocratie intellectuelle c'est celle qui a détruit les privilèges féodaux et les chevaliers pillards du moyen-âge. La différenciation sociale entraîne avec elle la différenciation des fonctions, qui augmente l'intensité de la vie collective ou, en d'autres termes, la somme des jouissances intellectuelles.

L'élite qui se constitue dans chaque société, ajoute M. Novicow, élabore les sentiments, établit ce qui est *gentleman like* et ce qui ne l'est pas. La masse de la population suit par imitation. Si les individus qui possèdent les plus grandes fortunes d'un pays ne remplissent pas convenablement leurs fonctions, la société tombe alors dans un état pathologique. Une société civilisée ne peut pas se passer de cet organe spécial, de

cette aristocratie intellectuelle. La société dans laquelle l'aristocratie ne remplit pas ses devoirs périra plutôt que celle dans laquelle elle les remplit et lorsque la concurrence intellectuelle devient plus forte, l'obligation de remplir ses devoirs devient plus impérieuse pour l'élite.

Cette élite doit être essentiellement intellectuelle, c'est ce que l'on peut déduire des lois mêmes de la biologie. Parmi les animaux de l'âge tertiaire, ce ne sont point les mammifères au petit cerveau qui se sont conservés, mais ce sont ceux qui étaient le mieux doués au point de vue cérébral (*Perrier*).

La transmission, au moyen de l'hérédité, des qualités acquises, ne fait qu'augmenter les bienfaits de la sélection. Cette influence de l'hérédité ne doit être acceptée cependant que dans certaines limites. Elle est limitée par l'éducation, comme je l'ai démontré dans ma *Sociologia criminale*, et comme l'a également démontré Guyau; les aristocraties peuvent non seulement instruire toutes les autres classes, mais encore mettre en évidence les hommes éminents qui naissent dans son sein. M. Lombroso l'admet, lui qui, par ses théories, devrait exalter l'action de l'hérédité (*Il delitto politico e le rivoluzioni*, page 232).

L'optimisme de Häckel et de son vulgarisateur Schmidt, de Novicow, et de tant d'autres qui prêchent l'utilité de la lutte darwinienne dans la société humaine, s'étant heurté aux objections et à la réalité, on vit se former un groupe d'écrivains qui réduisirent les *meilleurs* aux plus *forts*, aux plus forts physique-

ment. Ces darwiniens n'ont pas de préoccupations morales. C'est la thèse de Gumplovicz, qui l'a synthétisée dans le triomphe des peuples non civilisés sur les peuples civilisés (*La lutte des races*). D'autres y ajoutent la force intellectuelle et n'excluent que le critérium moral. M. Pareto, s'en tenant à la réalité, considère comme *sujets de choix* les individus chez lesquels l'activité de la vie est la plus intense : activité qui peut se manifester en bien ou en mal. Le prix de la lutte resterait toujours au plus fort, et seulement lorsque les prix deviendront plus nombreux, ils pourraient successivement être attribués à d'autres moins forts (*Cours*, volume 2, pages 372 et 374). M. Bonvecchiato, corrigeant les affirmations de M. Ribot (*Hérédité psychologique*) et de Jacoby (*Etudes sur la sélection dans ses rapports avec l'Hérédité chez l'homme*) sur la dégénérescence nécessaire des aristocraties, ajoute que chaque talent, chaque génie, chaque classe privilégiée et chaque peuple particulièrement bien doué, ne laisse pas en héritage que les seules modifications de sa structure, mais aussi les résultats positifs et intellectuels de l'action exercée : ils peuvent disparaître entièrement usés, mais ils ont déplacé le point de départ à l'avantage de leurs successeurs.

On a apporté une modification plus radicale encore à la théorie de la survivance, en affirmant que la victoire appartient non pas aux meilleurs, mais aux *mieux adaptés* aux conditions de la vie, du milieu. De Candolle, Gumplovicz, Lapouge, Kidd, etc., prétendent que ce ne sont pas les individus qui sont le sujet de la

sélection, mais les races ; la victoire dans la lutte appartient aux meilleurs, aux peuples, aux races les meilleurs ; la sélection se fait entre collectivités et non pas entre individus.

L'édifice socio-darwinien, élevé avec un si grand luxe de raisonnements et de faits mal interprétés, ou inexactement rapportés, ne résiste pas à la critique.

Lange, qui avait si remarquablement appliqué à l'évolution sociale les théories de Darwin, sans y apporter les préoccupations politiques de Häckel, atténuait déjà la portée de l'évolution progressive en faisant intervenir le *hasard* comme facteur de la victoire elle-même; et aux conséquences logiques du processus de différenciation, il opposait l'action de la *loi supérieure de l'organisme social* — de l'altruisme — dont nous avons déjà longuement parlé (*Supra*, chap. III).

Des objections étaient d'ailleurs faites aussi au nom de la biologie elle-même. M. de Lanessan soutenait que la victoire n'appartenait pas toujours au plus fort et que la lutte n'était pas la loi générale. Les faits rapportés par Darwin pour établir sa théorie sont réels, mais ils ne sont pas les seuls. D'autres faits les contredisent et en diminuent la valeur. A côté de la lutte pour l'existence entre les animaux et les plantes de la même espèce, ou d'espèces différentes, il y a l'*association pour la lutte*.

Dans la lutte pour l'existence, ce ne sont pas toujours les plus forts qui survivent, notamment parmi les végétaux, dans la lutte contre le vent, la pluie, le froid et les autres agents naturels : ainsi pour les vignes, les

plants les plus vigoureux germant les premiers, sont plus facilement atteints par les gelées du printemps. Des plantes très vigoureuses, que leurs épines ou d'autres moyens défendent contre les gros animaux, sont détruites par des animaux microscopiques qui en détruisent les racines et les feuilles. Les plants de céréales ne peuvent pas survivre lorsqu'ils sont isolés, parce que le vent les emporte, tandis qu'ils résistent plus facilement quand ils se trouvent réunis en grand nombre. Il y a là association inconsciente entre des plantes de la même espèce. Il y en a aussi entre plantes d'espèce différente. La violette, par exemple, pousse admirablement sous la protection de plantes plus hautes, et grâce à l'épais tapis de verdure qu'elle forme autour de ses protectrices, elle les protège à son tour, en ralentissant l'évaporation de l'eau et en entretenant une humidité favorable à toutes deux. Enfin, l'association entre animaux accorde souvent la victoire aux faibles contre les plus forts (*La lutte pour l'existence et l'association pour la lutte*).

L'utilité de la sélection darwinienne est démentie encore par d'autres faits. La paléontologie nous apprend que l'évolution de l'organisme, par exemple, ne se fait pas toujours dans le sens du mieux tel que nous le concevons. Il y a une évolution rétrograde qui consiste dans un retour de l'être à des formes inférieures — à celles de ses ancêtres — s'il est vrai qu'il y a, comme le dit un darwiniste, M. Lapouge, des formes supérieures et des formes inférieures dans la réalité et en dehors de nos préjugés esthétiques ou biologiques.

D'autre part, la destruction des espèces semble être d'autant plus rapide que le type en est plus parfait, du moins à notre point de vue. Voici, en effet, la conclusion négative de la paléontologie : les trilobites de la période silurienne, les crustacés mérostomes du terrain carbonifère, les reptiles énormes du tertiaire et du jurassique, les ptérodactyles du crétacé, les édentés gigantesques du miocène, etc. (toutes ces espèces merveilleusement armées et mieux développées que tant d'autres qui leur ont survécu) ont disparu sans laisser aucune descendance, au moment précis de l'évolution où il semblait qu'elles fussent arrivées à la réalisation de la forme la plus parfaite. N'est-il pas évident que ce ne sont pas toujours les meilleurs d'une espèce qui survivent ? Et l'on comprend la raison de leur disparition, la délicatesse même de leur structure les exposant aux influences débilitantes qui n'ont pas d'action sur les espèces les plus grossières.

Si cela se produit dans la biologie, la sociologie nous offrira des objections plus fortes encore contre cette fatalité et cette utilité de la lutte qui assurerait la survivance des meilleurs.

Il faut tout d'abord nous mettre d'accord sur le sens de ce mot *meilleur*. Nous n'avons pas une claire notion de ce qu'il faut entendre par là, et nous oublions souvent que la *valeur individuelle* d'un homme n'a presque rien de commun avec sa valeur comme élément de propagation de l'espèce : à ce point de vue (le plus important), un paysan ignorant et d'esprit borné, qui donnera des générations saines et perfectibles, vaut mieux

que l'homme d'intelligence supérieure, qui donnera naissance à des névrosés. En d'autres termes, chaque individu représente pour la société la combinaison d'une *valeur actuelle* en tant qu'individu, et d'une *valeur en puissance* en tant que point de départ d'une descendance plus ou moins perfectible. Il est très difficile de déterminer ces deux valeurs, dont la combinaison permet seule de déduire le concept du *meilleur*, et cela est impossible sans le concours de l'histoire, étudiée d'une façon analytique (*Rivista di Filosofia Scientifica*, septembre, 1886).

Parmi les hommes, la lutte contre la nature extérieure est dangereuse pour les individus isolés. Elle ne produit pas une sélection progressive, mais, au contraire, une sélection régressive, parce qu'en effet ce sont les hommes les plus robustes et les plus énergiques intellectuellement et matériellement qui s'exposent le plus volontiers aux dangers de la lutte, tandis que les paresseux et les faibles, qui *sont presque toujours les riches* (on en verra plus loin la raison), restant hors du danger, se multiplient facilement et perpétuent leur paresse et leur faiblesse.

Si nous laissons de côté toute considération idéaliste et d'ordre moral, et si nous nous en tenons au domaine restreint de l'économie actuelle, nous assistons à une défaite en masse des meilleurs. Le *meilleur*, c'est évidemment l'ouvrier fort, sain, instruit et qui veut s'assurer un *standard of life* tel qu'il convient à des hommes qui ont atteint un haut degré d'évolution. Or, ce sont les ouvriers américains, qui représentent le type le

meilleur dans la concurrence du travail, qui sont vaincus par les chinois. Les ouvriers adultes sont remplacés par les femmes et les enfants, même pour des travaux qui devraient être réservés aux premiers. Dans son ensemble enfin, la classe ouvrière, qui représente l'élément vital, la force progressive, l'action constante de l'homme contre les obstacles de la nature, reçoit, dans la distribution de la richesse, la part moindre, tandis que la part du lion revient au capitaliste et au propriétaire, qui n'ont aucune part dans la production, ou qu'une part infime.

La contradiction est plus forte encore si nous faisons entrer en ligne de compte le point de vue moral qui ne peut pas, qui ne doit pas être exclu de la notion large et générale de la *survivance des meilleurs*. On voit alors que la fraude et l'usure conduisent au faîte de la fortune, tandis que l'habileté active et honnête ne mène à rien. Dans la victoire même des premiers occupants, on trouverait les caractères du crime et non ceux de la force.

On arrive encore à un résultat analogue par une voie différente. Tandis que chez les animaux la lutte sexuelle favorise le triomphe des plus beaux et des plus forts, et, par suite, la sélection progressive, entre les hommes, au contraire, *avec l'organisation sociale actuelle*, la femme la plus belle se donne au plus riche, qui est souvent le plus faible ou le plus ignorant.

« Si dans la lutte pour l'existence des organismes inférieurs la victoire est assurée — et cela n'est pas toujours vrai, comme l'a montré M. de Lanessan — aux

plus forts et devient ainsi cause de progrès pour la famille et pour les individus, entre les hommes, la lutte pour l'existence aboutit à la défaite des individus les plus vigoureux et à la victoire des plus faibles. La nature est ainsi en contradiction avec elle-même, puisque tout en faisant de la lutte pour l'existence la loi universelle des êtres, elle fait en sorte que cette lutte donne des résultats absolument contraires, suivant qu'il s'agit de l'homme ou des espèces inférieures. Une recherche impartiale nous oblige donc à conclure que la survivance du plus apte n'est pas la cause de la constitution économique et que cette force permanente et très grande, qui est la cause de l'évolution organique, n'a aucune influence sur l'évolution sociale, qui doit être déterminée par des causes bien différentes. » (*Loria*).

Quand on vit qu'il n'était pas possible de soutenir que les *meilleurs*, au sens large et ordinaire du mot, — les *meilleurs* physiquement, intellectuellement et moralement — triomphent et survivent dans la lutte, on atténua, pour ne pas dire on altéra, le sens de la théorie darwinienne et on remplaça les *meilleurs* par les plus *forts* au sens physique et brutal du mot.

Cette substitution n'était pas heureuse. Elle trouvait une justification dans cette affirmation de M. Gumplovicz que les *forts* ce sont les *non-civilisés* (*La lutte des races*); mais l'histoire donne un démenti au sociologue de Gratz. Les Egyptiens, les Assyriens, les Phéniciens, les Grecs, les Espagnols, les Hollandais, les Portugais, les Anglais, les Français ont conquis et soumis des peuples et des tribus nombreuses beaucoup

moins civilisées qu'eux-mêmes. Si les Romains ont triomphé des Grecs et des Etrusques, c'est-à-dire de peuples plus civilisés qu'ils ne l'étaient, et s'ils ont été, à leur tour, vaincus par les Barbares venus du nord de l'Europe, d'un autre côté, en Italie, en Gaule, en Espagne, en Afrique, ils ont vaincu des peuples qui leur étaient très inférieurs en civilisation.

Cela prouve avec évidence que la force brutale des peuples non civilisés n'est pas toujours victorieuse et que l'exception ne peut pas constituer la loi. Spencer lui-même a été obligé de reconnaître que les types supérieurs ont été souvent vaincus par les types inférieurs, parce qu'ils étaient plus nombreux ou plus sauvages (*Les institutions industrielles*, etc., page 204). M. Vaccaro donne de nombreux exemples de défaite des forts et des meilleurs (*La lotta per l'esistenza*, pages 42 à 49 et 122 à 127). Tous ces faits incontestables, mais contradictoires, démontrent qu'on ne peut pas appliquer les lois biologiques aux sociétés humaines.

Dans les sociétés humaines, enfin, les plus *forts* ce sont les hommes adultes, mais nous avons vu que dans la concurrence, grâce aux machines surtout, ils sont vaincus par les enfants et par les femmes.

Cette théorie a été examinée, d'ailleurs, d'un autre point de vue encore plus large et plus général, d'où l'on attaque incidemment la théorie malthusienne telle qu'elle est actuellement pratiquée. M. Messedaglia a été le premier, je crois, à remarquer que le malthusianisme produit une sélection à rebours, parce que, tandis qu'il limite la reproduction des *meilleurs*, il favorise la mul-

tiplication des plus mauvais : des pauvres, des ignorants, des faibles (*Scienza statistica delle popolazioni*). M. Fouillée, M. Le Bon, et d'autres se sont, à leur tour, préoccupés de cette sélection à rebours, qu'ils croient spéciale à la France, mais qui est générale, au contraire, parce que partout ce sont les classes instruites qui limitent la procréation et qui, indirectement, favorisent la dégénérescence de la nation.

Certainement, dans notre état social, si les gens riches et instruits s'occupaient seuls du problème de la population, on arriverait à la multiplication des faibles et à la disparition des forts. D'autres facteurs, heureusement, interviennent et empêchent la réalisation de l'hypothèse.

Même sous cet aspect, la théorie darwinienne est démentie par les faits lorsque les économistes veulent la transporter dans la société humaine. La concurrence économique n'aboutit qu'à une augmentation quantitative et non pas qualitative de la population. De plus, tandis que dans la lutte entre les animaux les plus faibles, ceux qui sont vaincus, doivent nécessairement disparaître, dans la lutte sociale, ils continuent à subsister et ils se multiplient, et l'on a cette dégénérescence des races humaines qu'ont observée Galton et Rümelin (1).

(1) Loria, *La proprietà fondiaria*, etc., pages 159 à 167, 190, 191; Sidney Ball, *Die Konkurrenz und die Bevölkerungsfrage* (dans l'ouvrage publié par Sydney Webb, *Der Sozialismus in England*, Göttingen, 1898, page 198); Rouxel, *Journal des économistes*, mars 1885, page 489.

Lorsque l'on eut démontré par l'histoire et par la science que dans la lutte pour la vie ce ne sont pas les meilleurs qui triomphent et que les plus forts physiquement succombent, les sociologues darwiniens ne s'avouèrent pas vaincus, ils firent appel à l'*adaptation*. Nous sommes bien alors en pleine réalité, personne ne pourra mettre en doute que dans la biologie et dans les sociétés humaines, les individus et les collectivités s'adaptent parfois à un genre de vie inférieur, s'*adaptent* au milieu physique et social. Mais dans la biologie et dans la sociologie, le *mieux adapté* est-ce toujours celui dont l'organisation est la plus élevée ?

Darwin lui-même ne l'a pas cru. « On ne peut pas douter, a dit Ray Lancaster, que souvent la sélection naturelle agit sur une race d'animaux, de façon à réduire sa taille. La petite taille de certains animaux favorisant leur survivance, ils ont été, en beaucoup de circonstances, réduits à des proportions microscopiques. » Ainsi, même dans le règne animal, remarque M. Lafargue, qui cite un extrait plus long du livre de Ray Lancaster (*Degeneration : A chapter in Darwinism*), la lutte pour l'existence n'est pas toujours une cause de progrès, elle est parfois une cause de dégénérescence (*Le matérialisme économique de Karl Marx*, page 15).

Ce que l'on constate dans la biologie se produit chaque jour dans les sociétés humaines ; la victoire appartient aux *mieux adaptés* au milieu. Mais les mieux adaptés ne sont pas nécessairement les *meilleurs*. Que les choses se passent bien ainsi, c'est ce qu'ont démontré Sergi (*Degenerazioni umane*), et Vaccaro

(*La lotta tra gli animali*, 1889; *Les bases sociologiques*, etc.).

Ainsi la théorie qui était optimiste avec Häckel et Novicow, parce qu'elle avait pour résultat une sélection progressive, devient pessimiste, puisqu'elle conduit à la dégénérescence, à la sélection regressive. La théorie perd ainsi, dit Huxley, cette allure morale qu'on lui avait d'abord assignée (Nitti, *La population*, etc., page 237).

Cette *adaptation* dégénérescente, décrite par Vaccaro et Sergi, a été d'abord imposée par la violence, par la force brutale, mais son action ne serait pas durable si d'autres coefficients n'intervenaient. Elle trouve un appui dans les préceptes religieux qui prêchent et inculquent la résignation, dans l'éducation, les lois pénales et civiles et dans tout l'arsenal des expédients qui ont été exposés et commentés par M. Loria (*Les bases économiques de la constitution sociale*), et par M. Vaccaro (*Genesi e funzione delle leggi penali*, Rome, 1889).

L'adaptation au milieu qui peut être cause d'évolution progressive, notamment en biologie, comme l'a démontré Lamark, marque incontestablement un regrès dans la sociologie, quand elle équivaut économiquement au retour aux conditions de vie inférieure. Dans ses grandes lignes, ce regrès pourrait être ramené à cet ensemble de causes désignées sous l'expression de *manque de ressources* par MM. Demoor, Massart et Vandervelde.

Je tiens à ajouter cependant qu'à mon sens ces auteurs n'ont pas clairement indiqué ce qui sépare, à ce

point de vue, le phénomène biologique du phénomène social, l'évolution régressive des institutions et celle des classes sociales. Toute cette phénoménologie n'est pas exactement décrite et, de plus, ils ne sont pas restés dans cette réserve prudente qui les a guidés dans le reste de leur travail. Dans le *résumé* et les *conclusions* placés en tête de la troisième partie du livre, ils affirment que ces constatations sont *également* applicables à l'évolution de l'organisme d'une société, et ils ajoutent, d'accord en cela avec MM. Magnan et Legrain, que les dégénérés sont des êtres *anormaux* qui n'ont plus les moyens de se régénérer (*L'évolution régressive*, pages 238 et 239). Cela n'est pas exact. Les ouvriers anglais, de la fin du XVIII[e] siècle et du commencement du XIX[e], s'étaient *adaptés* à des conditions de vie inférieure et relativement à l'évolution de toutes les classes sociales, leur condition était beaucoup plus mauvaise que celle des ouvriers du XIV[e] et du XV[e] siècle (*Thorold Rogers, Russel Garnier*). Ils n'en ont pas moins continué à se reproduire et ils n'ont pas confirmé les conclusions biologiques de la régression, qui devait aboutir à l'atrophie et à la disparition. On sait, en outre, que les classes inférieures, dans les plus mauvaises conditions de vie, sont précisément les plus prolifiques, par suite, elles triomphent numériquement et sont en contradiction avec la sélection darwinienne progressive.

La transformation de la théorie du grand naturaliste anglais en théorie de l'*adaptation* régressive ne permet plus de considérer la lutte pour la vie comme une loi bienfaisante à laquelle les hommes doivent se soumettre

au nom du progrès continu de la race humaine. Elle reste exposée à l'ironie des économistes, qui l'avaient invoquée pour justifier l'organisation sociale actuelle. Chaque époque, chaque civilisation aurait ses « sélectionnés » particuliers, c'est-à-dire ceux qui sont *adaptés* au milieu social, de sorte que le sélectionné parmi les cannibales serait très différent du sélectionné dans la société future. L'honnête homme, par exemple, a-t-on remarqué avec tristesse, serait vraiment déclassé dans notre société actuelle et il serait condamné à souffrir et à succomber (*Papafava*, dans le *Giornale degli economisti*, Rome, avril 1898). Evidemment, la *loi de l'adaptation* ne peut pas aboutir au progrès de l'humanité.

Si la loi darwinienne n'aboutit qu'à une *adaptation* régressive, il faut que les classes qui veulent progresser se révoltent contre elle, et, en effet, les *adaptés* se sont toujours, avec des succès variés, révoltés contre toutes les formes de la servitude. L'histoire est pleine de ces rébellions : guerres civiles, Spartacus et les gladiateurs, les Jacqueries, les paysans de What Tyler, les anabaptistes, 1789, la Commune, etc... Nous n'avons pas à expliquer dans ce livre pourquoi l'*adaptation* n'a pas été complète, comment la rébellion a été possible. Il nous suffit de rappeler que la rébellion a été sainte et bienfaisante, que cela plaise ou non aux darwino-spencériens.

Ceux-là sont bien imprudents qui se moquent des idéalistes qui pensent que la *force réside dans le droit*, et qui renversent la formule en prétendant que la *force*,

c'est le droit. Lorsqu'ils défendent le *Faustrecht* du despotisme allemand, ils oublient que la *force* est du côté des ouvriers. Ceux-ci, en effet, ont la *force physique*, car ils sont la masse; ils ont la *force morale*, car ils ont pour eux la justice. La *force intellectuelle* ne peut que servir, et elle sert à l'une et à l'autre. La substitution de la *force* au *droit*, c'est l'essence même de la théorie marxiste. Ce qu'elle peut avoir d'antipathique lui est donc accordé par les adversaires mêmes du socialisme.

Dans un cas seulement, la rébellion contre l'*adaptation* aux conditions inférieures de la vie ne serait pas possible et ne saurait être justifiée : lorsque les forces cosmiques, actuellement utilisées par l'humanité, seront épuisées, alors l'adaptation forcée à des conditions de vie inférieure ne se limitera pas aux individus et à certaines classes, mais elle s'imposera à toutes les races civilisées qui disparaîtront et céderont la place aux nègres, pour peu de temps il est vrai. Heureusement, l'auteur même qui nous laisse entrevoir cette hypothèse mélancolique estime qu'elle ne sera réalisée que dans un avenir très éloigné, dans quelques milliers d'années (1). Jusqu'à cette catastrophe finale, la lutte pour le mieux est possible.

Je ne consacrerai pas un chapitre à la réfutation du dernier argument des darwiniens qui soutiennent que la lutte n'a pas lieu entre les *individus* et entre les

(1) De Candolle, *Histoire des sciences et des savants depuis deux siècles.*

classes, mais entre les *races*. Cette distinction entre les *races supérieures* et les *races inférieures* a été poussée à l'absurde par Ammon (*Die natürliche Auslese beim Menschen*), et par Lapouge (*Les sélections sociales*).

L'anthropo-sociologie devrait proclamer le triomphe de l'*Homo europeus* — grand, blond et dolicocéphale — sur l'*Homo alpinus* — petit, brun et brachycéphale. Malheureusement pour cette dernière incarnation de la théorie darwinienne, de l'aveu même des anthropo-sociologues, dans la lutte, ce sont les *inférieurs*, les alpins, qui triomphent des *supérieurs*, les européens. Ils reconnaissent que les supérieurs sont attirés par les villes qui sont les centres d'irradiation de la civilisation, mais dans les villes, non seulement ils s'éteignent, mais les dolicocéphales supérieurs se transforment d'une façon continue et fatalement en brachycéphales inférieurs.

La loi naturelle qui devrait l'emporter dans l'intérêt de l'humanité en assurant la victoire aux meilleurs, est neutralisée par les lois sociales, qui l'emportent sur elle.

Le principe de la sélection darwinienne progressive subirait ainsi sa dernière et définitive défaite même sur le terrain de la lutte des races. M. Gumplovicz, qui avait pris pour point de départ, lui aussi, la supériorité primitive originaire de certaines races, n'admet pas ce processus continu de différenciation aristocratique ; il croit à une fusion et à une assimilation continues (*Sociologie et politique*, page 292).

Ce qu'il y a de vrai dans cet essai d'une nouvelle

construction scientifique, c'est la supériorité reconnue des lois sociales sur les lois biologiques : Quant à la supériorité de certaines races, ou d'une race sur les autres, nous n'avons pas, pour le moment du moins, à nous en préoccuper, parce que nous devons convenir, avec M. Winiarski, que nous sommes devant la plus *simple et la plus enfantine des fantasmagories*, qui devient une véritable aberration mentale avec le *surhomme* de Nietzsche (1).

(1) Léon Winiarski, L'*anthroposociologie* (*Devenir Social*, mars 1898). Pour voir jusqu'à quelles extravagances peut aller l'*anthroposociologie*, il faut lire l'article de Lapouge dans la *Rivista italiana di Sociologia* (Rome, 1897). Il y veut établir une relation entre la dolicocéphalie et la brachycéphalie et les impôts, la richesse, etc., en Italie. Il affirme qu'il y a eu en Sicile une *invasion de piémontais !...* J'ai attaqué les exagérations de M. Lapouge, formulées tout d'abord dans la *Revue d'anthropologie*, dans le II[e] volume de ma *Sociologia criminale*, chap. V. Je me suis également demandé si aujourd'hui, après des croisements qui ont duré des siècles, on peut parler encore de *races pures*. J'ai étudié à nouveau cette question dans ma *Politica coloniale* (Palerme, 1892). Je suis heureux d'avoir trouvé une confirmation de mes opinions dans les deux derniers magnifiques ouvrages de Sergi, *Africa* et *Ari e Italici* (1897-1898). Dans cette question de la pureté de la race, il y a un côté vraiment humoristique. M. Lapouge, en effet, affirme que la stérilité française vient du croisement des deux races. En un mot, les français seraient stériles parce qu'ils sont hybrides... des mulets. Or, les français du Canada et de l'Algérie sont beaucoup plus féconds que dans la mère-patrie ! M. Arsène Dumont ajoute que dans les quartiers pauvres de Paris, qui sont le plus mélangés, la fécondité est plus grande que dans les quartiers riches. Les départements de la Seine-Inférieure et du Nord, qui sont très *mélangés*, ont une haute natalité. Le Lot-et-Garonne, dont la race est très homogène, a une natalité très faible. La France avait une nata-

La démonstration faite par M. Lapouge que les *sélections sociales*, non seulement se superposent à la sélection naturelle, mais la neutralisent, fournit une

lité de 33 % il y a quatre-vingt-dix ans et sa population était aussi mêlée qu'elle l'est maintenant. Quant aux races *pures*, il suffit de remarquer que les anglo-saxons dolicocéphales du Massachussets sont oliganthropes, comme les brachycéphales du Lot-et-Garonne (*Natalité et démocratie*, pages 114 et 115, 192-194). De plus, la faible natalité, l'infécondité croissante — il n'y a pas à parler de stérilité absolue — est la caractéristique de tous les peuples dont la civilisation et le bien-être ont atteint un niveau élevé, de toutes les familles aristocratiques les plus *pures*... Ainsi le progrès, en nous plaçant au point de vue démographique français, serait un mal, et la *pureté* même de la race, mieux que le croisement, hâterait la stérilité et la disparition progressive de la race.

M. Enrico Ferri, pour ne pas renier complètement ce qu'il avait écrit dans *Socialismo e criminalità*, qui m'avait amené à publier mon *Socialismo* (1re édition, 1884), a essayé de concilier dans son *Socialisme la Science positive*, Marx, Darwin et Spencer. Et comme les faits sont en contradiction flagrante avec cette conciliation, il a recours à une logique contre laquelle il fulminerait avec sa véhémente éloquence, s'il la trouvait appliquée par ses adversaires. Après avoir affirmé — et des faits innombrables l'y obligeaient — que dans les sociétés humaines ce ne sont pas les meilleurs qui triomphent, il ajoute : « La première impression déterminée par la constatation de ces faits nous ferait nier que la loi darwinienne de la sélection naturelle peut être appliquée aux sociétés humaines, mais j'ai soutenu et je soutiens, au contraire, non seulement que ces sélections sociales à rebours ne sont pas en contradiction avec la loi darwinienne, mais qu'elles constituent un argument en faveur du socialisme » (page 54). La seconde partie de la conclusion est évidente, mais quant à la première, elle est complètement sans appui et toute l'habileté dialectique de M. Ferri ne réussit pas à la justifier, même en remplaçant les *meilleurs* par les *mieux adaptés*.

justification complète à ceux qui veulent que l'homme intervienne d'une façon consciente dans la réforme et la transformation des institutions, de façon à réaliser les améliorations qui sont désirées par tous et que l'on n'obtiendra jamais par l'action spontanée de la nature (1). Les spencériens et les économistes libéraux logiques comptent au contraire sur cette action spontanée de la nature. Mais cette intervention consciente serait du moins nécessaire pour détruire toute la structure actuelle, qui est due à l'action de l'homme, et qui met obstacle au bon fonctionnement de la loi darwinienne. Pour revenir à la nature, il faudrait avoir recours tout d'abord à une intervention destructrice de l'homme. Cette destruction préliminaire des perturbations séculaires apportée à la sélection par les facteurs sociaux s'impose, même en se plaçant au point de vue de la théorie darwinienne, même si l'on admet avec le duc d'Argyll que les aristocraties doivent être conservées, parce qu'elles représentent la transmission des bonnes qualités acquises.

(1) M. Lapouge a montré l'action régressive des sélections sociales dans le livre consacré à ce sujet et notamment page 443 et suivantes. M. Murrison, répondant au duc d'Argyll, démontre que les privilèges sociaux détruisent l'action bienfaisante de la sélection naturelle (*Westminster Review*, avril 1898). Cette théorie du triomphe des plus forts est passée dans la littérature. M. Georges Clémenceau y a consacré un roman (*Les plus forts*), dans lequel il flagelle les vainqueurs actuels dont le triomphe est fait de la misère des humbles, des ouvriers, de l'écrasement des sentimentaux, et permet à l'hypocrisie de gouverner le monde et à l'argent de dominer les consciences.

Cette action destructrice s'impose, parce que ce sont précisément les lois sociales qui favorisent la sélection à rebours et détruisent les bienfaits qui devraient résulter de la formation de l'aristocratie (Häckel) ou de l'*élite*, qui devrait fonctionner comme *sensorium social* (Novicow).

De sorte que ce sont les *lois humaines* qui étendent l'action du *hasard*, qui intervertissent aujourd'hui les conditions de la lutte, et empêchent les lois *darwiniennes naturelles* de se manifester pour le progrès de l'espèce humaine en ce qu'elles ont d'utile et de bienfaisant. Ce qui apparaîtra clairement en examinant la fonction du *droit de succession*, qui sert de base à la constitution des aristocraties imaginée par Häckel, et considérée comme utile et résultant de la théorie darwinienne.

En nous occupant de cette aristocratie, qui n'a rien à voir avec l'aristocratie grotesque, de création récente, charlatanesque et de mauvais aloi dont s'est occupé la *Revue des Revues*, et que certains voudraient conserver par... patriotisme, il nous faut exposer le jugement d'un penseur illustre, qui écrit exclusivement pour la science, sans préoccupations politiques et sociales et qui s'exprime de la façon suivante sur l'origine et la valeur des aristocraties : «... La noblesse est le produit de deux facteurs : l'idée exacte ou non d'un certain mérite au-dessus du commun ; l'opinion que ce mérite est transmissible. Certainement, *en se plaçant à un point de vue idéal*, l'institution de la noblesse peut être considérée comme excellente. Ne choisir que les meilleurs,

conserver intacte l'*élite* ainsi formée, la former dès le berceau par les traditions, les préceptes, les exemples ; l'élever à la façon d'une plante rare qui germe dans une serre chaude et dans un terrain favorable : on aurait ainsi un processus de sélection rigoureuse, avec l'*éducation en plus*. Mais ce n'est là qu'un beau rêve, quelques remarques vont nous en convaincre.

« Et d'abord, quant à son origine, la noblesse qui prétendait être une *élite*, ne l'a jamais été que dans un sens restreint, celui des vertus guerrières. Elle naît partout dans cet âge d'adolescence des peuples, dans lequel l'imagination n'a pas d'autre idéal que le héros, d'autre culte que l'héroïsme (l'*heroworshipe*), dans lequel la seule vertu c'est l'honneur, le seul métier, la guerre... La sélection qui lui servit de base a donc été en *droit* très incomplète, et en *fait* souvent très *défectueuse* ». (1)

Quoi qu'il en soit, même si on ne tient pas compte de cette origine *très incomplète et très défectueuse* de la noblesse et de l'aristocratie (puisque d'ailleurs on peut répondre que les *qualités* qui l'ont emporté ont été celles qui pouvaient et devaient l'emporter dans un milieu donné et à un moment historique donné), il nous faut rechercher avec grand soin ce qu'ont été ces aristocraties et ces castes, qui représentent le produit de la conservation des meilleurs, et c'est là ce qu'il importe de connaître pour porter un jugement exact sur les lois darwiniennes appliquées aux sociétés humaines par Häckel.

(1) M. Ribot, *L'hérédité psychologique*, p. 366 à 370.

La constitution des aristocraties, la conservation, chez les descendants des élus, des avantages de la victoire a contribué à la sélection de l'espèce humaine, a donné des produits toujours meilleurs que ceux qui les ont procréés.

C'est là un problème pour lequel l'histoire fournit une solution très nette et *tout à fait conforme aux vues du socialisme*. Il résulte, en effet, de l'examen des faits que, par suite des institutions humaines artificielles, et, partant, susceptibles d'être modifiées, on a obtenu des effets diamétralement opposés à ceux qui se seraient produits sous l'action spontanée de la loi de la survivance des meilleurs. *L'hérédité*, en tant qu'institution sociale, que les économistes voudraient conserver au nom des lois naturelles, a produit la dégénérescence des descendants, des meilleurs, qui vainquirent parce que tels ; elle a empêché l'évolution des inférieurs et elle aurait abouti à la dégénérescence complète des vaincus, si ceux-ci s'étaient résignés et adaptés à leur condition.

Examinons d'abord les *faits*, et nous verrons ensuite les *causes* qui les ont engendrés ; nous apprendrons ainsi pourquoi il y a eu dégénérescence et non pas sélection des aristocraties. Nous arriverons alors à cette conclusion que : *pour connaître le fonctionnement exact des lois darwiniennes et leur résultat qui conduit à la sélection, il faut supprimer tout ce qui les entrave, toutes les institutions sociales qui ont été imaginées par l'homme afin de perpétuer, dans certaines familles et dans certaines classes, les privilèges économiques et politiques.*

Voici les faits les plus typiques que nous fournit l'histoire (1).

Tibère est le descendant de la *gens Claudia*, dont la dégénérescence doit être attribuée, d'après M. Wiedermeister, au mariage entre consanguins. Il y avait en lui toute l'arrogance aristocratique de sa race (*vetus atque insita Claudiæ familiæ superbia*, disait Auguste). A mesure qu'il avance en âge, la forme maladive de son caractère se dessine toujours davantage : mélancolie et délire de la persécution. *Caligula* est le neveu de Tibère. Il réunit en lui la dégénérescence de deux familles, la *gens Julia* et la *gens Claudia*. Il a des attaques épileptiques avec tous les troubles nerveux qui en sont la conséquence. Claude, dont l'idiotie est notoire, est l'oncle de Caligula.

Néron est le fils d'Agrippine, sœur de Claude. Il est atteint de manie périodique. Wiedermeister conclut :

(1) M. Ribot dans l'ouvrage cité, et Jacoby dans ses *Etudes sur la sélection dans ses rapports avec l'hérédité chez l'homme* (Paris, 1881), nous ont fourni la plupart des faits que nous avons cités sur la dégénérescence des aristocraties, dégénérescence que M. Le Bon tient pour absolument certaine (*Application de la psychologie à la classification des races* dans la *Revue philosophique*, déc. 1886). Je sais également, grâce à son obligeante communication, que le professeur Morselli a recueilli une masse considérable de documents afin de démontrer la dégénérescence des aristocraties. Il a courageusement applaudi au mariage du prince héréditaire du royaume d'Italie avec la princesse Hélène de Monténégro dans l'espérance qu'il y aurait ainsi apport de sang nouveau dans la vieille maison de Savoie (*Rivista popolare*, 2e année, no 9).

avec Néron s'éteint la famille *Julia Claudia*; l'arbre ne donne plus de fruits.

De *Vespasien*, on tombe à Domitien. L'avarice bien connue du premier était héréditaire.

Toute l'histoire romaine démontre donc que les bonnes qualités se dégradent et disparaissent petit à petit, tandis que les mauvaises se transmettent et s'accentuent. Le moyen âge et les temps modernes confirment cette conclusion.

De Clovis, on descend aux rois *fainéants*. De Pépin d'Héristal, on arrive, par Charles Martel et Pépin le Bref, à l'apogée avec Charlemagne, et on descend alors rapidement. D'Hugues Capet au dernier Bourbon, la chute est continue ; il n'y a que peu d'exceptions, que l'on peut expliquer par des croisements et des circonstances extraordinaires. De Cosme et de Laurent de Médicis on passe à Catherine et à Marie de Médicis, et la famille s'éteint avec Gaston.

Charles V était gourmand; il eut pour fils Philippe II et celui-ci Don Carlos, gourmand et cruel. La gloutonnerie lui venait de Charles V et la cruauté de Jeanne la Folle. Dans son *Histoire de la névrose héréditaire de la maison royale d'Espagne*, — huit générations en 250 ans — le plus célèbre aliéniste anglais, Ireland commence par Jean II de Castille, 1449, et finit avec Charles II, infirme, épileptique, qui passait tout son temps à jouer avec des nains, à suivre les processions, à réciter des *pater* et des *ave*. C'est la fin de la race, 1700, qui, après avoir passé par différents degrés d'épilepsie, d'hypocondrie et de manie, s'éteint avec un

individu atteint d'idiotie (*Journal of mental science*, juillet 1875) (1).

Si des familles particulières nous passons à des classes entières, l'extinction et la dégénérescence ne sont pas moins évidentes. « Les citoyens des républiques anciennes, dit Littré, n'ont jamais pu se conserver par simple reproduction. Les 9.000 Spartiates de Lycurgue étaient réduits à 1.900 au temps d'Aristote. La population d'Athènes s'est souvent recrutée par l'admission des étrangers à la cité. Il n'en a pas été autrement dans les temps modernes. Il n'y a pas une seule noblesse en Europe qui remonte en masse à une grande antiquité » (*De la philosophie positive*).

Benoiston de Châteauneuf, dans un curieux *Mémoire statistique sur la durée des familles nobles en France*, montre que cette durée ne dépasse pas 300 ans en moyenne. Il voit la cause de cet épuisement dans le droit de primogéniture, dans les mariages consanguins, mais surtout dans la guerre et dans les duels. Il faut certainement chercher à ce fait des causes plus générales, car ce même auteur avoue que ses recherches sur l'extinction des familles bourgeoises et des classes les plus humbles l'ont amené au même résultat.

L'abâtardissement des familles nobles en France et

(1) Je crois inutile d'ajouter des renseignements sur la dégénérescence de la dynastie de Bavière, qui a fourni les manifestations les plus bruyantes et les plus tragiques de la folie. Elle est sur le point de s'éteindre. La dynastie qui règne dans l'empire austro-hongrois n'offre pas de meilleures conditions de vie.

dans les pays voisins, à la fin des XVII et XVIII[e] siècles, avait été constaté par différents auteurs. Pope faisait remarquer à Spencer que l'*air noble* que la noblesse anglaise devait avoir, était précisément celui qu'elle n'avait pas. En Espagne, on disait que lorsqu'on annonçait dans un salon un *grand* d'Espagne, on devait s'attendre à voir entrer un avorton. Enfin, en France, on imprimait qu'en regardant les hommes qui composaient la haute noblesse de l'Etat, on aurait cru être dans une société de malades, et le marquis de Mirabeau dans son *Ami des hommes* les traite de pygmées, de plantes sèches et mal nourries. On peut, d'après les faits et gestes de quelques-uns de leurs représentants, voir à quoi sont réduites les vieilles familles aristocratiques françaises. Le comte de Castellane emprunte une somme d'argent à une comédienne entremetteuse pour séduire une des filles de Gould, après s'être déjà dégradé dans des maisons de jeu. Le prince de Sagan, le roi de la mode, s'exhibait pour quelques louis dans les restaurants et les cafés, pour les mettre en vogue. Le comte Elie de Talleyrand Périgord, un audacieux escroc, organisa toute une série d'escroqueries contre Max Lebaudy. Le comte Bosson manqua de tout le respect dû à son père moribond pour économiser une centaine de mille francs. On sait la place d'honneur qui appartient à l'aristocratie anglaise dans presque tous les procès pour crime contre les mœurs. Il suffit de rappeler la campagne faite dans la *Pall Mall Gazette* par M. Stead, contre les déplorables mœurs de l'aristocratie anglaise. Le prince de Galles n'y jouait pas un beau rôle.

Cette dégénérescence des anciennes aristocraties — produits de guerres sanguinaires —, dégénérescence physique, intellectuelle et morale, peut être constatée également chez les aristocraties récentes — produits de guerre non sanguinaires — qui sont le produit de la sélection capitaliste. Parmi les nombreux symptômes de la nouvelle aristocratie il faut noter, disait le *Sozialdemocrat* de Zurich, la perte de la foi et de l'enthousiasme (23 août 1893) (1). Avant de devenir la classe dominante, la bourgeoisie possédait une vigoureuse énergie créatrice, elle plaçait très haut son idéal et rien ne lui semblait impossible. Aucun problème ne l'arrêtait, elle ne s'épouvantait d'aucune conséquence. Qu'on songe seulement aux encyclopédistes ! Que de changements survenus depuis ! Chez ses représentants les plus riches et les plus élevés socialement, c'est la scrofule physique et morale qui domine ; l'activité créatrice est épuisée.

La dernière manifestation de la corruption et de la décadence de l'ancienne et de la nouvelle aristocratie, nous est fournie par les contrats de vente que sont actuellement les mariages américains, qui ont été étudiés par M. Johannet dans la revue catholique, *le Correspondant*. C'est avec un véritable dégoût qu'on lit les détails fournis sur *la chasse à la dot* que les descendants des familles princières d'Europe font parmi les « biches » des Etats-Unis qui, pour recevoir un titre nobiliaire, donnent des millions de dollars à des individus qui

(1) On sait où est descendue maintenant la bourgeoisie.

portent l'empreinte indélébile de la dégénérescence physique, intellectuelle et morale (1). L'éducation de ces reines américaines, filles de millionnaires et de milliardaires, est, comme l'a démontré M. de Norvins dans la *Revue des Revues* (1898), telle qu'elle hâte la dégénérescence des descendants de l'ancienne et de la nouvelle aristocratie.

Nous en avons assez dit sur la dégénérescence des classes privilégiées ou victorieuses. Nous n'avons pas besoin de montrer la dégénérescence qui frappe la classe vaincue et les empêchements à son évolution (2). Nous renverrons simplement aux rapports parlementaires anglais sur le travail des femmes et des enfants et sur la santé publique, à l'*appel* de Karl Marx aux classes ouvrières d'Europe (1864), à la *question du travail* de A. F. Lange et aux statistiques médicales et militaires. La cause de l'arrêt de développement des classes vaincues est trop évidente pour qu'il faille y insister. Elles n'ont pas les *moyens* qui favorisent le développement physique et intellectuel ; elles sont souvent privées du nécessaire, et cela parce que les vainqueurs s'approprient une bonne partie du produit de

(1) Un écrivain anglais de grande valeur a eu le courage de montrer que l'Angleterre retirait environ 20 millions de livres sterlings, par an, des dots que les reines d'Amérique ont apportées à l'aristocratie anglaise (MEDLEY, *The German Bógey*).

(2) Les prolétaires sont *vaincus* dans le sens économico-social ; mais ils sont *vainqueurs* dans le sens darwinien, parce que, comme classe, ils survivent et se reproduisent prodigieusement.

leur travail. Ils travaillent et vivent dans les conditions les plus anti-hygiéniques qu'on puisse imaginer, et il faut que les femmes et les enfants travaillent, eux qui ne devraient pas travailler, si l'on voulait favoriser le développement physique de la masse de la nation (1).

Le progrès technique de la division du travail, amène lui-même la dégénérescence des ouvriers, et cela, non pas pour la raison métaphysique donnée par Mikhaïlowsky, qui y découvre un retour de l'hétérogène à l'homogène (*Op. cit.*, p. 43 et suiv.), mais parce que cette division, notamment lorsque la durée est très longue et que le travail n'alterne pas avec d'autres occupations, rend l'intelligence obtuse ; elle fait de l'homme un appendice de la machine et elle supprime l'équilibre du développement des muscles et des os. Toutes ces influences dommageables aux classes ouvrières sont enfin aggravées par cette circonstance que le résultat de l'exploitation de l'homme par l'homme est fixé et perpétué par la transmission de la richesse aux descendants. Cette transmission qui, d'un côté, devient une *injustice*, car elle accorde les avantages de la lutte ou de l'effort, et de la victoire qui en résulte, à ceux qui n'ont pas su les mériter par leurs œuvres ; d'un autre côté, elle produit un *dommage* à la société, un obstacle

(1) Dès 1879, M. Pagliani a montré l'influence pernicieuse que le travail prolongé ou précoce et l'alimentation insuffisante exercent sur le développement du corps humain. On en trouvera des preuves nouvelles dans l'excellent ouvrage du major-médecin R. Livi, *Dello sviluppo del corpo in rapporto colla professione e colla condizione sociale* (Rome, 1897).

très grave au perfectionnement de l'espèce, parce qu'elle empêche ceux qui reçurent de la nature des dons physiques et moraux, de se faire jour et de recevoir le prix de leur valeur physique, morale et intellectuelle. L'*hérédité* modifie les conditions de la lutte et neutralise l'action bienfaisante des lois darwiniennes ; grâce à elle, à cette puissante institution sociale, le grand nombre est condamné à périr *a priori*, parce qu'il est sans défense contre ceux qui possèdent les moyens d'attaquer et de se défendre. Il y a là place pour les exploits de la prépotence et non pas pour la concurrence vitale.

Les plus forts d'une époque donnée ayant tout réglé à leur profit et à celui de leurs descendants, ne laissent pas émerger les nouveaux *meilleurs*. Tous les avantages ayant été gardés pour ceux qui souvent en sont les moins dignes, la concurrence est faussée dès le commencement par ce que Agathon de Potter a fort justement appelé la *prédestination sociale*.

C'est comme une course dans laquelle quelques coureurs disputeraient, en voiture, la victoire à une foule de piétons. Certainement les premiers qui auraient imaginé d'utiliser à leur profit ce moyen perfectionné de leur invention, auraient fait preuve d'une plus grande intelligence que ceux qui auraient été réduits à la seule vigueur de leurs jambes. Ceux-là auraient vraiment *mérité* leur victoire. On ne pourrait pas en dire autant de leurs descendants qui, tout en pouvant n'en être pas dignes d'après leurs qualités naturelles (ils auraient même pu perdre l'habitude de marcher), posséderaient cependant tout ce qu'il faut pour vaincre leurs concur-

rents. L'avantage qui résulte de l'emploi de la voiture subsisterait toujours, créant ainsi une *infériorité artificielle* pour la foule qui aurait déjà assez de travail pour éviter d'être écrasée sous les roues.

C'est ainsi qu'un système complet de conditions artificielles, de création humaine, sépare en deux l'humanité et donne *hors concours* à une classe spéciale toutes les supériorités de l'éducation, de la richesse, du pouvoir. La concurrence n'est même pas possible, parce que les choses sont disposées de telle sorte que la classe qui monopolise la force, jouit aussi des efforts des autres (Gauthier, *Le darwinisme social*, page 58).

Il est intéressant de noter ici, contre les partisans du système actuel de la concurrence qui font appel aux lois darwiniennes pour le justifier, que Darwin a parfaitement vu le danger qui résulte de l'accumulation de la *propriété* et de sa transmission aux descendants. «Dans tous les pays civilisés, dit-il, l'homme accumule la propriété et la laisse à ses enfants, *de sorte que les enfants d'un même pays ne peuvent en aucune manière se pousser en avant dans la course au succès* (1).

(1) *Origine de l'homme*, page 126 de la traduction italienne. Personne n'a jusqu'ici, à ma connaissance, relevé l'importance de ce passage du grand naturaliste. L'action de l'hérédité, en tant qu'institution sociale, contre la sélection était trop puissante pour qu'elle eût échappé à un esprit profond et sans préoccupations intéressées comme l'était Darwin. M. Giovanni Bovio a des pages éloquentes contre l'hérédité dans sa *Scienza del diritto* (pages 263 et 269). M. Renard (*Op. cit.* page 42) a fort bien relevé ce qu'il peut y avoir d'utile dans l'hérédité des biens. Remarquons en passant qu'on ne peut pas

Or, cette hérédité que Darwin déclare dommageable, est une des institutions que les socialistes de toutes les écoles sont d'accord pour abolir.

Les résultats que donnent ces institutions prouvent enfin que l'évolution sociale est indépendante de l'évolution biologique, parce que si l'observation quotidienne nous montre qu'à travers une série de générations les conditions primitives de force et de faiblesse s'intervertissent, il n'y a aucune inversion du rapport économique primitif. On peut convenir que celui qui a acquis la propriété et la richesse était un fort. Ses descendants, qui sont ou seront des faibles, conserveront cependant ce qui a été le juste prix du travail de leur ancêtre. « Cette persistance de la propriété capitaliste, qui accompagne la cessation de la supériorité physique et morale du propriétaire sur le non-propriétaire, ne démontre-t-elle pas d'une façon irrésistible l'indépendance absolue du rapport de la propriété et des conditions anthropologiques des propriétaires? » (*Loria*).

Tout cela montre ce qu'il y a de faux dans le darwinisme social d'un côté, et consacre le droit de ceux qui sont lésés par les injustices sociales actuelles de s'efforcer de les modifier.

Le régime économico-social actuel ne met pas obstacle

faire de la transmission héréditaire de la propriété la base de la famille et la condition de la liberté, parce que 90 0/0 des hommes étant sans propriété, il faudrait en conclure que 90 0/0 de l'humanité ne possèdent pas les conditions nécessaires pour avoir une famille et jouir de la liberté. Il faudrait en arriver à admettre alors la nécessité d'étendre la propriété à tous.

à la sélection progressive seulement par l'institution de l'hérédité. Il semble en plusieurs points qu'il veuille favoriser directement la sélection régressive.

De Candolle et Galton ont montré les dommages énormes causés à l'Espagne par la persécution religieuse contre les Juifs, contre les Maures et contre les hérétiques de toute espèce, persécution qui a abouti à un rapide appauvrissement de la race, comme cela s'est produit en France, quoique dans des proportions moindres, à la suite de la fameuse révocation de l'édit de Nantes (1).

Ces sélections sociales régressives, qui montrent le peu d'action des sélections naturelles, ont été magnifiquement étudiées, il faut le souligner, par M. Lapouge. Il a également parlé de la grande sélection sociale régressive qui résulte de la guerre, et ainsi il a non seulement porté un grand coup à la théorie darwinienne en montrant l'inefficacité des forces naturelles, mais il a démoli la base même des théories qu'il défend.

M. Lapouge, en effet, s'était moqué dans un article (*l'Anthropologie et la Science politique*) (2) des principes politiques *a priori*, formulés à la légère par les philosophes du siècle passé, d'après des corollaires tirés du christianisme et des doctrines sentimentales. Il pensait

(1) E. Loncao a démontré qu'en Sicile la dépression économique et l'abandon des travaux agricoles a suivi l'expulsion des juifs. Les ports jusque-là fourmillants de marchands avaient perdu toute vie commerciale, *L'antisemitismo in Sicilia*, dans le *Pensiero italiano*, mars 1898).

(2) *Revue d'anthropologie*, janvier 1889.

qu'on ne pouvait être sauvé que par la guerre et l'on rentrait ainsi en même temps dans la réalité, parce que les peuples qui cessent de s'aguerrir deviennent la proie des autres. La guerre n'est pas un jeu de souverain ou le fait de rivalités d'amour-propre et de gloire, elle est et elle devient toujours davantage la manifestation suprême de la lutte pour l'existence entre les races, et le moyen de donner le pas aux plus énergiques sur celles dont l'évolution est en retard. Chaque race supérieure, qui a des voisins également supérieurs, ne doit compter que sur sa valeur, et l'extermination par le fer et la faim, l'extermination des races dont l'évolution est lente et l'humeur pacifique, est la condition du progrès général de l'humanité. Ce processus de sélection est logique et utile, parce que, dans le fait, la *force prime le droit*. Il doit en être ainsi, parce que la force est quelque chose de manifeste et que nous ne sommes pas sûrs de l'existence du droit, et que les progrès de la science nous montrent que vouloir remplacer la force par le droit est chaque jour plus chimérique.

M. Lapouge avait ainsi formulé sa théorie darwinienne de la lutte, qui n'était plus que la quintessence de la brutalité et de la violence ; mais voyez l'ironie de l'histoire! La France, qui depuis des siècles et notamment au XIXe avait exercé l'industrie de la guerre, ce qui aurait dû lui assurer la victoire sur tous ses concurrents, a subi la plus grande défaite que l'on connaisse chez les peuples civilisés contemporains... Cela a été et cela devait être, parce que c'est ce même M. Lapouge qui, dans ses *Sélections sociales*, démontre, condamnant ainsi la

base même de sa théorie, que la guerre et le militarisme sont les deux grandes causes de dégénérescence et de sélection régressive.

Spencer, nous l'avons vu, n'a admis l'utilité de la sélection militaire que dans les premières phases du développement de l'humanité, mais il était réservé à M. Lapouge, à l'apologiste de la guerre, de faire la démonstration écrasante des dommages incalculables de la sélection militaire. Celle-ci, en effet, aboutit à la dégénérescence de la race à deux points de vue : d'une part, il condamne au célibat, par la conscription, les hommes les plus forts, et cela dans la période de la vie la plus favorable à la procréation, et elle permet ainsi aux faibles seuls de procréer. D'un autre côté, elle immole les forts, les meilleurs, les sains, par millions, dans les grandes hécatombes que la guerre occasionne. Il évalue cette destruction des meilleurs à des chiffres énormes, peut-être exagérés : à quarante millions par siècle, à quatre cent mille par année!

Cette désastreuse sélection régressive, qui est le produit de toutes les institutions sociales, assure le triomphe de la bourgeoisie et du capitalisme, dont M. Lapouge nous donne les caractéristiques essentielles. Dans les *Sélections sociales* il nous dit, en effet, que la bourgeoisie et l'aristocratie de l'argent constituent une classe de parvenus, qui est utile par ses capitaux et non par ses membres. Son parasitisme absorbe l'aristocratie intellectuelle, dont la supériorité est sans valeur dans un siècle où tout s'achète et où tout se réduit au prestige de l'or. Elle donne naissance à la plaie du fonctionarisme qui, dans

une époque de concurrence déloyale, sert de refuge aux hommes sans valeur et sans énergie et même à quelques « eugéniques » (1) condamnés par les nécessités de l'existence à se confiner dans l'exercice stérilisant d'une fonction publique. En outre, le capitalisme moderne détermine : la dispersion des meilleurs de la race, la formation de colonies d'émigrants, dont l'activité est paralysée dans les métropoles ; le dépeuplement des campagnes et l'épuisement physique et moral des meilleurs. Les sélections sociales, en un mot, assurent le triomphe de la bourgeoisie contemporaine, qui n'est qu'un champignon vénéneux grandi à l'ombre de la guillotine, grâce au sang des nobles et des prêtres, qu'une postérité sans vertus, sans idéal, qui vient non pas des grands bourgeois révolutionnaires, qui ont péri dans la lutte du siècle passé, ni du peuple, mais de procureurs de village, d'usuriers de campagne, etc.

Cette bourgeoisie s'est enrichie d'abord par l'achat à vil prix des biens de ses victimes et ensuite par l'exploitation des classes ouvrières, par la spéculation, les vols de bourse, le trafic des influences, la prostitution. Son opulence est faite de *cruauté*, de *fourberie*, d'*égoïsme*, de *larmes* et de *sang !*

Ce tableau de M. Lapouge se réfère plus particulièrement à la bourgeoisie française, mais il est évident qu'il s'applique plus ou moins aux bourgeoisies des autres

(1) Pour M. Lapouge, les « eugéniques » sont les meilleurs, sélectionnés dans la race supérieure — blonde, grande et dolicocéphale — et non abâtardie par des croisements.

pays (1). Les résultats de la concurrence moderne, tels que nous les expose ce darwinien, sont donc fort tristes et ils doivent nous amener à maudire cette lutte qui devrait assurer le triomphe des meilleurs. La condamnation définitive est donc fournie par la science qui devait nous donner les armes les meilleures contre le socialisme ; elle a été formulée également par un éminent philosophe, non socialiste, M. Fouillée, qui voit, dans l'organisation sociale actuelle, tous les éléments nécessaires pour amener la dégénérescence physique, morale et intellectuelle des vaincus comme des vainqueurs (*La propriété sociale et la démocratie*).

S'il est facile de comprendre qu'il y a dégénérescence, ou arrêt de développement des vaincus, il n'en est pas de même lorsque ce phénomène se rencontre aussi chez le vainqueur, dans l'aristocratie. On peut supposer, en effet, chez celle-ci un perfectionnement croissant de toutes ses qualités physiques, intellectuelles et morales, parce qu'elle possède et *même elle possède seule* tous les moyens nécessaires au développement, toutes les conditions qui peuvent le favoriser.

Néanmoins, le fait de la dégénérescence constante des aristocraties ne peut pas être nié et tous les matériaux recueillis par Wiedermeister, Jacoby, Ribot, etc., le démontrent avec évidence, en même temps qu'ils mettent hors de discussion ce point essentiel, que, tandis que les qualités utiles de l'aristocratie dégénèrent, les

(1) M. P. Ellero, l'illustre magistrat italien, a fait une description de la bourgeoisie en général encore plus pessimiste que celle de M. Lapouge (*La tirannide borghese*, Bologne, 1879).

qualités nuisibles se développent parallèlement, se transmettent et se fixent, c'est ce que nous avons exposé précédemment.

Pour expliquer ce phénomène, M. Joly a recours à une théorie qu'on pourrait appeler la théorie de l'*épuisement nerveux*. Il estime que chez les familles et chez les peuples qui ont donné le maximum du produit physique, moral et intellectuel, l'énergie s'épuise d'elle-même et il faut un certain temps pour qu'il se produise une nouvelle accumulation, qui pourra donner de nouveaux produits. C'est ainsi que s'expliquent les *ricorsi* (1). Si l'on admet cette hypothèse, les socialistes auront facilement raison de leurs adversaires ; il serait en effet imprudent et injuste de consacrer par les institutions politiques et sociales le pouvoir et les privilèges dans des familles qui, les ayant acquis par l'œuvre d'individus arrivés au *fastigium* de leur développement, sont déjà condamnées, prédestinées à l'épuisement et à la dégénérescence immédiate.

La dégénérescence cependant trouve une explication plus satisfaisante dans une exacte interprétation des lois darwiniennes elles-mêmes.

Le représentant le plus élevé d'une race, d'une fa-

(1) Joly, *Psychologie des grands hommes*. Dans son *Storia naturale della civiltà* et dans d'autres ouvrages, Gabriele Rosa a exposé avant M. Joly et d'une façon plus générale une théorie analogue. C'est celle des alternances (*avvicendamenti*) qui est la base de sa philosophie de l'histoire. Cette théorie est empruntée à l'agriculture et elle montre que chez l'illustre écrivain de Brescia, l'*historien* et l'*agriculteur* se donnaient la main.

mille (qui petit à petit, par sélection, s'est élevé au-dessus de ses concurrents) arrivé au pouvoir, transmet les privilèges acquis (les privilèges politiques et économiques vont toujours de pair), en vertu des lois sociales, à ses descendants. A moins de supposer que cet individu est un être parfait — ce que personne n'accordera — il faut bien admettre qu'il y a chez lui des qualités et des défauts, bien que les qualités prédominent, puisqu'elles lui ont permis de s'élever au-dessus des autres. En même temps que ses *privilèges*, il transmet à ses héritiers ses qualités et ses défauts, mais les qualités n'ont plus, dans la situation où se trouvent ses descendants, l'occasion de se manifester, et alors, par le *non-usage*, elles dégénèrent petit à petit et disparaissent, de même que par le non-usage les organes du corps s'atrophient (*Darwin*). *L'éducation* des descendants (qui jouissent d'un pouvoir qu'ils n'ont pas acquis par leur propre force et par leur mérite) étant différente de celle des parents fait le reste. Ainsi le *non-usage* des qualités constitue l'élément négatif de la dégénérescence. Si les défauts ne rencontrent dans leur développement ni frein ni résistance, ils se développent et se transmettent librement. Il est rare en effet qu'il y ait des individus qui osent mettre un frein aux fantaisies des descendants d'une famille privilégiée, dont les qualités, par l'effet d'une loi psychophysique bien connue, se développeront toujours dans le sens de la moindre résistance, c'est-à-dire dans la direction du plus grand plaisir obtenu avec le moins d'effort possible. Les sélections que M. Steinmetz qualifie de *corollaires*, les fausses sélections et les sélec-

tions rapides qui ne présentent pas les avantages de la fixation des bonnes qualités par la transmission héréditaire dans plusieurs générations, complètent l'explication de cette dégénérescence des aristocraties (*Bonvecchiato*, *Morselli*).

Plus facile encore est l'explication de la dégénérescence des aristocraties intellectuelles. C'est l'effet fatal de l'abus de leurs facultés, du surmenage, de la neurasthénie, de l'épuisement. Cette espèce de consommation des aristocraties est admise même par M. Ammon, qui voit dans les villes le tombeau des dolicocéphales grands et blonds, et qui, par suite, non content des innombrables privilèges de fait et de droit dont ils jouissent, voudrait encore qu'ils fussent protégés. Il ne voit pas que le remède n'est pas dans une protection plus grande, mais dans une meilleure division du travail et des fonctions, et dans l'élimination des causes qui ont déterminé la dégénérescence, et qui ont leur racine dans les privilèges politiques et économiques dont ces individus jouissent.

Ce que l'on sait des qualités des bâtards royaux ne constitue que la contre-épreuve de ce que nous avons dit.

« Don Juan d'Autriche, remarque M. Ribot, était supérieur à Philippe II, Vendôme à Louis XIII et à Gaston d'Orléans. Le rôle des bâtards royaux est remarquable quand on songe à leur petit nombre. Je citerai Dunois, le bâtard de Savoie, le prince Eugène, Vendôme, le connétable de Bourbon, Maurice de Saxe qui étaient tous fils ou neveux de bâtards. On attribue cette intelli-

gence plus grande des bâtards ou de leur descendance immédiate à ce qu'ils sont les *fils de l'amour.* » Il me semble au contraire que ce développement plus grand est dû à ce fait qu'ils vivent dans des conditions différentes et plus favorables au développement de leurs qualités que les héritiers légitimes, parce qu'ils sont soumis à une éducation plus sévère, et qu'ils vivent loin des influences et du milieu qui entoure les privilégiés. Le germe des bonnes qualités qu'ils ont héritées est ainsi forcé de se développer.

Il est donc absolument faux que la sélection darwinienne puisse servir à consacrer le privilège économique et politique parce qu'elle est un moyen d'améliorer l'espèce. Si le privilège, au moment même où il s'établit, peut représenter *l'effet* d'une sélection progressive, quand il se transmet, il devient la *cause* d'une sélection en sens inverse, d'une dégénérescence. Donc ce droit de succession aux privilèges n'est pas *mérité* par les individus qui ne coopèrent pas à en conquérir les avantages qu'ils procurent et il ne contribue pas à améliorer l'humanité en produisant son perfectionnement physique, intellectuel et moral. Le darwinisme donc, dans ses lignes générales, ne justifie pas les aristocraties, mais il sert à corroborer la première partie d'un des aphorismes socialistes les plus connus : *à chacun selon ses œuvres.*

Poursuivant la recherche des causes intimes de dégénérescence des aristocraties, M. Ribot trouve que celles-ci, afin de conserver leurs forces et leurs privilèges, sinon pour les augmenter, se marient souvent

entre consanguins ; l'orgueil a aussi sa part dans ces unions. C'est ainsi que les aristocraties s'éteignent, d'après Niebhur, après avoir été frappées de dégradation et d'idiotie ; Esquirol, Spurzheim, Dumont et d'autres auteurs récents donnent cette même raison pour expliquer la fréquence de l'aliénation mentale et son hérédité dans les grandes familles anglaises et françaises (1).

L'aristocratie moderne de l'argent dégénère de son côté, parce qu'elle n'a en général que l'amour du gain, qu'elle se contente d'une instruction superficielle, qu'elle méprise tout ce qui est simple et noble, qu'elle n'essaie pas d'inculquer à ses enfants le courage et la volonté de supporter les vicissitudes de la vie, et qu'elle n'est ainsi, malgré toute sa puissance économique, qu'un colosse au pied d'argile.

La dégénérescence des privilégiés enfin trouve une explication analogue à celle que donnent les socialistes dans l'histoire du parasitisme qu'ont étudié les naturalistes darwiniens.

Toute série nouvelle de conditions, dit Ray Lancaster,

(1) *Ibidem*, pag. 35. M. Loria stigmatise énergiquement ces mariages dans lesquels les raisons économiques l'emportent sur l'attraction naturelle, qui porterait les individus les plus beaux et les plus vigoureux à s'unir entre eux. Il cite les paroles que Shakespeare fait prononcer au fils naturel contre le fils légitime : « Je sens courir dans mes veines le flot bouillant de la jeunesse ; moi, vigoureux rejeton, je suis né du désir de deux êtres beaux, jeunes, ardents, qu'avait rapprochés l'amour ; toi, faible créature sans vigueur, sans vie, tu es née de deux êtres qu'avait rapprochés un contrat, et dont le contact n'alluma pas la flamme d'amour ! » pag. 161 et 162. Cela nous expliquerait la supériorité des bâtards.

qui tend à rendre plus difficile pour un animal l'obtention des aliments et de la sécurité, semble en général conduire à la dégénérescence, de même qu'un homme actif et sain commence parfois à dégénérer quand il arrive tout d'un coup à la fortune, de même que Rome a dégénéré quand elle s'est emparée de toutes les richesses du monde ancien. L'aptitude au parasitisme produit le même effet sur l'organisation animale. Que la vie parasitaire soit assurée et on verra petit à petit disparaître les jambes, les mâchoires, les yeux, les oreilles, c'est ce que Haeckel a constaté depuis longtemps.

La dégénérescence des aristocraties ne vient-elle pas de ce qu'elles sont économiquement des classes parasitaires ? La genèse du parasitisme n'explique-t-elle pas les faits de Jacoby ? Les lois sociales étant en contradiction avec les enseignements et les avertissements des sciences naturelles, pourquoi devraient-elles consacrer l'institution aristocratique qui conduit fatalement à la dégénérescence d'abord, et à la disparition ensuite?

Etant donnée la définition du parasite que donnent MM. Massard et Vandervelde — *un être qui vit au dépens d'un autre sans le détruire et sans lui rendre aucun service* — et étant donné que le propriétaire n'a plus aucune fonction utile, on comprend très bien que toute la théorie biologique du parasitisme, et même du *prédatisme*, — que l'on peut comparer à la guerre — puisse être appliquée par analogie aux choses sociales, comme l'ont fait les deux éminents écrivains belges. On explique ainsi l'atrophie des organes devenus inutiles,

la genèse des organes nouveaux et des nouvelles fonctions et l'adaptation des parasites. Nous avons en effet, d'un côté le *travail sans propriété* et de l'autre la *propriété sans travail*. Le remède à cette dégénérescence parasitaire fatale ne peut se trouver que dans l'*abolition des privilèges héréditaires* et dans *le développement de l'association sous toutes ses formes* (1).

L'histoire et la science nous ont démontré que, ni les lois darwiniennes de la lutte pour l'existence, ni celles de la victoire consécutive des meilleurs, ne produisent la sélection et l'amélioration progressive de l'espèce, si ce n'est lorsque les vainqueurs ne jouissent d'aucun privilège particulier ou, du moins, que les privilèges obtenus ne peuvent être transmis aux descendants. Le droit de succession et la constitution des aristocraties n'étant qu'un véritable parasitisme, poussent à la dégénérescence des aristocraties, hâtent celle des vaincus, auxquels ils enlèvent le produit de leur travail, et ils empêchent, en les privant des moyens nécessaires, l'évolution des individus que la nature avait doués de bonnes aptitudes et qui, s'ils avaient pu se développer librement, auraient réellement contribué au progrès et à l'amélioration de l'espèce.

Qu'on remarque enfin, avec M. Ribot, que l'*hérédité* consacrée socialement dans les castes et les aristocraties,

(1) Massard et Vandervelde, *Parasitisme organique et parasitisme social*. Paris, 1898, pag. 3, 4, 83, 99-103, 112, 143-145, 156-157. En ce qui concerne la fonction sociale des propriétaires, voyez G. Deville, *Principes socialistes*, Paris, Giard et Brière, 1898, pag. 30 et suiv.

qui représentent la *stabilité* et la conservation, s'est trouvée immédiatement en lutte avec la loi du progrès dont l'essence est le changement. Et alors, ou bien le progrès a détruit les castes comme en Grèce, ou bien les castes ont arrêté le progrès comme dans l'Inde.

Si nous jetons un regard sur tout le processus historique, nous verrons que l'évolution va de l'aristocratie à la démocratie. L'aristocratie est le *fait* et l'*institution du passé;* les démocraties anciennes n'étant que des aristocraties, au vrai sens du mot. La démocratie sera le fait et l'institution de l'*avenir* (Bovio, Ribot). L'aristocratie était l'institution logique des temps dans lesquels dominait la foi exclusive dans l'*hérédité* et dans la tradition ; la démocratie est le produit logique des temps où, sans refuser une juste influence à l'*hérédité*, on fait une part large à l'*éducation*, et où tout en reconnaissant les avantages de la *tradition*, qui raffermit les changements utiles qui sont survenus, la *raison* exerce une action rapide et transformatrice, constitue le *progrès*. La justification tentée actuellement des aristocraties, au nom du darwinisme, n'est que la négation de l'évolution des *formes* et des *principes* sociaux.

La fatalité de l'avènement de la démocratie est reconnue par ceux-là même qu'elle épouvante — de Chateaubriand à Crispi — avec une unanimité surprenante, mais qui s'explique grâce à l'éloquence des faits qui s'imposent à tous.

Mais est-ce là un bien ou un mal ?

Nous n'avons pas ici à faire un examen historico-politique, que je réserve pour un autre ouvrage. Il me

suffit de remarquer que les critiques acerbes dirigées par Henry Maine (*On popular government*) et par Leky (*Democracy and Liberty*) contre la démocratie ont été réfutées victorieusement chez les Anglo-Saxons, dont les progrès les plus considérables ont été faits dans un sens démocratique (1).

Les craintes et les regrets que font naître la décadence et la disparition prochaine des aristocraties sont vraiment inexplicables. Ils sont le fait de préjugés et d'antipathies politiques, parce que les aristocraties ne pourraient être défendues que si nous étions dans l'un des trois cas formulés par M. Pareto : 1° Le tuteur doit être intellectuellement et moralement supérieur au pupille. 2° Le tuteur doit se servir de son autorité dans l'intérêt et non au détriment du pupille. 3° La tutelle ne doit pas être par elle-même un obstacle au développement chez le pupille des facultés qui lui permettraient de se conduire lui-même (*Cours*, I, pag. 58). Or, l'histoire est là qui nous montre que le tuteur, l'aristocratie, n'a rempli que rarement la première condition, et jamais les deux autres.

(1) Je ne crois pas qu'il vaille la peine de s'occuper des imprécations de Nietzshe contre la démocratie, exposées dans *Au delà du bien et du mal* et dans *Ainsi parla Zarathustra,* bien que ces paradoxes aient parfois une allure géniale. Pour ne pas citer des écrivains socialistes, je rappellerai que De Laveleye, dans divers ouvrages et notamment dans ses *Essais et études*, et Fouillée, notamment dans l'*Idée moderne du droit,* ont défendu la démocratie en se plaçant à un point de vue expérimental. M. Dumont (*Natalité et démocratie*) a dirigé des critiques violentes contre la démocratie actuelle, mais dans le seul but d'en améliorer l'organisation.

Taine qui a été le dernier grand apologiste de l'aristocratie ne s'est pas borné à défendre l'institution qui lui était devenue chère dans les dernières années de sa vie, mais il a attaqué d'une façon vraiment indigne la démocratie. Il a appelé le pouvoir du peuple un *pouvoir anonyme, imbécile et terrible* dont l'arbitraire est absolu, l'initiative continue, l'intervention homicide (*La Révolution*, vol. II, pag. 9).

La démocratie a commis des erreurs et même des crimes, mais il s'agit de savoir si la somme des maux a été plus grande ou plus petite que celle des biens, et si en fin de compte elle vaut mieux que l'áristocratie.

Taine peut affirmer que la société moderne étant un organisme vaste et compliqué doit être dirigé par des esprits cultivés. Il peut établir dogmatiquement que les aristocraties sont nécessaires (*Notes sur l'Angleterre*, pag. 208, 224) et que l'aristocratie seule est dans les conditions nécessaires pour acquérir l'art du gouvernement (*La Révolution*, vol. I, pag. 190, 191) ; mais les faits démentent d'une façon brutale tous les apriorismes des apologistes d'une institution qui est en train de disparaître, frappée de dégénérescence.

Le fait brutal de la décadence des aristocraties devrait suffire pour convaincre les penseurs qui voient dans le *succès* le seul Dieu qui gouverne l'histoire. Je ne puis pas comprendre d'ailleurs comment Taine, qui avait formulé contre l'aristocratie le plus vigoureux des réquisitoires, a pu s'en faire ensuite le défenseur. C'est dans l'*Ancien régime* de l'illustre écrivain français que se trouve en effet cette condamnation de l'aristocratie et

de la monarchie, responsables toutes deux de tous les maux que l'on a imputés à la Révolution de 89, car elle les avait préparés et rendus nécessaires. M. Dumont a d'ailleurs montré de main de maître ce qu'était l'aristocratie, même quelques siècles avant la catastrophe de 1789 (*Natalité*, etc., pag. 157).

Quant au présent, il est inutile de parler des aristocraties d'argent mises au pilori par Schäffle (*Vita e struttura del corpo sociale*, trad. ital., pag. 34, 645, 661, 747) ; ni de l'aristocratie russe, ni de la Chine et de ses mandarins (Limousin, dans les *Annales de l'Institut International de Sociologie*, tome IV, pag. 76-80). Nous citerons uniquement, sur la meilleure des aristocraties contemporaines, un passage d'un des écrivains qui s'en sont fait les défenseurs. Dans les états modernes, même les plus civilisés, dit M. Novicow, la fonction politique ne s'est pas encore différenciée de la fonction économique, sauf peut-être en Angleterre, et cela grâce aux lords. Ceux-ci n'ont pas besoin des profits directs du gouvernement ; ils sont d'ordinaire riches et leurs fortunes sont inaliénables. Cette différenciation est un bien inestimable pour l'Angleterre. *Les lords pourraient rendre les services les plus précieux à leur patrie.* MALHEUREUSEMENT ILS ONT UN ESPRIT SI ÉTROIT ET SI CONSERVATEUR QUE LE PEUPLE ANGLAIS, VOYANT EN EUX UN OBSTACLE AU PROGRÈS, ASPIRE A DÉTRUIRE LEUR PRÉROGATIVE. (*Gaspillages*, pag. 224).

Nous n'avons donc pas à redouter les conséquences de la disparition des aristocraties ; il ne s'en suivra aucune perte pour la civilisation. C'est ce qu'a démontré

Littré (*Casuistique historique*) il y a longtemps déjà, et il n'y a aucune raison pour changer d'avis aujourd'hui. Même s'il s'en suivait la décadence de l'art, et c'est ce que contestent avec raison MM. Morris, Destrée, De Greef, Renard, etc., le mal serait largement compensé : la diffusion du bien-être économique vaut bien, dit M. Marion (*De la solidarité morale*, pag. 213), toute la splendeur des beaux arts. Y aurait-il moins de tableaux, moins de statues, moins de poésie dans une société essentiellement démocratique, serions-nous inconsolables s'il y avait en même temps moins de folie, moins de suicides, moins de crimes ?

M. Le Bon et tant d'autres ont vu dans le triomphe du socialisme la fin de la démocratie et de la liberté et ils se sont appuyés sur le jugement que M. de Toqueville exprimait en plein parlement en 1849 : « La démocratie étant la sphère de l'indépendance individuelle, le socialisme la restreint; la démocratie donne à chaque individu la plus grande valeur possible, le socialisme fait de chaque individu un chiffre, un agent, un instrument; la démocratie et le socialisme ne sont d'accord que sur un seul mot, auquel ils donnent d'ailleurs un sens différent, l'égalité; la démocratie aspire à l'égalité dans la liberté, le socialisme veut l'égalité dans la violence et dans la servitude ». Comme on le voit, MM. Guyot, Garofalo et Richter ne sont pas les premiers à avoir annoncé que la mort de la liberté suivrait l'avènement du socialisme.

Si cependant la démocratie est purement formelle et si elle n'a aucun contenu économique et social, elle n'est

en réalité qu'une aristocratie. Quant à la liberté, si on doit ajouter foi aux *laudatores temporis acti*, il faudrait tout au plus conclure qu'elle ne serait perdue que pour le très petit nombre qui en jouit aujourd'hui, mais qu'elle serait conquise par la masse qui en est privée actuellement. Dans un régime d'égalité véritable, il y aurait liberté pour le plus grand nombre et cela permettrait le développement d'un plus grand nombre d'individus (*van Kol*, *Merlino*) (1).

(1) Je réserve cette question à laquelle j'ai déjà fait allusion en 1879 (*La questione sociale è la libertà*) en démontrant que si, dans les régimes démocratiques, l'évolution est plus lente, elle est plus constante et n'est pas arrêtée par des épisodes douloureux. Nous verrons dans le paragraphe suivant ce que les socialistes entendent par égalité. Je rappellerai seulement que De Laveleye a très nettement remarqué que l'égalité politique, base de la démocratie, prépare l'égalité économique, et que la première n'a pas de durée si la seconde ne l'accompagne pas (*Le socialisme contemporain*). M. John Rae, qui n'est pas non plus un socialiste, estime avec De Laveleye, qu'il y a une relation entre la diffusion du bien-être et la démocratie (*Il socialismo contemporaneo*, trad. ital. 1889, pages 24, 25, 27 et 113). Il affirme cependant que la démocratie ne tend pas naturellement vers le socialisme et il en donne comme preuve ce fait, que le socialisme est sans importance en Angleterre, en Suisse et aux États-Unis. Peut-être serait-il d'un autre avis aujourd'hui. Les socialistes italiens, et notamment les marxistes, n'ont montré qu'un souverain mépris pour la démocratie et pour sa forme la plus nette : la république Ils le regrettent maintenant et cherchent à porter remède au mal, mais peut-être est-il trop tard. M. Jean Jaurès et la plupart, pour ne pas dire la totalité, des socialistes français voient dans la république l'instrument le plus propre aux réformes économiques. J'ai toujours été de cet avis et c'est la cause principale de mes discussions avec les socialistes italiens. M. van Kol a, lui aussi, insisté sur la supériorité du régime républicain.

Que les pusillanimes qu'épouvantent les transformations futures se rassurent et qu'ils s'inspirent des sages conseils que leur donne Spencer, qui n'est certainement pas un révolutionnaire échevelé : « Les réformes politiques et sociales, dit-il, dont on avait dit qu'elles entraîneraient d'inévitables cataclysmes, ont eu des effets tout différents, et elles ont été avantageuses en définitive à ceux-là même qu'on pouvait considérer comme les vaincus ». Le philosophe de l'évolution ajoute un peu plus loin : « Quand on parle de la modification probable d'une relation sociale, presque tous ceux qui portent un jugement sur elle se trompent, parce que, pour apprécier les résultats du changement, ils supposent que toutes les autres relations sociales restent ce qu'elles sont. Il faut admettre, au contraire, qu'elles changeront *pari passu* » (*Sociologie*, vol. II, page 441).

Que faut-il entendre par cette évolution *vers* la démocratie qu'admettent les historiens les plus éminents? Aura-t-elle pour effet un nivellement, une égalité absolue? Y aura-t-il disparition du principe de la *différenciation* telle que l'ont entendue Darwin et Spencer?

Plusieurs distinctions sont ici nécessaires. Il faut noter tout d'abord que le socialisme ne veut pas détruire les égalités naturelles, mais seulement les inégalités sociales, et il faut ajouter que les inégalités naturelles sont souvent créées ou accrues par les inégalités sociales.

Nous n'avons pas à nous occuper des économistes — John Rae, Leroy-Beaulieu, etc., — qui se félicitent du processus croissant du nivellement, contrairement à leurs collègues

qui traitent d'utopique l'aspiration socialiste vers l'égalité. Nous n'avons pas non plus à nous occuper de l'iné galité de rétribution par suite de l'inégalité des fonctions, qui paraît plus conforme à la justice d'après M. Novicow et dont nous avons eu occasion de parler.

Les socialistes de tous les temps ont admis ces inégalités naturelles, sur lesquelles a insisté Huxley (*On the inequality of men*, dans la *Nineteenth Century*, janvier 1891). C'est sur ces inégalités naturelles que M. Renard établit la conciliation entre la démocratie — égalité de droits et de devoirs — et l'aristocratie — diversité des fonctions correspondant à la variété des goûts et des aptitudes (*Le régime socialiste*, page 10 et *passim*).

Même le socialisme utopique admettait ces inégalités, et, au début du siècle, Charles Fourier espérait que, grâce à cette *différenciation* naturelle, tous les genres de travaux, y compris ceux qui nous paraissent les plus répugnants, seraient exécutés avec plaisir par certains individus. C'est sur elles qu'il fondait sa célèbre théorie du *travail attrayant*, qui a conquis l'admiration même des économistes et notamment, si je ne me trompe, de M. Minghetti.

Les inégalités contre lesquelles s'élèvent les socialistes sont les inégalités sociales, qui sont le fait de l'homme, qui ont détruit la notion même de justice en accordant la plus grosse part à ceux qui n'ont aucun mérite et un *minimum* à peine suffisant pour vivre, à ceux qui produisent.

Ces inégalités sociales ne sont pas éternelles et

H. George a, dans plusieurs passages de ses œuvres, insisté sur la possibilité et l'utilité de leur élimination. Spencer lui-même, comme l'a signalé M. Loria, « loin de les considérer comme le produit d'une nécessité éternelle de la nature les considère comme le produit transitoire d'un stade déterminé de l'évolution sociale, qui doit nécessairement disparaître quand la pression de la population sur les subsistances ayant conduit l'humanité au faîte du progrès, elle disparaîtra elle-même graduellement ».

Tout ce que nous avons dit dans ce livre sur la transformation et l'atténuation continue de la lutte et sur l'action croissante de l'altruisme parle en faveur de l'élimination des inégalités sociales.

L'expérience passée ne laisse aucun doute sur la tendance essentiellement *proportionnelle*, comme l'appelle M. Loria, du progrès social. « Depuis les temps où l'humanité se composait d'un petit nombre de privilégiés qui commandaient à des légions d'esclaves, nous marchons petit à petit vers un temps dans lequel la richesse seule sert de critérium aux différences sociales. Que sont devenues les distinctions romaines entre patriciens, chevaliers, plébéiens, provinciaux, latinsjuniens, colons, italiens, pérégrins ? Où sont les distinctions médiévales entre seigneurs, vassaux, vavassaux, leudes, manentes, adscriptici? Il n'en reste que le souvenir. Le torrent de l'évolution humaine en a dispersé jusqu'aux ruines. (*La proprietà*, etc., page 156).

La disparition des inégalités sociales diminuera petit à petit les inégalités naturelles, c'est ce que doivent

admettre tous ceux qui connaissent l'action de l'éducation, de l'alimentation et des conditions du travail. Cette profonde transformation nécessitera d'ailleurs des siècles, mais le socialisme moderne ne demande pas maintenant que *l'égalité soit absolue*, il veut que la *différenciation n'abaisse* pas une partie de l'humanité à l'avantage de l'autre et qu'un *minimum* d'évolution normale soit garanti à *tous*, de façon à permettre à chacun de s'élever, ce qui n'est actuellement permis qu'à quelques rares privilégiés. Le socialisme scientifique réclame surtout l'égalité des *moyens* dans la lutte contre la nature, l'égalité des *droits* politiques et sociaux, le nivellement des classes, la reconnaissance de l'équivalence de tous les travaux ayant une utilité sociale (*Engels*). Ces opinions sont actuellement partagées même par l'école révolutionnaire, qu'on pourrait croire la moins disposée à les accepter, et un des socialistes les plus ardents et les plus batailleurs résume ainsi les aspirations du socialisme moderne : « Le socialisme demande l'égalité devant les *moyens* de développement et d'action, c'est-à-dire *l'égalité du point de départ*. Or, cette égalité n'entraîne, en aucun cas, *ni l'égalité d'allure, ni l'égalité au point d'arrivée*. En assurant à tous les organismes humains part égale devant les *possibilités* d'éducation et d'exercice, loin de réaliser *l'uniformité*, le socialisme fera germer et accentuera les inégalités naturelles, musculaires ou cérébrales. *Ce sont là des différences que, quand même ce serait possible, le socialisme scientifique se garderait bien d'effacer, sachant que cette hétérogénéité est une des conditions es-*

sentielles du perfectionnement de l'espèce.» (*Deville*)(1).

Enfin l'avènement d'un ordre de choses toujours plus socialiste doit nécessairement garantir la survivance d'un nombre d'individus comparativement très grand, par rapport à ceux qui survivent aujourd'hui; il doit également leur donner un *minimum* de perfection, sans limiter le *maximum* pour les autres. Ainsi la lutte pour l'existence contre la nature, secondée par la solidarité de tous les hommes, aurait pour conséquence : *de prévenir la dégénérescence des individus et des générations, d'élever le niveau moyen de la majorité sans arrêter l'évolution plus rapide des individus et des générations mieux douées par la nature* (2).

(1) *Aperçu sur le socialisme scientifique.* Préface au résumé du *Capital* de Marx, pages 31 et 32. C'est ce qu'à quinze ans de distance répète un écrivain d'un tout autre tempérament : « Ce que le socialisme demande ce n'est pas l'uniformité des conditions, il admet les inégalités naturelles, cérébrales et musculaires. Ce que le socialisme demande, c'est l'égalité dans l'usage des moyens de développement, avec un droit égal au développement de l'activité » (Kauffmann, *Socialism and modern Thought*, cité par Chiappelli, page 78 en note). Malon et d'autres répètent ces mêmes choses. Je me sépare de M. Deville, qui croit que les inégalités naturelles survivront à la disparition des inégalités sociales et de M. Podolinsky, qui était de la même opinion, il y a longtemps déjà (*Revue socialiste*, 1re série, n° 3). Engels (*Dühring's Umwälzung der Wissenschaft*) a aussi compris l'égalité comme le fait M. Deville. Grant Allen insiste sur les inégalités naturelles, et il s'efforce de démontrer que le socialisme seul peut en tirer tous les avantages qu'elles comportent (*Natural ineguality*, dans *Forecasts, etc.*).

(2) Lange, *op, cit.*, page 75. M. Antonio Labriola, le plus illustre marxiste des pays latins, comme l'a déclaré M. Sorel, admet que même dans la phase du *communisme critique*, quand,

par l'élimination de la *rente*, du *profit* et de l'*intérêt*, aura disparu la nécessité de l'Etat comme organe destiné à maintenir par la force l'équilibre entre les classes antagonistes, il subsistera les inégalités *naturelles* du sexe, de l'âge, du tempérament, des capacités, et qu'il y aura un *gouvernement technique et pédagogique de l'intelligence* (*Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, page 22). Il me semble que ce gouvernement technique et pédagogique de l'intelligence, c'est la réapparition de l'Etat sous une forme atténuée. M. Ferrari pense que ce gouvernement entraînera des inégalités économiques (*Il materialismo storico e lo stato*, 1897, page 203). Il faut tenir également grand compte des observations faites par M. Lester. F. Ward, l'illustre auteur de la *Dinamic Sociology*, sur la *sociocratie*, qui éliminerait les *inégalités* artificielles créées par l'individualisme et les *égalités* artificielles qui pourraient être créées par le socialisme (*American Journal of Sociology*, 1897).

CHAPITRE IX

LA CONSERVATION DES FAIBLES ET L'AMÉLIORATION DE LA RACE

Nous connaissons la valeur sociale de la prétendue sélection darwinienne qui devrait amener le triomphe des *meilleurs* et que ses partisans réduisent petit à petit à la prépondérance des *mieux adaptés*. A côté de cette question, et comme son complément nécessaire, nous devons étudier la question de la *conservation des faibles*.

Les *faibles !* Qui sont les faibles? Il n'est pas facile de l'établir.

Spencer, qui a été l'adversaire systématique de toute assistance aux *faibles*, les voit dans les *vaincus*, qu'il proclame les *inférieurs* ; mais lui-même fait une objection formidable qui lui est fournie par l'histoire : les vainqueurs sont souvent *inférieurs* aux vaincus ! (*Institutions industrielles*, page 204).

Dans un sens rigoureusement darwinien, les *faibles* seraient en fait les *adaptés*. Nous savons que ceux-ci

non seulement se conservent, mais se multiplient. Il y a en outre des *faibles* qui ne le sont que passagèrement, à raison de leur âge — qui pourront devenir ou qui ont été les forts. Il en est qui le sont par suite de leur sexe : l'évolution sociale a jusqu'ici laissé la femme dans une condition véritablement inférieure. Considèrera-t-on comme *faibles* tous ceux qui, quoique doués d'excellentes qualités physiques, ne peuvent que difficilement, par suite de l'organisation sociale actuelle, pourvoir à leur subsistance et à celle de leur famille? Ou bien ne tient-on pour faibles que ceux qui sont dégénérés physiquement et moralement : les incurables, les criminels, les aliénés? Comment doit-on se comporter à l'égard de toutes ces diverses catégories de faibles pour assurer l'évolution progressive de l'humanité ou pour en empêcher la dégénérescence?

Ce sont là de graves problèmes, qui n'ont pas seulement une valeur théorique et scientifique; on est sur le terrain pratique et, suivant le système qui prévaudra, on donnera telle ou telle direction à la législation.

D'après quelques sociologues et tous les économistes orthodoxes, on doit laisser à la sélection naturelle le champ entièrement libre. Il résulte de là logiquement qu'on considère souvent comme dangereuses et contraires aux lois de la nature toutes les institutions qui ont pour but la *conservation des faibles*. Les hôpitaux, les asiles, les dépôts de mendicité, les hospices pour les aveugles, les sourds-muets, les rachitiques, les incurables, les lois contre le paupérisme, les lois sur les accidents du travail, etc., toutes ces institutions, toutes

ces mesures que nous admirons là où elles sont organisées et qui nous font envier les nations qui les possèdent, qui rassurent et tranquillisent le cœur des malheureux qui en jouissent, des philanthropes qui les fondent et les soutiennent, des législateurs qui les créent, devraient être, d'après les savants qui interprètent dans un sens darwinien (repoussé par Darwin) *certaines lois naturelles*, condamnées sévèrement comme autant de *crimes* contre la nature, crimes tendant à conserver et à accroître le nombre des *êtres inutiles* ou *dangereux*, qui ne peuvent rien faire de mieux que de disparaître le plus tôt possible pour laisser la place à d'autres. Ces institutions, en effet, n'aboutissent qu'à gâcher les meilleures forces sociales à l'avantage des éléments inférieurs, de ceux dont on devrait, dans l'intérêt de l'espèce, favoriser la disparition et l'élimination rapides, afin de mettre obstacle à la *sélection régressive*, et contribuer à la sélection progressive. Les partisans du *laisser faire* et du *laisser passer* s'appuient sur la grande autorité de Spencer qui, dans l'*Introduction à la Science sociale*, dans sa *Sociologie*, et enfin dans ses *Institutions professionnelles et industrielles* — qui sont comme son testament scientifique — a été préoccupé et même s'est préoccupé outre mesure de la solution à donner à cette question. A son avis, l'intervention de la philanthropie et des mesures législatives en faveur de la conservation des faibles aboutit à des résultats bien imprévus ; elle détériore la société sous le *rapport physique* par la conservation artificielle des individus les moins propres à se suffire.

Il en résulte pour tous de graves inconvénients économiques.

Bagehot (*Lois scientifiques*, etc., p. 205) et Maudsley (*Crime et folie*, p. 4) se sont également prononcés, en se plaçant à un point de vue strictement scientifique, contre les faibles. Maudsley, cependant, ne parlait que des sociétés humaines primitives, alors que la sélection, au sens darwinien rigoureux du mot, pouvait être utile. Le doute disparaît et le jugement porté contre les faibles devient plus net, il prend même un caractère répugnant chez MM. Haycraft, Le Bon, Lapouge, qui insistent sur l'influence désastreuse des progrès de l'hygiène, de la médecine, de la science, qui permettent de se reproduire à des individus autrefois condamnés à une mort certaine ; sur l'influence non moins désastreuse de la charité chrétienne, qui conserve la vie à une grande quantité de paresseux, et qui empêche l'élimination de la race des crétins. Il faudrait donc élever un hymne de grâce aux microbes et aux autres agents de sélection qui ont amélioré la race, ou qui ont empêché qu'elle ne se détériorât dans les siècles passés. M. Le Bon fait de cette élimination des faibles une loi de nature, parce que la nature, paraît-il, aime la force physique ou intellectuelle (1).

Toute cette haine contre les faibles se constitue en système chez Nietzshe, qui dit que Dieu a été écrasé de pitié, lorsqu'il a contemplé les plaies et les misères humaines (*Ainsi parla Zarathustra*).

(1) Haycraft, *Darvinism and Race Progress*; Lapouge, *L'Anthropologie et la Science politique* (*Revue d'Anthropologie*, janvier 1887) ; Le Bon, *Psychologie*, etc., pages 372-375.

Les protestations de ces sélectionnistes extrêmes contre la science et contre l'esprit de charité du christianisme devraient logiquement aller plus loin encore et s'élever aussi contre un des derniers produits de la civilisation contemporaine. Ils devraient réclamer l'abolition de la convention de Genève, pour revenir aux féroces guerres primitives, alors que les blessés, les femmes, les enfants et les vieillards — dans une certaine mesure tout au moins — étaient passés au fil de l'épée. D'après MM. Le Bon, Lapouge, Gumplovicz, etc., les inférieurs ne sont-ce pas des *faibles ?*

Il y a de l'aberration dans cette dernière manifestation de la logique darwinienne, mais, cependant, il faut avouer que ces considérations sur la conservation des faibles sont importantes ; elles ont même frappé des esprits fort peu enclins à conserver le système social actuel ; elles ont fait naître des doutes même dans l'esprit de certains socialistes, et M. Filippo Turati écrivait en 1883 : « Si la *justice* se confond avec l'*intérêt général*, que veut la justice en ce qui concerne la philanthropie, l'assistance aux faibles ? L'intérêt général ne doit-il avoir en vue que les *contemporains* ou aussi les *descendants* éloignés, les *individus* ou même l'*espèce ?* S'il est vrai que ces formes de l'assistance prolongent des agonies terribles, sont un obstacle à la sélection qui est en dernière analyse, malgré les douleurs qu'elle comporte, le moyen le *moins douloureux* et le plus *rapide* de progresser, ces formes d'assistance sont-elles justes, doit-on les encourager et jusqu'à quel point ?

« Il est bon que l'on *constate* le développement pris par l'*altruisme* au détriment de la *lutte pour l'existence*, mais ce développement est-il *un bien* ou *un mal?* Faut-il le favoriser ou le combattre? Du moment qu'il y a lutte, en nous, de deux sentiments humanitaires également respectables, celui de la pitié qui nous porte à secourir les faibles et ceux qui souffrent, et qui nous entraînerait, finalement, jusqu'au communisme chrétien : *à chacun suivant ses besoins* — et celui de la prévoyance, qui ne nous permet pas de laisser croître, de gaieté de cœur, les maux que cette pitié mal entendue se propose de soulager, mais vainement ; du moment que nous ne pouvons pas redevenir des bêtes féroces, ni devenir des moines ignorants dont les qualités de cœur soient plus grandes que la science et la raison, du moment donc qu'un *compromis* est nécessaire entre ces deux sentiments, entre ces deux tendances contraires et inconciliables : *quel est, et quel doit être ce compromis*, sur quelle base, *dans quelles limites* doit-il se faire — à moins que l'on ne veuille passer de ce douloureux dilemme au pessimisme le plus extrême et le plus désespéré ?

« Or, tous ces problèmes qui se ramènent à la recherche d'un *concept déterminé* et *précis de justice sociale*, demandent que la science les résolve, parce que ce sont les problèmes les plus graves, les plus urgents, les plus troublants de la conscience moderne, parce que à eux se rattachent directement les destinées de l'humanité, et que nous devons résoudre, à tout moment, d'une façon plus ou moins aveugle et anti-scientifique dans

notre vie de citoyen, et dont dépendent la moralité ou l'immoralité, le caractère utile ou répréhensible de toute notre activité sociale. »

Ces objections, en somme profondément humanitaires, et qui aspirent surtout à trouver un compromis entre la conservation des faibles et l'intérêt de l'espèce, n'ont rien de commun avec l'interprétation que les orthodoxes donnent des lois naturelles. D'après ceux-ci, la société aurait rempli tous ses devoirs envers les faibles et les malheureux, même en cessant toute assistance et en les abandonnant à leurs propres forces, et en les laissant ainsi en proie à une mort certaine. Elle serait même autorisée à favoriser et à accélérer la *sélection naturelle* au moyen d'une *sélection artificielle*, et de créer autant de Taygètes d'où, comme les Spartiates (1), on jetterait

(1) Il existe encore en Chine certaines mœurs qui rappellent celles des Spartiates. Holcombe raconte (*The Real Chinaman*) que les parents, quand les soins qu'ils donnent à leurs enfants débiles semblent inutiles, les exposent nus aux rigueurs de l'air. Si, par hasard, les enfants résistent à cette thérapeutique, alors les parents les reconnaissent comme leurs enfants. S'ils meurent, ils sont considérés comme des esprits méchants qui avaient cherché à s'introduire dans leur maison.

Nous devons cependant ajouter que tous les économistes orthodoxes ne sont pas des adversaires de l'assistance des faibles. Nous pouvons citer, non seulement M. Gide, qui a, lui, des tendances socialistes, mais même Léon Say et Leroy-Beaulieu. Par une contradiction étrange, M. Ammon reconnaît, lui aussi, les avantages de la législation sociale en faveur des faibles, mais il y voit une générosité des *sur-hommes*. M. Ammon, pour être logique, aurait dû exclure toute considération morale et sentimentale, et il aurait pu trouver une justification de l'assistance faite aux classes inférieures en invoquant les

non seulement les êtres difformes, mais les êtres faibles et les malheureux.

Devra-t-on éliminer ceux qui présentent des signes extérieurs visibles de faiblesse? Dans ce cas, on courrait le risque de faire perdre à l'humanité des forces morales et intellectuelles qui auraient contribué au progrès infiniment plus que les athlètes ou la moyenne des hommes de constitution saine. L'exemple de Tirtée, dit avec raison M. Féré, pouvait montrer aux Spartiates que les noyades de l'Eurotas n'étaient pas sans inconvénients (1).

On peut en dire autant des folles imprécations contre la science, contre l'hygiène, contre la médecine. Elles ne méritent pas qu'on s'y arrête, mais, en passant, nous demanderons avec M. Bizzozzero, à ceux qui voient dans les microbes et les maladies autant de moyens d'élimination des faibles et de sélection progressive, si la

motifs mêmes qui poussent l'homme à améliorer ses bœufs et ses moutons. Les *sur-hommes* pourraient-ils vivre comme des demi-dieux s'il n'y avait pas des ouvriers pour les entretenir dans l'oisiveté?

(1) *Dégénérescence* et *Criminalité*, 1888, page 108. Dans le premier volume de ma *Sociologia Criminale*, j'ai donné de nombreux exemples de grands hommes qui présentaient tous les caractères de la dégénérescence ou de la faiblesse physique. Joseph Mazzini était physiquement un *faible*, mais quel trésor de force morale et intellectuelle renfermait ce corps diaphane et maladif! M. Lambert cite Pascal et le comte de Fontanes, tous deux de constitution très faible, dont les qualités morales et intellectuelles valaient mieux que la force physique de tant d'hommes robustes (*L'obligation sociale de l'assistance*, dans les *Annales de l'Inst. de int. Soc.* tome IV, page 502).

faux de la mort ne frappe que les non-valeurs (1).

Si par faible on doit entendre les dégénérés intellectuellement et moralement, les fous, les criminels, on serait à peu près d'accord pour, sinon les faire disparaître d'une façon brutale, du moins pour mettre des obstacles à leur reproduction. Si nous faisons abstraction de la possibilité de leur guérison, il est bon, étant donnée la théorie de l'hérédité, dont je suis partisan, que l'on s'efforce d'empêcher leur reproduction. L'école de Lombroso devrait repousser toute tentative de destruction directe, puisqu'elle admet qu'il y a fusion entre le génie, la folie, l'épilepsie et peut-être même le crime. Qui ne comprend tout ce que l'on doit au génie, à cette énergie vigoureuse qui triomphe de l'obstacle formidable qu'oppose l'inertie des foules saines et équilibrées, mais misonéistes ? Et, cependant, c'est l'école de Lombroso qui réclame la destruction de cette catégorie de *faibles* et proteste contre l'abolition de la peine de mort en Italie !

La lutte des darwino-spencériens se concentre surtout contre ceux qui sont *faibles* au point de vue économique. Ils les abandonneraient volontiers à leur sort et ils leur refusent le secours d'une législation sociale protectrice, de l'assistance privée et d'une loi protectrice

(1) G. Bizzozzero, *Il cittadino e l'igiene pubblica* (*Nuova Antologia*, 16 avril 1898). M. le professeur Sanarelli a fait également d'excellentes remarques sur les dommages incalculables que cause la mort aveugle en frappant des individus qui auraient pu, par leurs découvertes, contribuer au progrès de l'humanité (*Higiene pubblica y questiones sociales*, Montevideo, 1896).

pour les pauvres. Nous verrons, plus loin, sur quoi reposent ces antipathies, mais remarquons, dès maintenant, pour le soulagement de ceux qui ressentent de la pitié et pratiquent la charité, que toute l'histoire est une protestation et un démenti continu contre les sélectionnistes du genre que l'on pourrait appeler destructif. D'où vient que les institutions protectrices des faibles, à mesure que l'humanité progresse, prennent plus d'importance et étendent leur action même aux animaux, grâce aux sociétés zoophiles qui ont déclaré la guerre à la vivisection et à la physiologie expérimentale? D'où vient que le philosophe, l'homme politique, le bourgeois, l'ouvrier s'en préoccupent, souvent inconsciemment, qu'ils se réjouissent de leur multiplication et qu'ils en arrivent à juger de la civilisation et de la moralité d'un peuple d'après l'importance de ces institutions, et que le banquier même cherche à se faire pardonner ses chevaux, ses meutes, ses palais, ses loges de théâtre, son luxe, les bijoux de sa femme et de ses filles grâce aux quelques milliers de francs qu'il envoie, à l'occasion de chaque événement joyeux de sa vie, aux caisses de ces établissements? D'où vient que dans toutes les réunions de plaisir, dans les bals, dans les fêtes, dans les réunions politiques ou non politiques, on croit manquer à un devoir si l'on ne fait pas de quête pour les pauvres et les faibles? Comment expliquer cette contradiction croissante entre la société humaine et la nature, cet anachronisme permanent de l'histoire, cette violation continue des *lois naturelles?* Quelle est la force toute puissante qui les détruit ou les neutralise?

La société a donc fait fausse route et les partisans du laisser faire et du laisser passer devraient la remettre sur la bonne voie et faire condamner la philanthropie sous toutes ses formes, individuelle ou collective, parce qu'elle tend à la conservation des faibles et à la dégénérescence de l'espèce. A l'œuvre, Messieurs les économistes ! c'est là une croisade qui est la conséquence logique de vos doctrines. Rappelez à la raison les gouvernements, qui, comme le gouvernement anglais, ont rendu des honneurs souverains à un Peabody qui méritait la prison ! Supprimez tout secours aux malades, aux miséreux ; mais dans vos instants de loisir protestez donc contre la zoophilie ! Abandonnez les faibles à leur sort, mais votre œuvre accomplie daignez vous souvenir qu'il y a de nobles lords qui construisent d'élégantes et commodes demeures... pour leurs chiens (1).

Avant de donner les raisons supérieures qui conseillent la protection des faibles, nous dirons un mot de la loi des pauvres et de la législation sociale, contre lesquelles, depuis Malthus jusqu'à François Naville et à Spencer, se sont élevés les sélectionnistes.

Nous nous en tiendrons exclusivement aux faits.

Pour les lois sur les pauvres on aurait dû ne pas oublier qu'elles ne sont que le minimum de la justice due aux ouvriers, frappés depuis des siècles par d'autres lois

(1) Le marquis de Breadalbane construisit une élégante demeure pour ses chiens de chasse (Ledru-Rollin, *Décadence de l'Angleterre*, vol. II, pag. 41). La zoophilie, lorsqu'on ne donne pas les mêmes soins aux hommes, est une véritable insulte, une provocation.

qui tendaient et réussissaient souvent à déprimer les salaires. Les *enclosures acts* ont en Angleterre dépouillé de leurs biens les collectivités, et les lois des pauvres ne constituaient qu'une restitution partielle faite à ceux que l'on avait dépouillés. C'est Spencer lui-même qui considère comme criminelle la conduite d'Henri VIII et qui stigmatise sévèrement l'iniquité et la rapacité des seigneurs féodaux qui, par leurs usurpations, ont réduit à la misère et au vagabondage les anciens propriétaires de la terre (*Institutions professionnelles*, etc., pag. 389). On ne peut pas prétendre d'ailleurs que ces lois aient été dangereuses pour l'Angleterre, et l'histoire de toute l'industrie démontre lumineusement que la législation sociale a abouti, par la protection des *faibles*, non pas à la dégénérescence, mais à l'amélioration physique, économique, morale et intellectuelle des classes ouvrières, c'est-à-dire de la grande masse de l'humanité. Le fait, sinon la théorie, des hauts *salaires*, n'aurait-il pas dû convaincre Spencer que ses jérémiades incessantes sur l'action de l'Etat qui protège et conserve les faibles, sont en contradiction manifeste avec l'expérience? L'histoire même de l'Angleterre, dans la période néfaste de 1798 à 1832, dans laquelle prédominaient très généralement ces idées, n'a-t-elle pas montré que ce fut le moment même de la dégénérescence rapide de la race anglo-saxonne?

Ce qu'il y a d'étrange, c'est que dans cette question les darwiniens combattent la conservation des faibles contre l'opinion même de... Darwin.

« Chez les *sauvages* — c'est Darwin qui parle ! — les

faibles de corps et d'esprit sont rapidement éliminés. Ceux qui survivent ont généralement une santé florissante. Nous, les civilisés, nous cherchons par tous les moyens à mettre obstacle au processus d'élimination. Nous construisons des maisons de refuge pour les idiots, les incurables, nous faisons des lois en faveur des pauvres et nos médecins se creusent la tête pour conserver la vie de tous jusqu'au dernier moment. Il y a des raisons de croire que le vaccin a conservé des milliers de personnes qui seraient mortes de la petite vérole par suite de leur faible constitution. C'est ainsi que les membres faibles d'une société se reproduisent. Dans l'esprit de tous ceux qui se sont occupés de l'élevage des animaux domestiques, il ne s'élèvera aucun doute que ce fait est très dangereux pour la race humaine. Il est facile de constater que l'absence de soins, ou des soins mal dirigés aboutissent rapidement à la dégénérescence d'une espèce domestique, mais hormis le cas spécial de l'homme, personne n'est assez naïf pour permettre à des animaux qui ne répondent pas aux qualités que l'on exige d'eux de se reproduire.

« Le sentiment qui nous pousse à venir au secours des impuissants est principalement un effet de l'instinct de sympathie qui a été acquis à l'origine tout comme une partie des instincts sociaux, et qui s'est considérablement développé dans la suite.

« *Nous ne pouvons empêcher notre sympathie de se manifester, malgré les conseils de la raison, sans altérer la partie la plus noble de notre nature.* Le chirurgien peut chercher à se dominer pendant qu'il fait une

opération, parce qu'il sait que c'est dans l'intérêt même de son malade ; mais *si volontairement nous ne donnons pas nos soins aux faibles et aux malades, il ne peut en résulter qu'un avantage accidentel et un grand mal actuel.* Nous devons donc supporter sans nous plaindre les mauvais effets certains de la survivance des faibles et de leur reproduction, *mais il semble qu'il y a un obstacle qui agit avec une certaine efficacité, c'est que les membres les plus faibles de la société ne se marient pas aussi facilement que les autres,* quoique ce soit là plutôt une espérance qu'une certitude véritable que les faibles de corps ou d'esprit ne se marient pas (1). »

Darwin lui-même a ainsi mis en relief une *autre loi*, celle du développement de l'*altruisme*, qui atténue et corrige la loi invoquée par les économistes et par les sociologues pour condamner la conservation des faibles et toutes les institutions philanthropiques. Cette loi du développement de l'altruisme a autant de droits que l'autre a être respectée comme loi naturelle, et elle tend à l'emporter toujours davantage, parce que, comme nous l'avons dit ailleurs en son temps, elle constitue la loi supérieure de l'organisme social. Ce n'est pas tout ; Darwin, sous une forme dubitative il est vrai, pense que la conservation des faibles n'est pas un *dommage* pour l'espèce et n'en détermine pas la détérioration physique, morale et intellectuelle.

Cette *possibilité* devient une certitude si l'on se sou-

(1) *Origine dell'uomo*, trad. ital., pag. 126.

vient de ce que nous avons dit sur la sélection dans la société actuelle, qui conduit à la dégénérescence des vainqueurs et des vaincus. Les êtres difformes, les faibles de corps et d'esprit trouvent actuellement *s'ils sont riches* (et s'ils le sont, ils sont toujours alors *libres* et maîtres de leurs actes) constituent une descendance dégénérée, et ils peuvent, malgré leur difformité ou leur faiblesse, *et seulement parce qu'ils sont riches*, posséder les femmes les plus belles, les plus saines et les plus vigoureuses. Au contraire les faibles, les difformes, s'ils sont pauvres, seront difficilement libres et il leur sera presque impossible de trouver des femmes auxquelles ils inspirent de la sympathie, ou qui consentent à se marier avec eux. Il en sera ainsi même dans une société mieux organisée, dans laquelle la force et la beauté exerceront une attraction beaucoup plus grande qu'actuellement : on ne sera alors pas obligé évidemment de faciliter aux faibles les moyens de se reproduire et de se perpétuer. La procréation des *forts* s'accroîtra considérablement quand des obstacles artificiels ne l'arrêteront plus et quand un travail exagéré, une nutrition insuffisante et la vie dans un milieu vicié ne les détruiront pas. Que l'on considère aussi la grande mortalité des êtres créés par les faibles malgré tous les soins de la science et la philanthropie, et il faudra bien convenir qu'en laissant un libre cours à la *loi naturelle* de l'*altruisme* il n'y a aucun danger pour la détérioration de l'espèce.

Les dangers sont plus grands encore si l'on conserve sans les modifier certaines *lois sociales artificielles* qui ont pour conséquence la dégénérescence des forts et la re-



production des *faibles*. Si l'on doit prendre des mesures en faveur de la conservation et de l'amélioration de l'espèce, elles devront être dirigées contre la sélection capitaliste.

Nous allons examiner de près l'argumentation de Spencer. La santé de toutes les sociétés et de toutes les espèces, dit-il, repose sur la conservation d'une opposition absolue (?) entre le régime de la famille et le régime de l'Etat. Pour vivre, toutes les espèces animales sont obligées de s'adapter à deux conditions opposées. Pendant une certaine période de la vie, chaque individu doit recevoir des secours en proportion de son *incapacité*. Plus tard il doit recevoir des profits en proportion de sa *capacité*. Cette loi, d'après laquelle l'individu le *moins méritant* doit recevoir *plus*, est essentielle à la protection du jeune âge; l'espèce disparaîtrait dans le cours d'une génération, si les parents ne s'y conformaient pas. A l'âge adulte c'est la loi contraire qui doit régner, et alors les moins méritants disparaîtront et l'espèce conservera les qualités moyennes dont elle a besoin pour l'emporter dans la concurrence vitale. Cette loi qui gouverne l'espèce, gouverne aussi la société. L'enfant a besoin de toutes sortes de soins; quand il est devenu adulte, c'est le principe contraire qui s'applique, et ce qu'il recevra sera proportionné à ses mérites. Il va de soi que le passage de la première de ces lois à la seconde ne se fait pas d'une façon brusque. La famille se charge de l'exécution de la première loi; la société, ou l'Etat, de la seconde. Si celle-ci régnait dans la famille, les enfants ne seraient pas nourris, et devraient mourir.

Si la première régnait dans la société, celle-ci dépérirait parce qu'il y aurait conservation des membres les moins capables, et *elle ne pourrait pas prendre part* à la lutte avec les autres sociétés qui observeraient ces lois.

Il y a donc nécessité de faire une distinction essentielle entre la morale de l'Etat et celle de la famille. Dans la famille le principe doit être celui d'une générosité illimitée envers l'enfant. Dans l'Etat ou dans la Société ce doit être la justice mitigée par la générosité dans l'activité des citoyens selon les impulsions de leur nature, et la justice absolue dans la conduite collective des sociétés à l'égard de leurs membres. Bien que dans la bataille de la vie, la sympathie en faveur du faible puisse corriger les effets de la justice qui proportionne d'une manière stricte les récompenses aux mérites, il ne faut pas que les institutions sociales troublent la distribution rigoureusement proportionnelle des récompenses, jusqu'à faire que le démérite l'emporte sur le mérite ; il n'en résulterait que du mal (1).

Dans un premier moment donc, la morale de la famille et l'utilité sociale s'inspirant de l'altruisme le plus pur aboutissent à une des formules socialistes : *à chacun selon ses besoins*. Mais plus tard, c'est la notion de l'utilité sociale qui doit l'emporter d'une manière exclusive ; elle se résume dans cette formule : *à*

(1) *Sociologie*, IIIe part., chap. IX, vol. II, pag. 351, 358. Spencer a de nouveau insisté sur cette distinction entre la morale de la société et celle de la famille dans ses *Institutions professionnelles*, pag. 486 et suiv.

chacun selon son mérite. L'altruisme et la sympathie devraient être exclus de la *morale* de l'Etat qui ne doit s'inspirer que de la *justice*. On n'attaque pas ainsi les aspirations socialistes qui réclament avec insistance que la *justice* règne dans l'appropriation des produits du travail et qui ne veulent que la *justice !*

Spencer formule ainsi deux maximes d'équité, qui devraient se compléter l'une l'autre, mais qu'il oppose l'une à l'autre en prétendant sans raison qu'il y a contradiction entre la morale de l'État et celle de la famille. En nous appuyant sur ses propres enseignements, nous ferons à cette théorie des objections qui permettront une interprétation plus exacte de la *théorie de l'évolution*, en même temps que la justification d'un *fait*.

Ce *fait* est, comme Spencer lui-même l'a montré, que la famille se *désintègre*, et que dans le cours de l'évolution la *société se substitue graduellement à elle dans ses diverses fonctions*. Ainsi s'expliquent les lois sur le paupérisme, sur l'instruction obligatoire et générale, etc. (*Op. cit.* pages 348, 351).

L'évolution ferait-elle donc fausse route et ne serait-elle plus équivalente à une *nécessité bienfaisante?* Est-ce le commencement de la dissolution? M. Spencer qui constate le fait a-t-il raison de le déplorer?

Il nous faut avant tout trancher une question préjudicielle : une *morale* (de l'État ou de la famille peu importe, puisqu'elles doivent toujours avoir un *fonds* commun) sans sympathie et sans altruisme est-elle conforme à la théorie de l'évolution? Puisque le *progrès moral* consiste précisément dans cette prédominance croissante

de la sympathie et de l'altruisme, comment pourrait-il en être ainsi? Toute la grande construction scientifique de Spencer et de ses innombrables disciples tend à la démonstration de cette assertion, qui forme l'objet principal de son livre le plus important et le plus original : *Les bases de la morale évolutionniste* (1).

Il est incompréhensible comment cet éminent penseur ait pu contredire ainsi un des principes cardinaux de sa doctrine et qu'il ne se soit pas aperçu que ce *fait* est en harmonie avec la *théorie*.

La société, conformément à la loi de l'évolution, se *substituant graduellement à la famille dans ses diverses fonctions* doit logiquement arriver à cette conséquence que l'assistance à ceux qui sont le moins capables doit s'étendre au-delà de l'enfance, sinon la société ne remplirait pas l'obligation qui est le but principal de la famille. On comprend ainsi comment et pourquoi la *morale sociale* doit se modeler sur la *morale de la famille* dans une société bien organisée et arriver à un certain degré de progrès, et que toute contradiction entre l'une et l'autre ayant cessé, la *morale* a comme base l'altruisme et la sympathie.

Cela doit être admis avec d'autant plus de logique, que Spencer démontre plus loin que l'évolution des *types supérieurs de la famille,* comme l'évolution des

(1) J'emprunte sans les modifier à la première édition de ce livre (1884) la plupart des objections que je fis à Spencer. M. Chiappelli les a reprises depuis et il a rappelé au grand philosophe anglais que le chef-d'œuvre de l'évolution était précisément la *morale.*

types sociaux supérieurs marche *parallèlement* à l'évolution de l'intelligence et du sentiment, *de sorte que l'altruisme devient un facteur toujours plus important de la vie sociale* (1).

Ne savons-nous pas, en effet, que chez les sauvages, dans les tout premiers stades de l'évolution en un mot, l'altruisme est très faible, soit dans l'intérieur de la famille, soit dans la société, car les parents ne donnent que très peu de soins à leurs enfants, et de même ceux-ci à leurs parents devenus vieux; qu'enfin il n'y a pour la conservation des *faibles* qu'un intérêt *minimum?* N'est-il pas étrange de penser que l'évolution de la famille et de la société est parallèle à un certain stade de l'évolution, et qu'elle devient divergente et toujours plus antagoniste dans la suite?

On cherche à légitimer cette contradiction en invoquant l'intérêt de l'espèce et la bonne et saine constitution de la société. Nous savons cependant que ni l'une ni l'autre ne courent aucun danger avec la conservation des faibles. Il est étonnant que Spencer parle de façon à laisser supposer que dans une *société altruiste* on ne donnerait de soins qu'aux moins capables et que l'on favoriserait ainsi au détriment des autres, non seulement leur conservation, mais même leur reproduction. Mais personne cependant, que je sache, parmi les philanthropes et les socialistes n'a jamais eu semblable prétention.

En plus de ce que nous avons dit sur la dégénérescence

(1) Chapitre XII. *Passé et avenir de la famille,* pages 400 et 404.

qu'entraîne l'organisation actuelle et sur la propagation plus grande des *forts* dans une société meilleure, nous ajouterons que dans les considérations sur la conservation des faibles, Spencer se place toujours au point de vue de la *lutte avec les sociétés voisines*, au point de vue des besoins de la guerre. Ne nous a-t-il pas surabondamment démontré que l'évolution se fait de l'organisation militaire à l'organisation industrielle, et que dans celle-ci c'est l'altruisme qui domine; que la guerre est nécessaire aux sociétés primitives, mais qu'elle est destinée à disparaître dans *l'intérêt de l'espèce*, parce qu'elle est devenue, contrairement à sa fonction primordiale, un élément de dégénérescence physique, morale et intellectuelle. D'après Spencer, *revenir au type militaire* ce serait *regresser*.

Ici encore les *faits* sont d'accord avec la théorie. Où rencontre-t-on, d'après le grand sociologue, la plus grande désintégration de la famille? dans l'État le moins militariste et qui se rapproche le plus du type industriel, les États-Unis d'Amérique, où, conformément encore à la théorie de l'évolution, la femme est plus respectée, et les enfants plus libres et plus indépendants (*Op. cit.*, pages 380, 381, 399).

On n'a pas à craindre non plus que par la conservation des faibles on viole le principe de la justice distributive, d'après lequel on doit *donner à chacun d'après son mérite*. Il n'y a pas progrès moral, en effet, s'il y a violation constante et légalisée de la justice distributive. Mais on peut les réunir harmoniquement l'un et l'autre dans la formule suivante : *à chacun un*

minimum d'après ses besoins et un maximum d'après son mérite et sa capacité (1).

La justice distributive serait violée si on donnait aux moins capables, *aux faibles*, *autant* ou *plus* qu'aux individus capables et forts. Si l'on respecte au contraire la *proportionnalité* entre les mérites et les récompenses, même si l'on retranche à ceux-ci une part du produit de leur travail, la justice distributive serait rigoureusement respectée.

On peut ajouter d'ailleurs que cette part que l'on enlève aux forts pour la conservation des faibles, n'est pas due aux premiers, qu'elle ne leur *appartient* pas, que c'est la part que l'on doit à la société. Cela peut paraître absurde à première vue, et contraire au droit, mais si l'on se souvient de ce que nous avons dit en nous appuyant sur l'autorité de Lampertico et de Marx, d'économistes et de socialistes, sur la *force productive totale* de l'association qui est *plus grande* que la *somme* des forces productives *individuelles* qui la composent, on comprendra facilement que la part de produit destinée aux faibles peut représenter le surplus de production qui résulte de l'association et qu'on ne doit pas par suite à l'individu, parce qu'il n'en *est pas l'auteur*. Kropotkine, faisant la critique du collectivisme qui repose sur la théorie de la valeur de Marx, a montré ce qu'il y a de social, pour ainsi dire d'anonyme, dans la production (*La conquête du pain*). Cette part peut donc

(1) Cette formule que j'ai énoncée dans la première édition de ce livre, 1884, équivaut à celle de M. Renard : *à chacun selon son travail et selon ses besoins essentiels.*

être donnée aux faibles sans qu'il y ait violation de la justice comme l'entend Spencer.

Les conséquences de ce *minimum* destiné aux besoins des faibles et des incapables ne peuvent causer aucun dommage aux autres dans une société qui a atteint un haut degré d'évolution.

Dans une semblable société en effet, tandis que la production aurait été portée au *maximum* et aurait *presque atteint* la progression géométrique, la procréation des enfants aurait été réduite au *minimum*, c'est-à-dire à peu près à la progression arithmétique, et il y aurait dès lors possibilité de satisfaire *tous* les besoins de *tous* les membres de la société humaine.

Il n'y a pas non plus à craindre que l'assistance, publique ou privée, donnée aux *faibles* les encourage à se multiplier sans mesure et à devenir toujours plus imprévoyants parce qu'ils ont leur existence assurée, et qu'ils diminuent leur activité productrice et leurs épargnes.

En vérité, si ces conséquences étaient à craindre, les premiers qui devraient être frappés et éliminés seraient ceux qui vivent de leurs rentes, et surtout ceux à qui elles ont été laissées par legs ou donation.

Ceux-ci sont vraiment des êtres improductifs, tandis que les membres de la classe ouvrière qui recevraient l'assistance, sont presque toujours des êtres improductifs malgré eux, parce qu'ils ne trouvent pas de travail. Ce sont les *unemployed*, les sans-travail, dont s'occupent à juste titre, en Angleterre, même les plus rigides conservateurs. En pourvoyant aux besoins de tous ces *fai-*

bles on suit moins les impulsions de l'altruisme qu'un principe de justice : c'est la société qui les a rendus tels en dissociant le travailleur de son instrument de travail ; à la société incombe l'obligation de réparer le mal (*Gide*, pages 407, 408). Cette armée de sans-travail a été, comme je l'ai montré au § 35, en m'appuyant sur l'autorité de Booth et de Loria, créée par l'organisation capitaliste à son avantage et elle a l'obligation de l'entretenir, d'après les principes de la justice. Cette obligation ne peut pas être atténuée par l'augmentation des *non adaptés* qui préoccupe M. Le Bon : une question de justice ne peut pas être changée parce que le nombre de ceux qui y sont intéressés est infini. Et si les *non adaptés* augmentent effroyablement, c'est le signe que l'organisation sociale actuelle est vicieuse et que, par suite, il est nécessaire de la transformer. On ne pourra pas en éliminer les effets si on n'élimine pas les causes. Avec toutes ces mesures d'ordre social, avec l'assistance aux faibles, qu'on doit éviter d'organiser sous la forme dégradante de l'aumône, on n'encourage nullement le vagabondage. Le facteur anthropologique peut avoir sa part dans la genèse de ce phénomène, qui est toujours si voisin de la criminalité, mais c'est l'organisation sociale qui y a la plus grande part, comme je l'ai démontré dans d'autres œuvres (*Alcoolisme*, etc., et *Sociologie criminelle*) et comme cela résulte de l'analyse approfondie de M. Florian et de M. Cavalieri, d'autant plus dignes de foi que ces écrivains sont des disciples de Lombroso et qu'ils sont disposés, par suite, à exagérer l'influence du facteur anthropologique.

Puis-je me flatter d'avoir démontré que l'application faite (par certains sociologues et certains économistes, (1) des théories de Darwin à la conservation des faibles, est complètement erronée? Je laisse au lecteur le soin de répondre.

M. Lapouge a recherché, dans son anthroposociologie, les rapports qui peuvent exister entre la sélection de la race ou des races, et la question sociale. Il nous faut rapidement examiner quelques-uns des paradoxes étranges qu'on énonce sous le couvert du darwinisme.

(1) M. Ludwig Stein s'est prononcé nettement en faveur de la protection des faibles : « Le droit et le devoir d'*assistance* vont de pair avec le droit à l'*existence*, qui a été reconnu dans le *Landrecht* prussien et dans la *Déclaration des droits* de 1793, et admis déjà par Locke, Montesquieu et Fichte : tous les citoyens ont droit à avoir une existence assurée et on doit éliminer tous les inconvénients qui pourraient la rendre moins sûre. C'est là le premier devoir de l'Etat. Le droit à l'*assistance* n'appartient pas seulement à ceux qui sont physiquement incapables de travailler, il appartient aussi à tous les *faibles* et à tous ceux qui sont économiquement *faibles*. L'Etat moderne n'est plus seulement un *Rechtstaat*, mais un *Culturstaat*, car il ne s'occupe plus seulement de la vie juridique, mais aussi de la vie économique de ses membres. Il n'y a donc plus qu'un pas à faire pour assurer l'*existence* des faibles » (*Die soziale Frage*, pages 614-616). Si l'Etat, a-t-il déclaré au troisième congrès de sociologie, défend et punit le suicide, il a le devoir de venir au secours de ceux qui sont privés de moyens d'existence (*Annales*, page 524). V. sur la législation des pauvres, la forme et l'évolution de l'assistance, les ouvrages déjà cités de Florian et Cavalieri, de Maggetti et de Fulvio Cazzaniga. Ce dernier (*L'equità e le sue applicazioni naturali*; *L'uguglianza studiata nella storia e nella scienza*) est, en Italie, un des représentants les plus autorisés des tendances spencériennes contre la conservation des faibles.

On prétend arriver à la sélection de la race humaine au moyen de deux procédés, dont l'un, le procédé négatif, tend à l'élimination des faibles, et l'autre, positif, tend au perfectionnement de la race ou des races. Chacune de ces deux méthodes se subdivise elle-même suivant que l'on demande l'intervention des pouvoirs publics, ou que l'on s'en remet à l'initiative individuelle.

1° *a*) Les uns demandent que l'on élimine, d'une façon violente, les faibles de toute espèce : criminels, crétins, fous, phtisiques, épileptiques, difformes, etc. Pour les criminels on demande une large application de la peine de mort. M. Garofalo se félicite de ce que des milliers de vagabonds ont été pendus en Angleterre, et c'est à cette destruction qu'il attribue l'amélioration morale de l'Angleterre. Et cependant ces vagabonds n'étaient que les victimes de la criminalité victorieuse des puissants !

Ce procédé d'élimination d'une des classes de dégénérés a existé et existe encore dans le code pénal de presque tous les états civilisés ; mais les avantages qui en résultent sont faibles, disent les partisans logiques de ce système, parce qu'on l'applique avec trop de parcimonie. C'est là l'opinion de l'école d'anthropologie criminelle qui voit dans une large application de la peine de mort un moyen très efficace pour accélérer tout au moins la sélection morale.

Les moins féroces se contenteraient de la déportation et ils invoquent à l'appui de leur thèse les avantages qu'a retirés l'Angleterre de la déportation des criminels en Australie de 1619 à 1859. En Australie, on devrait lo-

giquement (1) s'attendre à constater une sélection régressive, tandis que les colonies du Pacifique sont moralement égales ou peut-être supérieures à la mère-patrie.

Pour les difformes de naissance on a aussi, timidement, fait allusion à la pratique des Spartiates, encore en usage dans l'île de Tsoung-Ming (Chine), où on se débarrasse de tous les enfants nouveau-nés malades ou difformes (Matignon, *Revue des Revues*, 1er mai 1896).

Il en est d'autres qui donnent à cette destruction violente des formes humanitaires, si l'on peut s'exprimer ainsi. On a proposé de réunir les *faibles* de toutes espèces dans certaines villes maudites, dans lesquelles on ferait des distributions gratuites d'alcool et où les maisons de tolérance et de jeux feraient le reste, *tuto, cito et jucunde* (*Die Aristocratie der Geister als Lösung der sozialen Frage*, Leipzig, 1894). M. Lapouge approuve cette méthode et il ajoute, avec raison, que les peuples civilisés de l'Europe l'ont en partie adoptée dans leur *politique coloniale* pour faire disparaître les races inférieures. Cet étonnant théoricien de l'anthroposociologie ajoute que l'on devrait favoriser, dans ces villes vouées à la mort, les plaisirs sexuels contre nature (*Sélections sociales*, p. 486).

Tous les interventionnistes ne sont pas aussi inhumains. D'après une école toujours croissante, on devrait simplement mettre des obstacles à la reproduction des faibles, des dégénérés de toute espèce. Quelques-uns ce-

(1) Cette opinion a été récemment exposée par M. Banistere, *Why is the British Race Superior?* dans la *New Century Rewiew*, octobre 1898.

pendant, de vrais bourreaux, proposent la castration. Des sociétés se sont fondées en Amérique, pour la propagande de cette doctrine. Dans le Michigan, un député, M. Edgar, a proposé une loi d'après laquelle toutes les personnes enfermées dans des maisons de santé, soit pour aliénation mentale, soit pour épilepsie, et toutes les personnes frappées de trois condamnations (qu'elles aient subi les deux premières dans le Michigan ou dans les autres états des Etats-Unis) devront, au moment où finira leur détention, être soumises à une opération qui fera d'eux des asexués et leur enlèvera toute aptitude à procréer. Certains demandent simplement des obstacles légaux au mariage. C'est une opinion partagée par de nombreux médecins et juristes. Il n'y a là rien de commun avec la cruauté, les extravagances et l'immoralité des autres sélectionnistes (1). Les empêchements légaux au mariage des *faibles*, au sens économique du mot, ont été, pendant longtemps, en vigueur en Bavière, où ils ont donné de très mauvais résultats.

b) Un véritable savant, un économiste illustre, est venu récemment se joindre aux sélectionnistes. M. de Molinari, regrettant que la science ait tant fait, notamment depuis Darwin, en faveur de l'amélioration des espèces végétales et animales et qu'elle n'ait rien fait

(1) MANTEGAZZA, *Un giorno a Madera;* LINO FERRIANI, *Il diritto alla famiglia*, dans *Il pensiero nuovo*, avril 1898. — M. Pieraccini a défendu les mêmes idées dans un livre sur les maladies contagieuses. M. Lapouge demande aussi qu'on défende d'une manière rigoureuse le mariage des faibles.

pour celle de la race humaine, s'est posé en défenseur de la *viriculture* (*Viriculture*, Paris, 1897). Mais, en économiste libéral, il n'a aucune confiance dans les obstacles légaux aux mariages des faibles, et il compte exclusivement sur l'opinion publique éclairée par la science. Il conseille surtout de renoncer aux mariages de convenance et aux mariages d'argent. Il ne s'est pas laissé impressionner par cette observation de Schopenhauer qui découvrait dans ces mariages un élément de progrès pour l'espèce, et une source de douleur pour les époux. Le grand pessimiste a tenu compte de ce qu'il voyait dans la société actuelle, et peut-être n'a-t-il pas eu tort, dans sa métaphysique de l'amour, de prendre à la lettre le proverbe espagnol : *Quien se casa per amores, ha da vivir con dolores.*

Que telle doive être la réalité demain, c'est ce que l'on pourrait déduire de la réponse même de M. Molinari, qui pense que les enfants produits sous l'impulsion de l'amour, du génie de l'espèce, sont pour leurs parents une source de joie que ne peuvent procurer, au même degré tout au moins, ceux qui naissent d'une union déterminée par des raisons pécuniaires (*Op. cit.*, page 219).

Je suis assez partisan de la création de quelques obstacles légaux au mariage, mais ceux-ci ne pourront avoir tous leurs effets aussi longtemps que les femmes — souvent les femmes les plus belles et les plus saines — seront poussées par notre organisation sociale à se vendre à de riches dégénérés. On éliminerait les enfants légitimes pour favoriser les filiations illégitimes, tou-

jours pleines de conséquences biologiques et morales dangereuses.

Quoiqu'il en soit de ces propositions et de leur efficacité future, il est certain qu'on peut regarder l'avenir avec une certaine sérénité, si l'on en juge par le passé et par le présent. Je ne crois pas qu'on puisse souscrire au pessimisme de M. de Varigny, qui croit que les races humaines sont en train de dégénérer physiquement (*Un devoir social*, dans le *Journal des économistes*, juillet 1896), d'autant plus que la morbidité et la mortalité diminuent, que la vie moyenne et la taille s'élèvent, notamment chez les peuples qui ne sont pas soumis, depuis plusieurs années, à la sélection regressive artificielle de la guerre, comme les Etats Scandinaves. On n'a pas eu besoin, pour cela, d'avoir recours à l'élimination artificielle des faibles, mais uniquement à l'amélioration économique de la masse et aux progrès de l'hygiène et de la médecine.

Certaines méthodes d'élimination ont d'ailleurs donné des résultats tout à fait contraires aux vues de ceux qui les avaient proposées. C'est ainsi que la déportation des criminels en Australie, à Saint-Paul, etc., a donné naissance à des sociétés moralement et physiquement fortes et vigoureuses, et, sinon meilleures, du moins égales aux sociétés européennes d'où elles sont parties.

De Quatrefages s'est nettement prononcé contre l'élimination collective des *races* soi-disant *inférieures*. « Leur destruction barbare et inintelligente, dit-il, peut avoir pour conséquence, un appauvrissement de la généralité de l'espèce. Elles ne sont souvent retardées

dans leur développement que par les conditions du milieu. Qui sait si ces races que nous supprimons, ou que nous dégradons, ne possèdent pas virtuellement toutes les forces nécessaires au complet développement physique et moral de l'humanité future ? » (cité par *De Molinari*, page 225).

2° On ne veut pas arriver à l'amélioration de la race humaine uniquement par l'élimination des faibles, on veut l'accélérer et la rendre plus certaine par un véritable élevage artificiel, qui favorisera la reproduction des plus forts, des vrais meilleurs — par la *viriculture* de M. de Molinari. Ici, encore, nous trouvons les deux courants.

a) L'interventionnisme ne croit pas aux bienfaits de l'éducation physique, morale et intellectuelle, et faisant siennes les vues du néo-darwinisme de Weissmann, qui conteste la transmissibilité des caractères acquis, fonde toute la sélection sur la force immense de l'hérédité. Cette sélection, que M. Lapouge qualifie de systématique, a une histoire. Elle a été appliquée par tous les peuples qui se sont refusés à mêler leur sang à celui des nations inférieures ; par les législateurs qui ont défendu les unions avec d'autres peuples ; par les Spartiates, Platon, Caton l'ancien, les Jésuites du Paraguay, les maîtres de l'Amérique du sud qui ont créé la belle race créole, les socialistes d'Onéida, Bellamy, etc. Ce fut là le sélecticnisme rudimentaire, empirique (1).

(1) Je me suis servi dans les pages suivantes de la dernière partie du livre de Laponge (*Les sélections sociales*) dans laquelle il s'occupe du *sélectionisme* systématique. Les anthro-

Avec Darwin nous passons à la sélection scientifique.

Mme Clémence Royer dans la préface à l'*Origine des espèces* en 1862 et Francis Galton dans *Hereditary Genius* (Londres, 1869) et ensuite dans *Inquiries into human faculty and its developpement* ont continué et développé la pensée du grand naturaliste. M. Galton déconseille toute tentative d'amélioration des faibles et des inférieurs ; mais il ne veut pas de l'élimination violente. Il veut remplacer les races inférieures par les races supérieures et il ne veut pas abandonner l'évolution à elle-même, parce qu'elle serait longue et douloureuse. L'Etat en se consacrant à cette sélection consciente y trouverait de grands avantages, parce que les individus de choix qui en résulteraient, pourraient lui rendre de grands services.

Stanley, Haycraft, Ammon, Lapouge et quelques-uns de leurs disciples en Amérique, en France et en Allemagne, continuent la propagande en faveur du sélectionisme systématique.

M. Stanley ne se contente pas des procédés négatifs de l'élimination des faibles, il demande une sélection artificielle, des mesures conscientes et voulues ; 1° Liberté pour la femme d'avoir ou non des enfants ; 2° Examen physique rigoureux des futurs conjoints ; 3° Constitution d'association d'hommes et de femmes qui

posociologues s'occupent, en général, de la sélection physique, ils ne s'occupent pas, ou presque pas, de la sélection morale et intellectuelle. On peut voir quels admirables résultats on peut obtenir au moyen d'une éducation systématique, dans LETOURNEAU, *L'évolution de l'éducation dans les différentes races humaines* (Paris, 1898).

prennent l'engagement de contracter mariage selon les lois de l'hérédité, afin d'arriver à la constitution d'une aristocratie naturelle.

M. Haycraft, désolé de la disparition graduelle des microbes sélectionistes, veut imposer au mariage certaines règles déterminées (1). M. Ammon, qui s'est acquis une grande célébrité parmi les anthropologues avec son apologie des dolicocéphales grands et blonds et son courant d'émigration vers les villes qui produit une sélection regressive dans les campagnes, demande que les dolicocéphales remplacent partout les brachycéphales bruns et les autres races qui ne présentent pas les caractères de la supériorité (*Die natürliche Auslese, die Gesellschaft Ordnung und ihre natürlichen Grundlagen*, Iéna, 1895). Dans *Die Aristocratie*, non seulement il propose une sélection matrimoniale, mais il réclame la constitution de deux aristocraties, une qui comprendra les meilleurs travailleurs intellectuels, et l'autre les meilleurs travailleurs manuels. M. Lapouge se déclare enthousiaste de cette division.

C'est une question de vie et de mort, dit celui-ci, de prendre des mesures immédiates, parce que la substitu-

(1) M. Haycraft devrait se mettre à la tête de cette étrange secte religieuse anglaise des *peculiar people*, qui méprise la médecine et qui croit que c'est faire l'œuvre du démon, que de combattre la volonté de Dieu en sauvant, au moyen de drogues, ceux qui sont destinés à mourir. Les magistrats anglais, malgré tout le respect qu'ils ont pour Dieu, ont condamné deux individus qui avaient refusé le secours d'un médecin pour leur fils malade (Malagodi, *Corriere del l'Inghilterra*, dans la *Rivista politica e letteraria*.

tion qui se produit de l'*H. Alpinus* et surtout de l'*Acrogonus* à l'*H. Europeus* réserve à l'humanité de désolantes surprises. La sélection systématique est le seul moyen d'échapper à la médiocratie prochaine et à la décadence finale. Le programme du sélectionisme est le suivant :

1° Constitution d'une aristocratie naturelle chez un peuple déterminé ; 2° Constitution de castes spécialisées; 3° Transformation intégrale d'un peuple jusqu'à un degré déterminé (?) ; 4° Création d'une race dominante ; 5° Réfection entière de l'humanité au moyen des types locaux les plus perfectionnés ; 6° Substitution à l'humanité actuelle d'une race unique et plus parfaite (!!)

M. Lapouge estime que la première partie de son programme est de très facile réalisation et que l'on n'a même pas besoin de l'intervention de l'Etat.

Quant aux moyens, notre anthropo-sociologue est très expéditif. Tout d'abord on ne doit permettre de se marier qu'aux meilleurs, physiquement et intellectuellement, de la race aryenne. Dans ce but on devrait enlever tous les obstacles aux mariages entre eugéniques consanguins. On devrait rétablir la polygamie, et réduire au minimum les naissances légitimes afin de favoriser les naissances illégitimes. La fécondation artificielle serait aussi un moyen excellent. On conserverait et on distribuerait le sperme des meilleurs. M. Lapouge a obtenu à Montpellier une fécondation avec du sperme envoyé de Béziers par la poste. Il souhaite qu'un jour vienne où on imposera le *service sexuel* comme on impose aujourd'hui le service militaire.

Le développement et la réalisation du programme du professeur de Montpellier, qui a déjà été *expert guidance* dans des mariages, lui semble très facile et il estime qu'il suffit de quelques centaines d'années pour que l'humanité soit transformée et perfectionnée, pourvu que ses idées soient acceptées. Le sélectionisme a donné d'excellents résultats dans les plantations du Brésil. Les nègres les plus vigoureux et les mieux conformés étaient dispensés de tout travail et consacrés uniquement à la reproduction. On peut également citer les étalons blancs de la communauté d'Oneida où, grâce au sélectionisme artificiel, on a obtenu une race saine et belle (*de Molinari*, pag. 244 à 248).

M. Galton objecte que la sélection des intellectuels entraînerait une dégénérescence physique, mais M. Lapouge répond qu'on pourrait parer à ce danger en ne permettant de reproduire qu'à ceux qui ont *mens sana in corpore sano*, et en éliminant les dégénérés supérieurs de Lombroso.

Le programme du sélectionisme systématique ne pourrait cependant être appliqué que dans un état socialiste, dans lequel la fonction de reproduction serait spécialisée et rendue obligatoire comme tout autre travail. Les socialistes devraient se convaincre que le système social qu'ils proposent sera sélectioniste ou qu'il ne sera pas. Et comme le travail matériel est l'obstacle le plus grand qui neutraliserait tous les bienfaits du socialisme, et comme Mme Clémence Royer et M. Meunier n'ont pas réussi dans leur tentative de remplacer les esclaves par les anthropoïdes, il faudra adopter la proposition de l'auteur du *Tren-*

nungsystem, c'est-à-dire dispenser de tout travail les classes sélectionées au moyen de la servitude *volontaire* (?) et très douce de la classe inférieure, à laquelle on n'accorderait qu'un minimum d'évolution psychique !

Au fond M. de Molinari est partisan d'un sélectionisme systématique et cela seul suffit à démontrer la nécessité de discuter ce système. L'illustre économiste français reconnaît qu'il y a nécessité et urgence à s'occuper de l'amélioration de la race au moyen d'une sélection scientifique, et il constate que si l'élevage humain n'a fait jusqu'ici aucun progrès, on le doit : 1° A la croyance jusqu'ici générale que l'homme est au-dessus des lois qui régissent les autres espèces et qu'on essaierait vainement de les lui appliquer. 2° A l'absence des stimulants du profit. Les éleveurs qui perfectionnent une race d'animaux, les horticulteurs qui créent une nouvelle variété de tulipes ou de roses, retirent un profit immédiat et considérable des progrès qu'ils réalisent. On n'obtiendrait aucun bénéfice analogue de l'amélioration de la race humaine, sauf les éleveurs d'esclaves et les membres de la communauté d'Oneida. Mais ces deux expériences amènent M. de Molinari à penser que le sélectionisme systématique, dont il ne cite jamais le véritable auteur, est possible et pratique, et que le ralentissement du mouvement de la population, le fera appliquer sur une plus large échelle (*Op. cit.*, pag. 150, 153).

b) M. de Varigny et Spencer croient également qu'il est nécessaire d'améliorer la race humaine et cela, non seulement au moyen de l'élimination des faibles et des dégénérés, mais aussi grâce au triomphe et à la propa-

gation des forts, des meilleurs. Individualistes logiques, ils ne veulent ni de la loi ni de l'intervention de l'Etat. La liberté nous donnera le règne de la justice et alors sélectionés et bons seront synonymes. Grâce à la liberté et à la disparition des lois et des privilèges et des institutions qui y mettent obstacle sur le terrain politique et économique, l'hérédité économico-légale et l'hérédité psycho-physique coïncideront, et les sélectionés, qui seront les meilleurs, transmettront à leurs descendants toutes leurs bonnes qualités, et il n'y aura plus d'hommes qui n'auront pas mérité leurs richesses et leurs jouissances (*Institutions professionnelles*). Ce sera le règne de Dieu sur la terre, la venue du millénium.

La critique du sélectionisme systématique dans ses exagérations et ses aberrations est facile.

Je remarquerai tout d'abord que les deux darwiniens les plus logiques, Spencer et Lapouge, se trouvent aux antipodes dans l'application du principe fondamental du darwinisme : la sélection. L'un veut y arriver par la liberté et l'individualisme, l'autre par l'intervention de l'Etat et du socialisme.

Je dédie cette observation aux fanatiques qui voient dans la théorie du grand naturaliste anglais le dogme infaillible et unique pour réfuter le socialisme.

L'optimisme sélectioniste de Spencer, qui croit arriver à de tels résultats au moyen de la liberté, nous navre, parce qu'il marque la décadence intellectuelle de l'auteur de la théorie de l'évolution. Comment ne voit-il pas que toutes les lois, toutes les institutions, tous les privilèges que depuis des milliers d'années l'Etat a organisés et

consolidés, écrasent l'humanité contemporaine ? Comment ne voit-il pas que la liberté ne peut contribuer à la sélection parce qu'elle rencontre des obstacles innombrables et puissants qui sont le produit de l'action de l'Etat ?

Pour que la liberté puisse développer son action bienfaisante en assurant le triomphe des meilleurs et en faisant coïncider l'hérédité psycho-physique et l'hérédité économico-légale, il faudrait une révolution immense, qui ferait *tabula rasa* de l'Etat, de la famille, de la propriété dans leur organisation actuelle. C'est là le système anarchiste le plus logique. Nous n'avons pas à craindre qu'il soit actuellement accepté par Spencer qui, dans la crainte d'une révolution — au sens scientifique du mot, parce que, pour arriver au but, on n'aurait même pas besoin de la violence des révolutions politiques — a renié tout ce qu'il avait écrit en 1851 dans *Social Statics* et dans le troisième volume des *Principes de sociologie* sur l'utilité et la possibilité de revenir au collectivisme agraire. Il a non seulement renié tout ce qu'il avait écrit et soutenu antérieurement, mais la discussion des théories nouvelles développées dans sa *Justice* semble avoir été conduite avec une bonne dose de mauvaise foi (1).

(1) Cela ressort de la correspondance échangée entre le secrétaire de la *Land Restoration League* et Herbert Spencer. Spencer ne voulait pas consentir à ce que l'on publiât en même temps des extraits de *Social Statics* (1851) et de *Justice* (1891). Mais il fut forcé de céder, s'il ne voulait reconnaître lui-même ses variations. Toute cette correspondance se trouve dans le nº 1 des *Land Restoration Tracts* (*M. Herbert Spencer and the Land Restoration League*). Les extraits de ces deux

Le nécessité de l'intervention de l'Etat pour obtenir une sélection systématique ressort avec évidence de la confession même de M. de Molinari, puisque il reconnaît qu'il n'y a eu aucun progrès de fait dans l'élevage des hommes, parce que les hommes n'y ont jusqu'ici trouvé aucun profit. Donc, même au point de vue de l'élevage de la race, il est indispensable qu'on réalise les transformations sociales qui seules la rendront possible.

M. Lapouge est seul logique ; on peut ne pas approuver toutes ses exagérations, mais on doit admirer son courage.

Si le but qu'il se propose avec tous les sélectionistes systématiques est élevé, les moyens en sont immoraux et non scientifiques et parfois contradictoires. *Sic stantibus rebus*, cette conservation et cette distribution du sperme des meilleurs, des forts, des eugéniques n'aboutirait qu'à une nouvelle spéculation capitaliste. Nous verrions un jour peut-être se fonder un *trust* qui monopoliserait les éléments de la fécondation artificielle !

Laissant de côté tout ce qui a été écrit sur la distinction entre les *races supérieures* et les *races inférieures* et sur la prétendue supériorité des aryens, dont on ne sait ni d'où ils sont venus, ni ce qu'ils sont —, il faut rappeler que le sélectionisme systématique manque de bases scientifiques. On discute encore entre biologistes et sociologues sur la valeur des croisements et la plupart des savants estiment que les ma-

œuvres ont été reproduits ensemble dans le *Tract* n° 2. (*M. Herbert Spencer on the Land Question*, Londres, *Office of the English Land Restoration League*, déc. 1894).

riages entre consanguins aboutissent à la dégénérescence. M. Lapouge, au contraire, demande que les unions se fassent entre eugéniques, entre consanguins, sans se préoccuper de savoir si leurs produits sont légitimes ou illégitimes. Sur ce terrain scabreux et controversé il faut rappeler cette constatation honnête de William Platt Ball : « Nous sommes forcés, nous autres biologistes, d'avouer franchement à nos collègues les chimistes et les physiciens, et au public en général, qu'après avoir étudié l'évolution pendant un siècle notre opinion sur ses facteurs véritables n'est encore qu'un chaos. Nous ne sommes d'accord ni sur le pouvoir du principe de la *sélection* ni sur les lois de l'*hérédité,* ni sur les influences du *milieu.* » (*Les effets de l'usage et de la désuétude sont-ils héréditaires ?* pag. 139).

Quant à vouloir organiser un service sexuel comme il y a un service militaire et par suite forcer les femmes les plus belles et les plus saines de se livrer à des *étalons humains*, ce serait un esclavage qui dépasserait en infamie toutes les servitudes qui jusqu'ici ont déshonoré l'humanité.

La division en deux aristocraties, l'aristocratie du travail et celle de l'intelligence, consacrerait seulement la servitude de la première, qui ne serait jamais volontaire, si douce qu'elle pût être, tant que son intelligence ne serait pas réduite au *minimum*, et elle hâterait la dégénérescence de toutes deux. On ne peut réaliser le *mens sana in corpore sano* lorsqu'on vise au développement *maximum* du travail manuel et du travail intellectuel séparément l'un de l'autre. Et c'est à cela qu'aboutirait

le sélectionisme systématique avec la création de ces deux aristocraties.

Nous ne pouvons nous expliquer comment certains socialistes français ont montré une certaine sympathie pour les théories de M. Lapouge, alors que son sélectionisme systématique ne pourrait aboutir qu'à une tyrannie pire que l'ancienne. Laissons ces théories et ces aberrations aux *sur-hommes,* aux d'Annunzio, disciples dégénérés de Nietzche qui veulent que l'immense masse de la population reste courbée sur le sol, travaillant uniquement à la production des biens dont doivent jouir un petit nombre d'élus et de sélectionés. Consolons-nous en pensant que ceux qui conservent leur cœur et leur cerveau sains, considèrent ces théories et ces aberrations comme dignes des maisons de fous ou du bagne.

CHAPITRE X

LES LOIS NATURELLES (1)

La question qui divise le plus au fond le socialisme et l'économie politique est celle de l'existence des lois naturelles, qui, d'après certains, régissent fatalement les phénomènes économiques. Cette question, à laquelle nous avons fait plusieurs fois allusion, dépasse les limites du terrain sur lequel luttent les socialistes et les économistes orthodoxes, et rentre dans le domaine même de la philosophie de l'histoire et de la sociologie. La lutte sur le terrain économique ne serait ainsi

(1) Je ne ferai dans ce chapitre qu'un petit nombre de citations ; il nous suffira de rappeler que dans tous les traités d'économie politique, à quelque école qu'appartiennent leurs auteurs, on discute la question des lois naturelles, soit pour en démontrer l'existence, soit pour la nier, soit pour en renfermer l'action dans certaines limites.

Dans la traduction française de cet ouvrage, ce chapitre a été considérablement réduit, parce que je me propose de reprendre cette importante question et de discuter les lois de l'anthropologie de Ammon et de Lapouge, et la courbe des revenus de Pareto dans un autre ouvrage.

qu'un épisode d'une discussion beaucoup plus vaste.

Qu'est-ce qu'une *loi?* On en a, depuis Montesquieu, fourni d'innombrables définitions. J'accepterai celle de M. de Greef : « La loi est le rapport nécessaire qui existe entre tout phénomène et les conditions où ce phénomène apparaît. » (*Les lois sociologiques*, 1893, page 35). Je m'en tiens à cette définition, parce qu'elle montre d'une façon nette que le mécanisme des lois naturelles dépend d'une façon absolue de certaines conditions déterminées, de telle sorte que les phénomènes qui en sont la conséquence ne pourraient se produire en présence de telles ou telles autres combinaisons particulières et *ne résultent que de celles-là.* Si les conditions sont modifiées d'une façon quelconque; si le plus petit des facteurs efficients vient à disparaître, ou à se transformer, ou même simplement à varier, pour n'importe quelle cause, d'intensité, de grandeur, ou même quelquefois de place; *si un élément nouveau survient et réagit, les résultats ne seront plus les mêmes.* Ce n'est pas que ce nouveau phénomène n'ait sa loi, mais c'est une loi différente de la première : la modification de l'effet est adéquate à la modification de la cause.

Si l'on s'était rendu un compte exact de ce qu'est la *loi* au sens scientifique du mot, beaucoup de controverses auraient été abandonnées, parce que cette définition exclut toute idée d'immutabilité, d'absolu, comme certains l'ont prétendu des lois sociologiques en général, et des lois économiques en particulier. Et pourtant M. de Greef lui-même, qui a plusieurs fois insisté sur le relativisme des lois sociales, se laisse aller parfois à des

affirmations qui sont en opposition avec l'idée exacte de loi ci-dessus exposée, comme par exemple lorsqu'il affirme que les *lois sociales sont si naturelles que les sociétés meurent quand elles les violent!* (page 154).

Si un sociologue socialiste aussi éminent arrive à de telles exagérations, on devine jusqu'où peuvent aller les économistes orthodoxes qui se sont attribué pour ainsi dire le monopole des lois naturelles, dont ils ont fait d'ailleurs les applications les plus étranges. Un des plus illustres, M. de Molinari, déclare au début de son ouvrage sur les *Lois naturelles de l'économie politique* : « que les lois naturelles sont immuables ; l'homme ne les a point faites, et il n'est pas en son pouvoir de les changer, pas plus qu'il ne peut changer sa propre nature et les conditions de son existence sur la terre » (page 29). Et, au nom de ces *lois naturelles* immuables, il résume toute sa science dans le fameux : *Laisser faire, laisser passer* (page 31).

Il est évident que dans ce sens les *lois naturelles* des économistes seraient tout à fait analogues aux lois de la physique, de la chimie, de l'astronomie, en un mot aux lois du monde inorganique. Une fois admis que les *lois naturelles de l'économie politique* présentent tous les caractères de constance, d'immutabilité, de fatalité des *lois physiques*, on en déduirait des corollaires politiques et moraux d'une importance capitale, fondamentale, et tout d'abord les deux suivants :

1° Si les lois de l'économie sont des *lois naturelles* au sens étroit du mot, la formule des physiocrates s'en déduit logiquement : *laisser faire, laisser passer*. Les

codes, les lois, les institutions, les règlements de tout genre qui s'occupent des phénomènes économiques, seraient complètement inutiles. Ils seraient même nuisibles, parce qu'ils seraient contraires à la nature, et enfin, ils seraient inutiles, car, ce qui est artificiel ne peut pas l'emporter sur ce qui est naturel. On devrait laisser aux hommes une liberté d'action complète, illimitée, absolue, et ceux-ci, sans l'intervention d'aucun frein, agiraient conformément aux lois de la nature, et tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. La théorie du docteur Pangloss n'est ni plus ni moins que la théorie de l'anarchisme, qui découle — que cela plaise ou non aux individualistes — directement de leurs théories et de leur formule sacramentelle favorite. A ce point de vue, et par la méthode qu'il propose pour revenir au règne des lois naturelles et par son essence même l'anarchisme se fond et se confond avec l'individualisme, avec le libéralisme économique et politique. Si Spencer ne veut pas tendre la main à Krapotkine, c'est que le philosophe évolutioniste n'est pas aussi conséquent que l'écrivain anarchiste.

2° Si toute l'organisation économique est la conséquence des *lois naturelles*, la résignation s'impose en bas, aux ouvriers, aux vaincus : pourquoi lutter contre ce qui est nécessaire? A quoi nous servirait de nous révolter contre la mort? et d'un autre côté, les vainqueurs, les riches, ceux qui jouissent, peuvent vivre dans une sérénité de conscience parfaite. Le spectacle des misères humaines ne doit pas les émouvoir : elles sont parce qu'elles doivent être. On peut encore moins parler d'ini-

quités sociales à supprimer : les *lois naturelles* qui régissent les rapports humains excluent la notion même d'injustice, de mérite, de démérite, de responsabilité individuelle ou collective. Les lois darwiniennes de la *lutte pour l'existence* et de la *sélection naturelle* seraient les deux grandes lois qui régissent le monde social; et Malthus première manière qui voulait exclure du banquet de la vie tous ceux qui arrivent en retard, aurait été le seul à avoir véritablement raison, si en conseillant les *freins primitifs*, il ne s'était pas donné tort à lui-même. De toute façon, comme l'a fort exactement remarqué M. de Laveleye, les darwinistes et les économistes orthodoxes devaient être d'accord et admettre tous deux l'équivalence des lois de Darwin et de la formule du *laisser faire, laisser passer* (*Le socialisme contemporain*, 3e édition, page 10).

Si les lois économiques étaient des lois naturelles ainsi comprises, elles fourniraient la justification complète et inattaquable de tout ce qui existe et la condamnation de toutes les tentatives de réforme et de transformation sociale. Cette condamnation ne frapperait pas seulement les socialistes, mais aussi toute la foule infinie des hommes politiques et des penseurs qui se sont efforcés de corriger, de changer l'organisation sociale par les lois et par l'action de l'État.

Les corollaires politico-moraux des *lois naturelles* économiques étaient si utiles à certaines classes, qu'on s'est pris à douter de la sincérité de ceux qui en étaient les partisans, et les socialistes ont souvent accusé les économistes de défendre une science qui était au ser-

vice, aux gages de la bourgeoisie et du capitalisme.

Cette accusation qui a pu parfois être dirigée avec raison contre certains économistes contemporains, ne peut pas être portée contre les premiers économistes qui ont cru que l'économie était régie par des lois naturelles.

Les *physiocrates* et Adam Smith avec eux, comme MM. Pareto, Pantaleoni et de Molinari, sont au-dessus de tout soupçon, la droiture de leurs intentions ne peut pas être mise en doute. Ce dernier reconnaît d'ailleurs que dans la lutte des capitalistes et des ouvriers ceux-ci sont dans un véritable état d'infériorité, qu'il veut détruire et pour cela une action socialiste est nécessaire (*Op. cit.*, pages 128, 129). Tous ces économistes ont cru que grâce aux lois naturelles on pourrait assurer la plus grande somme possible de bonheur au plus grand nombre d'hommes possible. Quelques-uns des économistes qui défendent cette formule du *laisser faire, laisser passer* sont partisans de concessions et de limitations qui réduisent à bien peu de chose cette formule classique, et qui aboutissent à l'intervention de l'homme et des lois.

Si les lois économiques et les lois sociologiques devaient être entendues au sens étroit des *lois physiques*, nous devrions, d'un côté, trouver une large unanimité d'opinion chez les économistes et les sociologues, et, de l'autre, le cours des événements sociaux devrait présenter une régularité et une uniformité remarquables, parce que les hommes, nous dit M. de Molinari, ne peuvent pas les changer; ou bien nous devrions assister à la mort des sociétés qui ont osé les violer en les modi-

fiant, comme le demande M. de Greef. Mais, soit au point de vue théorique, soit au point de vue purement expérimental, ces partisans des *lois naturelles* économiques et sociologiques reçoivent le plus violent démenti.

Il n'y a pas de controverse sur un grand nombre d'entre elles et on les accepte comme indiscutables, parce qu'elles sont déduites de l'observation et de l'expérience qui ne les démentent jamais : par exemple, en chimie, la loi de la conservation de la matière, des proportions définies, des proportions multiples; en physique, les lois de la pesanteur, de la capillarité, de l'élasticité, de traction, de compression, de torsion, de flexion, le principe de Pascal sur la pression des liquides, sur le niveau des liquides dans les vases communiquants, les principes d'Archimède sur le déplacement des liquides par les corps qui y sont immergés, la loi de Mariotte sur la pression des gaz, etc. Si dans les lois qui règlent tous ces phénomènes on constate parfois une certaine déviation, comme, par exemple, dans le cas de l'abaissement du degré de température, dans la congélation de l'eau de mer, il n'y a pas là un démenti à la loi, mais le résultat de l'interférence d'une autre loi.

Les économistes peuvent-ils indiquer une seule *loi* économique qui offre les caractères des *lois naturelles* que nous venons d'énoncer et sur laquelle ils soient unanimement d'accord ? Ils ne sont pas même d'accord sur la définition de leur science et nous devons rappeler que lorsque Jean-Baptiste Say voulut faire de cette science une science sans rapport avec la morale, malgré

les enseignements d'Adam Smith, une *science de la richesse* qui ne tient aucun compte des producteurs, le dernier représentant de l'école physiocratique adressa une noble protestation, qu'il écrivit à bord du *Fingal*, en 1815, au moment où il prenait le chemin de l'exil (*De Laveleye*) (1).

Si l'on n'est pas d'accord sur la définition de la science économique, on ne l'est pas davantage sur ses différentes théories. Il n'y a pas deux économistes orthodoxes qui, tout en croyant aux lois naturelles, les entendent de même, et soient d'accord sur les origines et sur la fonction de la propriété, sur la rente, sur la répartition des richesses, sur les prix, sur les salaires, sur

(1) *Essais et études* (Troisième série, 1897, page 2). Dans le premier de ces *essais*, sur *les lois naturelles de l'économie politique*, l'illustre socialiste d'Etat démontre, contre les orthodoxes, la nécessité de faire de l'économie, non seulement la science de ce qui est, mais encore la science de ce qui doit être. Il cite à l'appui de cette thèse même M. de Molinari : il est certain qu'un grand nombre d'économistes, tout en admettant les *lois naturelles*, sont de son avis.

Tout ce que dit M. Pareto pour exclure l'*élément moral* de l'étude de l'économie, considérée comme science exclusive de l'ophélimité et de l'utilité (*Cours*, vol. I, page 14), pourrait se comprendre si l'économie avait des données, des éléments ou des lois aussi certains que la chimie, la physique, la mécanique, etc. On ne peut pas non plus justifier cette indépendance de la science économique par l'existence de l'égoïsme, parce que si l'égoïsme est un des ressorts, ou même le ressort principal de l'activité humaine, on ne peut cependant pas nier l'existence de l'altruisme. Les deux magnifiques volumes qu'il a consacrés à son *Cours d'économie politique*, prouvent d'ailleurs que M. Pareto doit, à tout moment, abandonner les abstractions et s'occuper de l'homme concret.

l'offre et la demande. Toutes ces opinions divergentes nous prouvent que, comme l'a dit Bonamy Price : *Political economy is not a science in the stricte sense of the term.* Knies, de son côté, considère les systèmes de doctrines économiques comme le produit du milieu, qui changent avec l'évolution de celui-ci. Ce qui nous paraît clair aujourd'hui, ajoute-t-il, paraîtra plus tard plein d'équivoque, et les théories mortes renaîtront. Il n'y a pas ici de vérité canonique (1).

Si des théories nous passons aux faits, nous trouverons ces mêmes contrastes et nous verrons que toutes les institutions économiques et sociales ont subi des modifications dans le temps et dans l'espace. Qu'on prenne, par exemple, la propriété comme base de l'organi-

(1) Un critique de la deuxième édition de cet ouvrage, a mis en doute la valeur et la compétence de Bonamy Price, mais il en accorde une très grande, et avec raison, à M. Pantaleoni. Or, M. Pantaleoni, auquel j'ai emprunté le passage de Knies, tout en protestant contre cette action exagérée du milieu, fournit la preuve la plus éclatante du relativisme et des incertitudes de l'économie politique. Il dit, en effet : « Certainement la science change, et son histoire change également. Ceux qui ont été, à un moment donné, les classiques, les orthodoxes peuvent ne plus l'être à un autre moment... Certainement il y a, d'une façon continue, des déplacements dans l'ordre de valeur des écrivains, et cela, même parmi ceux que nous considérons aujourd'hui comme des classiques. Il fut un temps, peu éloigné, où Ferrara pouvait se justifier de n'avoir pas tenu compte des écrivains dont il pouvait dire : *Je me demande si l'on peut, de nos jours, parler de production avec les livres dans lesquels on a expliqué la valeur en la faisant consister dans l'*UTILITÉ *et la* RARETÉ. » (*Dei criteri che debbono informare la storia delle dottrine economiche.* Leçon d'ouverture à l'Université de Genève, dans le *Giornale degli economisti,* novembre 1898).

sation sociale, nous verrons qu'elle a été tantôt privée et tantôt collective et, dans chacune de ces deux formes, on pourrait distinguer d'innombrables variétés qui ne nous permettent pas de croire à l'uniformité, à la constance d'une loi naturelle. La petite propriété, la propriété moyenne et la grande propriété ont trouvé partout des apologistes et même aujourd'hui où existe un courant contre le « latifundium », contre le landlordisme, tandis que M. di Rudini voit dans celui-là une fatalité climatérique et sociale (*Terre incolte e latifondi*, Bologne, 1896), M. Masé-Dari y voit un progrès économico-social, non seulement en se plaçant au point de vue de la production, mais aussi au nom de l'intérêt et de l'amélioration de la condition des ouvriers de la terre (Préface aux *Problemi sociali* de H. George) (1).

Rien de plus curieux que les contradictions dans lesquelles est tombé M. Leroy-Beaulieu au sujet de la petite propriété. Après avoir préconisé et souhaité sa disparition prochaine, au nom de l'utilité sociale (Jaurès, *Socialisme et paysans*, pages 56-57), il en exalte, peu d'années après, les avantages, toujours au nom de l'utilité sociale.

Il est vrai que la grande propriété, la moyenne propriété et la petite propriété, la propriété privée et la propriété collective correspondant aux nécessités changeantes des différentes phases de l'évolution sociale, ont pu assurer aux hommes le maximum d'utilité ou

(1) J'ai résumé l'ouvrage classique de M. de Laveleye et quelques autres études dans *Di alcuni studi recenti sulla proprietà collettiva*. Bologne, 1886.

mieux d'ophélimité, pour parler comme M. Pareto. Aujourd'hui même, à côté de la propriété privée, nous pouvons constater un large développement d'une forme particulière de propriété collective — la propriété sociale de M. Fouillée, qu'admet même M. Leroy-Beaulieu dans plusieurs de ses œuvres et même dans celle qu'il a consacrée à combattre le collectivisme (*Le collectivisme. Examen critique du nouveau socialisme*). Il y a plus, parmi ces mêmes économistes, on admet la *tendance* — nous insistons sur le mot — à une espèce de socialisation de la terre et de la production et de la distribution de la richesse, qu'on ne pourrait que difficilement distinguer, semble-t-il, du collectivisme. Stuart Mill (*Autobiographie ; Le socialisme. Fragments ; Lettre* à de Laveleye du 17 novembre 1872 dans *Essais*, etc., page 107) a déclaré, dans les dernières années de sa vie, que ce *ricorso* était probable et utile. M. Wallace exprime des opinions fort analogues. M. Loria a soutenu, dans presque toutes ses œuvres, la nécessité de ce *ricorso*. C'était aussi l'opinion de Spencer ; il peut avoir changé d'avis sur ce point, mais les excellents arguments sur lesquels il appuyait sa thèse n'ont rien perdu de leur force.

Même les orthodoxes les plus étroits admettent le caractère changeant de l'organisation de la propriété, ils reconnaissent qu'il y a une solidarité croissante dans la production et dans la circulation des richesses. C'est ce qu'admet M. Yves Guyot (*Science économique*, page 365), M. Leroy-Beaulieu (*Essais*, etc., pages 309-312) et, d'une façon plus explicite encore, M. de Molinari dans le pas-

sage que M. Gabriel Deville a lu à la Chambre des députés, au grand scandale des conservateurs de toute espèce. Il mérite d'être reproduit :

« L'avenir appartient donc à l'entreprise collective, et le jour viendra où l'entreprise individuelle sera une rareté comme le rouet ou le métier à tisser à la main. Aucune branche de la production, pas plus l'agriculture et les professions libérales, que l'industrie et le commerce, ne saurait échapper à l'invasion de cette forme progressive. Malgré l'énorme changement que cette évolution suppose, les jours de l'agriculture individuelle sont comptés. Aux petites fermes, aux exploitations parcellaires des paysans propriétaires, succèderont, dans un avenir plus rapproché qu'on ne pense, de vastes exploitations agricoles, où les travaux qui, depuis l'invention de la bêche et de la charrue, ont été exécutés à main d'homme, seront économiquement accomplis par des machines de toute sorte, où le capital d'exploitation se comptera par millions, le personnel dirigeant et auxiliaire par milliers. L'agriculture sera alors entièrement ce qu'elle est déjà en voie de devenir dans les pays les plus avancés, une grande industrie, et toutes les conditions de la vie rurale seront changées (1). »

M. Pareto a résumé la discussion avec une grande sérénité scientifique ; les lecteurs me sauront gré de reproduire

(1) *L'évolution économique du* XIXe siècle, Paris, 1880, page 321. M. de Molinari a insisté sur l'évolution économique dans divers autres ouvrages et dans des articles parus dans le *Journal des économistes*. J'ai signalé, dans la première édition de ce livre, l'importance de son opinion.

un long passage de son livre : « On ne saurait résoudre le problème de l'évolution de la propriété ni, à vrai dire, aucun autre problème de ce genre, par une formule qu'on établit *a priori*, et qu'on prétend étendre à tous les peuples et à tous les temps. Sous ce rapport, les exagérations de l'école optimiste valent celles des socialistes. Pour être juste, il convient même d'ajouter que les socialistes, entre autres K. Marx, tâchent au moins d'esquisser une démonstration par les faits, tandis que, le plus souvent, l'école optimiste se contente de dogmatiser.

« Il est probable qu'il n'y a pas eu une seule évolution de la propriété foncière, mais qu'il y en a eu plusieurs, qui peuvent différer suivant les peuples et les lieux. Il faut les étudier séparément, sans idées préconçues, en observant les faits du présent, et en recueillant les documents historiques pour le passé. C'est la méthode suivie par E. Laveleye, Fustel de Coulanges, Sumner Maine, etc. ; c'est la seule bonne.

« Il faut, en outre, observer qu'il n'est pas du tout prouvé que, même pour un peuple déterminé, à chaque époque historique doive correspondre une seule forme de propriété. Plusieurs formes peuvent exister ensemble, ainsi que cela s'observe pour différentes formes du règne végétal et animal. Bien plus, étant données les grandes variétés que présentent les hommes et les lieux, il est très probable que la coexistence de plusieurs formes de propriété assure un maximum d'ophélimité supérieur à celui qui serait obtenu avec une seule forme.

« On peut, il est vrai, reconnaître (1), d'une manière générale que, pour nos races et nos climats, il y a eu, à une certaine époque de l'évolution sociale, une tendance à remplacer la propriété collective ou familiale par la propriété individuelle. Mais la propriété collective ou familiale n'a pas disparu entièrement. Depuis qu'on s'est mis à l'étudier sérieusement, on en a retrouvé des traces à peu près partout, et même dans le pays où le droit romain a pris naissance. Les propriétés collectives qui existent encore en Italie et qui ont subi, pendant tant de siècles, l'épreuve de la libre concurrence, font voir par là qu'elles répondent à certains besoins. Si on les détruisait violemment, il est certain que la somme d'*utilité* dont jouit le pays serait diminuée.

« Il y a plus. Rien ne prouve que, le progrès diminuant, l'agriculture ne puisse être exercée par des sociétés coopératives, ou par des sociétés qui ne seront pas identiques, mais semblables aux sociétés anonymes actuelles. » (*Cours*, pages 416-417).

Cette citation nous dispense d'insister sur l'évolution continue, la transformation universelle de tout ce qui forme l'objet de la science économique, rente, formes de production, répartition de la richesse, salaire, prix. Il y a bien la grande loi économique de *l'offre et de la de-*

(1) M. Pareto cite en note les conclusions d'une de mes études, *Di alcuni studi recenti sulla proprietà collettiva*, pour montrer que, dans certains pays, la propriété collective peut donner le maximum d'ophélimité, et il dénonce, vigoureusement, certains écrivains de l'école optimiste qui ne préconisent la libre concurrence que parce qu'elle est utile à certaines classes de la société et qui ne l'acceptent que dans ce cas.

mande, qui, dit-on, est immuable, mais elle est corrigée d'une part par les *trade-unions*, les *ligues de résistance*, les *syndicats ouvriers*, qui auront bientôt l'appui et la force de la loi et de l'Etat (1), par les *trusts*, les *pools*, les *Kartelle* qui empêchent le jeu naturel de la loi de l'offre et de la demande pour le remplacer par des monopoles plus ou moins criminels (2).

Il est, semble-t-il, une loi qui devrait avoir le caractère d'une loi naturelle, c'est celle qui préside à la satisfaction des instincts sexuels, à la procréation. Or, ce sont les économistes orthodoxes les plus illustres — par exemple, actuellement, MM. de Molinari, Pantaleoni, Rümelin — qui conseillent sa violation, et l'histoire nous montre qu'elle a toujours été violée !

Les faits, l'histoire, nous enseignent donc de façon incontestable que le monde économique n'est pas immuable, qu'il ne se cristallise pas dans une forme

(1) Les *trusts* ont pris une telle importance et ils sont si intimement liés à la vie économique moderne, que diverses lois ont été proposées afin de les réglementer. Voir, sur ce point, l'important article du professeur A. Maghieri sur les *Sindacati di difesa industriale* (*Riforma Sociale*, avril 1898). Il y a quelques années déjà, M. Merlino avait démontré que la concurrence aboutit au monopole. Je remarque ici, en passant, que M de Molinari, après avoir exalté l'importance de la *loi naturelle omnibus* de la PROGRESSION DES VALEURS, montre ensuite l'impuissance de cette loi, lorsqu'il parle des crises et de l'anarchie de la production, et il demande l'intervention artificielle de l'homme pour supprimer les obstacles (*Les lois*, etc., pages 16, 30, 73, 276, 294, etc.).

(2) Sur cette tendance voir mon ouvrage sur *La grande battaglia del lavoro*. Rome, 1898.

donnée, mais qu'il se meut, se transforme, qu'il évolue éternellement et universellement.

Toutes ces prétendues *lois naturelles* de l'économie orthodoxe ont été fréquemment violées sans que les sociétés soient mortes. Souvent même, comme par exemple pour la protection douanière, la violation de ces *lois naturelles* à donné, au grand désappointement des théoriciens, aux sociétés humaines un accroissement de bien-être et de prospérité... On ne peut donc que donner raison à M. Loria qui affirme que les lois naturelles de l'économie politique orthodoxe ne sont qu'une fantaisie stérile de la métaphysique sociale !

L'économie politique n'est pas seule à ne pas avoir de *lois naturelles* au sens scientifique du mot ; il en est de même de l'histoire et de la sociologie. On a rendu à cette dernière un bien mauvais service, lorsqu'on a prétendu qu'elle avait atteint un degré de précision considérable et tel qu'on pouvait l'appeler à l'aide pour ruiner l'utopie socialiste.

Le dogmatisme sociologique était de mode en Italie il y a une vingtaine d'années, mais maintenant que la nouvelle synthèse des sciences sociales a fait de plus grands progrès, les sociologues sont devenus plus modestes, et ils ont quelque honte des affirmations de ceux d'entre eux qui attribuent à la sociologie une perfection qu'elle n'a pas.

J'ai rappelé, dès 1884, qu'un des disciples et des successeurs les plus éminents d'Auguste Comte, M. de Roberty, disait d'elle, *qu'elle est une science nouvelle qu'il faut constituer et pour laquelle on n'a pas en-*

core déterminé la méthode spéciale qui doit servir à ses recherches. Il n'avait pas grande confiance dans la méthode suivie, tandis que M. Espinas affirmait qu'elle était définitive. On a pu voir par les discussions qu'elle a soulevées depuis, que celui-ci s'était bien trompé. Malgré les congrès internationaux, les innombrables travaux publiés sur ce sujet, on n'est pas encore d'accord sur la définition de la sociologie et moins encore sur ses lois. Tous les ouvrages qui ont été publiés, malgré les promesses de leur titre, ne peuvent dissiper les doutes. Les sociologues les plus éminents, M. M, de Roberty, Espinas, Kidd, Leslie Stephen, Pareto, reconnaissent d'ailleurs qu'elle en est encore à ses débuts (1).

L'étude de l'œuvre de M. Spencer vient à l'appui de cette manière de voir. Ses principes, ses lois, ont servi, en effet, à soutenir les thèses et les systèmes les plus opposés et, mieux encore, il a été amené lui-même aux plus étranges contradictions (2). Nous avons déjà

(1) Voir par exemple, les ouvrages de : BAGEHOT, *Lois scientifiques du développement des nations ;* MOUGEOLLE, *Statique des civilisations; Les lois de l'histoire;* DE GREEF, *Les lois sociologiques ;* LE BON, *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples ;* TARDE, *Les lois sociales ;* KIDD, *Social Evolution.* Ces titres pourtant promettent plus que ces livres ne donnent.

(2) Je crois avoir été un des premiers, en Europe, à me servir de la doctrine de Spencer pour défendre les théories socialistes, mais je tiens à ajouter, pour montrer l'élasticité et l'imprécision de cette doctrine, que, tandis qu'en 1878 j'en tirai ces conclusions (*La libertà e la questione sociale*), le marquis Ferraioli appuyait sur elle ses opinions cléricales.

parlé de ses variations d'opinion au sujet de la propriété. Il en est une autre plus fondamentale, qui détruit tout son système : « Un trait cardinal dans toute organisation qui progresse, est le développement de l'appareil régulateur. Si ces parties d'un tout doivent agir ensemble, il doit y avoir des mécanismes par lesquels leurs actions sont dirigées, et plus le tout est grand et complexe et a beaucoup d'exigences auxquelles répondent beaucoup d'actions, *plus l'appareil dirigeant doit être étendu, élaboré et puissant*. Inutile de dire qu'il en est ainsi pour les organismes individuels et il est évident qu'il en va de même pour les organismes sociaux. » (*Problèmes de morale et de sociologie*, Paris, page 97). Ce principe si nettement formulé conduit directement à la justification de l'intervention croissante de l'Etat, que Spencer a tant combattue, mais qu'Huxley avait formulée comme une conséquence logique de la théorie de Spencer.

Malgré tout le respect que nous avons pour ces auteurs éminents, on peut, sans irrévérence, conclure que la plupart des lois sociologiques et historiques qu'ils prennent pour base, le climat, la race, l'économie, la civilisation, etc., ne résistent pas à la critique et constituent, tout au plus, les préliminaires de la sociologie, et que, si parfois, mais très rarement, elles nous expliquent le passé, elles ne peuvent nous donner aucune indication sur l'avenir. Elles ne présentent presque jamais aucun des caractères des lois naturelles et elles justifient le scepticisme avec lequel Macaulay et, depuis, M. Denis ont parlé des lois de l'histoire ; et elles

donnent raison aux sociologues qui se méfient de la sociologie.

Les conclusions auxquelles nous sommes arrivés sur les lois naturelles de l'économie et de la sociologie ne doivent pas cependant décourager ceux qui se livrent aux études scientifiques. N'a-t-on pas entendu du haut de l'une des chaires de la plus grande Université d'Italie déclarer que la « mathématique pure a détruit une à une les colonnes d'airain de son édifice. On croyait qu'elle était parvenue à la perfection et on est maintenant arrivé à des conclusions très sceptiques qui nous portent à nous résigner à une ignorance perpétuelle. *Ignorabimus.* Ainsi la critique moderne justifie cette sentence de Crisippe : *L'axiome est vrai ou faux* (1) ».

Ce savant se demande ensuite si la mathématique, l'analyse, la géométrie, la mécanique, la physique étant des sciences *provisoires* et limitées, et n'ayant de valeur que dans une partie très restreinte de l'espace et dans les conditions actuelles de nos moyens d'observation, on peut affirmer qu'il existe des lois absolues et éternelles en morale, en droit, en économie ? (pag. 21). Certainement il n'y en a pas, ou du moins on n'a pas encore trouvé ces lois absolues et éternelles ; mais cela ne nous autorise pas à conclure *ignorabimus* ; nous devons nous en tenir, comme je l'ai toujours soutenu, à un prudent *ignoramus*, qui est un stimulant pour les recherches.

(1) Prof. del Pezzo, duc de Cajanello, *Le ribellioni della scienza*, Napoli, 1895, pag. 5 et 55. M. del Pezzo est assez apprécié dans le monde des mathématiciens français.

Celles-ci nous ont d'ailleurs déjà amené à comprendre d'une façon exacte le mot *loi* et pourquoi il n'a pas le même sens que pour les physiciens.

L'observation des phénomènes physiques aurait pu également nous conduire à ces conclusions. Nous savons que 0 doit être le point de congélation de l'eau, mais le point de congélation de l'eau de mer est à — 2°,5. On peut constater les mêmes modifications apparentes des lois les mieux établies, de la pesanteur par exemple, comme de tant d'autres phénomènes. Y a-t-il dans ces cas exception à la loi ? Seules les conditions des phénomènes sont modifiées, et leurs rapports ont varié dans les mêmes proportions. Les conditions ayant été modifiées par l'interférence d'une autre loi, il semble qu'une nouvelle loi régisse les nouveaux rapports. L'eau qui se congèle à 0°, c'est l'eau pure ; il en est autrement de l'eau de mer, parce que celle ci est chargée de sel et d'autres matières étrangères. Il y a là une autre condition, et par suite ce n'est qu'en apparence que la loi de la congélation est modifiée.

L'interférence d'autres lois, l'intervention de nouveaux facteurs, qui créent de nouvelles conditions, est incontestable dans le monde inorganique, mais elle est relativement minime. Elle est plus considérable dans le monde organique et nous savons que les biologistes regardent avec envie les physiciens, les chimistes qui ont pu asseoir leur science sur des bases certaines (1). Nous

(1) G. B. Grassi, l'illustre biologue de Rome, a énergiquement repoussé l'application que les biologistes font des lois de la sociologie à la biologie et inversement. Nous avons vu

pouvons rassurer les biologistes. Les psychologues et plus encore les sociologues bâtissent eux aussi sur le sable, parce que dans les sociétés humaines les interférences des autres lois et l'intervention de nouvelles conditions augmentent en raison directe du progrès accompli. C'est pour cela qu'il semble que les sauvages obéissent à une loi constante et immuable, tandis que les peuples civilisés nous offrent une diversité beaucoup plus grande. A mesure donc qu'on passe des phénomènes les plus simples du monde physique et inorganique aux phénomènes plus complexes du monde organique et social, les lois naturelles subissent des exceptions toujours plus nombreuses, deviennent plus incertaines et perdent de plus en plus leurs caractères propres.

Ainsi nous pouvons admettre l'existence des lois darwiniennes sans solution de continuité depuis le monde organique jusqu'au monde social, pourvu qu'on ajoute qu'elles sont alors de plus en plus modifiées par l'intervention de nouveaux facteurs. La conscience est pour l'homme un facteur nouveau qui a modifié les conditions de son activité : *il y a un facteur nouveau dans ce mécanisme* qui, pour avoir été engendré par les lois naturelles qui agissaient seules à l'origine, n'en a pas moins une action spécifique considérable et influe sur

avec quelle légèreté M. Le Bon parle, comme de choses incontestables, des lois sur les rapports, le volume du cerveau et de l'intelligence ; sur les croisements, sur les métis, etc. (*Les lois*, etc.). M. Kidd applique aussi avec autant de fantaisie les théories de la biologie.

l'ensemble du système. De sorte que les conséquences de la sélection naturelle et de la concurrence vitale en doivent être et en sont certainement modifiées, et elles ne pourraient se produire librement que si l'*influence perturbatrice*, c'est-à-dire l'*activité intelligente et volontaire* de l'homme — que l'on peut comparer aux sels dont la présence dans l'eau de mer modifie la loi ordinaire de la congélation — venait à disparaître. A l'homme intelligent, actif, doué de raison, industrieux, civilisé, ce n'est plus la loi de Darwin qui s'applique, ce sont d'autres lois qui ont d'autres conséquences.

Si on les entend en ce sens, on peut accepter l'expression de *lois naturelles* de l'économie, de la sociologie, etc. C'est ce sens que leur donne un économiste éminent et impartial, M. Pareto : « Les lois scientifiques, a-t-il écrit récemment, sont simplement des *uniformités* que l'on constate dans des conditions données... L'homme d'autrefois ressemblait en partie à l'homme de notre temps, il était différent sur certains autres points, *d'où il résulte que les lois qui ont pour condition les caractères qui ont existé depuis les temps historiques jusqu'à aujourd'hui, ont une valeur pour cette époque lointaine comme pour maintenant et que les lois, au contraire, qui ont pour condition des caractères qui ont été modifiés ont nécessairement changé.* L'observation et l'histoire seules peuvent nous faire connaître les caractères qui ont changé comme les autres, on ne peut pas l'établir *a priori* (1) ». On peut

(1) *Biblioteca di storia economica*, vol. I. Préface de M. Pa-

donc convenir avec M. de Greef que « il n'y a de différence entre les lois sociales et les lois inorganiques auxquelles on réserve à tort le titre de naturelles, que celle résultant des combinaisons supérieures dont les phénomènes sociaux sont susceptibles, de leur plasticité et de leur masse plus considérables et plus étendues, des arrangements et réarrangements plus nombreux auxquels ils se prêtent. Ces différences ne sont que quantitatives (1) ». Il en est ainsi en effet. Les *lois sociales* sont aussi des *lois naturelles*, mais la *quantité* des facteurs nouveaux, des interférences d'autres lois est tellement grande que la différence dans leurs manifestations changeantes prend l'apparence de différences *qualitatives*. Nous pouvons donc conserver la distinction entre les lois naturelles physiques et les lois naturelles sociales, d'autant plus que tandis que dans le fonctionnement des premières, les lois interférentes et les nouveaux facteurs étant limités en nombre, on peut en déterminer et mesurer les effets et les variations ; on ne peut pas le faire pour les secondes. Dans le monde social les conditions sont innombrables, et les changements dans leurs rapports et leurs effets, rapides, imprévus, et échappant à toute mesure, du moins jusqu'ici. Cette distinction est nécessaire afin d'éviter les exagérations et les équivoques auxquelles ont donné lieu fréquemment la conception et l'application des lois naturelles faites par

reto, 1899, pag. 7. Plus loin M. Pareto, répondant à M. Brunetière, explique encore mieux le caractère de *relativité* des lois économico-sociales.

(1) *Les lois*, etc., p. 153.

l'économie vulgaire. Les statisticiens ont été plus avisés que les philosophes de l'histoire, les économistes et les sociologues, puisqu'ils ont, ou bien déclaré qu'on ne pouvait pas parler de lois, ou tout au moins qu'on ne pouvait admettre que des *régularités* ou des *uniformités* dans la succession des phénomènes (von Mayr), ou bien, en parlant des *lois sociales*, ils y ont vu des *lois empiriques*, des *lois de fait*, des *lois de tendance*, des *lois de groupes* qui ne valent que pour les masses, les collectivités et non pour les individus en particulier, qui sont vraies dans de certaines limites, sous certaines conditions, et celles-ci changeant, la *loi* change elle aussi.

Il nous semble préférable de donner aux lois sociales la dénomination de *lois empiriques*, *lois de fait*, *lois de tendances*, plutôt que de les qualifier de *régularités* ou d'*uniformités* dans la coexistence ou dans la succession des phénomènes sociaux, parce que ces régularités, ces uniformités souvent n'existent pas au moins dans certaine mesure (1). M. Lewes a remarqué avec raison que l'expression *uniformité de la nature*, pourrait faire croire que l'avenir doit ressembler exactement au présent, que les conditions actuelles doivent se répéter telles quelles ; or, ce serait là une conjecture qu'aucun fait d'expérience ne légitime. Nous pouvonsbien affirmer la *régularité* de la nature, mais non pas son *uniformité*. Je préférerai l'expression d'*uniformité de la causalité*,

(1) M Von Mayr parle toujours de *régularité*. Contre la régularité au sens étroit du mot, voir Pascale (*Uso ed abuso della statistica*) dont je me suis occupé dans *Alcoolismo*.

c'est-à-dire uniformité dans les rapports entre la même cause et le même effet, qui nous amène à cette conclusion : *ce qui est est, et sera aussi longtemps que les conditions n'auront pas changé* (1). Le *hasard* et le *libre arbitre* sont ainsi exclus de l'évolution sociale, parce que nous pouvons établir quels sont les facteurs qui la déterminent sans cependant arriver à pouvoir préciser *comment* ils agissent et *quels seront* leurs effets.

Les difficultés énormes, si ce n'est l'impossibilité absolue de prévoir le cours de l'évolution et de la prédétermination résultent de ces trois circonstances.

1° L'évolution intellectuelle continue nous fait découvrir d'une façon incessante de nouvelles forces, et elle crée de nouveaux besoins qui ne peuvent entrer en compte dans les prévisions, et nous voyons alors se dérouler des phénomènes nouveaux, imprévus, hors de toute prévision.

2° On ne peut pas mesurer la quantité d'altruisme qui se développe chez les individus et moins encore les sentiments altruistes dont ils ont hérité. Cette force mystérieuse de l'hérédité ne nous permet pas de déterminer d'une manière précise le caractère des individus et des collectivités, et nous ne connaissons pas avec exac-

(1) Cité par Anguilli, *La filosofia e la scuola*, page 208. M. Lilienfeld, un sociologue fort connu, parle des lois naturelles et des lois sociales, de la nécessité et du libre arbitre, d'une façon si obscure et avec tant de légèreté que cela nous dispense de toute critique. Voir : *Pensées sur la science sociale de l'avenir* et *Pathologie sociale*, Paris, Giard et Brière. Il a résumé sa théorie dans un article paru dans la *Riforma sociale* (L'*organismo sociale è un superorganismo*? 10 août 1896).

titude les conditions qui favorisent la réversion atavique qui agit, elle aussi, comme cause perturbatrice de l'évolution sociale (1).

3° La difficulté, sinon l'impossibilité, de l'uniformité du développement de l'évolution sociale et de toute prévision à son sujet dérive également de cette circonstance,

(1) M. Pareto écrit : Si nous essayons de mettre un peu d'ordre dans les motifs extrêmement variés et complexes des actions humaines, nous voyons qu'on peut les grouper en trois classes. Certaines de nos actions ont pour objet de nous procurer simplement une sensation agréable, d'autres actions ont pour objet de procurer à l'individu qui les accomplit certaines conditions de santé, de développement du corps et de l'intelligence, d'autres ont pour objet de procurer ces conditions à tout un agrégat et d'en assurer la reproduction (*Cours*, etc. Vol. II, page 397). Les *lois naturelles* devraient se grouper autour de ces trois catégories de *motifs*; or, nous ne voyons pas dans la société, comme le veut M. Pareto, cette *uniformité* qui est la condition essentielle pour qu'il y ait *loi*. Les trois motifs, en effet, ont une importance variable chez les différents individus et surtout dans les différents temps. Les uns sacrifient tout à l'*ophélimité*, qui constitue la première classe des motifs, ils lui sacrifient non-seulement la troisième classe, qui a pour objet ce qui est utile à l'agrégat, mais même la seconde qui a pour objet l'utilité individuelle. L'école d'anthropologie criminelle a mis en évidence l'existence des lois naturelles basées sur ces uniformités d'action des motifs déterminants. M. Lombroso et son école ont eu le mérite d'avoir montré la variabilité de la réaction sous l'action d'un facteur social, la diversité du *caractère* de l'individu. On sait que le besoin fondamental de l'organisme — le besoin de nutrition — fait que les uns émigrent, que d'autres volent, qu'un troisième demande l'aumône, qu'un autre se tue. Ces quatre phénomènes ne sont pas *sans cause*, mais la cause a produit des résultats différents suivant les *caractères*. Qui oserait prédire *quand* et *qui*, sous l'impulsion de la misère, émigrera, volera, demandera l'aumône ou se suicidera?

plusieurs fois rappelée dans ce livre, à savoir qu'en sociologie les *effets* à leur tour se transforment en *causes*. Or, celles-ci sont très nombreuses et leur combinaison extrêmement variée donne des résultats toujours nouveaux, qui, à leur tour, en reproduisent d'autres, qui diffèrent nécessairement des premiers (1).

Il me semble que ces trois circonstances suffisent à confirmer, d'une part, la grande *loi de causalité*, et à expliquer, d'autre part, l'impossibilité qu'il y a à prévoir et à prédéterminer avec certitude les événements. Ils agissent, de même que les sels en solution dans l'eau

(1) M. de Greef constate la complexité des rapports entre les faits sociaux et il ajoute : les sept classes de phénomènes, c'est le nombre qu'en contient sa classification, peuvent donner lieu à cent vingt sept combinaisons, et comme chaque classe a des divisions et des subdivisions, on peut dire que les rapports auxquels peut donner lieu la vie de la société sont innombrables. (*Les lois*, etc., page 148). Aussi ne puis-je comprendre comment il peut affirmer que « par cela même que la sociologie est la plus complexe de toutes les sciences, sa matière est susceptible d'un nombre considérable de combinaisons; elle est donc, par excellence, une matière plastique, malléable, modifiable et perfectible. *Nous pouvons, en agissant sur certains facteurs sociaux, dans des conditions déterminées, surtout sur les facteurs les plus généraux et lès plus simples*, PRODUIRE DES PHÉNOMÈNES NÉCESSAIRES, c'est-à-dire en rapport avec des lois observées, expérimentées et permettant par conséquent la *prévision scientifique* du phénomène social dont la production ou la reproduction sont recherchées ». M. de Greef insiste sur cette action modificatrice croissante et consciente que certains facteurs peuvent exercer sur l'évolution sociale (de la page 137 à la page 151) et je voudrais qu'il eut raison, mais de sa discussion un peu diffuse on ne peut déduire que cette conclusion : *L'action de l'État gagne en extension et perd en intensité.*

changent le degré où elle entre en ébullition, sans détruire la notion de *loi naturelle* qui régit l'un et l'autre phénomène. C'est ainsi que les événements sociaux peuvent et doivent être considérés comme des phénomènes naturels du même ordre, bien que leur évolution ne présente pas les caractères qui distinguent ces mêmes lois naturelles au sens étroit du mot (1).

Cette intervention des causes modificatrices de la loi naturelle de l'évolution sociale nous donne la raison intrinsèque de l'échec fréquent d'un grand nombre de

(1) Tout cela peut servir à nous faire comprendre dans un sens très limité la théorie du hasard de Ardigò. Pour le grand philosophe de Padoue il n'y a pas d'archétype dans la succession des faits. La pensée dans l'humanité est formée par la continuité d'accidents infinis qui se sont succédés *par hasard* les uns aux autres; l'organisation des sociétés est le résultat inévitable de l'infinité des actions réellement exercées par une infinité de circonstances accidentelles. Aussi ne peut-on pas donner *a priori* une représentation graphique des phénomènes futurs. Cette prévision est contraire à la nature; non-seulement il n'y a pas un archétype *a priori*, mais il n'y a même pas un archétype de la succession. La nature peut évoluer selon des modes infiniment variés. De même que les développements peuvent être infinis, infinis sont également les ordres possibles. Si un certain ordre ne se réalise pas, on ne tombe pas pour cela dans le chaos. Il en est un autre tout prêt. Si la prévision n'est pas possible, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas nécessité dans le lien causal. Le hasard ne diminue pas le caractère absolument naturel des phénomènes, c'est-à-dire sa détermination au moyen de ce qui est intrinsèque aux choses elles-mêmes qui agissent. Une espèce et une loi ne sont pas des faits inaltérables; ils sont sujets à une altération continue, insensible... L'évolution naturelle n'est pas autre chose que cette altération progressive de la chose et de sa fonction (*Opere filosofiche*, vol. II).

lois et de mesures dues à des hommes politiques même des plus savants. Les effets attendus ne se sont pas produits. C'est pour cela également que M. Donnat a préconisé la *politique expérimentale :* les lois doivent être limitées dans le temps et dans l'espace, de façon à éviter les désillusions et les dommages. Tout ce qui précède nous permet de comprendre ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a d'inexact dans la grande conception de Quételet, qui voulait instituer une *physique sociale* dans laquelle agiraient d'une façon continue et nécessaire des lois qui auraient tous les caractères des lois naturelles (1).

Si ces causes modificatrices de l'évolution sociale agissaient avec une grande rapidité, toute l'histoire des sociétés humaines serait une succession de cas imprévus et presque merveilleux; la science sociale serait sans utilité; mais elles agissent au contraire avec beaucoup de lenteur, d'où il résulte cette conséquence heureuse que lorsque nous connaissons exactement l'évolution passée et l'évolution présente, quand nous connaissons les principaux facteurs de l'évolution, nous pouvons, dans certaines limites, prévoir l'avenir le plus rapproché de nous et surtout nous pouvons, mais avec précaution, prédéterminer le *sens*, la *direction*, la *tendance* de l'évolution future. Les statisticiens et les sociologues qui constatent ces tendances et qui les donnent pour ce qu'elles valent, se conforment aux règles de la science et d'une saine expérience (2).

(1) Le fatalisme de Quételet se ramène à un déterminisme bien compris.

(2) On sait que Spencer, Letourneau, etc., quand ils parlent

Ajoutons enfin, que nous ne comprenons pas ceux qui blâment cette critique des *lois naturelles* — que nous ne nions pas, mais que nous réduisons à leur juste valeur — parce qu'ils y voient la confession de l'inutilité de la science sociale. Nous retournerons contre eux leur argumentation, et nous leur demanderons : s'il y a des lois naturelles qui règlent la vie sociale comme il y a des lois naturelles qui règlent la chute des corps, n'est-il pas parfaitement inutile d'étudier ces phénomènes et ces lois que nous ne pouvons ni changer ni modifier? Si nous voyons dans les lois de l'économie et de la société ce qu'y voit l'orthodoxie vulgaire, la conséquence logique doit être l'inaction bouddhique.

Cette étude s'impose au contraire, quand on conçoit le développement de la phénoménologie sociale comme obéissant à des lois dont les conditions, n'étant pas immuables, peuvent toujours être modifiées afin d'obtenir des effets utiles au corps social. S'il est une théorie saine, c'est celle qui impose la connaissance de tous les éléments, de tous les facteurs de la vie sociale, c'est celle du déterminisme, à laquelle se ramène la théorie que nous avons exposée, parce qu'elle laisse une grande part à l'activité toujours plus consciente de l'homme.

La critique que nous avons faite de la sociologie éton-

de l'évolution future, se contentent d en indiquer la tendance, et je rappelle à l'honneur d'un socialiste oublié, que de Pæpe, il y a plus de vingt ans, voyait dans les lois sociales simplement des tendances. Dans ma *Sociologia criminale* (Vol. II, pages 15 et suivantes et dans les §§ 63 et 69) je me suis longuement occupé du *déterminisme* et du *libre arbitre* et de l'importance que l'on doit attribuer aux tendances.

nera ceux qui croyaient que la sociologie, née d'hier, dominait déjà le monde des événements et en réglait le cours.

Les études de sociologie ont rendu des services cependant, en débarrassant le terrain des préjugés et des erreurs qui l'encombraient, et l'on saura plus tard, quand on le jugera sans passion, tout ce que l'on doit à Spencer.

Les progrès de la sociologie sont certains dans sa partie pour ainsi dire formelle et extérieure, et, dans un certain sens même, dans celle qui se rapporte à la succession des phases.

On peut admettre avec M. de Greef que l'on doit renoncer à transporter telles quelles les lois de la biologie dans la sociologie; qu'il faut étudier les lois sociales au point de vue statique — structure de la société — et dynamique — évolution de la société et action réciproque de leurs lois; qu'il faut distinguer ces lois en *élémentaires* et *composées*, *directes* et *indirectes*, etc. (*Les lois*, page 44, 36, 138 et 139). Nous pouvons également admettre la *loi des trois états* de Comte — qu'admettent MM. Angiulli, de Dominicis, de Roberty — comme marquant la succession de la méthode et de l'explication de la conception du monde, en la restreignant à l'ordre spécial des phénomènes qu'elle embrasse et en n'en faisant pas une loi sociologique universelle comme le voulait Comte (de Greef, *Les lois*, etc., page 48). On peut même accepter ce que M. Tarde a si brillamment exposé sur les processus de propagation des idées, des innovations, des progrès, et ses excellentes distinctions sur le

progrès *qualitatif* et *quantitatif*, sur les phases *homogènes* et *hétérogènes*, ses observations sur la façon dont il faut comprendre le système, etc. (1).

Quant à l'essence même de la sociologie, ce qui semble acquis définitivement, c'est que : les *lois psychiques* se substituent petit à petit aux *lois physiques;* qu'il y a *interdépendance entre les phénomènes sociaux,* et que le facteur économique l'emporte ou précède les autres facteurs; qu'il y a substitution continue et graduelle de la *coopération volontaire* à la *coopération forcée* dans le sens indiqué par Spencer (2).

Mais la grande loi des sociétés humaines c'est incontestablement la *loi de l'évolution.* Dans aucune partie du monde, dit Bagehot, pas même chez les sauvages de la Terre de feu, les hommes ne sont restés absolument stationnaires (*Lois,* etc., page 46). Tout change, tout se transforme; et ce changement incessant, perpétuel, existe alors même que nous pouvons constater les *ricorsi* de Vico. Nous avons vu que MM. Loria et de Greef les croient simplement formels; MM. Gumplovicz et Le Bon les croient substantiels. Cela suffit d'ailleurs à montrer que l'évolution ne doit pas être confondue avec le progrès. et que l'on ne doit jamais parler du progrès que comme

(1) M. Tarde a exposé dans ses *Lois sociales, Esquisses d'une sociologie* (Paris, 1898), d'une façon synthétique ce qu'il a longuement étudié dans ses trois grands ouvrages : *Les lois de l'imitation*; *L'opposition universelle; La logique sociale.* Il a donné une notion plus claire de ses lois de l'imitation ; ses lois d'adaptation me paraissent bien obscures.

(2) Sur toutes ces lois, voir les ouvrages de Buckle, Marx, Spencer, Loria, Pareto, Labriola, etc.

d'une *loi empirique*, d'une *tendance*. On trouvera par suite exagéré l'optimisme de M. Espinas qui déclare que le *progrès* est la loi la moins contestée de l'histoire (*Les sociétés*, etc., page 69).

Le lecteur qui nous aura suivi dans toutes nos discussions sur les principes généraux du socialisme sait déjà quelles sont les quelques lois qui semblent les plus certaines en sociologie; il sait également *si* et *quand* elles sont en contradiction avec le socialisme. Ce que M. Tarde nous a dit des *lois de l'imitation* nous explique en grande partie la diffusion rapide du socialisme. Tout ce que cet auteur a dit de l'essence intime de l'opposition, confirme ce que nous avons exposé dans ce livre : le domaine de la guerre et de la concurrence grandit chaque jour, mais il en est de même de celui de la paix et de la solidarité.

Si nous laissons de côté les lois sociologiques de M. Le Bon (1), qui n'expriment que des aversions et des antipathies sans nous fournir ni faits, ni argumentations, et celles de M. de Greef qui démontrent la justesse de l'idéal socialiste, il nous reste à parler de la grande loi de l'évolution. Elle est la plus incontestable de toutes, et elle condamne le présent en ce qu'elle montre qu'il est fatalement destiné à disparaître pour être remplacé par d'autres institutions et d'autres arrangements sociaux.

(1) M. Le Bon affirme avec raison que les prévisions sociologiques sont impossibles ou du moins très difficiles; et malgré cela, poussé par sa haine contre les socialistes, il affirme que si le socialisme était réalisé, il s'en suivrait la mort ou la décadence de la société !

Tout ce que l'on sait de l'interdépendance des phénomènes, de la prééminence du facteur économique, du développement graduel mais continu de l'altruisme, et de la substitution de la coopération volontaire à la coopération forcée, qui constituent les points principaux de la doctrine évolutioniste, ne peuvent pas, même avec la meilleure volonté du monde, être invoqués contre le socialisme.

Mais évolution ne signifie pas nécessairement progrès, progrès véritable. Et c'est ici que se fait sentir la nécessité de l'utilité d'une lutte continue afin que les forces conscientes s'efforcent de donner à l'évolution la direction vers le progrès, vers l'amélioration, en diminuant ou en supprimant le rhythme qui implique toujours un regrès partiel, bien que conformément à la théorie de Spencer il ne puisse jamais nous faire revenir jusqu'au point de départ. J'aborde enfin la question la plus grave, celle des motifs qui poussent l'homme à l'action.

Les économistes orthodoxes se croient ici invincibles, et ils pensent que l'*homo œconomicus* donne aux *lois naturelles* des bases inébranlables qui montrent que le socialisme est une utopie.

Ces bases se réduisent à ce qu'on appelle la *prémisse hédoniste*, d'où l'on pourrait déduire d'une façon systématique les lois de la richesse, qui constituent la science économique. Voici comment on la formule : *les hommes sont poussés à agir exclusivement par le désir de s'assurer la plus grande somme de jouissance possible avec le minimum d'effort individuel possible*. De plus, l'*homo œconomicus*, l'hédoniste, *doit tendre à porter*

ses jouissances au maximum pendant tout le temps probable de sa vie et non pas seulement pendant l'instant actuel, ou dans celui qui le suit immédiatement (1).

Cette prémisse hédoniste renferme en elle-même les deux grandes lois naturelles qui règlent les actions humaines : la *loi de l'égoïsme* et la *loi du moindre effort*, qui représenteraient ce qu'il y a d'invariable dans la nature humaine, qui se trouverait ainsi, comme le dit M. Pareto (*Biblioteca di storia economica*, etc., page 7), soumise aujourd'hui aux mêmes lois qu'autrefois.

Le principe hédoniste et ses deux lois ne contredisent pas le fondement du socialisme, ni comme hypothèse, ni comme donnée expérimentale. Il n'est pas douteux que la loi du moindre effort n'est pas en contradiction

(1) Maffeo Pantaleoni, *Economia pura*, 2e édition, 1899, pages 9, 106. L'illustre économiste qui représente si admirablement la science italienne à l'Université de Genève, répète constamment que l'*économie pure*, essentiellement déductive, repose sur des hypothèses. Nous aurions bien des remarques à faire sur l'égoïsme de l'espèce et sur les conséquences qu'on en pourrait tirer; mais il me semble que la preuve que cette théorie ne détruit pas le socialisme, peut être facilement déduite de ce fait qu'il démontre toujours au moyen d'hypothèses, que si la réalité empirique nous donnait non pas l'égoïsme comme phénomène universel, mais l'altruisme, les déductions qu'il tire de l'*homo œconomicus* resteraient les mêmes (pages 15 et suivantes). Toutes ses sagaces remarques ne peuvent pas faire qu'il n'y ait une évolution de l'altruisme dans le sens indiqué dans ce livre, c'est-à-dire comme découlant primitivement de l'égoïsme.

M. Winiarsky veut construire toute une mécanique sociale sur les motifs de l'activité humaine, mais il se réfère toujours à la coexistence et au contraste entre l'égoïsme et l'altruisme — deux forces comparables aux forces d'attraction et de répulsion du monde cosmique (*Essai sur la mécanique sociale*, dans la *Revue philosophique*, avril 1898).

avec le principe socialiste, et cela est si vrai que M. Pareto, comme on l'a vu, n'exclut pas le fait et l'hypothèse d'une organisation collectiviste dans laquelle les hommes trouveraient le maximum d'ophélimité.

Quant à la première partie de la formule, à savoir la loi-mère, qui consisterait dans le principe indiqué par Adam Smith, celui de l'*effort uniforme, invariable, constant* de chacun pour améliorer sa condition — c'est-à-dire la grande loi de l'égoïsme, de l'intérêt personnel — au lieu d'anéantir le socialisme, elle ne servirait qu'à en élargir la base. Si c'est là l'unique loi importante — et nous avons vu qu'il y a une *loi supérieure de l'organisme social* — on ne pourrait en tirer que cette déduction : il faut donner à la masse ouvrière, à la grande collectivité la conscience pleine et entière de cette loi afin qu'elle s'y conforme, non pas pour travailler au bien-être des autres, mais pour travailler au sien et — cela se comprend parfaitement — pour le porter à son maximum.

C'est cette conscience que le socialisme s'efforce de lui donner, et c'est dans cette formule hédoniste, entendue d'une façon très étroite, que se trouve la raison d'être de la méthode et du principe qui justifie la *lutte de classe.*

On pourrait bien invoquer triomphalement cette formule contre les socialistes sentimentaux, mais on ne le peut pas contre les socialistes contemporains — en commençant par Marx — qui trouvent dans cette formule même le levier le plus puissant pour pousser la classe ouvrière à l'action, et qui les y poussent au nom de

l'égoïsme, de l'intérêt personnel. N'a-t-on pas reproché au socialisme contemporain, et notamment au marxisme, son amoralité? Les socialistes contemporains ne sont-ils pas dénoncés tous les jours simplement parce qu'au nom du matérialisme historique ils ramènent toute la question sociale à une question d'estomac? Mais que veulent-ils donc, si ce n'est appliquer rigoureusement le principe de l'effort *uniforme, invariable, constant, ininterrompu* pour améliorer leur condition et ils s'en servent pour grouper et discipliner les forces des ouvriers sous la bannière de la *lutte de classe?* La formule hédoniste serait-elle donc comme le diable dont on a peur après l'avoir évoqué?

La façon dont Marx comprend l'évolution sociale et annonce l'avènement d'une nouvelle phase qui suivra la phase capitaliste aurait, d'ailleurs, à cause de son fatalisme et de son mécanisme, tous les caractères d'une véritable *loi naturelle.*

§ 60. Il nous faut maintenant conclure.

Tout ce que nous savons des lois sociologiques et des principes fondamentaux de l'économie confirme, ou, tout au moins, n'est pas en contradiction avec la foi que l'on peut avoir dans la réalisation graduelle de l'idéal socialiste. Toute l'évolution sociale, le passé comme le présent, nous autorise à espérer que dans l'avenir la direction, le sens de l'évolution continuera à être socialiste.

L'évolution s'est faite jusqu'ici de l'égoïsme à l'altruisme, de la coopération forcée à la coopération volontaire; du rapt et de la violence dans les unions sexuelles au consentement et à l'amour; de la guerre à la paix,

de la concurrence à la solidarité ; de la jouissance de quelques-uns au bien-être des masses; du privilège à l'égalité; de la mort des vaincus à l'esclavage, de l'esclavage au servage, du servage au salariat, du salariat à l'association; de la force au droit.

C'est là le chemin glorieux parcouru jusqu'ici par l'humanité, qui a eu ses amertumes, ses catastrophes, ses périodes douloureuses comme aussi ses victoires, ses ivresses. Les pierres milliaires dont ce chemin est parsemé nous invitent à continuer nos efforts afin d'atteindre le but poursuivi.

Le travail collectif du progrès s'est fait jusqu'ici à travers d'infinies contradictions; tous y coopèrent, tous y apportent leur pierre, mais tous n'ont pas eu le même but : celui qui a travaillé pour obtenir la liberté religieuse a parfois négligé la liberté politique; celui qui a poursuivi la transformation économique ne s'est pas toujours préoccupé de l'évolution morale. Chacun et chaque moment ont apporté leur tribut, et tout ce qui a été gagné unilatéralement ne fut plus perdu pour l'ensemble. Chaque homme de chaque collectivité, chaque moment de l'histoire a mis son activité à polir une des facettes de ce polyèdre immense qu'est le progrès de l'humanité.

Pourquoi celle-ci devrait-elle demain, dans un avenir prochain, ou dans un avenir éloigné, changer de direction? Serait-ce par hasard, parce qu'elle prend une conscience toujours plus claire du but à atteindre? parce que cette conscience qu'avaient seuls quelques-uns, s'est éveillée déjà chez un grand nombre, et qu'elle le

sera bientôt chez tous les hommes? Mais cette conscience qui se précise et qui s'étend toujours davantage ne peut qu'accélérer le mouvement, sur le chemin à parcourir, dans le sens et dans la direction suivis jusqu'ici. Ce qu'il y a d'altruisme et de moralité acquis et consolidé fait que l'hypothèse du regrès ou de la permanence des maux sociaux encore existant épouvante ceux que l'on pourrait croire des adversaires naturels de l'idéal socialiste et oblige Huxley à écrire : « Les meilleures civilisations modernes me semblent être la manifestation d'un état de l'humanité sans idéal digne de ce nom et sans avoir même le mérite de la stabilité... Si l'accroissement de l'empire sur la nature et de la civilisation, si la richesse qui est le résultat de cet empire, ne doivent pas diminuer l'extension et l'intensité de la misère et de la dégénérescence physique et morale, résultat nécessaire de la misère des masses, alors je n'hésite pas à déclarer que je saluerai comme la seule solution désirable la venue de n'importe quelle comète qui dispersera notre planète dans l'espace » (1)!

Le spectacle des misères présentes attriste l'illustre naturaliste darwinien, mais s'il avait regardé le chemin parcouru, l'espérance se serait éveillée en lui. Quoiqu'il en soit, cette imprécation pessimiste de Huxley n'en demande pas moins aux hommes de tendre toute leur énergie pour faire disparaître les maux sociaux.

Cet élément moral ne peut que rendre plus énergique

(1) *Government : Anarchy or Regimentation* (*Nineteenth Century*, mai 1880).

la force qui pousse l'humanité dans la direction actuelle. En s'appuyant sur le passé comme sur le présent, sur les données et les progrès matériels, sur les données et les progrès moraux, la sociologie, par la bouche de Spencer, répond qu'il y a tendance *vers* le socialisme, qu'il s'agisse de l'organisation de la propriété, de la famille, de l'État. Tel est le résultat de l'observation des faits et de l'induction de ces faits mêmes. Peu importe à l'humanité si celui ou ceux qui ont constaté les faits et établi les inductions logiques, blessés dans leurs intérêts ou dans leurs passions, se contredisent. Ceux-ci nuisent à leur réputation, mais non pas à la *chose* même qui a été constatée par eux et qui demeure ce qu'elle est.

D'autre part, nous ne pouvons parler que de *tendance* et nous ne pouvons indiquer ni les modes, ni les détails de réalisation des événements futurs; il n'y a pas une échéance fixe qui marquera le triomphe de telle ou telle organisation. Aussi ne pouvons-nous pas nous associer à ce dogmatisme marxiste qui, du haut de sa science, prophétise comme fatal l'avènement de l'organisation sociale qu'il préconise. La prévision est ici hors du domaine de la science, et elle doit être condamnée (1).

(1) Les socialistes historiens, dit M. Pareto, abusent étrangement des considérations fatalistes (*Cours*, etc., II, page 19). On sait que M. Vandervelde a montré que cinquante années d'histoire avaient apporté bien des démentis aux points fondamentaux du *Manifeste du parti communiste*. M. Sorel, que l'on pouvait considérer jusqu'ici comme un des plus ardents défenseurs du marxisme, a renchéri encore, sur ce qu'avait écrit cet éminent socialiste belge, dans un article paru dans la *Critica sociale*, 1er mai 1898 (*La crisi del socialismo*). M. Benedetto Croce,

Nous condamnons ce dogmatisme, mais nous concluons au nom de l'histoire et de la partie la plus noble qui s'est petit à petit développée dans le cœur humain, au nom du sens moral, malgré les erreurs, les exagérations et les fautes — qui n'en a pas commis? — des socialistes de toutes les écoles, que le socialisme n'en est pas moins la synthèse invulnérable des aspirations vers l'amélioration continue des classes ouvrières, de la grande masse de l'humanité : le socialisme survit aux persécutions, aux condamnations, aux calomnies, aux tueries. On a cent fois déjà annoncé sa mort et toujours il renaît plus vigoureux que jamais; ses adversaires avaient cru le tuer dans l'œuf et ils ont devant eux un géant.

L'espérance, la foi dans sa réalisation est toujours plus intense parce que, si nous tournons les yeux vers le passé et si nous regardons autour de nous, tout nous dit que le socialisme *devient*.

avait déjà fait cette remarque profonde que le collectivisme ne résulte pas nécessairement du matérialisme historique. Sur la crise du marxisme il y a eu depuis les articles de Bernstein toute une littérature. Ledru-Rollin, Proudhon, Engels et Marx se sont trompés sur la signification et les conséquences des crises commerciales anglaises.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Saint-Amand (Cher). Imp. DESTENAY, Bussière frères.

Ferri (Enrico). — *Socialisme et Science positive* (Darwin, Spencer, Marx). 1896. Un vol. in-8 . . . . . . 4 fr. »

Guesde (J.). — *Le Socialisme au jour le jour.* 1899. Un vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

Issaieff (A.). — *Aperçu sur le présent et l'avenir de l'état économique de la Russie.* 1897. Une broch. gr. in-8 2 fr. »

Kovalewsky (M.). — *Coup d'œil sur l'évolution du régime économique et sa division en périodes.* 1897. Une brochure gr. in-8. . . . . 1 fr. »

Lafargue (P.). — *La fonction économique de la Bourse.* 1897. Une brochure gr. in 8 . . . . 1 fr. 50

Lafargue (P.). — *Recherches sur l'origine de l'idée de justice et de l'idée du bien.* 1900. Une broch. gr. in-8 . 2 fr. 50

Lafargue (P.). — *Pamphlets socialistes.* 1900. Un volume in-18. . . . . 1 fr. »

Lavroff (P.). — *Le Progrès.* Théorie et pratique, 1895. Broch. gr. in-8. . . . . 2 fr. »

Lavroff (P.). — *Quelques survivances dans les temps modernes.* 1897. Broch. gr. in-8 . . . . 3 fr. 50

Lazare (B.). — *Histoire des doctrines révolutionnaires.* 1896. Brochure gr. in-8 . . . . 0 fr. 50

Marx (Karl) et Fr. Engels. — *Manifeste du parti communiste.* 1897. Brochure in-8 . . . . 0 fr. 20

Merlino (S.). — *Formes et essence du socialisme.* 1898. Un vol. in-18 . . . . 3 fr. 50

Platon (G.). *La Démocratie et le régime fiscal à Athènes, à Rome et de nos jours.* 1899. Un vol. gr. in-8 . . 8 fr. »

Platon (G.), — *Le Socialisme en Grèce.* 1895. Une brochure gr. in-8 . . . . 3 fr. 50

Rienzi (H. Van Kol). — *Socialisme et Liberté.* 1898. Un vol. in-18. . . . . 3 fr. »

Salvioli (G.). — *La nationalisation du sol en Allemagne.* 1897. Brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

Sombart (W.). — *Le socialisme et le mouvement social au dix-neuvième siècle.* 1898. Un vol. in-18. . . . 2 fr. »

Vandervelde (E.). — *Législation ouvrière.* La loi belge du 15 juin 1896 sur les règlements d'ateliers. 1897. Une brochure gr. in-8. . . . . 1 fr. 50

Virgilii (F.). — *La vie agricole en Italie* (Emilie). 1897. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

Virgilii (F.). — *La législation ouvrière en Italie.* 1897. Une broch. gr. in-8 . . . . 1 fr. »

SAINT-AMAND, CHER. — IMPRIMERIE BUSSIÈRE FRÈRES